This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

**Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

**About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

**A propos de ce livre**

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

**Consignes d'utilisation**

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

**À propos du service Google Recherche de Livres**

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

2044 103 163 721

70
76

UNE

# ANNÉE DE MA VIE

## OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

### PUBLIÉS PAR LA LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie

---

**Promenade autour du Monde.** 1 volume in-4 avec 316 gravures sur bois. Broché. . . . . 50 fr.
*Le même ouvrage.* 2 volumes in-16, avec 30 gravures et une carte. Brochés. . . . . 8 fr.

**A travers l'empire Britannique.** 2 volumes in-8 . . . . . 15 fr.
*Le même ouvrage.* 2 volumes in-16. Brochés. . . . . 8 fr.

**Sixte-Quint,** d'après des correspondances inédites 2 volumes in-16. Brochés. . . . . 7 fr.

---

Paris. — Imprimerie Lahure, rue de Fleurus, 9

1269

LE COMTE DE HÜBNER

ANCIEN AMBASSADEUR D'AUTRICHE A PARIS ET A ROME

70/76

# UNE ANNÉE DE MA VIE

## 1848-1849

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1891

Droits de traduction et de reproduction réservés.

# AVANT-PROPOS

Les pages qu'on va lire ne sont pas des *Mémoires*. Elles ne relatent pas, d'après des souvenirs confus ou à l'aide de notices éparses datant de l'époque, des faits qui se sont passés il y a plus de quarante ans. Elles sont la reproduction, souvent textuelle, d'un journal tenu régulièrement, et sauf empêchement, écrit chaque matin. Pour en faciliter l'entente en rafraîchissant la mémoire du lecteur, j'y ai inséré, autant que cela m'a paru utile, de courts résumés des événements auxquels elles se rapportent.

# UNE ANNÉE DE MA VIE

## PREMIÈRE PARTIE

### MILAN

### FÉVRIER 1848

18, vendredi, Leipzig[1]. — Une dépêche du prince de Metternich[2] m'appelle à Vienne. Pourquoi? Elle ne le dit pas.

21, vendredi, Vienne. — Arrivé ce matin. Après avoir touché barre chez le comte de Münch[3], qui n'a garde de satisfaire ma curiosité, je me rends chez le chancelier d'État, que

1. L'auteur était conseiller de légation, alors chargé d'affaires d'Autriche près des cours d'Anhalt, de Schwarzbourg et de Reuss, et consul général en Saxe avec résidence à Leipzig.

2. Né 1773, mort 1859.

3. Né 1786. A suivi d'abord la carrière administrative, est entré comme conseiller à la chancellerie d'État 1822. Président de la Diète à Francfort (Confédération germanique) de 1823 à 1848. Mort 1866.

je trouve à déjeuner en compagnie de la princesse[1]. Il entre aussitôt en matière :

« Depuis plusieurs mois, me dit-il, l'Italie me préoccupe au plus haut degré. Le feu y couve sous la cendre. Afin de faire face aux événements qui s'annoncent, surtout pour apporter de l'unité dans les mesures militaires du maréchal Radetzky[2] et la marche que les autorités civiles auront à suivre dans certaines éventualités, une conférence a été établie à Milan, composée du vice-roi[3], du maréchal Radetzky et du comte Spaur, gouverneur de la Lombardie. Un élément essentiel manquait dans ces réunions : la diplomatie n'y était pas représentée. Et cependant rien de plus nécessaire que de rester en contact continuel et direct avec les différents gouvernements italiens : le Saint-Siège, Naples,

1. Princesse Mélanie de Metternich, née comtesse Zichy-Ferraris, née 1805, mariée 1831, morte 1854.

2. Le comte Joseph Radetzky, né 1766, entre dans l'armée 1784, fait les campagnes de 1789 contre la Turquie, et celles sur le Rhin et aux Pays-Bas de 1793 à 1795 ; général-major 1805, lieutenant-général 1809; prend part à toutes les campagnes suivantes, chef de l'état-major 1813, 1814 et 1815; nommé commandant de l'armée d'Italie 1831, fait maréchal 1836; dirige l'armée pendant les deux campagnes de 1848 et 1849, gouverneur général du royaume lombardo-vénitien de 1850 à 1856; prend sa retraite 1857, mort 1858.

3. L'archiduc Renier, fils de l'empereur Léopold II, né 1783, vice-roi de Lombardie et de Vénétie de 1814 à 1848, mort 1853.

la Toscane, Parme, Modène. Quant au Piémont, la défection de notre ancien allié n'est plus qu'une question de temps. Ce n'est pas par des démarches diplomatiques que nous l'arrêterons sur le plan incliné de la révolution. Cette lacune a été comblée par la mission à Milan du général comte de Ficquelmont[1]. Mais, ce dernier étant destiné à entrer au cabinet comme ministre de la guerre, le prince Félix Schwarzenberg[2], notre ministre à Naples, a reçu l'ordre de le remplacer à Milan. Cependant, depuis lors, les choses se sont tellement troublées dans le royaume des Deux-Siciles, que je suis obligé

1. Le comte Charles Louis de Ficquelmont, né en Lorraine 1777, entre dans l'armée autrichienne 1793, fait les campagnes de 1805 et 1809, colonel 1809; commande en Espagne la cavalerie du général Castaño 1811-1812; général-major 1814, ministre à Stockholm 1815, à Florence 1820; lieutenant général 1830, ambassadeur à Saint-Pétersbourg; ministre d'État et de conférence 1840, général de cavalerie 1843; ministre des Affaires étrangères, mars-4 avril 1848, mort 1857.

2. Prince Félix de Schwarzenberg né 1800; entre dans l'armée 1818, dans la diplomatie 1824. Attaché à Saint-Pétersbourg 1826, à Rio-de-Janeiro 1828, à Londres et à Paris 1829; ministre à Turin de 1838 à 1844; à Naples de 1844 à 1848. La même année il rentre dans le service actif militaire comme général de brigade, se distingue dans la campagne de 1848 en Italie, nommé lieutenant général et gouverneur militaire de Milan après la prise de cette ville. Ministre président 22 novembre 1848, place qu'il occupe jusqu'à sa mort, 1852.

de le maintenir à son poste. En attendant que les circonstances lui permettent de quitter Naples, c'est à vous que je compte confier la mission ardue et délicate que le prince Félix, pour le moment, est empêché de remplir. Votre tâche sera de siéger dans les conférences du vice-roi et d'encourager, par l'intermédiaire de nos représentants, les différentes cours d'Italie à la résistance contre les exigences du parti du mouvement. Vous connaissez ma pensée sur ce point et vous vous en inspirerez dans votre correspondance. Vous leur direz et répéterez que l'empereur est résolu de venir à leur secours militairement dans le cas où leurs propres moyens ne suffiraient pas pour maintenir l'ordre dans leurs États. Vous tâcherez aussi d'éclairer l'opinion publique par le moyen de la presse. Je tiens à avoir un diplomate de confiance à Milan, ville avantageusement située à la proximité des cours sur lesquelles il faudra agir le cas échéant, et il peut y avoir péril en la demeure. »

Ce que le prince me confiait, au sujet d'une intervention autrichienne en Italie, ne m'était pas nouveau, c'était la répétition textuelle de ce qu'il m'avait dit à ce sujet, juste un an auparavant, à mon retour de Paris :

« Il faut nous préparer à l'intervention. Si

l'on peut l'éviter, tant mieux, car, pour nous comme pour le gouvernement du roi Louis-Philippe, elle peut faire naître des dangers sur lesquels je ne me fais aucune illusion. Toutefois, s'il le faut, elle aura lieu. M. Guizot connaît nos résolutions. Il faut distinguer entre les pays auxquels le parti libéral avancé ne peut plus faire grand mal et qui n'ont qu'à craindre le radicalisme, et entre ceux auxquels une révolution libérale aux gants de velours peut devenir fatale. Ce serait le cas de l'Autriche, de l'Italie, même de la Prusse, tandis que la France et l'Ouest de l'Allemagne appartiennent à la première de ces deux catégories. En comparant la révolution à un livre, je dirais que nous en sommes encore à l'avant-propos, tandis que la France est arrivée à peu près, pas tout à fait, aux dernières pages. M. Guizot m'a suggéré l'idée, que je n'ai pas trouvée pratique, de céder au pape des administrateurs et des hommes de loi lombards ou vénitiens, dont le concours pourrait lui être utile pour les réformes qu'il compte introduire dans son gouvernement. Nous avons fait, du temps de Grégoire XVI, un essai de ce genre qui n'a pas abouti. Je ne compte pas le répéter. »

22, mardi, au 24, jeudi. — Je ne sors presque

pas de la chancellerie d'État. Le matin, le prince me fait appeler à la lecture des courriers. Je reviens dîner et, après le théâtre, terminer la soirée dans le salon de la princesse. Depuis deux ans environ, le chancelier, cessant de me traiter comme un enfant ou comme un attaché d'ambassade bien vu dans la maison, a pris l'habitude de me parler avec abandon des affaires les plus épineuses. Ce qu'il m'a dit aujourd'hui et hier de la situation intérieure de l'Autriche m'a profondément affligé.

25, vendredi. — Assisté à une conférence de Jarcke[1] devant un auditoire nombreux et brillant. Il y avait Senfft[2], François Colloredo[3],

1. Docteur Erneste Jarcke né à Dantzig 1801. Célèbre publiciste et professeur de droit aux Universités de Bonn et de Berlin, appelé à Vienne par le prince de Metternich comme publiciste 1832; mort 1852.

2. Le comte Frédéric de Senfft né 1774. Ministre des Affaires étrangères de Saxe 1809-1813; entre dans la diplomatie autrichienne: successivement ministre à Turin, Florence et à la Haye; plénipotentiaire aux Conférences de Londres 1839; ministre à Munich; rentre dans la vie privée 1848, mort 1853.

3. Le comte François de Colloredo né 1799. Ministre à Dresde, à Munich 1837; ambassadeur à Saint-Pétersbourg 1843-1847; président de la Diète de Francfort (Confédération germanique) 1848; ministre à Londres 1852, ambassadeur à Rome 1856-1859; premier plénipotentiaire aux négociations de paix à Zurich, où il mourut 1859.

Henri Bombelles[1], Rechberg[2]. L'ancien professeur parlait de l'apparition dans le monde de l'Islamisme. C'était savant, profond, lourd. — Le soir, comme toujours, chez la princesse Mélanie[3]. — Ce qui me frappe, sans m'étonner, c'est la gaîté, l'insouciance, le laisser-aller charmant qui, malgré les gros nuages qui pointent sur l'horizon, règnent dans ce salon aux « petits jours », lorsque la maîtresse de la maison réunit les élus : quelques gros bonnets du corps diplomatique, quelques *big swells* du pays, tandis que la jeunesse se groupe autour de la table de thé de la princesse Herminie Metternich. Notre société est si habituée au beau temps qui a régné en Autriche depuis 1815, qu'elle a perdu le souvenir des tempêtes du commencement du siècle. Les jeunes généra-

1. Le comte Henri de Bombelles né à Versailles 1789. Entre dans l'armée autrichienne 1805, fait la campagne de 1815, ministre à Lisbonne et à Turin. Nommé *Ajo* (directeur de l'éducation) de l'archiduc François-Joseph et de ses frères, mort 1850.

2. Le comte Bernard de Rechberg né en Bavière 1806; entre dans la diplomatie autrichienne 1829; chargé d'affaires à Bruxelles et à Stockholm; ministre à Rio-de-Janeiro 1841-1848; plénipotentiaire près du Pouvoir central provisoire à Francfort 1849; commissaire civil de la Confédération germanique en Hesse 1850; président de la Diète de Francfort 1855; ministre des Affaires étrangères de 1859-1864.

3. La femme du chancelier. L'usage, à Vienne, était alors, et ne s'est pas encore complètement perdu, de désigner les déesses de l'Olympe par leurs noms de baptême.

tions n'ont jamais vu qu'un ciel sans nuages, et, si l'année 1830 en a un peu troublé la sérénité, ces perturbations passagères de l'atmosphère ont passé sur elles presque inaperçues.

26, samedi. — J'avais rédigé moi-même mes instructions, et le prince les a approuvées. Ce sont des phrases vagues. Il s'agit d'éventualités inconnues. Comment alors préciser d'avance la conduite que l'agent aura à suivre? Tout dépendra de sa sagacité, de sa présence d'esprit, de son courage moral, de l'appui que lui donnera ou refusera son gouvernement.

Mais, au moins, nous avons examiné à fond l'ensemble des affaires d'Italie. La confiance que le chancelier me témoigne en me chargeant de cette mission m'effraye plus qu'elle ne me flatte. Non que je recule devant la responsabilité que je vais assumer, mais je voudrais être clairement renseigné sur les moyens qu'on est décidé à employer dans des cas extrêmes. Le prince parle d'intervention, mais je ne vois pas qu'on s'y prépare militairement. Je crois, au contraire, savoir qu'on a refusé au maréchal Radetzky, par des motifs d'économie mal entendue, les secours par lui déclarés nécessaires. Nécessaires surtout pour le cas, de plus en plus probable, où des insurrections partielles de Lom-

bardie décideraient le roi de Sardaigne à se mettre à la tête du mouvement italien. Nul doute que le prince de Metternich ne soit résolu à combattre les révolutions de la péninsule en 1848 comme il l'a fait en 1821, alors entouré encore de l'auréole du Congrès de Vienne et agissant de concert avec les puissances continentales; — en 1830, sûr du concours moral des cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg, — et, dans les deux époques, fortement secondé par l'empereur François qui ne lui refusait jamais son appui sur le terrain de la politique étrangère.

Aujourd'hui, pourra-t-il compter sur l'appui de l'archiduc Louis[1], prince sage, réfléchi, consciencieux, plein de dévouement pour le souverain qu'il représente dans la plus haute sphère du pouvoir, mais lent à se décider, portant mal le poids de sa responsabilité, et, par conséquent, peu enclin aux grandes et subites déterminations.

Et le comte Kolowrat[2], le puissant rival du

1. Né 1784, fils de l'empereur Léopold II, fait la campagne de 1809, directeur général de l'artillerie 1822. Membre et, après la mort de l'empereur François 1835, président du Conseil d'État; se retire du service en 1848; mort 1864.

2. Le comte François Kolowrat né 1778, a suivi depuis 1799 la carrière administrative; gouverneur de Bohême 1810; ministre d'État et des Conférences 1825-1848; après la révolu-

chancelier, le ministre le plus influent en ce qui concerne les affaires intérieures de la monarchie, à Vienne le chef non avoué mais reconnu de l'opinion libérale en Autriche, facilitera-t-il à son antagoniste les moyens de combattre les libéraux italiens qui figurent encore à la tête du mouvement en attendant qu'ils cèdent la place aux chefs des sectes révolutionnaires? Hélas non! Le prince est isolé et paralysé, en un mot, impuissant. On ne lui accordera que des demi-mesures, des tentatives timides qui ne pourront aboutir qu'à des mécomptes sinon à des catastrophes.

Depuis deux ans le chancelier me fait entrevoir la perspective d'une destination plus élevée. Des indiscrétions aimables de la princesse et du comte Münch m'ont confirmé dans l'espoir d'être bientôt délivré de mon poste actuel. Las de croupir dans l'oisiveté, fatigué de composer des tableaux du mouvement commercial de la Saxe, j'attendais avec une impatience croissante le moment de mon rappel. Ce moment est, enfin, venu. L'horizon d'une activité nouvelle, importante, palpitante d'actualité, s'ouvre devant moi. Mais, hélas! cette activité me semble fatalement frappée de stérilité.

tion de Mars, président du nouveau cabinet de mars à avril 1848; mort 1861.

Henri Bombelles, fort au courant des hommes et des choses d'Italie, me dit : « Depuis 1815, l'Autriche, en ceci le mandataire du Congrès de Vienne, a maintenu l'ordre en Italie, appuyé les trônes des princes et rétabli ceux qui avaient été renversés par la révolution, et, néanmoins, elle n'a jamais pu compter ni sur la reconnaissance ni sur les sympathies de ces cours. Je ne parle pas ici des princes, dont quelques-uns ont été et dont deux (le grand-duc de Toscane et le duc de Modène) sont encore des alliés fidèles de l'empereur, mais de leur entourage et des hommes qu'ils emploient pour la direction de leurs affaires. »

27, dimanche. — La Gazette de Milan publie la déclaration de l'état de siège dans le royaume lombardo-vénitien.

28, lundi. — Les nouvelles de France et d'Italie sont fort alarmantes. Plus j'examine les affaires d'Italie, plus il me devient clair que, vu l'insuffisance des moyens dont le chancelier dispose, la partie est perdue. La révolution ne se laissera pas arrêter par des notes diplomatiques et des articles de journaux. Arrête-t-on une locomotive avec une baguette?

Dîné et passé l'avant-soirée chez la comtesse

Molly[1]. La princesse de Metternich me ramène dans sa voiture. Pendant le trajet elle me demande mon opinion sur l'issue de la lutte engagée entre M. Guizot et l'opposition. Je lui réponds que dans le corps diplomatique on ne doute pas de sa chute. « S'il tombe, s'écria la princesse en tressaillant, nous sommes tous perdus! » C'était pour moi une révélation de l'intimité des rapports entre Vienne et Paris.

29, mardi. — Je me trouvais chez le baron Werner[2], lorsque le comte de Münch, pâle et défait, entra dans le cabinet et nous communiqua les grandes nouvelles de Paris : Louis-Philippe a abdiqué, la duchesse d'Orléans est nommée régente, Odilon Barrot chargé de former un ministère. Ceci change les situations. Le mal occulte jusqu'ici apparaît sur l'épiderme.

Petite et intéressante causerie avec le chancelier avant de nous mettre à table. Pendant le dîner, sauf la princesse, qui a de la peine à cacher son émotion, tout le monde est fort en train, les convives parce qu'ils ne comprennent pas la gra-

1. Comtesse Marie de Zichy-Ferraris, mère de la princesse de Metternich.

2. Né 1791. Secrétaire et conseiller de légation à Berlin de 1816 à 1832; conseiller aulique à la chancellerie d'Etat 1834; sous-secrétaire d'Etat 1849; ministre à Dresde, 1867; mort 1871.

vité de la situation, le prince parce qu'il ne quitte jamais le masque de la sérénité. Dans l'avant-soirée arrive le comte de Montbel, ancien ministre de Charles X. Il pleure d'un œil et rit de l'autre.

---

## MARS 1848

---

1er, mercredi. — De grand matin chez le prince de Metternich. Je le trouve à déjeuner avec la princesse et le docteur Jäger. Il nous expose, longuement mais avec une grande lucidité, son appréciation des événements de France. Un courrier avait apporté dans la nuit la nouvelle, confirmée quelques heures plus tard par l'*Indépendance belge*, de la proclamation de la République à Paris. Le chancelier m'envoya chez M. de Flahaut pour lui en faire part. L'ambassadeur, encore couché, se leva en toute hâte et apprit la nouvelle fatale avec tristesse et dignité, mais sans trahir la moindre surprise. Témoin dans sa jeunesse de tant de catastrophes, rien ne l'étonne plus.

Revenu de ma mission pénible, le prince, cette fois-ci seul, reprend le fil de sa conversation et vient à parler de l'Autriche. « Tout le monde me dit : il faut faire quelque chose. Sans doute, mais quoi? Notre monarchie est un vieil

édifice. On ne peut guère, sans danger, en percer les murs, y ouvrir des portes et des fenêtres, changer à l'intérieur l'aménagement des appartements. Et cependant il faut faire *quelque chose*. Je réponds à ces braves gens que *tout* est à refaire, mais qu'on n'improvise pas de pareilles reconstructions.

« En 1817, j'ai proposé à l'empereur François la création, au centre de l'empire, d'un corps délibératif composé de notabilités de nos différentes provinces. Le rapport dans lequel j'exposais mes idées était un travail consciencieux, circonstancié, allant au fond des choses. Il ne répondrait plus aux besoins du temps actuel, mais, dans son essence, il indique, selon ma conviction, la seule solution possible du grand problème de faire coexister, dans le cadre d'une union organique, les différentes races de l'empire. Pendant des années j'ai vu mon travail sur le bureau de l'empereur, qui ne voulait ou ne pouvait prendre de détermination sur cette grande et, selon moi, urgente question. Un jour, en 1826, à l'issue d'une grave maladie, à laquelle il avait failli succomber, me trouvant auprès de lui, il me dit soudainement : « Savez-vous ce qui « m'a le plus tourmenté lorsque je croyais mou- « rir? C'était la pensée d'avoir laissé traîner sur « ma table votre rapport de 1817. Mais, main-

« tenant, sans perdre un jour de plus, j'en sai-
« sirai le Conseil d'État. » Cependant il n'en a rien fait. En 1835, au jour de l'an, ainsi dix-huit ans après la rédaction de mon rapport, lorsque je lui présentai mes félicitations, il y revint spontanément, en disant : « Avant la fin de « l'année cette question sera résolue. » Deux mois après, il mourut.

« Sans doute, il est indispensable d'adapter nos diètes provinciales aux besoins du temps et d'en étendre les pouvoirs. Mais cela ne suffira pas. Il faudra aussi au centre un corps, siégeant à Vienne (je laisse ici la Hongrie de côté) et composé de délégués des diètes provinciales. Ce serait une chambre provinciale et non une chambre de députés, un *Volkshaus*, dont les membres seraient élus de la même manière que ceux des diètes provinciales. On ne peut superposer, les unes aux autres, des Assemblées sorties des mêmes urnes électorales sans créer entre elles un antagonisme qui arrête et paralyse leur action.

« Gardons-nous aussi de détruire les provinces comme individus et d'effacer la position de l'empereur comme souverain de chacune de ces provinces. Ce serait faire disparaître des liens qui les unissent à la dynastie l'élément personnel et, avec lui le moyen le plus efficace dont dis-

pose la couronne pour empêcher les froissements et les luttes entre les différentes races qui habitent la monarchie.

« Je n'ai jamais été un Richelieu. Je ne me suis jamais reconnu l'étoffe ni senti la tentation ou la volonté de l'être. Dans la longue série des chefs de la famille de Habsbourg il y a eu, entre de grandes figures, quelques princes malades ou faibles, et il y a eu aussi quelques grands ministres, mais aucun de ceux-ci n'a entrepris de se substituer au souverain. L'Autriche, précisément à cause de la diversité des nations qui la composent, ne comporte pas de maires du palais.

« Pendant la plus grande partie du long et glorieux règne de François Ier j'ai été son premier ministre, jouissant de sa confiance et, je crois, aussi de son affection. Sans me vanter, je puis dire qu'il a toujours adopté mes idées et suivi mes conseils en tout ce qui touchait à la politique étrangère. Il n'en a pas été ainsi pour les affaires intérieures. Sur ce terrain aussi, il est vrai, en ma qualité de chancelier d'État, j'avais le droit d'intervenir. Mais j'en usais modérément et seulement dans des moments critiques, surtout lorsqu'il s'agissait de sauvegarder les grands principes dont, d'ailleurs, l'empereur François, du moins sciemment, ne s'est jamais départi. L'assassinat de Kotzebue en 1819 par

un jeune sectaire fanatique allemand a produit sur son esprit une profonde impression. Attribuant aux sociétés secrètes, qui minaient l'Italie et, à un moindre degré, l'Allemagne, une importance peut-être exagérée, il croyait trouver le remède contre le mal dans une surveillance minutieuse des classes soi-disant intelligentes exercée par la police, qui, par là, est devenue un des principaux instruments de son gouvernement; par une censure plus vexatoire qu'efficace des produits de la presse, enfin par la fermeture morale de ses frontières contre l'Allemagne et, en général, contre l'étranger. Mais on a beau fermer les barrières aux idées, elles les franchissent tout de même et arrivent par contrebande où elles ne sont pas admises régulièrement. Il en résultait dans les classes instruites une irritation sourde contre le gouvernement et des désirs vagues de réformes politiques d'après le modèle de constitutions libérales introduites dans quelques États secondaires de l'Allemagne. Ce système, qui avait le mérite de préserver les masses contre la propagation du poison révolutionnaire, a donc agi mal sur les couches supérieures. J'en ai fait l'observation à l'empereur; mais sur ce point il était inébranlable. Tout ce que j'ai pu faire pour en atténuer les résultats fâcheux, je l'ai fait.

« La mort de l'empereur modifia profondément ma position. Le comte Kolowrat, déjà très influent dans les dernières années du règne de François Ier, vu l'état maladif du nouvel empereur, me proposa de nous partager le pouvoir. « Vous garderez, me dit-il, les affaires étran- « gères et vous me laisserez les coudées franches « à l'intérieur. » Je lui répondis par un sarcasme. « Eh bien, s'écria-t-il, alors tout restera dans « le statu quo. » Mais le statu quo n'existait déjà plus.

« Chez nous, comme dans toutes les monarchies, un ministre n'est fort que lorsqu'il se sent sûr de l'appui de son souverain. L'archiduc Louis, qui représente l'empereur Ferdinand dans les « conférences d'État », par la raison même qu'il n'est pas le souverain, n'a pu et ne peut me seconder suffisamment. J'ai cependant des luttes incessantes à soutenir contre mes adversaires, auxquels le comte Kolowrat sert de prête-nom plus qu'il n'en est réellement le chef. Dès l'avènement de l'empereur actuel, je me suis senti paralysé.

« Mes amis m'ont demandé pourquoi j'acceptais le rôle ingrat qu'on me faisait jouer, pourquoi j'hésitais à donner ma démission. Ils n'ont pas compris que cela était impossible sans entraîner l'écroulement de l'édifice dont, avec l'em-

pereur François durant son règne, et seul depuis sa mort, ainsi depuis près de quarante ans, j'ai été le principal pilier. Otez la colonne, et la voûte qu'elle supporte s'effondre. Si en 1817, même aussi tard qu'en 1826, l'empereur avait adopté mes idées sur la réorganisation des diètes, nous serions, peut-être, en mesure de faire face à la tempête. Aujourd'hui il est trop tard. Il ne nous reste qu'à nous mettre en panne et à agir selon les circonstances. Mais je vous dirai une chose que je vous prie de noter : ma démission sera la révolution. »

Passé la journée à voir beaucoup d'amis, à prendre congé de mes filles au couvent des Salésiennes, où elles se trouvent depuis la mort de leur mère, à faire mes paquets. Mais, au milieu de ce tourbillon, les paroles du chancelier ne cessaient de résonner à mes oreilles.

Il était tard lorsque j'entrai au salon de la princesse de Metternich. Je n'y ai jamais passé une soirée aussi décousue et agitée. Il y avait les ambassadeurs, le comte de Münch, qui n'y paraît que très rarement, pâle et taciturne, le comte de Hartig[1] surexcité et, contre son habitude, ges-

1. Le comte François de Hartig, né 1789, entre dans la carrière administrative 1819, gouverneur du Tyrol 1825, gouverneur de Lombardie 1836. ministre d'Etat et de conférence 1840: mort 1865.

ticulant et parlant avec véhémence, presque tous les habitués, chuchotant, changeant souvent de place, tâchant de faire parler le prince, le seul de la compagnie qui se montrât calme et impassible. La princesse, qui m'a toujours comblé de bontés, était fort gracieuse et me dit, d'un air presque ému lorsque je pris congé d'elle, que c'étaient peut-être de longs adieux [1].

5, dimanche, Milan. — Parti de Vienne le 2 et voyageant en chemin de fer jusqu'au pied du Semmering et, ensuite, avec des chevaux de poste, je mis soixante-quatorze heures pour arriver à Milan. Je me suis installé à la *Bella Venezia*, en face du palais Marino, où demeurent le comte et la comtesse de Ficquelmont. Dîné et passé la soirée chez eux. Le comte, pendant de longues années ministre à Naples et ambassadeur à Saint-Pétersbourg, et par là rompu aux affaires diplomatiques, a été, plus d'une fois, désigné par l'opinion publique pour successeur éventuel du prince de Metternich. Je l'ai trouvé tel que je l'ai toujours connu. Quoiqu'il porte sur ses larges épaules la tête d'un Socrate, c'est le philosophe qui rit.

1. Je ne l'ai plus revue à Vienne, mais j'ai eu le bonheur de l'approcher, elle et le chancelier, plusieurs fois soit à

« On m'a demandé, m'a-t-il dit, l'impossible. Tout ce que j'ai fait et que vous ferez ici a été et sera des coups d'épée dans l'eau. » Et il éclata de rire tout en me donnant l'envie de pleurer.

6, lundi. — Aujourd'hui, entretien sérieux avec M. de Ficquelmont. Il m'a parlé longuement et à cœur ouvert. La conclusion à laquelle il en arrive, relativement à l'Italie, c'est que l'épée seule pourra trancher le nœud.

Le gouverneur de Lombardie, comte Spaur, part. Le temps me semble singulièrement mal choisi pour un congé. Son remplaçant provisoire, le vice-président du gouvernement, comte O'Donell, n'a absolument rien à me dire sur la situation.

Dîner fort élégant au palais Marino. Le comte et la comtesse de Ficquelmont, celle-ci toujours belle femme, ont réuni la crème de la société autrichienne de Milan. Leur fille, Élise-Alexe, la princesse Clary, *a perfect beauty*, brille de tout l'éclat de la première jeunesse. J'y retrouve la jolie et piquante comtesse Beckers née Festetics, la baronne Betsi Meyen-

Richmond (Angleterre), soit à Bruxelles, soit à leur château du Johannisberg sur les bords du Rhin.

dorff, que j'ai connue à Paris, et un grand nombre de notabilités militaires, parmi elles le sympathique prince Charles de Schwarzenberg[1], le brillant comte Édouard Clam-Gallas[2], le type du preux chevalier, du rude général de cavalerie, du grand seigneur autrichien. Le général comte Wallmoden[3], octogénaire, me prend de côté. « J'ai demandé, me dit-il, ma retraite. Maintenant, en vue d'une guerre, je désire rester au service. Écrivez donc un mot au prince de Metternich. Dites-lui que vous m'avez trouvé en bonne condition, quoique, à vrai dire, je

1. Le prince Charles de Schwarzenberg né 1802, entre dans l'armée 1821; général-major 1840, lieutenant général 1848, commande la division de Brescia, prend part à la campagne de Hongrie 1849; mort 1862.

2. Le comte Édouard de Clam-Gallas, né 1805, entre dans l'armée 1831, colonel 1839, général-major 1846, se distingue dans les campagnes d'Italie 1848 et 1849; lieutenant général et commandant du corps d'armée de Transylvanie où il remporte la victoire sur les insurgés commandés par Bem, juillet et août 1849. Commandant du 1er corps d'armée en Italie 1859, général de cavalerie et commandant en chef en Bohême 1866, commandant du 1er corps de l'armée du Nord. Membre de la Chambre des Seigneurs.

3. Le comte de Wallmoden-Gimborn né 1769, sert successivement dans les armées hanovrienne, prussienne, autrichienne et russe; se distingue à la bataille de Wagram 1809; rentre au service de l'Autriche 1815, commandant en chef des troupes d'occupation autrichiennes dans le royaume de Naples 1816; passe à l'armée de Lombardie 1825, général de cavalerie 1838. *Adlatus* du maréchal Radetzky 1848: prend sa retraite 1848, mort 1862.

n'aie plus toute la fraîcheur d'un homme de soixante ans. » — Aujourd'hui nous avons reçu les premiers détails de la fuite de Louis-Philippe et du début de Lamartine, le beau parleur de la République.

7, mardi. — Est-il possible, l'orage grondant au-dessus de nos têtes, d'être aussi gais que nous le sommes? L'exemple part du palais Marino. Malheureusement, M. de Ficquelmont quitte Milan après-demain. Ce soir, dîner d'adieu chez lui. Ensuite nous nous rendons tous à la Scala. L'immense salle, d'ailleurs assez mal éclairée, est bondée. Les grandes dames milanaises, nos dames autrichiennes, toutes en toilettes magnifiques, remplissent les loges. Les deux premières banquettes de l'orchestre, réservées aux officiers, forment deux lignes blanches. Ce privilège, qui remonte à l'année 1815, n'a jamais donné lieu à la moindre observation de la part du public milanais. Aujourd'hui il figure parmi les doléances du parti italien. Il est impolitique de le maintenir et il serait impossible de l'abolir dans les circonstances données sans produire un effet déplorable sur l'armée. Notre gouvernement en Lombardie est paralysé. Tout ce qu'il ferait serait fait trop tôt ou trop tard. Mais ce soir, à en juger par l'aspect de la salle,

personne n'aurait deviné l'abîme qui sépare les deux sociétés. C'est bien le cas de dire, avec M. de Salvandy : Nous dansons sur un volcan. On donne le ballet *Fausto* avec la Maywood, qui est fort applaudie. C'est une sauterelle, mais une sauterelle d'un charme poétique indéfinissable.

8, mercredi. — Aux agitations du dernier mois, à la sanglante journée du 3 janvier, à Milan comme dans les provinces, a succédé un calme plat. L'ordre du jour se résume dans le simple mot *Rassegnazione*, résignation, c'est-à-dire : attendez et tenez-vous tranquille, et tout le monde attend et se tient tranquille. Et qu'est-ce qu'on attend? Le roi de Sardaigne attend, pour se déclarer, un soulèvement de la Lombardie, et les Lombards attendent, pour se soulever, la déclaration de guerre du roi à l'Autriche. C'est la situation du moment. Cependant les chefs du parti italien sont obéis et les autorités impériales ne le sont pas. La vérité est qu'elles n'ont plus de prise sur les populations. La conspiration est partout et le gouvernement n'est nulle part.

9, jeudi. — Le comte et la comtesse de Ficquelmont, accompagnés à la gare de Treviglio

par les Clary et toute la joyeuse bande des habitués du palais Marino, nous ont quittés ce matin. Lorsque le train se mit en mouvement, j'éprouvai un serrement de cœur. Il enlève un des hommes rares qui voient clair et loin. Envoyé à Milan sans instructions et sans pouvoirs — il me l'a dit lui-même, — par conséquent placé dès son début dans une position fausse, il se trouvait paralysé dans son action, privé de toute influence, contrecarré bien plus par les résistances sourdes des autorités impériales que par les menées des conspirateurs lombards. Cependant, ici aussi, tout le monde reconnaissait la supériorité de son esprit, le charme de ses manières et de sa conversation toujours animée, gaie, émoustillante, ce je ne sais quoi qui est le privilège de l'homme d'État de haut bord, enfin, tout cet ensemble de qualités qui font de lui une grande figure de l'Autriche contemporaine.

Au fur et à mesure que la tempête approche, les sommités du monde officiel s'en vont. Spaur et Ficquelmont sont partis ; le vice-roi, invité à s'établir à Vérone[1], fait ses paquets ; restent seulement le vice-président comte O'Donell, le cou-

1. La vérité est qu'il a été appelé et qu'il s'est rendu directement à Schœnbrunn. La présence à Milan d'un prince de la maison impériale dans les circonstances données n'eût été d'aucune utilité pour le service et un grand embarras pour le maréchal Radetzky, obligé de pourvoir à sa sûreté.

rageux et intelligent directeur général de la police, baron Torresani, et le comte Pachta, depuis des années le bras droit des gouverneurs, homme d'infiniment d'esprit, particulièrement haï et craint des ennemis de l'Autriche; enfin quelques sous-ordres sans expérience, sans prestige et par conséquent sans autorité. Heureusement, un autre personnage nous est laissé : le maréchal Radetzky.

C'est bien le plus aimable des vieillards. Malgré ses quatre-vingt-deux ans, il a conservé la vivacité, la gaieté, la mobilité d'un jeune homme. Pour comprendre le charme qu'il exerce sur l'armée, il faut, comme c'était souvent mon privilège il y a dix ans, l'avoir vu dîner, ici même, à Milan, au café Cova (devenu depuis le rendez-vous des conspirateurs), assis à la même table avec des officiers de tout grade. Pas de raideur, pas d'étiquette; au contraire, la plus douce intimité et le meilleur ton régnaient à ces simples agapes. Le soldat l'adore comme un être surnaturel; l'affection des officiers tient du fanatisme; les généraux l'apprécient à sa juste valeur, aiment et recherchent sa familiarité, mais se méfient un peu de lui quand il les traite avec une politesse tant soit peu exagérée, signe certain, quoique voilé, de quelque motif de mécontentement. Au physique, je ne le trouve guère

changé. A part un peu plus d'embonpoint, ces dix années ont glissé sur sa personne sans laisser de traces perceptibles.

Je l'ai longuement vu ce matin. Il m'a parlé de l'Italie avec abandon, des autorités lombardo-vénitiennes en termes peu flatteurs, du gouvernement de Vienne avec plus de réserve, mais non sans trahir une certaine irritation. En ce qui concerne l'armée piémontaise, le maréchal lui reconnaît des qualités solides.

« Seulement, dit-il, le roi Charles-Albert a toujours visé à un pied de guerre disproportionné à la population et aux ressources du royaume. La Sardaigne comporte une armée de soixante mille hommes. En la portant à quatre-vingts il ruine son pays. Déjà maintenant on n'y voit plus dans les campagnes que des vieillards, des femmes et des enfants. »

Le soir nous apporte une nouvelle importante de Turin : César Balbo appelé au ministère! C'est presque une déclaration de guerre. Cependant le roi continue à prodiguer au comte Buol[1], notre ministre à Turin, les protestations d'amitié pour l'Autriche. Est-ce de la fausseté,

1. Le comte Charles de Buol-Schauenstein né 1797, entre dans la diplomatie 1816 ; ministre à Carlsruhe 1825, à Stuttgart 1838, à Turin 1844-1848, à Saint-Pétersbourg 1849-1851, à Londres 1851 ; ministre des Affaires étrangères 1852-1859 ; mort 1865.

est-ce seulement de la faiblesse? Peu importe, le résultat sera le même. Mais il n'en est pas moins vrai que la faiblesse prend les allures de la fausseté quand bien même elle est encore sincère. — A Gênes, des désordres, des rassemblements tumultueux, des cris, jusqu'ici isolés, de Vive la République!

Trouvé à dîner chez Wallmoden la coterie Clary, c'est-à-dire la haute élégance autrichienne. On est, il me semble, un peu moins en train, un peu plus préoccupé que ces jours derniers. On sent que la situation est trop tendue pour pouvoir se prolonger et que nous sommes arrivés au bout de la corde.

12, dimanche. — Le siège archiépiscopal de Milan passe toujours pour un des premiers de la chrétienté. Depuis les temps de saint Ambroise, plusieurs hommes hors ligne l'ont occupé. Aucun d'eux n'a laissé de souvenirs plus glorieux et plus durables que Charles Borromée. L'auréole de ce saint a répandu encore ses douces lueurs sur son dernier successeur, le cardinal Gaisruck, qui vient de mourir. Trouver un prélat capable qui fût Italien et en même temps bon Autrichien, et, s'il était possible, de bonne famille, à quoi les Milanais tiennent beaucoup, n'était pas chose facile. Le choix du gou-

vernement est tombé sur Mgr Romilli, de Bergame, ancien gouverneur dans la famille du comte Suardo, plus tard professeur d'esthétique au lycée de Bergame, curé de Trescorre, ensuite évêque de Crémone, d'où il fut, l'année dernière, promu au siège de Milan. Il doit sa carrière au hasard plus qu'à son mérite, et à la faveur des circonstances plus qu'à celle des hommes. C'est, à ce qu'on m'assure, un bon prêtre, pieux et de mœurs pures, mais susceptible, un peu vaniteux et un médiocre pasteur des âmes. Son manque de connaissances l'oblige à avoir souvent recours à ses vicaires, à ses secrétaires, à ses domestiques; de là le sobriquet populaire de Monsignor *Faccia lei*, *fate voi*, *fa tu*.

Le 7 septembre 1847, jour de l'entrée solennelle du nouvel archevêque, marque comme un jalon du chemin souterrain encore que suit la conspiration, en attendant qu'elle se change en insurrection. Le parti résolut d'en profiter pour faire une grande démonstration anti-autrichienne. Il s'agissait d'assimiler Mgr Romilli à celui de ses prédécesseurs qui avait, comme chef de la ligue des villes lombardes, vaincu à Legnano le puissant empereur Frédéric Barberousse. Le principal promoteur et metteur en scène de ce spectacle populaire était le comte

Casati[1], podestat de Milan, notoirement un des agents les plus actifs du parti national. Les emblèmes avec des allusions historiques imaginées par le podestat durent, par ordre du gouverneur, être supprimés, mais l'entrée de l'archevêque eut lieu avec une grande solennité. Tout ce qui possède des équipages, et le nombre des *possidenti* et *signori* qui tiennent voiture est fort considérable, se rendit à la rencontre de Sa Grandeur. Il y avait foule dans les rues et devant le palais Fontana, la résidence de l'archevêque. La place du même nom ne tarda pas à devenir le théâtre de tumultes agrémentés de rixes entre de jeunes seigneurs milanais et des soldats de police. La foule demandait à grands cris l'éloignement de ces derniers, et le gouvernement eut la faiblesse d'obtempérer à la volonté de la populace. Les cris *Fuori Romilli!* retentirent alors de toute part, et l'archevêque, salué avec enthousiasme, parut sur le balcon et donna sa bénédiction aux émeutiers.

La journée du 7 septembre 1847 portait à la connaissance de tous ce que les ennemis de l'Au-

1. Le comte Gabrio Casati né à Milan 1798, podestat de Milan 1837-1848, chef du gouvernement provisoire de Milan en mars 1848; réfugié à Turin, il forme un comité dit la Consulte lombarde; rentre dans la vie privée après la bataille de Novare 1849; ministre de l'Instruction publique 1859 et, pendant quatre ans, président du Sénat: mort 1873.

triche pouvaient oser dans la capitale de la Lombardie, sous les yeux du vice-roi, qui est un archiduc, en présence de toutes les autorités civiles et sous les canons du maréchal Radetzky.

Ce dernier en prit occasion pour adresser au gouvernement de Vienne des remontrances sérieuses. Il eut pour réponse l'envoi de quelques faibles secours et la promesse de la concentration d'un corps de réserve près de Gorice.

Je vois souvent le général de Schoenhals[1], aide de camp général, confident et, dans certaines branches du service, le bras droit et la plume du maréchal.

Parlant de l'éventualité d'une guerre avec la Sardaigne, il me dit : « L'armée impériale en Italie, 75 à 80 000 hommes, est plus que suffisante pour détruire, dans l'espace de quatre jours, celle du roi Charles-Albert, pourvu qu'on n'éparpille pas ses forces en s'arrêtant devant les forteresses et que, au contraire, on se jette avec toutes les troupes dont on dispose sur le gros de l'armée ennemie. Cela suppose l'évacuation passagère de Milan et de toutes les

1. Le lieutenant général de Schoenhals, né 1788 à Wetzlar. mort 1857, est l'auteur d'un livre fort bien écrit et beaucoup lu dans le temps, intitulé *Souvenirs des guerres d'Italie de* 1848 *et* 1849, *par un vétéran autrichien*. Je lui ai fait quelques emprunts en résumant les nouvelles du théâtre de la guerre.

villes lombardes sur nos derrières. Il y aura des insurrections, mais, l'ennemi battu et détruit, ces rébellions partielles tomberont d'elles-mêmes. C'est un inconvénient plus qu'un danger. Il faut l'accepter, étant donnée l'insuffisance de nos forces, qui ne nous permet pas de nous porter au-devant de l'ennemi et de maintenir en même temps des garnisons dans les villes lombardes[1].

13, lundi. — Grand dîner militaire chez le maréchal Radetzky, avec toutes les sommités de son armée : les Wallmoden, Charles Schwarzenberg, Clam-Gallas, Wohlgemuth, Wocher, Schoenhals et *tutti quanti*. En ma qualité de pékin, le seul de mon espèce, le maréchal me place à ses côtés et, avec la politesse d'un autre temps, met de ses propres mains un peu tremblantes de bons morceaux sur mon assiette. Le général Wallmoden, mon voisin de droite, qui a le même âge que le maréchal, me dit à l'oreille : « Remarquez comme il tremble. C'est qu'il se fait vieux. » Ceci dit, il s'endort.

1. Les *cinq journées* de Milan et la révolution de Vienne, que le maréchal n'a pu prévoir, l'ont obligé de se retirer devant Charles-Albert, et ont donné un démenti aux prédictions du général de Schoenhals, mais des faits subséquents : les deux courtes et brillantes campagnes de 1848 et 1849, les ont confirmées d'une manière vraiment remarquable.

Vient le tour du maréchal : « Regardez, me dit-il en clignant de l'œil. Il fait encore le galant près du beau sexe, et il ronfle en plein dîner. »

Comme tous ces jours-ci, j'avais passé la matinée à recevoir un grand nombre de fonctionnaires allemands et italiens, tous empressés, ces derniers avec une grande volubilité de langue et une étonnante profusion de paroles, à répondre aux questions que je leur adressais sur la situation du pays. J'avoue que j'ai peu appris dans ces entretiens, et c'est rempli de sinistres pressentiments qu'à la fin de la journée je me suis rendu au dîner du maréchal. Mais l'atmosphère que je respire ici dans cette salle me réconforte. Rien que regarder le vieux père Radetzky, entouré de ses paladins, me fait envisager les hommes et les choses sous de moins sombres couleurs. Ce sont pour la plupart de beaux hommes, dont quelques-uns portent des noms illustres. D'autres se sont illustrés eux-mêmes. Le type aristocratique prédomine, mais tous ont l'air de ce qu'ils sont : de vrais gentlemen. Ce qui me frappe aussi, c'est la simplicité, je dirais presque la modestie de leur langage et la justesse (si je ne me trompe) de leurs observations sur la situation précaire où l'on se trouve. Ce ne sont pas des sabreurs, impatients de passer au fil de l'épée les sujets rebelles de leur empereur,

mais ils comprennent que le temps des demi-mesures et des petits moyens est passé et que l'on ne réconcilie pas les irréconciliables. On veut déposséder la Maison d'Autriche d'une province qu'elle possède depuis trois siècles. Pour arriver à ce but, le parti national s'est allié avec les sociétés secrètes et, avec leur aide, il a jeté sur le pays un vaste réseau de nids à conspiration. Les employés lombards sont presque tous gagnés à la cause nationale. Les fonctionnaires allemands, se croyant abandonnés par leurs supérieurs, ont perdu la boussole et ne travaillent plus. Il y a quelques exceptions; mais, somme toute, dans le monde officiel le désarroi est complet. A Vienne on semble avoir oublié qu'il existe une Lombardie. Reste l'armée.

Tel est le langage de mes commensaux. Il n'est que l'écho de ce que le maréchal, avec un peu moins d'abandon, m'a dit ou donné à entendre, et prouve que non seulement militairement, mais aussi moralement et poliquement, c'est Radetzky qui inspire et domine sa petite mais magnifique armée que, peut-être dans peu de jours, il sera appelé à conduire contre l'ennemi.

14, mardi. — Quoique l'état de choses n'invite guère à la gaieté, le monde dans lequel

je vis s'amuse. La Scala, où je jouis de l'hospitalité du prince Charles Schwarzenberg, et le salon Betsi Meyendorff sont la ressource de ce qui reste d'Autrichiens depuis le départ des Ficquelmont et des Clary. Aujourd'hui, à la Casa Greppi, chez le général Clam-Gallas, qui tient maison ouverte sur un grand pied, soirée *fumante*, en d'autres termes, soirée d'hommes, car la dame exclut le cigare, et vice-versa. En revanche, on y voit des officiers de toutes armes, de tous grades, de tout âge, vrai camp de Wallenstein.

J'ai été deux fois reçu par le vice-roi pour lui faire mon rapport diplomatique, c'est-à-dire pour lui communiquer, en les commentant, les nouvelles que j'avais trouvées dans les journaux; car de Vienne, du prince de Metternich, pas un mot. Cela commence à m'inquiéter. Quant aux conférences à quatre, il n'en est plus question. La machine s'arrête. C'est clair.

15, mercredi. — J'ai visité Milan en 1828, 1838 et je m'y trouve maintenant, 1848, pour la troisième fois. Lors de mon premier séjour, j'étais trop jeune pour m'occuper de politique. Mais je sais qu'alors Milanais et *Tedeschi* vivaient ensemble sur le pied de paix. Un des souvenirs les plus vifs qui me soient restés de

ce voyage est l'aspect de la Scala et de toutes ces belles dames en toilettes magnifiques, entourées d'officiers autrichiens dont les uniformes blancs se détachaient sur le fond sombre des loges. A cette époque il n'y avait pas de scission sociale.

En 1838 eut lieu le couronnement (qui n'avait pas de précédent historique) de l'empereur Ferdinand comme roi de la Lombardie et de la Vénétie. C'était l'époque de la réconciliation. D'un côté on oubliait 1821 et 1830, de l'autre les *prigioni* de Silvio Pellico et de ses amis. L'empereur gracia tous les condamnés politiques. Milan était en fête et le salon du prince de Metternich, qui accompagnait la Cour, le rendez-vous de l'aristocratie lombarde. A côté de la Pasta, avec Rossini au piano, on y entendait chanter le prince Belgioioso, revenu, comme tant d'autres, de l'exil. C'était un ténor de *primo-cartello*. « Quelle voix! » s'écria la princesse de Metternich. — « Et quelle perte pour la musique, disait Belgioioso, si votre mari m'avait fait pendre! » Quant à nous autres membres du *Staff* diplomatique du chancelier, la jeunesse dorée milanaise : les Litta, les Borromeo, les d'Adda nous offraient de nous tutoyer et nous comblaient de politesses. Après les fêtes de Milan, la Cour fit une excursion à Côme.

Quiconque l'a vue n'oubliera l'illumination féerique de la villa Fontana et du lac. Un des lions de la soirée était M. Thiers assis, avec sa jeune femme, dans un petit kiosque sur les bords de l'eau. Dans le bon vieux temps, cet homme d'État passait encore à Vienne pour l'incarnation du mal révolutionnaire, et quelque grande que fût la curiosité de nos dames autrichiennes présentes à cette fête, elles n'osaient pas l'approcher, mais se contentaient de le contempler de loin.

Enfin, ce couronnement a été un succès. Il y avait bien quelques irréconciliables. Ainsi, le vieux Manzoni, le célèbre auteur des *Promessi Sposi*, ne répondit pas aux avances que le prince de Metternich lui faisait pendant son séjour à Milan. Mais le nombre de ces patriotes rigides était minime, et je ne doutais pas alors et je ne doute pas encore aujourd'hui de la sincérité des démonstrations d'attachement et de loyauté qui marquaient le voyage du souverain à travers le royaume lombardo-vénitien.

Et dix ans plus tard, aujourd'hui en 1848, où en sommes-nous? C'est une transformation du tout au tout. Quelles en sont les causes? Je vais essayer de les découvrir.

Le sentiment national a grandi partout. En France, où il s'est développé plus tôt et plus

puissant que partout ailleurs, le connétable de Bourbon a pu encore au XVIe siècle passer au service de Charles-Quint sans se déshonorer aux yeux de ses compatriotes et des contemporains en général. En Angleterre, depuis la Réforme, des cadets d'anciennes familles catholiques servaient et servent encore dans l'armée autrichienne. Nous y avons aussi vu entrer, depuis 1830, un nombre assez considérable de jeunes légitimistes français. Il s'en trouve encore quelques-uns. Personne n'y voyait alors à redire. Aujourd'hui l'opinion publique en France s'en émeut. Bientôt on ne verra plus de Français dans notre armée. Le nombre des Anglais aussi diminue.

En Allemagne, le sentiment national s'est réveillé au commencement du siècle. C'était la réaction profonde, durable, irrésistible contre les guerres iniques de Napoléon. Mais s'il y a un pays où tout le monde avait l'habitude de voir régner et gouverner l'étranger, c'est l'Italie. Pendant des siècles les maisons d'Autriche et de France s'y disputèrent la prépondérance. Pendant des siècles les Habsbourg espagnols ont possédé un tiers du territoire de la péninsule. Le gouvernement du pape a toujours eu un cachet d'universalité quoique peu d'étrangers, il est vrai, aient porté la tiare. Restaient, pour nom-

mer seulement les principaux gouvernements italiens, les républiques de Saint-Marc et de Gênes, les Médicis en Toscane, et les ducs de Savoie, dont le berceau, d'ailleurs, se trouve sur la terre étrangère.

Et cependant, le sentiment italien, si noble, si élevé, si naturel, né en même temps que la *lingua volgare* de Dante, se rencontre déjà aux jours de Cola di Rienzi. Il a survécu à toutes les vicissitudes, s'est propagé de génération en génération, mais seulement dans de petites coteries de patriotes ardents et à l'état de rêves, d'espérances jugées chimériques par les hommes sérieux du pays, ignorées des masses qui, composées de races différentes de sang et de langue, et imparfaitement amalgamées, constituent aujourd'hui le peuple italien.

Que les tendances nationales aient, depuis les grandes guerres de Napoléon, fait en Europe d'immenses conquêtes, que cette tendance générale ait puissamment contribué à faire mûrir et à répandre le sentiment italien dans les classes intelligentes de la péninsule, c'est ce qui tombe sous le sens. Mais que le mouvement italien dont nous sommes les témoins en soit le résultat, c'est ce que je conteste. Le sentiment national a, en dehors de l'ambition de la maison de Savoie, trouvé deux alliés bien plus forts que lui-même :

l'opinion libérale européenne qui, guidée par de nobles instincts, court souvent après des chimères, et des sociétés secrètes composées de gens pratiques qui savent parfaitement ce qu'ils veulent, et ils veulent la destruction de ce qui existe, y compris les nationalités. C'est à l'action unie de ces deux puissances qu'est dû, pour ne citer qu'un exemple, l'affranchissement des colonies espagnoles et leur transformation en républiques.

Maintenant c'est le tour de l'Italie. Tous les ennemis de l'Autriche s'y donnent rendez-vous. Et l'Autriche en a beaucoup. Les libéraux ne l'ont jamais aimée; les sectes l'ont en horreur, ne fût-ce que parce que la société chrétienne, qu'elles veulent détruire, s'y est mieux conservée qu'ailleurs, et parce que les chefs de la dynastie régnante continuent, dans la mesure du possible, de remplir leurs devoirs de défenseurs de l'Église.

Diplomatiquement, notre situation n'est pas mauvaise. L'Europe regarde et nous laisse faire. Il faut pourtant excepter l'Angleterre ou plutôt lord Palmerston, qui nous nargue, taquine, contrecarre; la Russie est bienveillante; la Prusse, de bonne ou de mauvaise grâce, remplira, le cas échéant, ses devoirs de membre de la Confédération germanique; la nouvelle République française ne trahit jusqu'ici aucune envie de faire de la propagande en Italie et de se jeter dans les

aventures à l'étranger. Politiquement et militairement, nous sommes donc, je l'espère, en mesure d'affronter l'orage[1]. Mais, grâce aux efforts de la calomnie, qui est, quoi qu'on en dise, une grande puissance dans ce bas monde, et, dans les dernières années, grâce à l'inertie de nos autorités lombardes, suite naturelle du marasme qui règne à Vienne, notre prestige moral a souffert.

Quel était le régime autrichien en Italie depuis le milieu du dernier siècle? Nous n'avons pas à en rougir. Le règne de Marie-Thérèse est reconnu par les gens du pays comme l'âge d'or de la Lombardie. La grande figure de la dernière des Habsbourg, devenue légendaire dans l'ancien duché de Milan, s'est perpétuée dans les traditions de famille de la noblesse, dans les souvenirs des classes moyennes et surtout des paysans, des pauvres colons des campagnes. François Ier et son fils, l'empereur actuel, ont suivi les mêmes errements. L'État moderne demande une certaine uniformité dans ses relations entre les parties dont il se compose. Cependant, autant que possible, une existense à part a été réservée au royaume lombardo-vénitien. La langue de l'État est restée l'italien.

1. En inscrivant ces réflexions dans mon journal j'ignorais encore les événements de Vienne du 13 mars.

Toutes les carrières du service public, soit dans les provinces allemandes, soit dans celles de la Haute-Italie, étaient et sont ouvertes aux sujets lonbardo-vénitiens. Aucune propagande de langue allemande n'est tentée de la part des autorités. Elle se faisait spontanément, par elle-même, beaucoup de parents désirant obtenir pour leurs fils des emplois, non seulement en Lombardie, où la connaissance de l'allemand n'est pas requise, mais dans d'autres provinces de la monarchie où elle est de rigueur. A cet effet, des *possidenti*, des signori, des bourgeois aisés envoyaient leurs fils aux Universités de Vienne ou de Gratz. Plusieurs jeunes gens de la noblesse servaient dans l'armée et quelques-uns d'entre eux parvenaient aux plus hauts grades militaires. D'autres faisaient leurs premières armes dans la carrière diplomatique. Les grands personnages milanais aimaient à paraître à la Cour de Vienne, où ils étaient sûrs de trouver bon accueil. Plusieurs alliances avec des familles de l'aristocratie autrichienne datent de ces visites. C'est à la faveur de ces circonstances qu'une certaine connaissance de la langue allemande est devenue assez fréquente dans les couches supérieures et moyennes. Le gouvernement, comme j'ai déjà dit, n'y est pour rien. Dans toutes les villes du royaume un peu considé-

rables il y avait, jusque dans ces derniers temps, un ou plusieurs cafés où l'on recevait, principalement pour attirer les officiers, des journaux allemands, surtout la *Gazette universelle d'Augsbourg*. Il y avait là toujours des gens du pays qui les lisaient ou, avec un accent plus ou moins prononcé, en donnaient lecture à leurs amis. J'ai vu tout cela. Aujourd'hui, se conformant à un mot d'ordre des meneurs, tout le monde affecte l'ignorance de l'allemand.

En ce qui concernait la prospérité matérielle du pays, le gouvernement des successeurs de l'impératrice Marie-Thérèse laissait peu à désirer. De tout temps il était par sa constitution essentiellement bureaucratique, un peu lent, un peu lourd, un peu méticuleux, mais honnête, consciencieux, juste, bienveillant pour tous, paternel pour les classes inférieures. D'ailleurs, l'immense majorité des employés étaient et sont encore des indigènes. Les accusations d'abus de pouvoir, de cruauté, de tyrannie lancées contre le gouvernement et répandues par une grande partie de la presse anglaise et française, sont de pure invention. Il n'est pas vrai que ce sont les agissements du gouvernement qui ont exaspéré les Lombards. S'il y a quelqu'un d'exaspéré, ce sont les Autrichiens,

témoins des changements survenus dans les derniers temps : des irrésolutions, des tâtonnements, des défaillances des autorités supérieures en présence d'une conspiration qui se trame au grand jour, et surtout des effets désastreux que cet état de choses produit dans les régions moins élevées de l'administration ; — c'est l'armée, indignée de se voir condamnée au rôle de spectateur passif là où il lui serait encore si facile de rétablir l'ordre matériel, probablement sans effusion de sang. Toutes ces accusations, je le répète, sont donc des calomnies, des faux-fuyants, des prétextes cousus de fil blanc. Personne, en Italie, n'en est la dupe, mais tous font semblant d'y croire : les uns pour cacher leur jeu, les autres pour cacher leur manque de courage civique. Ces derniers forment l'immense majorité. Par intérêt plus que par goût, ils préfèrent, dans leur for intérieur, la domination autrichienne, qui leur a toujours donné l'ordre et la prospérité, à l'état de choses inconnu qu'on leur prépare.

Au point de vue matériel, je l'ai dit, la Lombardie n'a pas à se plaindre de nous. Mais le bonheur matériel seul ne suffit pas pour satisfaire les aspirations du cœur humain. Le système de reclusion intellectuelle appliqué à la totalité des citoyens de la monarchie autrichienne pèse

aussi sur les classes intelligentes de ce pays-ci. Je ferai seulement mention de la censure des produits de la presse; elle a toujours existé en Italie et, je crois, dans tous les pays catholiques. Elle s'exerçait par l'évêque, qui ne s'occupait que de ce qui touchait aux dogmes et aux mœurs. La censure de l'État se mêle de tout et est confiée à de petits employés dont l'horizon est on ne peut plus restreint. Le système autrichien fonctionne, à divers degrés, dans tous les États de la péninsule, ce qui fait qu'on nous accuse d'avoir introduit et de maintenir, en Italie comme en Autriche, un régime qui condamne l'esprit à une captivité perpétuelle, qui l'enferme dans une prison cellulaire, et qui en soumet les évolutions au contrôle de l'État.

Je me résume. En examinant la crise où nous sommes, je vois des mécontents désireux de secouer la tutelle des gouvernements; je vois des enthousiastes de l'Italie *libre et unie*; je vois les libéraux de tous les pays de l'Europe, sympathisant avec ces aspirations et réclamant comme panacée une constitution à la Louis-Philippe; je vois aussi les sociétés secrètes qui veulent autre chose, mais qui sourient à tout ce monde, assez naïf pour briguer leur alliance. Je vois enfin un autre élément : l'ambition traditionnelle de la Maison de Savoie. C'est à ses défauts autant qu'à

ses qualités que l'Autriche doit de voir se dresser contre elle cette formidable coalition.

16, samedi. — Le général de Schoenhals me dit que dans les derniers six à huit mois un changement notable s'est opéré dans les dispositions de la bureaucratie, naguère si loyale, intègre, dévouée à son service. Aujourd'hui, à peu d'exceptions près, il n'y a plus, au dire du général, que des terrorisés et des traîtres. Tout le monde est démoralisé.

Depuis les scènes — c'est toujours Schoenhals qui parle — auxquelles l'entrée du nouvel archevêque a donné lieu, les démonstrations hostiles, évidemment préparées et dirigées par des mains invisibles, sont devenues de plus en plus fréquentes. La police redouble de vigilance, mais n'ose pas arrêter les meneurs, qui, enhardis par l'impunité dont ils jouissent, cessent de dissimuler leur haine contre l'Autriche. Personne n'affiche plus effrontément ses sentiments hostiles que le comte Casati, chef de la municipalité ; et cependant on le laisse à son poste.

En Autriche le tabac forme un monopole de l'État. Le club du café Cova, le rendez-vous des conspirateurs qu'on n'a pas le courage de mettre sous les verrous, imagina de proscrire l'usage du tabac à partir du 1er janvier 1848. Ce jour-là,

les personnes qui fumaient en public, parmi elles beaucoup d'officiers en habit bourgeois, furent grossièrement insultées par des gens du peuple à la solde du comité révolutionnaire. Des rixes s'ensuivirent entre ceux-ci et des soldats. Ces désordres se renouvelèrent les jours suivants. Le 3 janvier, des soldats exaspérés, parmi eux des hommes d'un régiment lombard, se promenaient en masse, avec un cigare dans chaque coin de la bouche. Ils furent aussitôt attaqués par la populace; un combat sanglant s'ensuivit; les Italiens firent jouer leurs couteaux, les soldats sabrèrent les assaillants. Deux morts et plusieurs blessés sont restés sur le carreau. L'ordre ne fut rétabli qu'à dix heures du soir. Ce fut alors que le podestat Casati, suivi des membres du club révolutionnaire, se rendit au palais Marino pour adresser au comte de Ficquelmont, qui était descendu dans la cour du palais, une harangue extrêmement blessante pour les autorités impériales. La conséquence en fut une lettre du gouverneur Spaur priant le maréchal Radetzky, qui refusa avec dédain, de défendre aux officiers et soldats de fumer en public. Casati, ajoutant l'ironie à l'insulte, prétendait, dans une proclamation, que le peuple voulait seulement faire respecter une loi — défense de fumer dans les rues — tombée en désuétude, mais jamais

légalement abrogée. Le gouverneur répondit par des affiches invitant les citoyens à la concorde! comme si les incendies s'éteignaient avec de l'eau de rose. De son côté, le maréchal interdit aux officiers de porter désormais des habits bourgeois. Il désigna Casati publiquement comme coupable de haute trahison et chef de la conspiration.

L'exemple de Milan fut imité dans les provinces; chaque ville eut sa petite émeute. Partout le tabac et les officiers furent mis à l'index.

Radetzky, affligé de la léthargie qui semblait régner à Vienne, exaspéré de la conduite timide des autorités civiles de la Lombardie, pensait à prendre sa retraite. L'imminence de la guerre avec la Sardaigne seule le retenait à son poste.

Cependant ses derniers rapports au ministre de la guerre avaient produit un certain effet. Le 18 janvier il put, au nom de l'empereur, dans un ordre du jour, faire connaître à son armée la ferme résolution du souverain de défendre contre tout ennemi, étranger ou intérieur, son royaume lombardo-vénitien.

Si les conférences à quatre dans le Palais Royal, dont plus tard j'ai été un membre *in partibus infidelium*, n'ont donné aucun résultat, c'est que l'énergie et l'intention de frapper un coup décisif y faisaient défaut. Un jour on

résolut cependant de faire arrêter les chefs connus de la conjuration ; mais, quelques heures après, les ordres donnés à cet effet furent retirés.

Le 8 février, des désordres graves eurent lieu à Pavie. Les étudiants huaient les officiers qui fumaient, et tâchaient d'arracher leurs pipes aux soldats. A Padoue, le même jour, la troupe insultée prit à l'assaut un café où des étudiants, armés de pistolets et de poignards, s'étaient retranchés. Cinq ou six émeutiers furent tués, et plusieurs blessés. Sans l'intervention des officiers il y aurait eu carnage.

Venise aussi se conformait à l'exemple de Milan : rupture de toutes relations, naguère si cordiales, avec les Allemands, attaques nocturnes dirigées contre des officiers isolés, petites et grandes démonstrations. Lorsque le roi de Naples eut octroyé une constitution, cet événement fut célébré à la Fenice, éclairée *a giorno*. Les dames étaient en grande toilette, et la Cerrito, portant les couleurs italiennes, dansa un pas sicilien. On en demanda la répétition. Le commissaire de police l'ayant interdite, des cris *fuori tutti* éclatèrent de toutes parts. En un instant la salle se trouva vide. Le gouverneur ordonna la fermeture du théâtre.

Enfin, le 24 février, le gouvernement fit publier la loi martiale, qui, dans nos provinces

d'Italie, n'entraîne qu'une procédure sommaire appliquée à des délits communs et ayant surtout en vue le brigandage, ce fléau de la péninsule. Maintenant, la loi martiale fut déclarée applicable aussi aux délits politiques. Mais comme il appartient au tribunal compétent ordinaire de décider la question de savoir si, oui ou non, un accusé doit être traduit devant la cour martiale, et comme, aujourd'hui, on ne trouverait certainement pas de juge qui osât demander l'application de la loi martiale, cette mesure resta à l'état de lettre morte; « car, comme disait le général de Schoenhals, la trahison et la désaffection sont partout : au Palais Royal auprès du vice-roi, dans les bureaux du gouverneur, aux salles d'audience des tribunaux, dans les délégations, dans les municipalités et jusque dans la chaire et le confessionnal[1] ».

J'ai eu la visite du prévôt Ratti, curé de Saint-Fidèle, homme charmant, distingué d'esprit et de manières, né diplomate à en juger par son langage quand il touchait la situation du moment. Pas un mot qui ne fût courtois, juste,

1. Ce qu'on vient de lire est le résumé de mes entretiens avec le général de Schoenhals. Le lecteur pourra trouver les renseignements qu'il m'a donnés de vive voix, plus développés dans son excellent livre *Souvenirs d'un vétéran autrichien*, cité plus haut.

impartial; pas un qui eût pu le compromettre, soit avec nous, soit avec les italianissimes.

Je m'habillais pour dîner lorsqu'un employé supérieur du gouvernement força ma porte pour apporter des nouvelles officielles arrivées, à l'instant même, de Vienne : Le 11, irritation de la population, impopularité du prince de Metternich; ses fenêtres cassées à coups de pierres — cette nouvelle avait été répandue ici il y a huit jours; elle était alors prématurée, mais le fait figurait sur le programme du comité; il vient de se réaliser. — Le 12, démonstration des étudiants demandant les libertés réclamées par les révolutionnaires en Allemagne. — Le 13 se réunissent les États de la Basse-Autriche. On s'attend à des *promesses* (lisez *concessions*, mot que la correspondance officielle aime à éviter). Ces promesses seront communiquées aux États par Montecuccoli. Le gouvernement en prend l'initiative pour éviter des pétitions des États. — Voilà le contenu de la dépêche reçue au palais du gouvernement.

Dîné à la Cour. Dans l'avant-soirée le vice-roi et la vice-reine[1] me firent l'honneur de s'entretenir longuement avec moi de l'état de l'Italie. L'archiduc le peignait en termes sobres et, au-

1. L'archiduchesse Élisabeth, princesse de Savoie-Carignan, sœur du roi Charles-Albert, née en 1800, morte en 1856.

tant que je puis en juger, en parfaite connaissance de cause. Madame l'archiduchesse Elisabeth prit part à la conversation avec une vivacité qui lui allait à merveille. Elle a la taille svelte et haute, le port majestueux, les traits nobles et mobiles, de beaux yeux parlants, l'esprit original et la parole facile. Il y a des personnes qui la trouvent hautaine. Elle m'a paru ravissante, et je me suis retiré sous le charme de sa personne et de son esprit.

17, vendredi. — Le directeur général des postes vient de m'apporter la nouvelle d'une émeute qui a eu lieu à Vienne le 13. Le silence du prince de Metternich me tourmente.

Depuis plusieurs jours une pluie fine et froide tombe sans interruption. La nature s'est mise au diapason de la politique. Ce matin, le vice-roi, avec toute sa Cour, a quitté Milan, se rendant à Vérone. Je suis entré dans l'appartement qu'on m'a assigné au Palais Royal.

En sortant ce soir, avec le général Rath, d'un *dinner party* au café Cova, nous étions frappés du silence des rues, d'ordinaire si animées à ces heures. Il y avait bien par-ci par-là de petits groupes, mais on se parlait à l'oreille et se séparait à notre approche. Devant les cafés jouaient, comme d'habitude, des orgues de Barbarie, mais

sans trouver d'auditoire. — Passé une partie de la nuit dans le salon de Mme de Meyendorff, avec le général Wallmoden et Reischach.

18, samedi[1]. — Je ne suis pas plus superstitieux que d'autres. Cependant je crois aux pressentiments. Qu'est-ce que le pressentiment? C'est un regard jeté, instinctivement et comme par intuition, au delà de la limite qu'il est défendu à la raison de franchir avec l'aide seule de la perspicacité et des règles ordinaires de la logique. Les pressentiments sont toujours confus, vagues, incertains, comme les pas de l'homme dans l'obscurité, souvent trompeurs, mais rarement, peut-être jamais, dépourvus d'un fond de réalité. C'est dans cette disposition d'âme que la nuit dernière, avant de me coucher, j'ai examiné les vastes pièces mises à ma disposition dans le palais du vice-roi. Un appartement vraiment royal : les chambres ou plutôt les salles tendues de damas rouge un peu fané ; les fauteuils, consoles, chaises, style Empire, dorés et couverts de la même étoffe, échelonnés le

1. Le récit des *Cinq Journées* qu'on va lire est la reproduction presque textuelle de mon journal, écrit dans les premiers jours après mon arrestation. Dans les détails donnés comme description des personnages du drame et des localités, rien n'est fantaisiste. Je puis en dire autant de ma relation de l'aventure de Brescia.

long des murs. L'ensemble noble, froid, triste, presque lugubre. Avec l'aide de mes gens je créai, non sans peine, un établissement près d'une grande cheminée de marbre sculpté et ornée de bronzes finement ciselés. Un feu de propriétaire y fut allumé, mais il ne donnait aucune chaleur et ne servait qu'à répandre dans la salle des lueurs incertaines et des ombres errantes. La chambre à coucher, avec un lit à dais, m'a paru plus froide, plus imposante encore et moins confortable que les salons. J'apportai dans ma nouvelle habitation le pressentiment que je ne l'occuperais pas longtemps. La chambre à coucher me faisait l'effet d'une chambre mortuaire dans un caveau de rois. Le lit était, à mes yeux, le catafalque, le monument funèbre prêt à m'accueillir avec mes aspirations frustrées, mes espérances détruites, ma carrière brisée. Mais ces préoccupations personnelles firent bientôt place à des réflexions plus douloureuses et d'un ordre plus élevé. L'incertitude complète où me laisse le prince de Metternich, s'il est encore chancelier, ce dont je doute, sur ce qui s'est passé à Vienne après les premières concessions arrachées au gouvernement, la conviction, où je suis depuis longtemps, de l'impossibilité de prolonger l'état de choses actuel, et, par là, la crainte d'un bouleversement violent et

total, pesaient sur moi comme un cauchemar et chassaient le sommeil pendant la première et unique nuit qu'il était écrit dans les étoiles que je devais passer dans le palais abandonné de l'empereur.

Les nouvelles attendues avec une si grande et pénible impatience sont arrivées ce matin. Dans le café où je déjeunais parut un facteur du gouvernement; il affiche un placard et s'éloigne aussitôt. Plusieurs personnes quittent leurs places, lisent l'affiche, se regardent en souriant et sans rien dire, comme des gens qui se comprennent sans se parler. Pas un mot sur le contenu de l'imprimé. J'entendis faire une seule remarque sur la rapidité des communications télégraphiques[1]. Vint mon tour. Je lis sans sourire, mais aussi en silence: *Dépêche télégraphique. — Cilly*, 15. *Résolution souveraine concernant l'abolition de la censure et convocation des États pour le* 3 *juillet.* Quels sont les événements qui ont précédé ce changement de système? La démission du prince Metternich n'en est-elle pas un corollaire? Sur ce point le doute n'est pas possible. Sera-t-elle, comme il me l'a prédit, la révolution? C'est plus que probable. Pourquoi ces gens se sont-ils regardés

1. Alors encore à l'état d'enfance.

en silence? Pourquoi n'avaient-ils pas l'air surpris? Ces questions, je me les pose en rentrant chez moi.

Je trouve dans mon salon un jeune comte Thun, nommé aide de camp du général d'Aspre[1]; il est venu pour prendre congé. Grâce à un cigare que je lui offre, sa visite se prolonge. C'était pour son malheur. Pendant que nous fumions, l'insurrection éclatait. Il ne m'eut pas plus tôt quitté qu'il fut (comme je l'appris plus tard) entouré de gens armés, arrêté et traîné en prison. C'était le premier officier autrichien tombé entre les mains des rebelles milanais.

A onze heures, encore dans une complète ignorance de ce qui se passait dans les autres quartiers, je me disposais à sortir. En traversant le grand appartement, inoccupé depuis le départ du vice-roi, je rencontre des gens pâles et comme affolés par la peur. La sentinelle sur le palier du grand escalier, un géant de Croate, me fixe d'un air embarrassé. Son regard était une question; mais il ne m'adressa pas la parole. Dans

1. Baron Constantin d'Aspre, né à Bruxelles 1789; entre dans l'armée autrichienne 1806, se distingue 1809 et dans la campagne napolitaine 1815; général 1833, lieutenant général 1840, commandant du 2e corps de l'armée d'Italie, ayant son quartier général à Padoue, prend une grande part aux victoires remportées par Radetzky sur l'armée piémontaise dans les deux campagnes de 1848 et 1849; mort à Padoue 1850.

la cour, des domestiques de l'archiduc, en partie des Allemands, leurs femmes et enfants courent à ma rencontre, m'entourent, me conjurent, les femmes en sanglotant, de les sauver. L'inspecteur du palais, un Viennois, claquait des dents et avait complètement perdu la tête. Le jeune officier qui commandait un détachement de grenadiers me faisait l'effet d'un de ces hommes qui ont plus de cœur que de tête et sont incapables de toute initiative dans des moments critiques. Quoique n'ayant aucune autorité pour donner des ordres à qui que ce soit, je prends quelques mesures indispensables. Je fais fermer toutes les portes, sauf le grand portail, occupé par les grenadiers. Je place sous les ordres de leur officier les gendarmes et gardiens du château, et j'expédie un homme à cheval, habillé en bourgeois, au maréchal, le priant de mettre la résidence impériale à l'abri d'un coup de main. En ce qui me concernait, mon parti était pris. Aucun devoir ne me retenait dans cette maison. Pourquoi m'y laisser prendre comme dans une souricière? Mon pressentiment d'hier soir, qui semblait se vérifier plus tôt que je n'avais pensé, et un hasard me confirmèrent dans cette résolution.

Au moment de quitter mon appartement et ignorant encore le commencement des troubles,

j'avais aperçu de mes fenêtres la jolie et jeune Mme de ***, femme d'un fonctionnaire supérieur du gouvernement de la Lombardie, qui demeurait dans une maison[1] de la contrada Rastrelli, au coin de la contrada del Pesce, en face du Palais Royal. Assise sur son balcon, Mme de *** m'avait par des gestes exprimé ses angoisses, et je lui avais promis, également par les voies de la pantomime, de lui tenir compagnie jusqu'au retour de son mari, alors occupé dans son bureau à l'hôtel du gouverneur. Comme la porte du palais qui donne dans la rue Rastrelli avait, sur mon ordre, été fermée, je devais, pour arriver chez la jeune femme, sortir par le grand portail et traverser une partie de la place du Dôme. Le spectacle qu'elle offrait n'avait rien de rassurant. Toutes les boutiques étaient fermées. Des gens de la populace, armés de bâtons, parmi eux des figures patibulaires rappelant Paris dans une journée d'émeute, formaient des groupes compacts que j'avais de la peine à percer. Des bruits confus venant du Corso annonçaient que l'heure du combat avait sonné. Le ciel était couleur de plomb, et une pluie fine, transformée plus tard en averse, ne cessait de tomber.

1. Elle a été démolie.

Après avoir fait le tour du palais, je pus gagner, sans être molesté, la rue Rastrelli et la maison de Mme de ***. La jeune femme était calme; la cuisinière, Viennoise comme sa maîtresse, me semblait assez courageuse, mais le domestique, également notre compatriote, n'avait évidemment rien du héros. Plus tard, dans la journée, un messager nous apporta des nouvelles du mari. Il s'était réfugié et caché chez des amis italiens. Je lui fis savoir par le même homme que je me chargeais de la protection de sa femme dans la mesure de mes moyens.

Cependant la physionomie de notre quartier avait subi une altération notable. Les rues s'étaient complètement vidées. Les jalousies grises des fenêtres avaient été fermées en toute hâte. C'est à peine si, par-ci par-là, la curiosité l'emportant sur la peur, on ose pour un moment les entr'ouvrir. Maintenant des hordes armées de bâtons, de piques, de stylets traversent la contrada Rastrelli. Un escadron de hussards débouche de la rue del Pesce. A ce moment, des coups de feu, partant des vasistas des caves et des gouttières des toits, sont dirigés sur ces vaillants cavaliers hongrois. Deux d'entre eux restent sur le carreau. Plus tard apparaît un détachement de grenadiers croates, les soldats

le doigt sur la détente de leurs fusils, les officiers le sabre à la main. Tous ces hommes, exposés à un feu meurtrier pour ne pas l'appeler feu d'assassins, sont pâles mais calmes et résolus, personne plus que le capitaine qui marche fièrement à leur tête. A peine engagée dans la partie étroite de notre rue, où, blotti derrière une persienne entr'ouverte, je ne puis plus la suivre du regard, cette petite troupe dévouée est exposée à un feu infernal. Ses hommes ripostent, mais que peuvent des balles contre un ennemi invisible et caché derrière des murs? La maison où je me trouve avec Mme de ***, connue à Milan sous le nom d'*hôtel garni*, est située, comme il a été dit, vis-à-vis d'une façade latérale du Palais Royal et forme angle avec la rue del Pesce. L'espace qui la sépare du palais est d'environ quinze à vingt pas. Un peu plus loin la rue se rétrécit. Le hasard veut que des fenêtres de Mme de *** je puisse plonger du regard dans mon appartement du palais, ce qui me permet de correspondre par des gestes avec mon fidèle valet de chambre Jacques Robin, que j'y ai laissé pour garder mes effets. Après le passage de nos troupes les deux rues retombent dans le silence; mais de la place du Dôme les détonations de coups de fusil isolés nous arrivent à de petits intervalles. Vers le

soir, le grondement sourd des canons, les notes stridentes du tocsin, les hurlements agaçants de la populace viennent se confondre avec le roulement d'une fusillade qui, tantôt approchant, tantôt s'éloignant, se prolonge jusqu'à la tombée de la nuit. A cette heure apparaissent les premiers signori. Le chapeau calabrais enfoncé sur le front, armé jusqu'aux dents, l'épée à la main, portant tous cocarde et écharpe tricolore, ils dirigent les travaux de construction d'une barricade au coin de notre rue. Les femmes cachées derrière les jalousies des fenêtres les encouragent par leurs applaudissements. Tout cela se passe très gaillardement. On ne se gêne pas. Le bruit des armes a cessé puisque les soldats impériaux se sont retirés de ce quartier, évidemment parce que le maréchal ne veut plus exposer ses troupes aux guets-apens des combats de rue. Mais comme ces claquements de mains descendant des fenêtres me rappellent l'année 1838. Seulement, alors, ils s'adressaient à l'empereur. Plus tard, soudainement et tout près de nous, recommence le vacarme infernal de voix hurlantes, de cris d'*evviva* mêlés au tintement énervant des cloches et au *maestoso* des grosses pièces du père Radetzky.

J'admire le sang-froid de ma jeune compatriote. Il n'est pas difficile de la rassurer. En

attendant, le mari lui a expédié deux domestiques du gouverneur travestis en patriotes italiens. Il reste décidément dans sa cachette et me conjure de ne pas abandonner sa femme. Je le lui promets. Nous en avons tous deux un peu ri. Le piquant de l'aventure, c'est que je connais à peine Mme de ***. Je la vois pour la seconde fois seulement, et nous voilà menés par la force des choses à faire ménage ensemble. Cela tient du vaudeville, du Palais-Royal, un peu de Boccace, en tout bien tout honneur, bien entendu. D'ailleurs la gravité de la situation ne comporte guère les *jeux de l'amour et du hasard*.

19, dimanche. — J'ai passé la nuit au salon, sans quitter mes vêtements, et, malgré le bruit du tocsin, des marteaux des faiseurs de barricades, des vociférations et cris de toutes sortes si familiers et si chers à l'Italien, j'ai pu fort bien dormir. Rien n'est précieux dans les jours de détresse, d'affliction, de tension de l'esprit, comme *Tired nature's sweet restorer balmy sleep*.

La matinée de la Saint-Joseph annonçait une journée magnifique : air printanier, ciel bleu d'outremer, soleil splendide. Quelques-uns de ses rayons pouvaient pénétrer dans la pièce où j'avais passé la nuit. Ils ranimaient mon cou-

rage. Je ne parle pas des dangers personnels à courir, qui ne me semblent pas très grands. C'est la situation qui me tourmente. Il est clair que l'insurrection doit gagner au fur et à mesure qu'elle se prolonge. De plus, je suis agité par l'incertitude où je me trouve sur ce que le maréchal fera et pourra faire et, par-dessus tout, sur ce qui se passe à Vienne. En pensant au prince de Metternich, qui doit avoir quitté la scène, à l'effondrement inévitable de l'ancien régime, que je regretterais peu si je savais que ce qui viendra le remplacer vaudra mieux, je me sens défaillir. En tournant mes regards vers notre brave armée, vers Radetzky, ses généraux et officiers que j'ai fréquentés ces semaines dernières, ces figures mâles, chevaleresques, martiales, ces hommes de guerre pleins de dévouement pour l'empereur et la monarchie, adorant leur maréchal, la confiance renaît en moi. Ces hauts et ces bas sont peut-être excusables, mais j'en ai honte et je tâcherai de retrouver mon équilibre.

A la pointe du jour, les cloches, les fusils, le canon se taisaient. C'était comme une trêve tacitement convenue entre les belligérants. Des femmes et des jeunes filles, le panier au bras, allant au marché, passaient sous nos fenêtres. La cuisinière de Mme de *** aussi parvint à

ramasser quelques provisions de bouche, d'autant plus indispensables que, chaque maison de nos deux rues étant devenue un fort aux mains des insurgés, nous devons nous attendre à être assiégés par les Impériaux. La contrada del Pesce était hérissée de barricades, toutes construites, pendant la nuit, de pierres arrachées au pavé, de charrettes et de voitures, parmi celles-ci quelques équipages fort élégants sacrifiés sur l'autel de la patrie, de meubles et d'ustensiles de cuisine de toute sorte. A huit heures sonnantes les hostilités furent reprises. Une fenêtre de l'appartement que j'avais occupé au Palais Royal, précisément en face et à la hauteur du petit salon de Mme de ***, soudainement ouverte, démasqua un peloton de grenadiers et de chasseurs, qui se mirent à tirer contre les insurgés occupant les toits et quelques fenêtres de notre maison. Cette fusillade a duré toute la journée sans interruption et n'a cessé qu'à la tombée de la nuit.

Ce matin, pendant la cessation momentanée des hostilités, mon valet de chambre, comme j'ai dit, laissé au palais, a pu venir me voir avec la permission du général Rath, qui, depuis hier soir, occupe cet édifice. Je l'ai renvoyé avec un petit mot priant ce dernier de me faciliter les moyens de me rendre près de lui.

En effet, vers neuf heures, malgré une fusillade assez vive, j'ai pu traverser la rue et, grâce à cette petite négociation préalable, pénétrer, sain et sauf, dans le palais.

Le détachement que j'y avais laissé hier a été renforcé par des troupes amenées par le général Rath. Dans le corps de garde, des officiers donnaient et recevaient des ordres. Les soldats, assis sur les dalles des cours intérieures, déjeunaient avec du pain sec, parce qu'on n'avait pas autre chose à leur offrir. Le général me prit de côté. Il avait quitté, me dit-il, le *Château* hier vers deux heures. Essuyant, pendant le trajet, un feu bien nourri qui partait des lucarnes de caves et des toits, marchant quelquefois sous une pluie de pierres ou d'eau bouillante, il avait néanmoins pu, il est vrai avec la perte de deux morts et de plusieurs blessés, gagner et occuper le palais. Il eut la bonté de me mettre sommairement au courant des événements de la veille. La situation est bien plus grave que je ne me l'étais imaginé. Que les édifices loués par le gouvernement pour les différents départements et les casernes disséminées dans la ville, surtout les premiers, ne puissent guère être gardés à la longue, c'est ce qui ne fait aucun doute, ne fût-ce que par la raison que les provisions manquent et que les communications

avec le corps de garde de la place Mercanti sont complètement interrompues. Je croyais lire dans les traits flegmatiques de cet excellent Rath une assurance un peu forcée et, certes, peu justifiée par la situation générale, telle qu'il la peignait, et, en particulier, par la sienne qui me paraissait singulièrement compromise. Deux officiers de l'état-major m'approchèrent. Ils m'avaient vu dans l'intimité du maréchal, cela suffisait pour délier leur langue. Braves, insouciants, mais ne se faisant aucune illusion sur ce que leur position avait de critique, ils me parlaient à cœur ouvert. L'un d'eux me recommandait de ne plus me montrer aux fenêtres de la maison de Mme de ***. Les Croates prenaient tous ceux qui les habitaient pour des ennemis, et c'était par un pur hasard qu'il avait pu les empêcher de tirer sur moi. Ce fut alors seulement que je reconnus les périls qui m'entouraient. J'aurais préféré rester au palais et partager le sort de nos braves officiers au lieu de retourner, ce qui ne pouvait se faire sans courir des dangers sérieux, dans une maison occupée par les rebelles. Dans mon for intérieur eut lieu un petit colloque entre l'Honneur, la Prudence et moi. Le voici :

*La Prudence* : Tu ne seras pas assez naïf pour retourner là-bas, mettre ta tête dans la

gueule du lion? — *Moi* : Je n'en ai aucune envie. — *L'Honneur* : Et ta parole donnée au mari de protéger sa femme? — *Moi* : Je me moque de ce poltron de mari qui, pour mettre sa peau en sûreté, délègue à un autre le soin de sa femme. — *La Prudence* : Tu as raison. D'ailleurs, que pourrais-tu faire pour Mme de ***? Les Italiens ne sont pas des cannibales. Ce sont des gens galants qui ne toucheront à aucun des jolis cheveux blonds de ta protégée. Ses beaux yeux bleus, quoique essentiellement tudesques, désarmeront ces farouches héros. — *Moi* : C'est ce que je pense. — *L'Honneur* : Qu'as-tu fait tantôt, lorsqu'en sortant de la maison, elle t'accompagnait à la porte toute en larmes, prenant ta main dans les siennes et te suppliant de revenir? Tu as juré de ne pas la délaisser. Ah, mon bon, tu es un poltron. — *Moi* : Assez, ma résolution est prise, je serai un brave.

Pour l'acquit de ma conscience officielle plutôt que dans l'espoir qu'elles trouveraient le prince de Metternich encore à la chancellerie d'Etat, je lui écrivis à la hâte quelques lignes que le général Rath se chargea, si cela était possible, de faire parvenir au maréchal. C'était le dernier des nombreux rapports que, dans le cours de ma carrière, j'avais été dans le cas

d'adresser à l'illustre chef de la diplomatie autrichienne.

Accompagné des deux officiers, je descendis dans les cours. Celles-ci, pendant ma courte visite au général, avaient complètement changé d'aspect. Des pierres et des briques lancées par des bras vigoureux du haut des toits et étages supérieurs des maisons voisines pleuvaient sur les soldats, qui avaient hâte de se réfugier dans les halles du rez-de-chaussée. A travers le portail d'honneur, grand ouvert, je pouvais embrasser du regard la place du Dôme. Elle était absolument déserte. En face du palais, de l'autre côté de la piazza, de fortes barricades fermaient les embouchures des rues. Évidemment, l'habitation des vice-rois est devenue une souricière. Sans perdre de temps, peut-être parce que, me méfiant de moi-même, je craignais de nouvelles défaillances, je me rendis, guidé par un officier, à la porte de derrière, la même par laquelle on m'avait laissé entrer et qui donne dans la contrada Rastrelli, au-dessous de la fenêtre où sont postés les Croates et quelques chasseurs allemands. Ce détachement avait reçu l'ordre, qui probablement par méprise ne fut pas obéi, de cesser le feu pendant que je traverserais la rue, large ici de quinze à vingt pas. En face, à travers une toute petite fente j'aperçois la cuisi-

nière de Mme de *** qui me guette, pour me laisser entrer au moment psychologique. Deux plantons se tiennent prêts à ouvrir la porte du palais. L'officier compte : *un*, *deux*, *trois*. On ouvre et je m'élance. En deux bonds j'arrive de l'autre côté, non sans avoir à subir un feu croisé. Soldats et insurgés tirent sur moi, mais les balles s'abattent sur le pavé, et aucune ne me touche.

Les officiers m'ont raconté plusieurs épisodes de ces combats de rue dont quelques-uns ne manquent pas d'un côté burlesque. Ainsi, un monsieur traversa la place lentement et d'un air insouciant, comme si l'on était en pleine paix. Un des chasseurs qui occupent le toit du Dôme le vise, fait feu, et le monsieur tombe. Il ne bouge pas, donc il est mort et personne ne s'occupe plus de lui. Mais quand on y pense le moins, il se lève, prend ses jambes à son cou, se met à courir avec l'agilité du lièvre et, malgré un feu de peloton parti du haut du Dôme, gagne les premières maisons et disparaît derrière une porte ouverte et fermée sur lui au moment voulu. Tout le long de la rangée de maisons tournées vers le Dôme et le Palais Royal, des applaudissements, selon l'usage du pays des claquements de mains, saluent le héros ou plutôt célèbrent la mésaventure de nos chasseurs. Mais

qui sont ceux qui applaudissent? On ne voit personne, ce sont des hommes armés de fusils, des femmes armées de pierres et de cruches remplies d'eau bouillante, cachées derrière des persiennes fermées, voyant tout sans être vus eux-mêmes. C'est cet ennemi invisible qui semble assassiner plutôt que combattre, qui agit sur l'imagination du soldat, qui agace ses nerfs et le démoraliserait, n'était le calme, la patience, le sang-froid des officiers qui, payant d'exemple, relèvent l'esprit de la troupe. Cependant il y a eu quelques excès commis par les soldats que tout le monde déplore et que tout le monde s'explique.

On voit parfois des enfants qui vous étonnent par leur bravoure et par leur cruauté. C'est qu'ils ne connaissent ni le danger ni la mort, à peine la douleur. Sur cette même place du Dôme on a vu de petites bandes de gamins de huit à dix ans, respectés des nôtres à cause de leur âge tendre, se promener tranquillement. Plusieurs de ces garçons se sont approchés de nos soldats en souriant et, arrivés près d'eux, leur ont tiré des coups de pistolet à bout portant. Ces petits monstres ont été tués sur place. De pareilles scènes doivent s'être produites hier et avant-hier sur différents points de la ville.

Me voilà donc de retour auprès de ma proté-

gée. La maison qu'elle habite, autrefois un misérable hôtel garni, n'offre aucun refuge contre les balles de nos soldats, excepté la chambre à coucher des maîtres et la cuisine. Mais ces deux pièces ont l'inconvénient de donner dans l'escalier que les insurgés rassemblés sur le toit montent et descendent sans cesse. Ceux-ci exigent que les portes des appartements restent grandes ouvertes, mesure de précaution qui leur facilitera la fuite à travers les portes pratiquées à cet effet depuis longtemps dans les murs mitoyens des maisons.

Force nous est donc de nous tenir dans le petit salon, où nous sommes exposés au feu de nos soldats, mais où, précisément pour cette raison, les insurgés n'auront garde de se montrer. Pour comble de malheur les persiennes de l'une des deux croisées ne ferment pas, celles de l'autre sont criblées de balles; tous les carreaux ont été brisés et la chambre est constamment remplie de la fumée et de l'odeur de la poudre. C'est donc dans cette pièce que Mme de *** et moi nous avons passé la journée. Une mince cloison en planches et plâtre la sépare d'un couloir et de la chambre à coucher. Cet après-midi une balle d'un de nos grenadiers, après avoir traversé le salon, au moment même où la cuisinière en sortait et à quelques centimètres

d'elle, perça la cloison et s'abattit dans le petit couloir obscur. Le mince rayon de lumière qui pénètre à travers le petit trou formé par sa balle agit sur le moral de la pauvre femme. Elle n'ose plus paraître dans le salon. Et cependant, en fait de domesticité, elle est notre seule ressource, car le valet de pied, envoyé ce matin pendant la trêve pour faire quelques commissions, n'est plus revenu. Dans le salon il n'y a d'endroit sûr qu'entre les deux fenêtres (qui descendent jusqu'au plancher), et pour changer de place il nous faut profiter du moment où nos compatriotes chargent leurs fusils. A l'exemple de son cordon bleu, Mme de *** a pris peur. Les faibles arguments que j'emploie pour la rassurer n'ont aucune prise sur elle. Elle pleure et tremble à faire pitié; à ses gémissements viennent se mêler les sanglots de la cuisinière, toujours blottie dans son laboratoire.

Que faire? Rester dans une maison devenue le principal boulevard de l'insurrection de ce quartier et où nous devons nous attendre, à chaque instant, à un assaut des Impériaux exaspérés des pertes que leur cause un ennemi invisible (les officiers m'ont fait entrevoir cette éventualité), me semble de la folie. On sait ce dont les soldats, même les mieux disciplinés comme les nôtres, sont capables dans un moment de fureur. Con-

duire les femmes au palais est, à première vue, ce qu'il y aurait de mieux à faire. Mais pour y arriver il faut traverser la rue. Question de vie ou de mort! Il est difficile de prendre pour d'autres la responsabilité d'une pareille résolution. Ici encore, après quelques hésitations, ma prévention instinctive contre le palazzo l'emporte. Nous resterons. Plus tard dans la journée, nous entendons, venant du palais, le bruit de marteaux. Evidemment on achève de barricader la porte. Dès lors le transport des femmes dans cet asile précaire est devenu impossible. Je respire.

Mes pensées prennent alors une autre direction. Bientôt mon plan est fait, et je me mets aussitôt à l'œuvre. La maison, sauf le premier étage, est assez mal habitée : au-dessus de nous une modiste française, plus haut une Suissesse, dont je ne scruterai pas la profession, quelques autres femmes de la petite bourgeoisie milanaise et deux ou trois vieillards dont je ne m'occuperai pas. Je décidai, non sans peine, Mme de *** à rendre visite à toutes ces dames, y compris la Suissesse. Je leur expose mon plan, qui est accepté à l'unanimité. Nous construirons dans le salon avec des paillasses et matelas un blockhaus qui servira d'abri aux femmes quand les soldats pénétreront dans la maison. Il s'agit d'échapper

à un massacre par méprise, la plus sotte manière de quitter ce monde. Mais comment faire comprendre aux assaillants que nous sommes leurs compatriotes et non des rebelles? Cela sera facile si nous avons affaire à des chasseurs, et non à des Croates, ces derniers ne sachant pas l'allemand. Tout ce que je demande aux femmes, c'est de pousser des cris déchirants. De cette façon, quoique invisibles, elles feront deviner leur sexe et désarmeront ainsi, peut-être, nos militaires, qui ne sont pas des ogres. Probablement, il y aura un moment d'arrêt. J'en profiterai pour nous faire reconnaître comme Autrichiens. La Suissesse, jeune personne courageuse et habituée aux assauts, s'offrait à faire l'interprète; mais comme je me réservais ce rôle, je l'engageai seulement à hurler en allemand.

Heureusement, l'attaque de la maison n'a pas eu lieu. A huit heures du soir le feu cesse, et la fenêtre du palais qui l'avait vomi pendant douze heures consécutives se ferme. En revanche, des cris de joie et des vivats bruyants se font entendre dans le voisinage et continuent jusqu'après minuit. Les insurgés auraient-ils remporté quelque succès notable?

La journée, si mouvementée, se termina par une scène douloureuse. Le mari et le fils d'une pauvre couturière avaient quitté la maison le

matin et n'étaient pas rentrés le soir. Décrire l'affliction, les angoisses, les accès de désespoir de cette femme, serait impossible. Elle avait l'air d'une contadina et portait le costume bien connu de ceux qui ont vu les environs de Rome. Les manifestations, jamais vulgaires, de ses souffrances morales avaient, par moments, je ne sais quoi d'idéal et de tragique. Presque immobile, et comme inconsciente, les yeux levés vers le ciel, les consolations que nous lui prodiguions glissaient sans la toucher sur cette statue en extase. Parfois elle interrompait ses prières pour adresser, dans un langage original et je dirai sublime, des monologues à la Providence. Une humble paysanne transformée en Hécube ! La fusillade a cessé, la populace, après avoir vociféré jusqu'à extinction de voix, s'est retirée. Un profond silence règne dans les rues, mais les plaintes de la pauvre délaissée, perçant les minces cloisons de cette maison de carton, continuent à frapper nos oreilles. Comme une reprise des hostilités avant la pointe du jour n'était pas impossible, j'ai entassé dans l'embrasure d'une des fenêtres des coussins et des paillasses. C'est derrière cet abri que, étendu sur deux matelas, Mme de *** et moi, exténués de fatigue, nous avons à la fin pu trouver le sommeil. Dans un des drames de Grillparzer on

aperçoit, au lever du rideau, sous un hangar, un chevalier errant et la dame qu'il sert, couchés dos à dos dans l'innocence de leurs âmes sur une botte de paille. Régulièrement, le parterre se mettait à rire, et la direction du Burgtheater recommanda à l'auteur, qui déclina, la suppression de cette scène. Je fais comme lui : *Honny soit qui mal y pense.*

20, Lundi. — Réveillé par des cris d'*evviva* et le bruit de pas, mais non pas de coups de feu, j'ouvris les fenêtres avec les précautions voulues. Des gens du peuple couraient par-ci par-là. Un ciel gris semblait annoncer la pluie. Le palais, avec ses murs criblés par les balles, avec ses carreaux brisés, ses persiennes percées, restait muet. Cependant, dans ces deux rues, la foule augmentait : des hommes armés, beaucoup de femmes du peuple avec leurs enfants, et, pour la première fois, un nombre considérable de signori, tous vêtus à l'espagnole : sombrero andalous orné d'une plume d'autruche, la casaque de velours, les gants paille. Cela donnait à penser. N'y aurait-il plus d'Autrichiens dans le palais ? Je ne me trompais pas. Le nombre restreint de ses troupes et le manque absolu de vivres et de munitions ont obligé Rath d'évacuer le palais. A cinq heures du matin il

s'est mis en route. Dans la fenêtre à travers laquelle ses soldats nous ont tant molestés, deux d'entre eux avaient été tués et douze blessés. Le général a-t-il pu gagner le Castello, toujours tenu par le maréchal? A-t-il fait, dans ce dédale de rues barricadées, des pertes considérables? A en juger par le nombre de fusils militaires, d'uniformes, de bonnets à poil de grenadiers dont on fait parade, elles doivent être sérieuses. Devant ces trophées j'aperçois un chapeau galonné, probablement propriété d'un des deux officiers de l'état-major que j'ai vus hier dans le palais. Pour un moment, une tristesse mêlée de honte inénarrable s'empara de moi. Plus tard, dans la journée, j'appris que le général Rath, à la tête de ses braves, et suivi aussi des soldats de la garde vice-royale et de quelques domestiques italiens du vice-roi restés fidèles, a pu opérer sa retraite en bon ordre et, malgré le feu des insurgés, rejoindre le maréchal sans perdre beaucoup de monde. Les uniformes dont l'aspect m'avait si douloureusement affecté avaient été trouvés dans le palais, où la foule s'est précipitée après le départ de la troupe.

Un messager du mari de Mme de *** nous apporta d'autres nouvelles. Faute de vivres et de munitions, en dehors du Palazzo Reale, plusieurs édifices dans l'intérieur de la ville ont dû

être abandonnés par les nôtres. Dès que ceux-ci étaient partis, les *prodi*, les héros, y pénétraient, et les bulletins affichés et répandus dans les rues annonçaient que toutes ces maisons avaient été prises d'assaut. J'attachai sur le balcon des rubans rouges, blancs et verts. Pendant que j'étais occupé ainsi, une bande de *prodi* qui passait me salua de ses vivats bruyants, et, la honte au front, je leur souris gracieusement. C'est toujours l'ancienne histoire de saint Pierre qui par *prudence* renie le Seigneur. Cependant Mme de *** confectionnait à la hâte des cocardes tricolores pour notre usage.

Les rebelles, craignant un retour offensif des Impériaux et la réoccupation par eux du palais, tâchent de transformer notre maison en une véritable place forte. Des hommes armés arrivent en grand nombre ; une immense quantité de pierres est transportée sur le toit et aux étages supérieurs, et des fusils sont entassés sur l'escalier et dans les couloirs. Notre position devient intenable. Reconnus comme Autrichiens, nous risquons d'être pris pour des espions et traités comme tels. Suivons l'exemple du général Rath, évacuons la place ! M. de *** avait prévenu sa femme qu'un ami, un petit banquier natif du Tyrol italien, chez qui il se tenait caché, lui offrait un asile sûr. Fort bien ; seulement, com-

ment y arriver? Un portefaix, connu dans la maison, nous tira d'embarras. C'était un grand bel homme, vrai fort de la Halle et, à en juger par son aspect terrifiant, un farouche révolutionnaire. Une poignée de pièces blanches suffit pour l'amadouer. Il se chargea de nous conduire chez M. G***. Au moment de nous mettre en route, mon fidèle valet de chambre Robin fit son apparition. Sa qualité de Français et un large ruban tricolore porté en sautoir lui servaient de passeport. Je le renvoyai au palais avec des ordres concernant mes papiers et mes effets, et je lui donnai l'adresse du banquier. C'est par lui que nous apprîmes les détails de la retraite du général Rath.

Après avoir passé quarante-huit heures presque sans nourriture, lui et quelques domestiques allemands de l'archiduc, avec leurs femmes et enfants, avaient assisté avec stupeur aux préparatifs de départ de la garnison. Aucun d'eux n'osait suivre la colonne. Pendant que la troupe s'éloignait, ils s'étaient retirés, chacun avec ses hardes, et Robin en emportant mes coffres, dans la chapelle du palais. Là, plus morts que vifs, ils attendaient l'arrivée des insurgés. Le dernier de nos soldats n'eut pas plus tôt disparu, que des hommes armés pénétrèrent, en poussant des cris féroces, dans la résidence, enfoncèrent les portes

des salles, se répandirent dans les appartements, brisèrent les meubles et tout ce qui s'y trouvait, mais respectèrent la chambre à coucher de la pauvre comtesse Woyna, grande-maîtresse de l'archiduchesse, qui, malade et alitée, n'avait pu partir avec la Cour, et ne firent pas de mal aux personnes réfugiées dans la chapelle. Aucune d'elles ne fut pillée. Ce fait mérite d'être noté. Nos soldats, postés aux fenêtres du palais et sur le toit du Dôme, avaient, pendant les deux jours de combat, couché sur le pavé un nombre considérable d'insurgés. Maintenant, libres d'assouvir leur vengeance, ivres de leurs succès, ces gens, appartenant pour la plupart au bas peuple, même dans les premiers moments d'exaltation, saccagent, il est vrai, le palais, mais ne touchent ni aux personnes ni à la propriété des vaincus. Ce trait caractérise l'Italien. Des actes isolés de vengeance, le produit d'un tempérament vif et colérique et de la mauvaise habitude de l'homme du peuple de ne jamais se séparer de son couteau, le font passer pour cruel et sanguinaire. Il n'est ni l'un ni l'autre et vaut mieux que sa réputation.

Enfin, dans l'après-midi, nous faisons notre *exeat* de la maison maudite. Précédés du *facchino*, suivis de la cuisinière, nous gagnons sans difficulté l'habitation du banquier. Je remets à

M. de *** sa moitié, qu'il embrasse avec effusion. Le salon est rempli de monde : la famille et des amis. Tous semblent en extase. Ce sont des cris de joie, des félicitations, des accolades sans fin. On entoure le couple heureusement réuni après tant de péripéties ; on complimente la jeune femme sur son courage et le mari sur sa prudence. Mais si Mme de *** est reçue à bras ouverts, je ne puis me faire illusion sur l'expression de gêne, je dirai même de consternation, que mon apparition, inattendue et non désirée, a répandue sur tous les visages. En effet, la présence d'un fonctionnaire qui, en sa qualité de représentant du chancelier d'État, avait occupé une position assez en évidence dans la maison d'un sujet autrichien rallié à peine au nouvel ordre de choses, est faite pour rendre ce dernier suspect aux autorités révolutionnaires du jour. J'eus hâte de prendre M. G*** de côté et de lui assurer que je n'avais pas l'intention de prolonger ma visite, et que le seul embarras que j'éprouvais était de savoir où diriger mes pas. Mon hôte parut enchanté, me retint à dîner et, à la nuit close, me fit conduire chez un ami, comme lui Tyrolien italien, à qui il demandait de m'offrir l'hospitalité pour la nuit.

Dans un petit appartement de la contrada

dell' Agnello, je fus introduit auprès d'un vieux couple : Philémon et Baucis. Philémon, natif de Trente, chef de département à la comptabilité, est un sexagénaire avancé, à la physionomie ouverte, douce et bienveillante. Sa femme, environ du même âge, est Milanaise. Après m'avoir longuement fixé avec ses petits yeux noirs, dont le feu contrastait singulièrement avec ses cheveux blancs, elle me dit : « Je me crois aussi bonne Italienne que tous ces *schiamazzoni* (tapageurs), mais j'ai toujours tenu et je tiendrai toujours à l'Autriche. Mon mari a déclaré son adhésion au nouveau gouvernement. Je le regrette. Vous êtes ici le bienvenu, et vous resterez avec nous tant que cela vous plaira. » Ceci dit, elle me donna à souper et me prépara un lit dans un tout petit cabinet (qui devait pendant cent six jours me tenir lieu de prison).

C'est ainsi que se termina pour moi la *Terza Giornata*.

Je résume ici les principaux événements qui ont précédé l'insurrection milanaise.

Le 8 mars, Cesare Balbo et Lorenzo Pareto, tous deux Génois et membres de la fraction avancée du parti *italien*, furent appelés au ministère du roi de Sardaigne. L'importance de ce fait ne put échapper à personne. C'était le premier

pas vers la réalisation du programme que tout le monde connaissait : Grande levée de boucliers dans l'Italie autrichienne ; entrée en Lombardie de l'armée piémontaise ; mouvements simultanés dans toutes les capitales italiennes ; les princes contraints à accorder des institutions libres et à envoyer des troupes régulières et des corps francs au secours des frères au delà du Pô. Voilà le plan conçu, mûri, préparé de longue main. Depuis des mois, des femmes faisaient des cartouches. Dans toutes les villes, dans des salles d'escrime improvisées, la jeunesse apprenait à s'exercer au maniement des armes. Des quantités prodigieuses de fusils, de sabres, furent importés, principalement de la Suisse, en contrebande, et déposés dans les palais de la noblesse et dans les hôtels de ville des municipalités. Mais pour entrer en action il fallait le concours de Charles-Albert. Or Charles-Albert, enfermé dans le dilemme de devenir *l'épée de l'Italie* ou de cesser d'être roi de Sardaigne, hésitait, et même à l'heure qu'il est, les patriotes craignent qu'il ne recule au dernier moment. Encore ces jours-ci il se retranchait derrière une difficulté réelle. Il soutenait qu'avant de franchir le Tessin, il lui fallait convenir de certains engagements mutuels et faire certains arrangements avec les chefs lombards du mouvement,

mais qu'aucun mouvement n'avait lieu en Lombardie, qu'il n'y voyait pas d'insurgés, qu'il y voyait seulement des conjurés. A la fin, cependant, il se déclara prêt à appuyer les Lombards à main armée, mais seulement à la condition qu'une insurrection eût eu lieu et après qu'un gouvernement provisoire eut été établi, soit à Milan, soit sur un autre point de l'Italie autrichienne. Maintenant l'insurrection est devenue un fait accompli et les Milanais attendent avec des angoisses croissantes les décisions finales du roi.

Comment s'expliquer que tous ces préparatifs aient pu se faire sous les yeux des autorités civiles et malgré les informations puisées aux sources militaires que le maréchal Radetzky ne cessait de leur fournir? La réponse est fort simple : une grande partie des employés italiens et presque la totalité des agents subalternes de police étaient du complot.

Voilà où en étaient les choses au milieu de ce mois de mars. Qu'on se trouvât à la veille d'une crise, c'est ce dont personne ne pouvait plus douter. A Vienne, aussi, on le savait; mais on s'y flattait toujours de conjurer l'orage, à Milan comme dans tout l'Empire, avec et par la police. On ne comprenait pas que ce glaive à deux tranchants s'était rouillé et ne blessait plus que la main qui le tenait.

Le jour même du départ du vice-roi, le 17 mars, la poste avait apporté la nouvelle des événements de Vienne jusqu'au 14. En quelques minutes tout Milan en était informé. Rien de frappant, de significatif comme la physionomie de la ville ce soir-là. Pas de rassemblement, pas de bruit : au contraire, les rues désertes, et le silence partout.

En voici l'explication. Pour mettre fin aux hésitations du roi Charles-Albert, le comité dirigeant avait fixé le 21 pour la levée de boucliers. Un gouvernement provisoire, aussitôt institué, devait demander le secours du roi. Ceci fait, l'armée piémontaise pénétrerait immédiatement en Lombardie. Mais maintenant, en présence des nouvelles de Vienne, que la prochaine poste pouvait modifier ou démentir, il y avait péril en la demeure. On se détermina donc à tenter le coup le lendemain 18. Dans la nuit, un grand nombre de jeunes gens reçurent les sacrements.

Le 18 au matin, on annonçait des démonstrations pacifiques. O'Donell, ajoutant foi à ces bruits, convoqua la congrégation centrale et conjura dans une note officielle le maréchal, auquel il fit perdre ainsi quelques heures précieuses, de ne prendre aucune mesure qui serait de nature à blesser les susceptibilités des paisibles Mila-

nais. Cependant l'insurrection avait éclaté. Des bandes parcouraient les grandes artères. Suivant le corso de Francesco, elles se ruèrent sur le faible poste devant le palais du gouverneur. Les quelques soldats qui le composaient, faisant bravement leur devoir, furent tués ou blessés et désarmés. La comtesse de Spaur, qui n'avait pu suivre son mari, se cacha sous les combles; le comte Pachta se blottit derrière un des battants de la porte ouverte de son bureau et put ensuite se sauver. Le podestat Casati se rendit près du comte O'Donell, qui se trouvait entre les mains de la populace, et le força de signer trois décrets: élargissement des prisonniers politiques, création d'une garde nationale, suppression de la police et éloignement de Milan des soldats de police appelés par le peuple *pulizzai*. Quelques heures après, O'Donell avec plusieurs fonctionnaires furent conduits à la Casa Taverna pour y être retenus comme otages.

Le vieux baron Torresani refusa courageusement de reconnaître la validité des décrets du vice-président. Aucun acte de faiblesse n'a terni les derniers moments de sa longue et honorable carrière. Il put s'échapper et gagner sain et sauf la frontière du Tyrol. L'hôtel de la police, occupé par la troupe, faute de vivres et de munitions, dut être évacué. Ce n'est

qu'après le départ des soldats que la populace s'y est ruée, pillant les bureaux et emportant et disséminant dans les rues les actes trouvés dans les archives.

Le maréchal fit occuper les points stratégiques, les édifices publics, le Dôme et le Palais Royal. L'hôtel de ville, récemment le siège de la conjuration, fut pris de vive force par nos soldats après que les portes en eurent été enfoncées à coups de canon. Le podestat, qui s'y trouvait, parvint à s'enfuir à travers les toits ; mais le délégué Bellati, un des chefs de la conspiration, et quelques conseillers y furent arrêtés et transportés au Castello.

Les cinq ou six heures passées dans la maison du banquier n'étaient pas perdues pour moi. Les informations que m'ont données M. G*** et ses nombreux visiteurs, jointes aux affiches et proclamations de Casati, me permettent de me former une idée, que je crois exacte, de la situation de Milan à l'heure qu'il est, savoir le 20 mars à minuit.

Le maréchal, après avoir, pour des motifs stratégiques et parce qu'on manquait de vivres et de munitions, fait évacuer par ses troupes les édifices publics, a concentré toutes ses forces au *Château*, situé en dehors de l'enceinte dite la *circonvallazione*. Celle-ci et les portes de la

ville sont fortement occupées. Milan se trouve donc hermétiquement fermé. La direction de la révolte part de la Casa Taverna, où la municipalité, avec Casati en tête, s'est provisoirement établie. C'est de fait, quoique pas de nom, le gouvernement révolutionnaire. Mais, afin de conserver un faux semblant de légalité, dans le but de se ménager une issue de leur situation périlleuse, Casati et ses collègues ont choisi pour point de départ de leur action les trois décrets arrachés au comte O'Donell. Ces messieurs se disent avec raison : Si les Piémontais n'arrivent pas bientôt et que le maréchal s'empare de nouveau de la ville, que faire? Il n'est pas temps encore de brûler nos vaisseaux. Voici leur raisonnement. O'Donell, le remplaçant du gouverneur, disent-ils, s'est enfui. (La vérité est qu'il a tâché de se sauver pendant le pillage de l'hôtel du gouvernement et cherché un asile dans une maison particulière, où il a été arrêté pour être retenu comme otage.) Torresani, le chef de la police, en a fait autant. Tous les fonctionnaires impériaux de haut rang ont lâchement abandonné leurs postes ou ont été enlevés de force par le cruel maréchal, comme c'est aussi le cas de l'innocent et vertueux délégué Bellati. Casati et les membres de la municipalité seuls sont restés. Il est naturel, nécessaire même que,

*dans l'absence de toutes les autorités impériales*, ils se chargent provisoirement, et jusqu'au rétablissement de l'ordre, de la direction des différentes branches du gouvernement. Pour être à même de remplir cette tâche que des circonstances exceptionnelles leur imposent, ils se sont associé quelques patriotes d'un mérite généralement reconnu (savoir, les chefs des conjurés).

Cet exposé mensonger de faits qui se sont passés sous les yeux de tous, ce voile transparent qui masque si mal la conspiration, mais que l'on n'ose pas encore déchirer complètement, ne peut tromper personne. Mais il en résulte une chose : on n'en est pas encore arrivé à la crise décisive. Quelle est la situation du maréchal? Les populations rurales prennent-elles part au mouvement? Quelle est, à ce moment d'incertitude, l'attitude des autres villes? Surtout et principalement, qu'est-ce que fera, fait ou a fait le roi Charles-Albert? Sur tous ces points je n'ai pu recueillir chez le banquier que des informations vagues, insuffisantes, contradictoires.

Sur un point, cependant, je crois voir clair. Ostensiblement, les chefs du mouvement n'ont pas encore rompu avec le gouvernement impérial. On peut toujours, si l'on veut, au moyen d'une interprétation un peu forcée, voir dans la

personne de Casati non un rebelle, mais le podestat de la ville, désireux de la préserver du fléau de l'anarchie. Je me placerai sur ce terrain. Je prendrai pour point de départ sa proclamation qui commence par les mots : « *Nell' assenza di tutte le autorità imperiali* ». J'irai le voir. Je tâcherai de faciliter aux insurgés et au maréchal les moyens d'en venir à des pourparlers. Voici mon raisonnement : Si le roi approche avec son armée, bien supérieure, numériquement, aux forces autrichiennes, composées seulement de la garnison de Milan et de quelques détachements des environs qui ont pu la rejoindre, le maréchal sera obligé de se replier sur sa base d'opérations, qui est Vérone. Milan ne peut être défendue contre un ennemi supérieur, depuis que la forteresse d'Alexandrie a été annexée au Piémont. Mais si le roi refuse au dernier moment de passer le Tessin, qui est son Rubicon, s'il continue son jeu de bascule, l'insurrection dans Milan sera gravement compromise sans que la situation du maréchal cesse d'être précaire. C'est cette éventualité, peu probable je le sais, mais possible, que je vise. Elle disposera les deux parties à en venir à un arrangement qui ne saurait être que la rentrée des troupes autrichiennes, et l'éponge passée sur les *Cinque Giornate*. Si le roi hésite à commencer

la guerre avec l'Autriche à la faveur de la rébellion triomphante des Milanais, il ne sera certes pas plus tenté de chercher cette aventure après la soumission de la capitale lombarde. Ce que je ferai, je le ferai de ma propre autorité. Je ne puis recevoir d'ordre que de mon chef, qui est le prince de Metternich. Mais où se trouve-t-il? Je l'ignore. Je ferai donc comme Casati, j'agirai *dans l'absence de toutes les autorités impériales*.

Cette résolution prise, tâchons de dormir!

21, mardi. — Une nuit de sommeil profond après plusieurs jours de fatigues physiques et morales dispose l'homme à regarder les choses de leur bon côté. La *Fantaisie* offre gracieusement le bras à la *Raison*, et d'un pas léger l'engage dans des sentiers pierreux longeant des abîmes. — *Ma*, *ma*, *ma*, *scusi*! mais, mais, pardon! s'écrie la Raison. La Fantaisie n'admet pas de *mais*. Elle sourit poliment, un peu dédaigneusement. Les hésitations de sa compagne, qu'elle trouve un peu gauche, un peu lourde, ne l'arrêtent pas. Ah, la Fantaisie! vous avez beau vouloir l'écraser, elle secoue les poids dont vous l'avez accablée, elle se dresse plus jeune, plus forte, plus téméraire que jamais; elle déploie ses ailes, vous saisit, vous entoure

de ses bras, vous élève aux régions aériennes où les misères de ce monde ne peuvent vous suivre.

A la pointe du jour, au milieu d'un vacarme atroce, charivari infernal, produit des cris de bandes armées qui parcourent les rues, et du bruit agaçant du tocsin, sonné par tous les clochers, j'écris à M. Casati, lui demandant une entrevue. C'est me livrer aux insurgés. Mais c'est un dernier essai de découvrir une issue à la situation où l'on se trouve ; il vaut bien un sacrifice personnel. D'ailleurs, quoi qu'il en résulte, ces messieurs ne pourront plus dire que tous les fonctionnaires de l'empereur se soient cachés ou enfuis.

Quelques heures plus tard, deux signori armés jusqu'aux dents se firent annoncer. L'un était un comte Barni, l'autre un Autrichien allemand (!) que j'avais rencontré autrefois à Vienne dans les salons de la haute finance. Ces messieurs, comme tous leurs frères d'armes, portaient un costume de fantaisie assez pittoresque qu'on eût dit emprunté à la garde-robe de l'Opéra. Quelques hommes armés nous servaient d'escorte. Quittant la contrada dell' Agnello, nous débouchions dans le Corso, lorsqu'un spectacle original, bizarre, saisissant, s'offrit à mes regards. Cette grande artère, qui, sous les noms

de corso Francesco, corsia de' Servi et corso di Porta Orientale, conduit de la place du Dôme à la porte de ce nom, était hérissée de barricades formées, comme celles de la rue del Pesce, d'objets de toutes sortes : sièges de chœur pris dans les églises, ustensiles de ménage, charrettes et voitures, parmi elles de fort jolis équipages. Des paysans armés, ce qui semblerait prouver que la ville n'est pas aussi hermétiquement fermée qu'on le dit, montaient la garde près de ces fortifications improvisées. Pour ne pas empêcher la circulation, on avait laissé, soit d'un côté de la rue, soit de l'autre, toujours près des murs, des ouvertures étroites donnant passage aux piétons. Les personnes que nous rencontrions, me prenant pour ce que j'étais : un prisonnier, me jetèrent des regards curieux plutôt que malveillants, mais ne m'inquiétèrent pas autrement. Sur plusieurs points on travaillait encore à l'érection ou à l'achèvement de barricades. J'ai vu des jeunes filles, armées de haches, détacher les longues dalles blanches du pavé qui, ici comme dans toutes les villes de Lombardie, forment deux raies lisses, destinées à faciliter le roulement des voitures. Dans ce chaos d'obstacles artificiels se pressait une foule bariolée : des ecclésiastiques en grand nombre, le chapeau à larges bords, orné d'une cocarde

tricolore, sur la tête, une épée ou un sabre nu à la main ; des signori en justaucorps de velours noir, copié sur un Velasquez ou un Paul Véronèse, quelques-uns à moitié enveloppés de la *capa*, aujourd'hui seulement vue aux bals masqués et connue sous le nom de manteau vénitien ; tous le front ombragé du sombrero, surmonté d'un énorme panache ou d'une grande plume d'autruche ; des bourgeois portant, eux, le chapeau dit calabrais ou, en l'honneur de Verdi, le chapeau Ernani, mais pas autrement travestis. Ils ont l'air un peu embarrassés de leur fusil, qu'ils passent souvent d'une épaule à l'autre, un peu étonnés du rôle qu'on leur fait jouer, comme des gens qui se disent : Dans quelle galère m'a-t-on mis ! Quant aux signori, ils étaient vraiment beaux à voir, et leur mise quelque peu théâtrale leur allait à merveille. Je suppose que c'est pour cette raison qu'ils ont choisi le costume de Philippe III ou IV, quoique les règnes de ces rois ne marquent certainement pas, dans l'histoire du duché de Milan, une époque de liberté et d'indépendance. Loin de moi la pensée de douter de leur courage personnel, ni de la sincérité de leurs aspirations nationales. Tout en condamnant la défection et l'alliance avec les sectes anarchistes, de mauvais moyens dont la cause la plus sacrée ne saurait

justifier l'emploi, je conçois que les Italiens veuillent, pour la première fois, *fare da se*, faire par eux-mêmes. Mais, pendant ce lent et long trajet sous les drapeaux tricolores flottant du haut de toutes les tours et à toutes les fenêtres, en présence de tous ces préparatifs pour le combat, étourdi du bruit de ces *Vive l'Italie*, *Vive Pie IX*, *Vive le Souverain Pontife!* dont des voix magnifiques de ténor et de basse-taille ne cessaient de faire retentir l'air, j'étais frappé de l'absence d'un véritable entrain. L'élément guerrier, disons-le franchement, faisait défaut. Même les hommes des classes élevées paraissaient nerveux et, à la fois, distraits et préoccupés. On ne lisait sur leurs visages ni l'exaltation de l'enthousiasme, ni le recueillement et la sérénité de l'homme prêt à donner sa vie pour une idée. Seuls les enfants et les gens du peuple, ces éternels enfants, semblaient franchement heureux : les uns d'être dispensés d'aller à l'école, les autres à l'atelier. Être nourris aux frais de la municipalité et pas d'ouvrage, voilà qui est pour eux la nouvelle ère de liberté et voilà pourquoi ils criaient si fort, avec leur accent lombard saccadé : *Viva l'I-ta-li-a li-be-ra!*

Enfin nous arrivons au palais Taverna. Sur l'escalier, des signori et des popolani ; à l'inté-

rieur, presque pas de gens du commun. Les pièces qu'on me fait traverser rapidement me rappellent une soirée de la Scala, quand on donne *Hernani* ou *Don Sébastien*. Il y a foule. Tous parlent à la fois. J'y vois des figures que j'ai rencontrées dans les salons de Milan, de Paris, de Vienne. On me mène dans un petit salon : des tentures de damas, des bronzes milanais, des fauteuils et causeuses couverts de belles étoffes de Lyon, une cheminée en marbre sculpté, surmontée d'une glace vénitienne richement encadrée. Étendu sur un tapis de Smyrne, un des pseudo-Espagnols dort profondément. On le réveille, et il se retire. A ce moment entre le podestat. Nous nous saluons comme d'anciennes connaissances que nous sommes. Je le trouve morne, abattu et exténué de fatigue. Cela se conçoit.

Notre entretien a duré deux heures. Dans la pièce voisine, où siège le comité, *la conferenza*, on ne cesse de se disputer à haute voix et d'échanger des paroles courroucées. Premier avant-goût du régime populaire, quoique jusqu'à présent le peuple n'y soit pour rien et que la direction appartienne encore aux signori. Je dis au comte Casati : « Si vous êtes décidé à pousser la crise à l'extrême, ma venue ne peut mener à aucun résultat, et je vous demande

la permission de me retirer. Je ne connais pas vos résolutions, je sais seulement que vous n'avez pas encore coupé tous les fils qui vous attachaient au régime impérial. Votre proclamation le prouve. J'en prends acte pour constater que, si vous voulez, vous êtes encore libre de revenir sur vos pas. Si vous êtes sûr de l'entrée immédiate de l'armée sarde, il est facile de préjuger vos décisions. Mais si le roi Charles-Albert continue à hésiter, il est tout aussi aisé à prévoir quelle sera la situation des insurgés. Elle sera simplement désespérée, à moins que, à la dernière heure, qui est l'heure présente, une entente ne puisse se faire entre vous et le maréchal. »

Mon interlocuteur, sans s'énoncer clairement, n'a ni admis ni combattu mon raisonnement. Mais son langage autant que son maintien m'ont fait penser qu'il était encore dans l'ignorance des résolutions dernières du roi Charles-Albert. D'abord, s'il était sûr de l'arrivée des Piémontais, pourquoi aurait-il perdu avec moi, en paroles oiseuses, deux heures de son temps, si précieux pour lui ? Et comment expliquer l'embarras, les angoisses, les perplexités qui se peignaient sur sa figure, sinon par l'absence de nouvelles de Turin? Pendant cette interminable entrevue, moi répétant toujours les mêmes

arguments, trop clairs pour avoir besoin de commentaires, lui répondant par les mêmes ambiguïtés, il sortit plusieurs fois du salon, pour quelques instants seulement, et revint toujours de plus en plus sombre. Sa dernière absence dura plusieurs minutes. Je reconnus dans la pièce voisine le son de sa voix. Des exclamations, aussitôt arrêtées, éclatèrent de toutes parts. Puis des chuchotements et le silence. Peu après, le podestat revint tout rayonnant, en effet un autre homme. Il me dit très poliment qu'il avait informé la « conférence » de ma démarche, qu'elle m'en remerciait en me faisant savoir qu'elle n'avait aucune proposition à faire au maréchal, mais que j'étais libre de me rendre auprès de lui si j'avais, en mon nom, des idées à lui suggérer. Je déclinai cette offre dérisoire et me fis reconduire à la rue dell'Agnello.

Dans la soirée Philémon rentra avec la nouvelle qu'un messager du gouvernement piémontais était parvenu à escalader les boulevards et qu'il aurait apporté au podestat la promesse formelle de Charles-Albert de franchir le Tessin avec son armée dès qu'il aurait, à cet effet, reçu une invitation de la « conférence ». Si le fait est exact, et je n'en doute guère, il explique la conduite si étrange de Casati pendant ma visite de ce matin.

Devant et dans Milan aucun fait d'armes n'est à noter. On ne se battait guère, si ce n'est à la Porta Tosa, dont une bande d'hommes armés s'approcha au moyen d'une barricade mobile. Le général Clam leur fit un mauvais accueil, et ils se sauvèrent en laissant plusieurs des leurs sur le carreau. Le soir, des fusées tombées dans la ville incendièrent quelques maisons près de la porte de Côme. Voilà le bulletin militaire de la *Quatrième Journée*.

22, mercredi. — Pendant toute la nuit un bruit infernal, le tintement des cloches, des vivats, des odes à la liberté chantées sous ma fenêtre ne me laissent guère fermer les yeux.

Au lever du soleil, on affiche une proclamation annonçant la formation d'un *gouvernement provisoire* avec Casati à la présidence. Sur la liste des membres je trouve les noms de quelques connaissances, comme ceux de Vitaliano Borromeo, Pompeo Litta, Alessandro Porro. Voilà donc le masque jeté, la rupture avec l'Autriche accomplie. Ce premier manifeste des nouveaux régents est fait sous l'invocation de Pie IX et garde un silence significatif et sur la forme du gouvernement et sur la destination à donner à la Lombardie.

Le vieux proverbe romain : *Tutti capitano*

*sotto la cupola di San Pietro*, « tout le monde trouve de la place sous la coupole de Saint-Pierre », s'applique au pape actuel. Le cardinal Mastai n'a jamais caché ses sympathies pour les aspirations italiennes. Devenu Pie IX, il a accepté les hommages bruyants du parti national ; mais je ne pense pas qu'il ait autorisé Casati et consorts à couvrir de son nom la rébellion contre leur souverain. C'est à peine si à l'heure qu'il est il peut connaître les événements de Milan. C'est donc une erreur de le prendre pour l'antagoniste de l'Autriche ; mais cette erreur est, en quelque sorte, justifiée par l'attitude qu'il a prise dès son avènement. Je ne l'ai jamais comprise, et encore aujourd'hui plus j'y pense, plus je reste confondu. Le monde a vu des antipapes, chacun d'eux voulant être reconnu dans toute la chrétienté. Il a vu des souverains pontifes lancer les foudres de l'excommunication contre des oints du Seigneur. Il y a eu des papes qui faisaient la guerre, parfois en personne, pour des raisons purement politiques, des papes qui tenaient à la Maison d'Autriche, et d'autres affectionnés à la Maison de France ; mais jamais aucun d'eux n'a oublié qu'étant le vicaire de Jésus-Christ sur terre, il était de toutes les nations et non d'une seule. Agir autrement eût été une faute énorme. Pie IX ne l'a pas com-

mise, mais il a eu le malheur de ne pouvoir empêcher qu'une fausse appréciation de son attitude ne se répandît en *Italie* et au delà des monts. Comment alors s'étonner que Casati et ses amis en profitent pour faire du chef de l'Église universelle le pape de la révolution italienne?

Je ne suis pas au courant des dispositions religieuses des Lombards. Ce qu'il y a de certain, c'est que les doctrines des encyclopédistes ont fait moins de prosélytes dans la bourgeoisie que dans le milieu des lettrés, et que le peuple est resté indemne. Les personnes de la couche sociale la plus élevée offrent, si je suis bien informé, une certaine analogie avec leurs pairs en Autriche. Aujourd'hui elles ont les yeux fixés sur Rome, et il en résulte naturellement un réveil de sentiments religieux. Sur le grand public l'adhésion apparente du Saint-Père à la cause italienne produit un effet magique. (Quel effet produira-t-elle sur les catholiques autrichiens?) Depuis longtemps le clergé milanais a été gagné aux aspirations nationales. Aujourd'hui l'archevêque, salué par les acclamations de la foule qui le suivait, a parcouru les rues à pied en donnant la bénédiction.

Dans l'après-midi on annonce que la ville sera bombardée. Tout le monde cherche un

asile dans les caves, dont on a hâte de fermer les ouvertures du côté de la rue. Vers cinq heures le canon se met à gronder : d'abord des coups isolés, puis des détonations presque ininterrompues, dont nous comptons jusqu'à quarante en cinq minutes. Bientôt Milan se trouve enveloppé d'un feu concentrique partant du Château et des murs d'enceinte. Ce sont des rugissements sourds suivis d'un bruit saccadé semblable à celui des sabots de quelqu'un qui monterait ou descendrait en courant un escalier en colimaçon. Je l'explique par le rebondissement des boulets qui, tirés de la Porta Orientale, rasent les maisons du Corso. Dans les courts intervalles on entend le tocsin de tous les clochers, mais pas une voix humaine dans les rues. Aucun mortel ne s'y risque.

Au milieu de la nuit, une jeune femme tout affolée par la peur, suivie d'un *giovinetto* armé, mari, frère ou amoureux, se réfugia dans notre maison. Partagée entre la frayeur et les angoisses de la séparation de son compagnon, elle refusait toutes les consolations que celui-ci lui prodiguait. Les yeux fermés, les bras croisés sur la poitrine, tressaillant à chaque détonation, elle se tenait immobile dans la cage de l'escalier. A la fin, le jeune homme, obligé de rejoindre une bande d'insurgés, l'embrassa ten-

drement sur le front et partit. C'étaient tous deux des gens du peuple. Mais quelle noblesse, quelle dignité classique dans la douleur résignée du jeune homme, dans la douleur passionnée de sa compagne! les adieux d'Hector et d'Andromaque; une de ces scènes qu'on n'oublie jamais et qu'on ne voit qu'en Italie.

Pendant toute la durée du bombardement ou plutôt de la canonnade nous avons occupé nos places habituelles près du foyer de la cuisine : Philémon un peu plus pâle que d'ordinaire, mais, comme toujours, taciturne, rêveur, doucement mélancolique; Baucis, excitée, riant et pleurant alternativement, selon que le bruit du canon s'éloigne ou s'approche; enfin Giovannina, une petite Tessinoise de quinze ans, avec des yeux qui brillent comme des charbons ardents et une chevelure noire luxuriante qui voit rarement un peigne, servante, cuisinière, femme de chambre et amie de la maison. Selon son habitude elle occupe un petit escabeau placé à une certaine distance de la cheminée. Mais, à part ce signe de respect, elle se mêle à la conversation avec la familiarité d'un membre de la famille. Cette jeune créature a fait cette nuit preuve d'une rare intrépidité. Je tâche de relever le moral du vieux couple en leur faisant envisager la situation du côté le moins sombre. D'abord,

nous sommes logés au centre de la ville. Quel bonheur que cela ne soit pas dans le voisinage du Château ou de l'enceinte! Quel autre bonheur que le maréchal se mette au lit tous les soirs à huit heures et demie précises, et voilà déjà huit heures passées! Certes on ne tirera pas pendant qu'il repose. Mais neuf heures sonnent, et dix heures, et minuit, et le père Radetzky ne se couche pas. Pourquoi ne pas faire comme Giovannina qui, à son heure habituelle, s'est retirée dans sa chambrette et dort maintenant — ses ronflements le prouvent — du doux et profond sommeil des enfants? Enfin, à une heure du matin le feu cesse et nous respirons. Je ne pense pas que nous ayons couru de grands dangers; le maréchal, à défaut de bombes, s'étant borné à nous envoyer paternellement des boulets, qui faisaient plus de bruit que de mal. Mais servir pendant six heures de cible à une centaine de bouches à feu est décidément désagréable. Dans quel but le père Radetzky nous a-t-il traités ainsi? Je l'ignore et je ne le comprends guère. Peut-être étaient-ce des *adieux* aux Milanais ou plutôt des *au revoir* et à *tantôt*. Car, dans les conditions où il se trouve, il ne peut livrer bataille à l'armée piémontaise qui approche; il faut qu'il recule pour mieux sauter; qu'il se replie sur Vérone. Peut-être voulait-il châtier

les rebelles en leur faisant passer une nuit blanche. En ceci il a certainement réussi, chacun ayant cru que sa dernière heure était venue. Mais il n'en est pas ainsi s'il a espéré intimider et amener à composition les chefs du gouvernement provisoire. Milan n'a pas capitulé. Lui-même est obligé de lever le siège et de se retirer. Pour le moment, la capitale de la Lombardie est perdue pour l'Autriche : nos troupes partent, les serviteurs fidèles de l'empereur restés à Milan sont tombés dans les mains d'un pouvoir exercé aujourd'hui par des signori, demain peut-être par des gens de sac et de corde. Enfin, vogue la galère et à la garde de Dieu!

Du 23, mardi, au 31, vendredi. — Le canon du maréchal a fait peu de dégâts. D'ailleurs il avait donné l'ordre de ménager le Dôme, les églises et les édifices publics. En revanche les palais des principaux chefs de l'insurrection ont été moins bien traités. Mais il semble que la casa Confalonieri seule ait été fortement endommagée.

Mon asile, ou, pour l'appeler par son vrai nom, ma prison, n'est ni gai, ni spacieux, ni confortable, mais je l'aime. Ma bonne fortune m'a conduit dans une vieille masure, le numéro 968 de la triste, étroite et longue contrada dell'

Agnello, non loin du Corso. L'habitation du signor Philémon et de la signora Baucis offre aux yeux un milieu simple, honnête, bourgeois. Pas de voile qui dérobe aux regards les détails intimes de la vie journalière. Du matin au soir le craquement de la pauvre machine qui pourvoit aux modestes besoins des maîtres. La pièce que j'occupe mesure dix pieds sur six. Un petit grabat, une petite table, une chaise de paille, un lavabo, composé, *modo italico*, d'un trépied supportant une cuvette et flanqué d'une cruche, auquel j'ai ajouté un *tub*, en constituent l'ameublement. Le soleil n'y pénètre jamais, et pour apercevoir un tout petit bout du ciel il me faudrait mettre la tête hors de la fenêtre, ce dont mon bon geôlier me conjure de m'abstenir. Et cependant, je préfère cette modeste retraite aux salles du Palais Royal où l'on a enfermé le vice-président O'Donell et les autres hauts fonctionnaires tombés entre les mains des insurgés. Un casuiste espagnol du XVI^e siècle, dont j'ai oublié le nom, dit qu'un des plus grands supplices, et en même temps la seule récréation des âmes damnées, est de se raconter et se reprocher mutuellement les péchés qu'elles ont commis dans ce bas monde. Non, ce pandémonium bureaucratique ne me tente pas. J'aime mille fois mieux la solitude de ma chambrette et le simple

et paisible commerce avec Philémon et Baucis. D'ailleurs ma situation est régularisée. Je suis censé être prisonnier. J'ai dû promettre de ne pas m'enfuire, et je suis placé sous la surveillance de Philémon. Mon fidèle valet de chambre Robin, que j'ai logé, avec mes effets, à la *Bella Venezia*, est autorisé à venir chaque matin faire son service auprès de ma personne. Quelle monotonie que celle de la vie de prison! Cependant de petits incidents y apportent quelque variété. Ainsi, presque tous les soirs, des bandes parcourent notre rue en criant *Fuori i lumi!* et tout le monde de s'empresser à mettre une chandelle à sa fenêtre. C'est toujours pour célébrer quelque victoire imaginaire ou, mieux encore, la mort de Radetzky, tué par ses soldats, ou par quelques bersaglieri, ou par un *prodo* quelconque. On sait que tout cela est de pure invention, mais c'est un moyen d'entretenir la bonne humeur de la populace. Dans les premiers jours après le départ de l'armée, un rassemblement d'une quarantaine de badauds se formait régulièrement à la nuit tombante devant notre maison, proférant en chœur, pendant une demi-heure, le cri de *Mor-te, mor-te al Tedesco!* accompagné d'un geste de pantomime qui consistait à étendre le bras à la première syllabe et à le retirer à la seconde en désignant du doigt

la fenêtre de ma chambre. Je sais bien que chien qui aboie ne mord pas, mais ces bruits continuels agacent les nerfs. Aujourd'hui on n'entend plus de cris de mort qu'à l'adresse des voleurs : *Morte ai ladri!* Des affiches portent cette inscription. Sur quelques-unes on lit : *Chi ruba è Tedesco*. En somme le peuple crie, hurle, vocifère du matin au soir et pendant une partie de la nuit, mais ne commet pas d'excès. L'esprit d'ordre inné au Lombard et les effets bienfaisants d'un état de choses régulier qui a, sans interruption, duré trente-quatre ans expliquent ce fait digne d'être noté. Le comité de sûreté publique, présidé par Fava, fait ce qu'il peut pour empêcher des désordres sérieux. Les prisonniers ou otages, comme on les nomme, sont bien traités. On n'a malheureusement pu empêcher le massacre de quelques soldats de police, tous des Italiens. Tâchant de se sauver sous des déguisements, ils ont été reconnus et tués par le peuple, *morti popolarmente*, comme on aurait dit du temps de Machiavel.

Dans les premiers jours, un nombre considérable de fonctionnaires ont été arrêtés. Plusieurs d'entre eux, victimes d'une révolution qu'ils n'ont su ni prévoir ni prévenir, se trouvent en proie au plus profond découragement. Je les plains plus que je ne les blâme. Ils sont le pro-

duit vivant du régime gouvernemental qui vient de tomber. Pendant cette triste époque, la diplomatie, grâce au séjour à l'étranger, échappait aux influences délétères de l'atmosphère lourde et somnolente qui pesait sur la monarchie. Pour comprendre le règne de l'empereur Ferdinand, il faut remonter à celui de son prédécesseur. François Ier ne possédait aucune de ces qualités brillantes qui frappent les imaginations, saisissent et retournent les volontés, dominent et entraînent les esprits. Mais c'était un grand souverain. L'histoire d'aucun peuple n'offre autant de hauts et de bas, autant de changements imprévus que celle des vastes États soumis au sceptre des Habsbourg. Son propre règne, qui embrasse une époque de quarante-deux ans, n'a été que trop riche en pareilles péripéties. Mais dans toutes les vicissitudes, dans les beaux jours comme dans les mauvais, au pinacle de la grandeur humaine et dans les profondeurs de revers jugés irréparables, à des moments où l'existence de son antique monarchie ne semble plus tenir qu'à un fil, il reste toujours le même : pieux sans exagération, mais respectant, dans la limite des lois, la liberté des consciences; jaloux de ses droits, mais n'empiétant jamais sur ceux des autres; juste et consciencieux au dernier degré; humble et modeste dans le succès; cou-

rageux, constant, inébranlable à l'heure des épreuves; plein de bon sens et de cette bonhomie qui constitue une des qualités proverbiales de ses sujets; affable, familier et digne à la fois, unissant à des goûts simples les mœurs du père de famille bourgeois, mais se rappelant, quand il le faut, être fils des Césars et déployant alors cette magnificence châtiée et solide qui est le privilège des grandes existences formées dans le cours des siècles. Adoré de ses sujets, il les aime tous d'une affection égale, mais, à l'exemple d'un bon père qui soigne surtout ses enfants délicats ou souffrants, il voue une sollicitude particulière aux couches inférieures de ses peuples. Deux fois par semaine, il donne des audiences « publiques ». Tous ses sujets y sont admis. Dans des salles de la vieille Burg tendues de gobelins, une foule bariolée, les plus grands jusqu'aux plus petits de l'Empire, attendent que leur tour arrive pour être introduits dans un cabinet fort simplement meublé, où un homme de taille moyenne, au front haut et étroit, aux cheveux coupés court et (de mon temps) d'une blancheur éclatante, d'un aspect grave mais bienveillant, se tenant debout près d'un bureau en noyer, écoute les sollicitations ou les doléances de chacun, discute avec lui son affaire, lui donne parfois des conseils, parfois des paroles encourageantes,

ou, s'il y a lieu, le renvoie après l'avoir vertement réprimandé. Mais tous quittent le monarque plus ou moins satisfaits : les uns parce qu'ils se flattent d'avoir atteint leur but, les autres parce qu'ils peuvent se dire au moins d'avoir essayé du dernier moyen.

Cette facilité d'approcher le souverain et de le voir sans témoins est fort appréciée. Dans des moments de grande détresse ou même d'affliction de famille, les gens du peuple se disent : *J'irai chez l'empereur*, comme si ces audiences étaient une panacée de tous les maux, ce que malheureusement elles ne sont pas ; mais elles forment entre l'empereur et chacun de ses sujets un lien pour ainsi dire individuel, doublement précieux dans une monarchie dont l'existence se confond avec celle de la dynastie[1].

En jetant un coup d'œil rétrospectif sur ce long règne entouré encore de l'auréole de la couronne du Saint-Empire Romain que François Ier a été le dernier à porter, en rafraîchis-

1. Ces audiences publiques, continuées par Ferdinand Ier, ont dû être souvent interrompues à cause de l'état maladif de ce prince. Mais l'empereur François-Joseph les a reprises dès son avènement, et reçoit depuis quarante-deux ans tous les lundis et jeudis pendant plusieurs heures. Pour être admis il suffit de s'inscrire quelques jours auparavant dans sa chancellerie particulière en exposant en peu de mots le motif de la demande d'audience.

sant mes souvenirs personnels, moi qui en ai vu au moins la fin, je trouve que je n'ai pas à rougir de mon pays. Après vingt ans de luttes soutenues soit par nous tout seuls, soit avec des alliés, de guerres de défense et non d'agression, pendant lesquelles le patriotisme de nos peuples n'a reculé devant aucun sacrifice, après des revers inouïs et des succès éclatants, est survenue une série d'autant d'années de paix, d'ordre et de prospérité non interrompue. L'Europe n'est pas plus tôt pacifiée que les blessures de l'Autriche se ferment, son crédit se relève, l'industrie et le commerce prennent un nouvel essor. Des légistes éminents élaborent un code qui passe encore dans le monde civilisé pour un modèle de sagesse. Comme les écoles de Salerne et de Bologne au moyen âge, la faculté de médecine de l'Université de Vienne, attirant des pays étrangers la jeunesse qui se voue à ces études, devient la plus fréquentée de l'Europe. Les sciences exactes sont cultivées avec des résultats surprenants. Rivalisant avec ceux de Napoléon Ier, nos ingénieurs sortis de l'École polytechnique due à François Ier, en traçant des routes à travers les Alpes, en arrêtant les flots de l'Adriatique, prêts à engloutir Venise, attirent sur eux par la hardiesse de leurs conceptions, par la solidité de leurs travaux gigantesques, l'admiration des

contemporains. Et à ce réveil de l'esprit et de l'activité pratiques de la nation, encouragé, secondé, dirigé, peut-être un peu trop contrôlé par l'État, répond une renaissance des arts et des lettres. Dès que le bruit des armes s'est tu, la peinture cherche et trouve de nouvelles voies. Vienne, témoin des rivalités, si fécondes en créations divines, de Mozart et de Beethoven, devient la capitale de la musique. Consumé du feu sacré, dans son étroit bureau, un employé obscur, Franz Grillparzer, enfant gâté de la muse tragique, gagne d'emblée l'immortalité et, sur le Parnasse allemand, une place à côté de Schiller et de Lessing. Le théâtre de la *Burg*, digne émule de la Comédie-Française, passe pour la première scène de l'Allemagne.

L'administration est confiée à des fonctionnaires experts et intègres, nourris dans les traditions de l'âge d'or de la bureaucratie, l'époque de Marie-Thérèse. L'armée, tout ensanglantée encore, mais à jamais glorieuse, compte parmi ses chefs des hommes de guerre illustres, aucun plus que l'archiduc Charles, alors déjà retiré du service, un des grands capitaines du siècle, que Napoléon désignait comme le plus formidable de ses antagonistes. La diplomatie, se recrutant en grande partie dans l'élite de l'aristocratie, est dirigée par le prince de Metternich, qui a tant

fait pour rétablir la paix européenne et plus encore pour la sauvegarder pendant la durée d'une génération. Les puissants de la terre, entourés de leurs premiers conseillers, se réunissent dans notre antique capitale, et c'est à Vienne qu'après vingt-deux ans de bouleversement, le repos et la paix sont rendus au monde[1].

Certes, si la sécurité de la vie et de la propriété, jointe à un grand bien-être matériel et à la satisfaction légitime de l'amour-propre national, si la confiance absolue dans la durée d'un tel état de choses et l'absence de tout nuage à l'horizon sont les biens que l'immense majorité des mortels apprécient par-dessus tout, certes l'Autriche de François Ier était heureuse.

Et, pourtant, tous les Autrichiens ne l'étaient pas. Sans doute, pour le nombre, les non-satisfaits forment une quantité négligeable. Mais leur présence ne put échapper à la vigilance du père de famille : l'empereur.

Il découvrit aussitôt l'existence du mal. L'étouffer dès le principe devint désormais une de ses grandes préoccupations. En en recherchant les causes, il croyait les trouver dans les idées modernes qui, partant de France, envahis-

1. Après le court et sanglant épisode de 1815, la paix a été conclue à Paris, mais les fondements de la nouvelle Europe pacifique avaient été jetés à Vienne.

saient les bords du Rhin, l'ouest de l'Allemagne, le centre du continent. Jouer avec les doctrines des encyclopédistes avait été, avant la grande révolution, un passe-temps que l'on se permettait à Potsdam et dans le palais de l'Ermitage; mais depuis que chaque soldat français, faisant le tour de l'Europe, en eut laissé tomber quelques graines de sa giberne, et que ces graines commencèrent à germer sur les grandes routes, l'alarme pénétra dans les hautes régions des puissances du Nord ou, comme on disait alors, parmi les membres de la Sainte-Alliance. Personne ne trouvait que les inquiétudes de François Ier fussent chimériques. Il s'agissait de sauver la société chrétienne menacée d'être remplacée par la société des philosophes, qui en est la négation. L'empereur fit alors ce que l'on fait en temps d'épidémie contagieuse : il établit un cordon autour de sa monarchie.

L'Italie était minée par les sociétés secrètes. Des assassinats marquèrent les étapes de la conspiration. Un cas semblable s'était produit même en Allemagne[1]. L'empereur François combattit la secte de la péninsule avec ses armes et avec sa police secrète.

C'étaient des mesures prophylactiques bonnes

1. L'assassinat de Kotzebue par l'étudiant Georges Sand, 1819.

à employer avec précaution et mesure, mais suffisantes seulement là où il s'agit de préserver un corps social d'un mal dont il est encore parfaitement exempt. Était-ce le cas de l'Autriche? Assurément non : peu d'acolytes, il est vrai, dans la noblesse et moins encore dans la bourgeoisie, et aucun dans le peuple; mais dans le monde appelé de préférence intelligent, parmi les médecins et avocats, dans la bureaucratie et aux universités, les idées libérales comptaient de nombreux adhérents. Ce fait étant donné, les cures préventives ne suffisaient pas. L'empereur le comprit; il s'appliqua à bannir le nouvel esprit des écoles et à le priver, au moyen d'une censure plus sévère, du grand véhicule de la presse.

Sous ce rapport, il n'y eut qu'une manière de voir à Vienne, à Berlin et à Saint-Pétersbourg, et chacun des trois souverains se mit à combattre le danger commun à sa manière et avec les moyens dont il disposait. L'empereur François tira un cordon autour de sa monarchie et soumit les mouvements et les évolutions de l'esprit au contrôle de l'État; le roi de Prusse, gêné dans cette œuvre d'isolement par la configuration de ses États et la politique traditionnelle de sa maison, se borna à refuser à la Prusse les institutions constitutionnelles dont quelques États

secondaires de la Confédération germanique se trouvaient déjà dotés ; l'empereur Nicolas referma simplement les portes de son empire que son grand ancêtre avait eu la sagesse ou l'imprudence d'ouvrir à l'Occident. Mais ce qui était chose facile pour la Russie ne l'était guère pour la monarchie des Habsbourg. Partie essentielle et, vu sa genèse, principale de l'Allemagne, située au centre de l'Europe, composée de nations diverses dont les ramifications s'étendent au delà de ses frontières, appelée, comme État danubien, à porter à l'Orient les bienfaits de la civilisation, puissance nécessairement pacifique et destinée comme telle, entre toutes, à sauvegarder l'équilibre européen, l'Autriche, en s'entourant d'un mur chinois, renonçait à la liberté de ses actions, se condamnait à l'immobilité, faisait tarir les sources de sa vie, se privait des moyens de remplir sa mission providentielle.

Envisagée à ce point de vue, la politique inaugurée par François Ier — je le dis avec tout le respect dû à cette grande figure qui appartient déjà à l'histoire — me semble reposer sur une erreur de jugement. Elle a pourtant produit un effet d'une valeur inappréciable : elle a préservé les masses de la contamination du poison des doctrines subversives. C'est une des gloires de ce règne.

Au sein des classes intelligentes, les résultats étaient moins satisfaisants. La jeunesse, agitée, inquiète, trouvant ses aspirations vagues mais ardentes étouffées, son essor vers l'inconnu arrêté par des mains invisibles, supportait mal ce pouvoir tutélaire qui pesait sur elle, comparait sa captivité intellectuelle et morale avec la liberté relative qui régnait au delà de nos frontières de l'ouest, et croyait reconnaître dans des doctrines constitutionnelles importées de France et appliquées aux nouvelles constitutions de quelques États allemands la formule magique, le dernier mot de la félicité humaine. Des hommes mûrs, aussi, s'impatientaient de cette tutelle à perpétuité et trouvaient mal d'être traités comme enfant du berceau à la tombe. Sous ce rapport, le système de l'isolement a produit l'effet contraire de ce qu'on avait en vue.

Il y avait donc des mécontents, et leur nombre augmentait au fur et à mesure que le gouvernement, en présence des progrès rapides que faisaient les idées libérales en Allemagne, se vit contraint à entraver de plus en plus le commerce matériel et moral avec les voisins.

Mais l'immense majorité se composait de satisfaits. Content de son sort, gai, bon enfant, un peu somnolent, l'Autrichien s'habituait de plus en plus à abandonner en toutes choses l'initia-

tive au gouvernement et à en accepter, sans y trouver malice, le contrôle de ses propres actions. C'était le bon vieux temps, si regretté et, à certains points de vue, si regrettable, mais qui avait ses inconvénients.

Néanmoins l'Autriche était alors heureuse. Les défectuosités du système se trouvaient atténuées, mitigées, corrigées dans l'application, grâce au bon sens, à la modération, à la bonté de cœur du vieux souverain, à sa connaissance parfaite du génie des nations autrichiennes, et au contact personnel qu'il entretenait avec ses sujets, grâce aussi à l'intervention, toujours réservée en pareilles matières, mais parfois efficace, de son grand chancelier d'État. Lorsque l'empereur mourut[1], trente-cinq millions d'enfants pleuraient leur père. Il faut avoir vu ce deuil de famille pour comprendre l'Autriche de François Ier.

L'empereur est mort, vive l'empereur! Oui, seulement le nouveau souverain était malade et ne pouvait tenir à lui seul les rênes du gouvernement. Il s'adjoignit, sous le modeste titre de membre de la conférence d'État, son oncle l'archiduc Louis, dont les qualités solides et réelles sont généralement reconnues. Il maintint dans

1. Le 2 mars 1835.

leurs places les deux principaux ministres de son père, le prince de Metternich et le comte de Kolowrat, et comme aide de camp général le comte Clam-Martinitz, homme distingué qu'une mort prématurée devait enlever bientôt à de hautes destinées. En général peu de revirements dans les sphères supérieures et aucun dans les régions inférieures de l'administration. Le mot d'ordre donné était : *Alles bleibt beim alten.* Rien ne sera changé. Et en effet il n'y avait de réellement nouveau que l'absence de l'homme éminent qui, pendant quarante-deux ans, avait régné et gouverné en Autriche. Le « système » aussi fut maintenu.

En ce qui concerne la politique extérieure, l'alliance des puissances *du Nord*, comme disaient les journaux français et anglais, des puissances *conservatrices*, selon l'usage des chancelleries de Vienne, de Berlin, de Saint-Pétersbourg, cette alliance qui devait préserver le monde des maux de la guerre et des révolutions, était maintenue dans toute son étendue. Pour constater ce fait aux yeux de l'Europe, peu de mois après son avènement, Ferdinand Ier, accompagné de l'impératrice, put recevoir, sur les frontières du nord, mais sur le sol autrichien, avec de nombreux princes régnants de l'Allemagne, ses grands alliés, le vieux roi de Prusse

et le jeune et brillant empereur Nicolas avec son épouse. C'était, dans le langage diplomatique du temps, la *réunion de Teplitz*[1]. Toute cette auguste compagnie assistait à l'inauguration d'un monument dédié aux morts de la bataille de Kulm. Personne ne put se méprendre sur la signification de cette cérémonie.

Le prince de Metternich n'avait aucune raison de se plaindre. Sa politique extérieure triomphait. Chaque soir, dans les salons du prince de Clary, il recevait (j'ai vu tout cela de mes yeux et n'exagère point) les ovations de têtes couronnées. En apparence il se trouvait alors au zénith de sa grandeur; en vérité il n'était plus qu'une ombre luisante ou, comme il disait plusieurs années plus tard dans la plus grande intimité, un paravent magnifique dérobant à la vue la caducité de notre édifice gouvernemental. Il eut cependant encore assez de crédit pour placer dans de hautes situations quelques hommes de valeur; je citerai seulement Kübeck, chargé du ministère des finances, et le comte de Hartig, nommé ministre d'État. Ce dernier avait été un excellent gouverneur de Lombardie, il se trouvait paralysé dans sa nouvelle sphère d'action. Les travaux de chemins de fer furent poussés

1. Septembre 1835.

avec vigueur, et le Lloyd autrichien créait et multipliait nos relations avec le Levant.

Mais il semble que les monarchies ne comportent pas l'absence d'un monarque, et que le mot de M. Thiers : Le roi règne et ne gouverne pas, ne s'applique qu'à des créations nouvelles qui n'ont pas eu le temps de jeter des racines, et que le premier souffle enlève. Chez nous le trône resta intact, mais comme il était de fait vacant, le sceptre glissa des mains qui le tenaient pour le souverain. Dans les premières années, quoique la force motrice fît défaut, le mouvement continuait, grâce à l'impulsion donnée sous le dernier règne, mais peu à peu les rouages de la machine s'enrouillaient, l'esprit d'entreprise des particuliers, loin de rencontrer l'encouragement des autorités, ne trouvait que des obstacles. Une sorte de marasme semblait s'emparer de la monarchie. C'était une triste époque : la maladie en haut lieu; près du prince, des vieillards dont l'un, il est vrai, plein de vie encore, mais sans influence; l'esprit nouveau, que François Ier s'était tant évertué à exclure, s'infiltrant jusque dans les hautes régions du pouvoir, celui-ci descendant des grands personnages, qui n'en gardaient que les apparences, aux inférieurs, tombant enfin entre les mains d'une bureaucratie toujours honnête, respectable, mais privée d'ho-

rizon, de boussole et de prestige et gagnée déjà en partie aux idées qu'elle avait mission de combattre. L'orage grondant au-dessus de nos têtes et rien qui pût orienter et rallier les esprits, ranimer et enflammer les courages. Aucun appel aux mouvements sains des cœurs, aux nobles instincts, aux sentiments élevés de la nation. Rien que silence et immobilité, le repos du cimetière! Comment alors s'étonner que, lorsque la tourmente se déchaînait, lorsque l'Europe semblait s'effondrer, quelques étudiants et ouvriers eussent suffi pour renverser le gouvernement?

Mais la dynastie et la monarchie sont restées debout. C'est tout ce qu'il faut. Ce qui se passe en dehors de ma prison, je l'ignore et j'aime à l'ignorer. Je sais seulement que le prince de Metternich a donné sa démission, qu'il a quitté Vienne, que le grand empire tremble dans ses fondements et qu'il faudra un miracle pour le sauver. Mais ce miracle se fera. Mon grand, mon noble pays ne périra pas. J'en ai la ferme conviction. *Dum spiro spero.* En attendant je jouis de ma retraite. J'y cherche et j'y trouve sinon l'oubli, du moins la lecture, le rêve, le sommeil.

Grato m'è il sonno, e più l'esser di sasso :
Mentre che il danno e la vergogna dura,

Non veder, non sentir m'è gran ventura;
Peró non mi destar : deh! parla basso[1].

1. « Il me plaît de dormir et d'être de marbre. — En ces temps de dégâts et d'outrage — Ne pas voir, ne pas sentir, c'est pour moi un bonheur. — Donc, ne me réveillez point, parlez bas. » (Michel-Ange.)

## AVRIL 1848

---

1er, samedi. — Au moment même de la retraite de l'armée impériale de Milan, le gouvernement provisoire, obsédé par les gémissements et sollicitations des familles de quelques signori lombards arrêtés et emmenés par le maréchal, lui avait envoyé un jeune officier autrichien fait prisonnier pendant les Cinq Journées, dans le but de négocier un échange des otages. Cette tentative n'eut pas de suite. Le maréchal refusa de négocier avec des rebelles et renvoya le parlementaire. Hier M. Fava me fit sonder si j'étais disposé à me charger d'une semblable mission. Comme j'acceptai sans hésiter, il vint me voir, et, me conformant à son désir, j'écrivis quelques lignes au gouvernement provisoire, spécifiant le but et les conditions de mon voyage. Ce matin, de fort bonne heure, Fava m'apporta la réponse signée par Casati. Il accepte avec empressement mon offre, et l'on me donnera une escorte jusqu'aux avant-postes au-

trichiens. De mon côté je m'engage, en cas d'insuccès, à revenir à Milan. Peu après, une foule de lettres m'arrivent. Ce sont, pour la plupart, des dames de la société qui m'écrivent. Elles me recommandent dans le langage le plus pathétique un mari, un frère, un fils, un ami tombé entre les mains du maréchal, si populaire naguère, mais devenu maintenant, dans l'imagination enflammée du public milanais, un ogre capable, dans un accès de mauvaise humeur, de boire le sang de ses otages. Tout ce qu'on raconte, crie et chante dans les rues, affiche et imprime sur des feuilles volantes ou dans les journaux, au sujet des prétendus actes de cruauté de Radetzky, paraît fabuleux, et ce qui est plus extraordinaire encore, c'est que tout le monde y ajoute foi. L'autre soir, un des amis et collègues de Philémon, d'ordinaire doux comme un mouton, se précipite dans la petite pièce où Mme Baucis réunit ses habitués. Revêtu de l'uniforme de garde national, son sabre à la main, l'image de l'indignation et de la peur, il porte la consternation dans cette pénible réunion. Le maréchal, dit-il, vient de commettre un crime inouï. Décidé à faire décimer la population de Crémone, il reçoit le vénérable évêque, qui se jette à ses pieds et implore pour ses ouailles innocentes la clémence du tyran. Pour toute réponse

Radetzky tire son épée et la passe à travers le corps de l'infortuné prélat. Saisis d'épouvante, tous les assistants me lancent des regards courroucés. Ne suis-je pas le compatriote du monstre et peut-être son complice? Et, chose étrange, personne n'exprime le moindre doute au sujet de la parfaite authenticité de cette sotte histoire. Mme Baucis seule dit avec dédain : *Siete sciocchi tutti quanti*, « Vous êtes tous des imbéciles. » Je comprends donc les angoisses des familles qui ont fourni les otages, l'emphase des lettres qu'on m'a écrites et le désir du gouvernement provisoire d'en arriver à un échange.

M. Fava m'accompagne chez le comte Casati. Depuis le 20 mars je n'ai pas mis le pied hors de la maison, et les premières bouffées de l'air tiède du printemps, bien qu'imprégnées d'odeurs peu aromatiques, caressent agréablement les joues du prisonnier. Nous suivons la longue rue dell' Agnello, encore en partie dépavée et remplie de pierres. Plus de barricades; mais partout les souvenirs récents des *Cinq Journées* : des portes enfoncées, l'encadrement des croisées brisé; dans les étages supérieurs, des trous ou des pans de muraille enlevés par les boulets. Devant beaucoup de fenêtres flotte le pavillon tricolore, en signe de fête, mais formant un con-

traste singulier avec les traces de combats récents!

Nous voilà arrivés au siège du gouvernement provisoire. Le palais Marino, construit mais non achevé dans la première moitié du XVIe siècle par un patricien génois et, selon l'usage de la république, en même temps riche banquier, respire la poésie, le goût suprême, le sentiment du beau et du magnifique qui distinguent l'âge d'or de la Renaissance. Plus tard, mais encore du vivant du propriétaire tombé en faillite, le fisc espagnol s'en empara. L'impératrice Marie-Thérèse le destina à servir de logement aux personnages princiers de passage à Milan. Le comte de Ficquelmont y a été le dernier hôte de l'empereur.

Nous traversons le *cortile* et montons l'escalier d'honneur, l'un et l'autre remplis de paysans armés et surtout de signori portant le costume fantastique qui m'avait tant frappé lors de ma visite à la casa Taverna. Dans la grande *sala* (antichambre des domestiques), des bruits étourdissants : éclats de voix sonores dus à une puissance extraordinaire de poumons, bruit sourd des pas perdus, bruit strident de sabres traînés avec volupté sur les dalles de cette grande pièce et les marches de l'escalier. Malgré tout cet apparat guerrier, la scène manquait de cachet

militaire. Les signori ressemblaient trop à des comparses de la Scala, et les paysans à des brigands, non pas de théâtre, mais à de véritables voleurs de grands chemins. Cependant, à part ces petits détails, l'ensemble de ce spectacle ne manquait pas de grandeur.

On nous fait traverser le salon de Mme de Ficquelmont, transformé en chancellerie, et entrer dans une pièce attenante. J'y trouve la chaise longue de la comtesse, sur laquelle M. Casati me fait asseoir.

Nous tombâmes facilement d'accord. Milan échangera tous ses prisonniers : fonctionnaires, officiers avec leurs épées, soldats non italiens sans leurs armes, contre tous les otages de Radetzky. Brescia sera invité à suivre cet exemple.

On me rend ma voiture, et, accompagné du colonel S*** de la garde nationale, mon valet de chambre sur le siège, je me mets en route à deux heures et demie de l'après-midi. Quel bonheur d'être échappé à ma cellule sombre et froide, d'aspirer à pleins poumons l'air du printemps, d'un printemps arriéré il est vrai — c'est à peine si les arbres verdissent, — mais tiède, agité par la brise de la voiture, parfumé des émanations des premiers boutons éclos sur les haies de la route. Et comme l'œil se repose dans

cette variété de bleus : bleu pâle du ciel, bleu vert de mer à travers le grêle rideau des peupliers lombards, bleu foncé sur les premiers échelons des Alpes dont les contours confus s'enfuient sur l'horizon du nord. Peu importe que mon compagnon, un signore assez comme il faut d'apparence, ne cesse de babiller, de critiquer le gouvernement impérial, de vilipender mon cher maréchal, de prédire la fin prochaine de la domination autrichienne en Lombardie. Je dédaigne même de faire semblant de l'écouter, et je lui prête l'oreille seulement lorsqu'en traversant Gorgonzola il m'initie dans les secrets de la fabrication du fromage devenu célèbre sous le nom de *stracchino*. Cependant ma voiture roule, pas très vite à la vérité, car postillons et chevaux semblent épuisés de fatigue, sur la grande route tracée au cordeau, traversée à cette heure de vols d'oiseaux, se prolongeant à l'infini devant et derrière nous, semblable à un fil blanc tendu sur un tapis vert. A onze heures du soir nous sommes à Brescia.

La ville offre un spectacle étrange. On a reçu de Sant' Eufemia, il y a quelques heures, la nouvelle que les Autrichiens, tentant un retour offensif, sont arrivés à peu de distance d'ici. Plus tard on sut que c'était une fausse alarme. En attendant, l'ordre a été donné d'illuminer les

maisons. Aussi sur tous les balcons, dans toutes les fenêtres on aperçoit des bougies, des flambeaux, des lampions vénitiens. On dirait que l'on est en carnaval. Mais avec l'abondance de lumière dans la partie supérieure de ce tableau nocturne contrastent l'obscurité et le vide qui règnent dans les rues ainsi que les barricades dont elles sont hérissées. A la porte de la ville on nous a arrêtés, et ce n'est qu'à la suite de longs pourparlers avec mon compagnon, que l'on nous accorde l'entrée, en ayant soin de nous faire suivre par un peloton d'hommes armés. A mi-chemin mon colonel me quitte pour se rendre à la municipalité. Un des hommes armés en profite pour prendre sa place à côté de moi. Il s'amuse à proférer d'une voix de stentor des injures contre les *Tedeschi*, mais se calme lorsqu'il s'aperçoit que je semble ignorer sa présence. Cahotée sur le pavé en partie arraché, arrêtée à chaque instant par des barricades, obligée souvent de les tourner en passant sous les arcades des maisons, ma pauvre voiture, traînée par des chevaux complètement exténués, avance fort lentement et ne pénètre que vers minuit dans la cour de l'Albergo Reale. Des messagers envoyés de la porte de la ville m'avaient précédé. Par eux on a appris l'arrivée imminente d'un prisonnier autrichien de haut rang. L'hôtelier, entouré de

ses garçons et d'une foule de badauds, me reçoit d'un air sévère pour ne pas dire insolent, et me mène, sans proférer une parole, dans la meilleure chambre de la maison, me disant, dès que nous fûmes seuls, avec une profonde révérence, que le vice-roi et son auguste épouse se rendant à Vérone avaient passé la nuit dans cette salle. Notre tête-à-tête fut interrompu par des hommes armés jusqu'aux dents, et l'hôtelier changea aussitôt de ton et de tenue à mon égard. Il tâcha cependant de me débarrasser de leur compagnie, mais ne put empêcher que deux de ces personnages grotesques, dont l'un était l'individu qui m'avait accompagné dans ma voiture, stationnassent devant la porte de ma chambre, que je dus laisser grande ouverte. Une foule de curieux leur tenaient compagnie. Je me promenais dans ma chambre, croquant des pastilles de chocolat, car j'avais horriblement faim, lorsque l'homme à la voix de stentor fit mine, mais fut empêché par son compagnon, de se précipiter sur moi. Il s'était imaginé que je voulais prendre du poison! Enfin apparut le colonel S***. Mon arrivée, me dit-il, est connue de toute la ville. Dans les cafés on ne parle que de moi. Je suis le comte O'Donell, O'Donell en fuite, cherchant à gagner le quartier général autrichien, mais heureusement reconnu et arrêté à Brescia, grâce à la

vigilance de la garde nationale. Vainement a-t-il essayé de les désabuser, vainement, pour donner du poids à ses paroles, s'est-il décoré de sa grande écharpe tricolore; ils n'en croient rien; je suis et je reste O'Donell.

2, dimanche. — Brescia offre un tout autre aspect que Milan. On voit que c'était une ville de la terre ferme vénitienne. Quant à la capitale de la Lombardie, c'est la France, non la France des Valois, ni des Médicis, ni celle du Roi-Soleil et de ses successeurs, mais la France de l'Empire qui lui a imprimé son cachet indélébile. L'architecture des édifices et même la sculpture le constatent. Peu de monuments, datant du moyen âge, et ceux qui subsistent, sauf le Dôme, qui est une œuvre hybride, ne s'imposent guère à la vue.

Brescia, au contraire, reflète dans sa physionomie deux époques de son histoire : l'élément municipal du temps de sa grandeur parmi les villes libres lombardes, et les influences vénitiennes depuis qu'elle devint vassale de la Sérénissime République de Saint-Marc. D'un côté, les nombreuses habitations des familles patriciennes, dont les hauts portails ornés d'armoiries, appartenant à des temps plus récents, perpétuent les traditions de l'âge d'or des villes

lombardes; de l'autre côté, les clochers et les arcades, les campaniles et les *procuratie* importés de Venise. Nous avons, M. S*** et moi, entendu la messe au Dôme (style jésuitique), regardé les nombreuses fontaines, la plupart fort jolies, et admiré les vieux portails. Sur la place du Dôme, des troupes piémontaises commandées par le général Bez attendaient l'ordre de se mettre en marche contre l'ennemi. Les officiers, peut-être un peu trop *dandylike*, avaient bon air; mais le soldat me semblait faible, amaigri, énervé. J'ai beaucoup joui de cette promenade; je ne savais pas que nous étions suivis et surveillés, non par des sbires du gouvernement, mais par des détectives populaires. Je ne devais pas tarder d'apprendre que le peuple aussi a sa police secrète.

Après la promenade nous nous rendîmes dans la salle du *governo provvisorio* de *Brescia*. Ses membres étaient réunis en séance, et au premier coup d'œil je reconnus que j'étais en présence de véritables notabilités, de gens qui, par leur naissance, leur fortune ou par d'autres qualités généralement reconnues, étaient en réalité les premiers, les *proceres*, de leur ville. De tous ces hommes, pas un ne nous est resté attaché, pas un n'a été retenu ou gagné par notre gouvernement dans le cours des derniers dix ans. Avec

le comte de Hartig le bon génie de l'Autriche s'était retiré de l'Italie. L'entretien que j'eus avec le président, comte Lechi, en présence de tous les membres du gouvernement provisoire, fut court et satisfaisant. A la place de M. S***, qui attendra ici mon retour, un capitaine de la garde civique et un gendarme m'escorteront aux avant-postes piémontais. De là à ceux de notre armée j'aurai à voler de mes propres ailes.

Ceci convenu, et mon escorte, le capitaine et le gendarme, ayant fait son apparition, je rentrai dans mon hôtel, montai dans ma voiture et donnai le signal du départ. Mais je n'eus pas plus tôt franchi le seuil de la porte, que je m'aperçus de l'absence de mon nouveau capitaine. Il s'était éclipsé, et je me vis obligé d'attendre son retour, assis dans ma calèche, devant l'hôtel, en pleine rue, entouré de curieux qui n'étaient pas bienveillants et dont le nombre augmentait à chaque instant. Enfin, après un long quart d'heure, le capitaine pointe sur l'horizon, et je me mets en mouvement pour la seconde fois. Après quelques minutes ma voiture est de nouveau arrêtée, cette fois-ci par un officier d'ordonnance du soi-disant général Allemandi, qui désire faire ma connaissance. Cependant la foule a grossi autour de moi. L'élément bourgeois y prédomine, et des cris

isolés de *Mort au Tedesco!* qui partent de la foule, n'y trouvent pas d'écho.

Cet Allemandi, à ce qu'on me dit, natif du canton du Tessin, a servi l'année dernière, sous les ordres du général Dufour, dans la guerre du Sonderbund. Nommé commandant des colonnes mobiles de la future armée lombarde, il est, il y a quelques heures seulement, arrivé à Brescia, et c'est à son débotté qu'il me fait arrêter[1]. Ce condottière me reçut d'un air grave, avait le verbe haut, parla d'allées et venues suspectes, et finit par m'interdire positivement le voyage au quartier général du maréchal Radetzky. Je le pris sur le même ton, lui fis observer qu'en français, la langue dont il se servait, *allées et venues* se disaient de personnes qui faisaient la navette entre deux endroits, tandis que pour la raison qu'il savait, je *venais* la première fois de Milan et que je ne lui demandais que de me laisser *aller* sans me faire perdre un temps précieux. Comme il maintenait mon arrestation, après l'avoir rendu responsable de sa conduite vis-à-vis des gouvernements de Milan et de Brescia, je me retirai pour regagner mon hôtel, lentement et

1. Les corps francs confiés à sa direction furent détruits par nos troupes en Tyrol, et lui-même, accusé probablement à tort de trahison, chercha le salut dans la fuite. On me dit qu'il a fini obscurément et dans la misère.

péniblement, à cause des barricades et de la foule qui, devenue décidément hostile, fit mine, à plusieurs reprises, d'arrêter ma voiture. Plus tard je fus de nouveau mandé chez le condottière. Cette fois-ci, il me reçut avec une politesse exquise et me déclara que rien ne s'opposait à mon voyage.

Je partis immédiatement. Mes deux compagnons, le capitaine et le gendarme, sautent en selle et nous voilà, enfin, en route. Le capitaine, dont l'étrange accoutrement me rappelait Max, dans le *Freischütz* donné sur une scène de province, était un jeune homme pâlot et émacié, à la chevelure et à la barbe en pointe rousses. Une énorme écharpe tricolore et de nombreux rubans de même couleur recouvraient sa poitrine enfoncée; une petite giberne de cuir jaune ballottait sur son ventre creux; une plume d'autruche couronnait son chapeau haut et conique. Quant à ses pauvres petites jambes maigrichonnes, elles disparaissaient dans des bottes molles aux bords retroussés, également de cuir jaune. Ce guerrier semblait médiocrement flatté de la mission qu'on lui confiait de me conduire aux avant-postes. Je l'invitai à prendre place à côté de moi, mais il déclina résolument l'offre. Comme j'insistais, un des badauds qui entouraient ma voiture me dit sérieusement

et sans la moindre ironie : *Va a cavallo per poter fuggire nel caso di bisogno*, « Il va à cheval pour pouvoir s'enfuir le cas échéant ». Nous nous étions à peine mis en mouvement que, arrivés à la grande place, toute remplie de gens du peuple, mêlés de beaucoup de paysans venus des environs à cause du dimanche, la livrée impériale que portait mon postillon donna lieu à une émeute. Ce malheureux l'avait endossé pour ne pas déplaire aux soldats autrichiens, car il devait me conduire au quartier général du maréchal Radetzky, tandis que mon escorte de Brescia s'arrêterait aux avant-postes piémontais. Maintenant, aux cris : « Es-tu Italien ou un cochon allemand? » des gens du peuple l'arrachaient de cheval, et, s'en prenant à sa pauvre tunique à nos couleurs, l'auraient sérieusement maltraité sans l'intervention de plusieurs signori. On mit plus d'un quart d'heure, qui me parut bien long, à arranger tant bien que mal sa jaquette mise en loques et à panser une légère blessure que ses agresseurs lui avaient faite au bras en coupant avec leurs couteaux les boutons aux armes d'Autriche. Ce fut en pleurant qu'il se remit en selle, et nous voilà à notre troisième faux départ. Je cherche du regard mon escorte, et j'aperçois le capitaine qui, pâle comme la mort, pousse le postillon à marcher vite.

Près de la porte de Torre Lunga, sur la place et sur les murs de la ville, il y a foule : des popolani armés, des troupes piémontaises et beaucoup de curieux, évidemment attirés par l'espoir d'assister à quelque incident dont je serais le héros et la victime.

Je reconnus certaines figures patibulaires qui, hier soir et ce matin, dans la cour et devant la porte de l'Albergo Reale, avaient attiré mon attention. Ici je ne suis plus O'Donell, je suis un colonel aide de camp du maréchal. Vainement mon capitaine produit-il l'ordre du gouvernement provisoire : ses remontrances, ses prières, ses larmes, et il en verse d'abondantes, ne produisent aucun effet. D'une seule voix, sonore et cadencée, comme un chœur d'opéra, le peuple crie : « Les otages ne voyagent pas. C'est un Allemand, un traître; qu'on le ramène au gouvernement. » Ce bruit étourdissant, fait pour agacer les nerfs, agit aussi sur ceux de mon capitaine. Il tourna bride vers l'intérieur de la ville, piqua des deux et disparut, *fuggì!* Reste le gendarme, ma dernière ressource. Je le cherche des yeux. Hélas, lui aussi a pris la clef des champs. Me voilà donc livré à la populace. Elle se jette sur l'infortuné cocher, le désarçonne une seconde fois, l'oblige à marcher à pied et à mener ses chevaux à la main. *Al governo! al*

*governo!* crie-t-on de toute part. Des troupes piémontaises massées en grand nombre, à quelques pas de distance, laissaient faire la populace. Un jeune officier avait l'air peiné et embarrassé. C'était évidemment un gentleman, mais il ne fit rien pour me protéger. Cependant des gens du peuple armés entourent ma voiture. Deux d'entre eux prennent place sur le siège à côté de Robin ; quatre autres se tiennent debout sur les marchepieds des deux portières ; un faux signore flanqué de deux hommes en haillons monte sur celui de derrière, mais personne ne s'avise d'entrer dans la voiture. Un des hommes sur le siège, armé d'un fusil et d'un grand poignard, se plaisait de temps à autre à saisir mon valet de chambre par le collet en repétant sans cesse : « Voilà les deux cochons allemands ». A quoi mon pauvre Robin, rouge comme une écrevisse, répondait par des inclinations de la tête, par des gestes aimables, des sourires gracieux, démentis, il est vrai, par ses yeux écarquillés, en poussant de sa voix stridente le cri de « Français, Français ! »

Les trois hommes sur le marchepied de derrière se rendaient particulièrement désagréables. Le monsieur portait un justaucorps espagnol des plus râpés et tenait à la main une longue rapière. De temps à autre, il l'agitait en l'air,

l'abaissait et, au milieu d'une recrudescence d'applaudissements, par un mouvement gracieux de la main, l'enfonçait dans ma cravate, ayant soin, il faut lui rendre cette justice, de ne pas toucher ma peau. Rien de bon, de doux comme la physionomie de cet individu, rien de moins sanguinaire. A plusieurs reprises, avant d'exécuter ce simulacre d'attentat, il me disait à l'oreille, toujours en souriant : *Non abbia paura, è una dimostrazione*, « Ne craignez rien, c'est une démonstration ». On n'est pas plus aimable. Ses deux compagnons, incommodes surtout par une forte odeur d'ail et d'autres ingrédients qu'exhalaient leurs guenilles, se contentaient d'agiter leurs baïonnettes. Les gens du peuple, tous armés, entourant et suivant ma voiture, se livraient au même genre de pantomime guerrière. Les hurlements, les imprécations, les cris de *morte* devenaient de plus en plus étourdissants. L'aspect de plusieurs centaines de fusils chargés, de baïonnettes, de piques, haches, fourches dirigées contre moi, tout l'ensemble de cette sarabande infernale agissait sur le peuple comme le drap rouge sur le taureau. Les hommes se démenaient en vrais possédés. Les femmes étaient devenues des furies. Il était clair qu'un fusil déchargé par hasard pouvait devenir le signal d'un massacre. Je me disais que les

Italiens ne sont pas sanguinaires, et, par moments, ce qui se passait autour de moi me paraissait une représentation théâtrale plutôt que la réalité. Mais cette illusion passait vite, et je ne pouvais me tromper sur la gravité de ma situation. Je me trouvais au pouvoir de gens ivres à force de crier, de gesticuler, d'agiter leurs armes, comme les derviches dansants se grisent en tournant sur eux-mêmes. Ce n'étaient plus des hommes, c'étaient des bêtes féroces. Comment tenter de leur faire comprendre raison, de leur expliquer leur erreur, de leur dire que mon voyage avait pour but d'obtenir la libération de leurs compatriotes? Il ne me resta donc qu'à me résigner, à paraître impassible, à ne trahir aucune émotion et à remettre le tout entre les mains de la Providence. Deux fois dans ma vie je me suis trouvé ou ai cru me trouver en danger de mort imminent. Dans ces deux occasions il m'a semblé éprouver une surexcitation de mes facultés physiques et morales. Cette fois-ci je subis la même sensation. Je vis devant moi une page, si je ne me trompe, des *Girondins* de Lamartine, où il est dit que celles des victimes de Septembre qui, se trouvant en présence des massacreurs, par un mouvement naturel, croisaient les bras sur la poitrine, moururent lentement dans des douleurs

atroces, tandis que ceux qui les ouvraient expirèrent immédiatement et sans souffrir. Dès lors je joignis les mains derrière le dos et je persévérai dans cette pose jusqu'à la fin de la promenade.

Cependant la fureur populaire s'accentuait de plus en plus. Je ne voyais dans cette multitude que des figures blêmes, la sueur perlant sur leur front, l'écume sortant de leur bouche. Après la retraite de nos troupes de Milan, le général Charles de Schwarzenberg, pour opérer sa jonction avec le maréchal, avait évacué Brescia en laissant dans la forteresse quelques faibles détachements sous le commandement du général de Nugent[1]. Ce général s'amusait à lancer de temps à autre un boulet inoffensif dans la ville. A chaque détonation, un mouvement convulsif secouait la foule; les fusils, les lances, les fourches s'agitaient dans ma direction, des cris de rage se faisaient entendre, et le monsieur derrière moi redoublait de zèle en plongeant sa rapière dans mon veston. Ah! cher Nugent, si votre canon doit tuer quelqu'un, ce sera moi.

Quoique comptant toujours sur la douceur du caractère de l'Italien, qu'un long séjour à

1. Ne pas le confondre avec le maréchal de Nugent, son oncle. Il fut, l'année suivante, mortellement blessé à la prise de Brescia.

Rome n'avait fait connaître, je commençais à craindre que cette procession hideuse, fantastique, horrible, si elle se prolongeait, ne finît par me démoraliser. En effet, il me faudrait la plume de Victor Hugo pour décrire cette danse macabre. Involontairement je détourne les yeux. Je les lève au ciel, mais ils s'arrêtent à mi-chemin aux balcons et fenêtres bondés de femmes et de jeunes filles. Il y en a de jolies et de laides, la plupart ne sont ni l'un ni l'autre, mais toutes me jettent des regards haineux en m'exprimant par des gestes — l'Italien est né pantomime — le souverain dégoût que l'aspect du Tedesco leur inspire. Quelques-unes me font voir des assiettes vides et sales pour indiquer que c'est ce qui est désormais réservé aux Autrichiens en Italie.

A chaque instant, ma voiture est arrêtée aux passages étroits laissés entre les barricades et les maisons, et ce sont toujours des moments critiques. Arrivé au pied d'un mur de jardin percé d'une fenêtre à balcon, j'y aperçois un groupe de dames évidemment appartenant à la haute société. Un court colloque s'engage entre elles et moi. Nous nous servons du langage des yeux, qui disent vrai seulement quand ils parlent spontanément. « Voyez, leur dis-je, comment on traite chez vous un homme comme il faut. —

Nous le voyons et nous en sommes enchantées », répondent leurs yeux. Et leurs jolies propriétaires sourient et gazouillent en me regardant d'un air de dédain. Cette musique sans paroles restera gravée dans ma mémoire, comme aussi les traits d'une jeune femme de la compagnie, une de celles — et l'on en rencontre dans le grand monde italien — dont la physionomie, la taille, la pose concentrent en une seule note toute la gamme des passions, dont les yeux puissants semblent également prêts à vous ouvrir les portes du paradis ou à vous précipiter aux enfers. Le teint d'un buste de marbre sous un voile de gaze noir. Aux deux coins d'une bouche sensuelle mais fine, un léger duvet. Cette femme me toisait avec une expression de haine qui aurait été flatteuse pour moi, si ma personne et non ma race en eût été l'objet. Qui sait haïr ainsi doit aussi savoir aimer. Seulement cette ardeur méridionale, quoique attrayante et curieuse à étudier, a son côté déplaisant : chez ces femmes, la haine et l'amour, qui s'excluent à leurs origines, se rencontrent et se confondent dans leurs derniers effets.

Parmi les gens qui s'acharnaient le plus sur moi, se distinguait un homme moins sale et moins déguenillé que la canaille au milieu de laquelle il agitait son sabre nu. Criant d'une

voix rauque et stridente qui n'était pas celle d'un enfant du pays et avec un accent qui me semblait français, il répétait sans cesse : *Morté, morté, ma non per la manó del popoló, sarebbe troppo onoré, deve moriré per la manó del manigoldó, non adessó, domani.* « Qu'il meure, mais pas par la main du peuple, ce serait trop d'honneur; qu'il meure par la main du bourreau, pas maintenant, mais demain. » Rien de sanguinaire, de rebutant comme la figure de cet homme. Il lutta avec la foule et finit par la percer. En accostant ma voiture il me fit signe de baisser la tête et me dit à l'oreille en français : « Je tâcherai de vous sauver ». Et de nouveau : *Morté, ma non popoló, manigoldó, non adessó, domani*[1].

Peu après, plusieurs signori, appartenant tous aux meilleures familles de la ville, se frayèrent passage à travers la foule pour arriver près de moi. Ils avaient l'air consterné. Quelques-uns me dirent tout haut leur sentiment, en ajou-

1. J'ai appris plus tard que c'était un gentilhomme savoyard. Je ne l'ai revu qu'une seule fois, plusieurs années après, à Paris, aux Champs-Élysées. Un embarras de voitures ayant arrêté ma calèche, un monsieur dont je reconnus aussitôt la physionomie m'approcha en me disant : « Monsieur l'ambassadeur, vous n'avez pas oublié Brescia. Vous avez fait bonne contenance, mais vous étiez pâle. — Pardi, on le serait à moins. — C'est vrai. » Et il s'esquiva sans me laisser le temps de le remercier ni de demander son adresse.

tant qu'ils étaient honteux de voir traiter ainsi leur hôte qui avait eu la générosité d'entreprendre un voyage non exempt de dangers pour obtenir la mise en liberté de leurs compatriotes, amis et parents. Ce qu'ils ne me dirent pas, mais ce qui se lisait sur leurs visages, c'était la mortification de voir un étranger, un Tedesco, témoin de cette scène de désordre toute faite pour constater l'impuissance du gouvernement aristocratique et la prépondérance évidente des anarchistes. Ils parvinrent à rassembler une trentaine de déserteurs du régiment Archiduc-Albert, composé de Lombards. Ceux-ci formèrent une double haie, en sorte que, sauf l'éventualité d'un coup de fusil tiré de loin, ma voiture pouvait désormais avancer sans danger. A l'approche des soldats, mes amis particuliers, sur le siège et les marchepieds de ma calèche, s'esquivèrent aussi vite qu'ils purent. Mon monsieur à la rapière fut le prenier à se sauver. L'effet que l'uniforme blanc, quoique agrémenté d'un ruban tricolore, produisit sur la foule semblait magique. En quelques minutes les rues se vidèrent. On n'y voyait plus que moi avec mon valet de chambre, le malheureux postillon, vêtu de loques tachetées de sang, et les déserteurs et signori qui me faisaient escorte.

Juste une heure et demie après mon départ de l'hôtel, nous arrivâmes au palais du gouvernement. Le conseil, déjà prévenu de ce qui s'était passé, s'y trouvait réuni. On m'entoura avec empressement, on me fit des excuses, me prodigua enfin, en paroles, toutes les satisfactions possibles. Je me sentais en verve d'éloquence comme on l'est ordinairement quand on dispose d'un *argumentum ad hominem*. « Vous avez, leur dis-je, déchaîné le peuple contre le gouvernement de l'empereur, vous l'avez armé, et vous êtes maintenant tombés en son pouvoir. Vous n'avez fait que changer de maître. Je vous souhaite de gagner au change. »

Un de ces messieurs me prit de côté. C'était une de ces figures qui commandent le respect et attirent les sympathies : de nobles traits embellis par l'expression d'une grande douceur, la physionomie fine, spirituelle et animée d'un regard vif et presque trop perçant pour ne pas former contraste avec l'aimable sourire de ce charmant vieillard. Avec cela langage, tenue, toilette du parfait gentilhomme. C'était le célèbre Mompiani, présentement ministre des Affaires étrangères de Brescia! En cette qualité, il s'empara de moi. N'étais-je pas ici en mission diplomatique? Évidemment moi et mon voyage nous étions de son ressort. C'est lui aussi qui

avait négocié et conclu la capitulation avec le prince Charles de Schwarzenberg.

Mompiani appartient, à ce qu'on me dit, à une des premières familles de Brescia. Martyr de la cause italienne — il a passé sept ans dans les prisons du Spielberg, — grand seigneur, esprit fin et cultivé, il était tout indiqué pour figurer au premier rang dans le nouvel ordre de choses organisé par le parti aristocratique de la ville. Mais si les signori siègent encore au palais du gouvernement, le pouvoir — mon aventure le prouve — échappe déjà à leurs mains pour passer aux démocrates[1].

Mompiani m'accompagna à pied à l'Albergo Reale, ma voiture suivant avec le pauvre Robin sur le siège, flanqué de nouveau de deux ou trois gaillards, tandis que d'autres se tenaient accrochés aux marchepieds des portières, mais, chose curieuse, aucun n'avait osé prendre place dans la voiture quoiqu'elle fût vide. Tant il est vrai que le peuple, si sensible aux conseils des agitateurs, ne se départit pas soudainement, dans la pratique, des traditions et formes de respect à l'égard des classes supérieures.

Un fort détachement de troupes, tous des

1. Peu de jours après, aux élections des représentants de Brescia dans le « gouvernement central de Milan », Mompiani fut battu par l'avocat Dossi, candidat du peuple.

déserteurs du régiment Albert-Infanterie, portant leurs uniformes blancs et, pour marquer leur défection, un ruban tricolore autour du shako, stationnait devant l'hôtel. Les soldats laissèrent entrer, avec la voiture, les gens qui s'y cramponnaient, mais repoussèrent heureusement la longue queue des drôles qui la suivaient. Ces déserteurs me firent de la peine. Ils montaient la garde avec l'air calme et insouciant du soldat autrichien ; mais il me semblait lire sur leurs figures une expression de tristesse et de repentir. Salués et fêtés avec enthousiasme dans les premiers jours, ils sont maintenant négligés et oubliés, insuffisamment nourris et irrégulièrement payés.

Abstration faite de toutes sortes de théories ou de principes, l'aspect d'un pays insurgé et livré à la révolution est horrible. Qu'un peuple se soulève pour secouer une tyrannie devenue insupportable, pour revendiquer des droits sacrés méconnus par les pouvoirs constitués, cela se conçoit et s'est souvent vu. Mais qu'une minorité qui est elle-même la dupe des meneurs anarchiques, pour faire triompher une idée qu'elle caresse et dont les classes inférieures n'ont aucune notion, fasse appel à leurs mauvaises passions et proclame les doctrines les plus subversives, sauf à s'en débarrasser si elle

le peut, ce qui est fort problématique, après s'en être servi; que cette minorité leurre le peuple d'espérances qu'elle sait être irréalisables; qu'elle le prive du seul capital moral que le peuple possède : la patience et la résignation du chrétien, c'est là vraiment un des plus grands crimes qu'on puisse commettre.

Quelques heures passées à Brescia ont dévoilé devant moi ce spectacle. J'ai vu réuni en conseil les hommes qui, après avoir déchaîné le démos, cherchent maintenant vainement la formule apte à le conjurer, et j'ai vu de près le peuple dans sa fureur. Je n'ai pas caché mes impressions à M. Mompiani, qui est homme à me comprendre. Il s'était attendu à des plaintes, à des reproches, à un récit des injures qu'on m'avait fait endurer, des dangers que j'avais courus. Rien de tout cela. Mais une peinture exacte, faite avec l'entrain de quelqu'un qui appuie les assertions par des faits, de l'état d'impuissance où se trouvaient réduits les nobles conspirateurs de cette ville. C'était ma revanche. Notre conversation se prolongea et mon interlocuteur sut m'amener sur un terrain où les avantages de la position se trouvaient de son côté. Il me parla de l'administration autrichienne en Italie, surtout durant les derniers dix ans. Il la critiqua, non en déversant sur elle les accu-

sations mensongères et calomnieuses qu'on lit dans les proclamations du gouvernement révolutionnaire de Milan, mais dans le langage élevé et châtié de l'homme du monde et de l'homme d'État. *Ci avete fatti cadaveri*, me disait-il; « Vous avez fait de nous des cadavres. » Qu'aurais-je pu répondre? Je me tus.

Il ne devait pas me quitter sans recevoir, en ma présence, une leçon humiliante. Je l'avais accompagné jusqu'à l'antichambre, lorsque notre attention fut attirée par un tumulte dans la cour. J'y voyais ma voiture, dont on avait dételé et emmené les chevaux, entourée d'une dizaine d'hommes déguenillés, le reste de mon escorte populaire, que les soldats avaient laissés pénétrer dans l'hôtel avec ma voiture. Trois d'entre eux tenaient mon valet de chambre au collet. Plus rouge que jamais, les larmes aux yeux, un sourire forcé sur les lèvres, le pauvre garçon avait recours aux mêmes procédés : des salutations respectueuses, des mots aimables, et le cri constamment répété de Français, Français. S'il avait dit *francese*, il aurait été compris, et ce mot magique aurait probablement mis fin à ses tribulations. Les autres jetèrent les coussins de ma calèche sur le pavé, brisèrent le coffre du siège, saisirent les effets, habits et linge qu'il contenait, et les jetèrent sur le pavé. Je priai

fort poliment M. le ministre des Affaires étrangères de contempler cette scène populaire. Il fallait bien qu'il intervînt. Ouvrant la fenêtre, il leur cria : « Qui vous a chargés de visiter cette voiture? » Silence profond. « Encore une fois, qui vous a donné cet ordre? » Un des hommes quitta le groupe de ses compagnons. Je reconnus de suite cette figure patibulaire. C'était un de ceux qui à la Torre Lunga avaient le plus fait pour exciter le peuple. Maintenant ce fut encore lui qui prit la parole :

« *È il voto del popolo!* s'écria-t-il. C'est le vote du peuple! — *Ma voi non siete il popolo.* Vous n'êtes pas le peuple. — *E voi non siete il governo.* Vous n'êtes pas le gouvernement. *Non siete del governo che fin tanto che noi vi ci lasciamo.* Vous n'en êtes qu'autant que nous le permettons. » Le colloque terminé, on s'acharna de plus belle sur mes effets. M. Mompiani, le rouge au front, cachant son dépit sous un sourire forcé, me dit : « Ce bon peuple est un peu vif, un peu enivré de nos succès, il ne faut pas troubler sa gaieté », et sur cela, avec mille protestations de dévouement et, selon l'usage du pays, avec mille offres de toute sorte de services, il se retira. Mais la canaille ne suivit cet exemple qu'après avoir, sous prétexte de chercher des correspondances suspectes, vidé et

rempli mon coffre à plusieurs réprises. Ce ne fut qu'à la nuit close que les garçons de l'hôtel, intimidés eux-mêmes, permirent à Robin de faire transporter mes effets dans ma chambre.

Peu après se présenta devant moi le brave capitaine de la garde civique aux bottes molles, au chapeau pointu, qui avait si bravement fait son devoir à la porte Torre Lunga. Il avait l'air plus martial que jamais, me salua militairement et me dit qu'il était venu pour me rendre compte de sa conduite. Il s'était éloigné, comme c'était son devoir, pour faire son rapport au général Allemandi et demander des renforts. Je le mis à la porte par un seul geste. La mort sans phrase.

Cette journée si émouvante se termina par un bon dîner, servi en personne et avec les formes les plus respectueuses par le maître d'hôtel et ses garçons. Évidemment je suis monté en grade[1].

Du 3, lundi, au 5, mercredi. — On me retient encore ici, dans mon hôtel, avec prière de ne pas le quitter. Mompiani me dit que cette

1. Si les massacres du général de Lamberg sur le pont de Pest, et du général de Latour au Ministère de la guerre à Vienne avaient précédé cette aventure, elle se serait, peut-être, terminée autrement. *Exempla trahunt.*

mesure a été prise dans l'intérêt de ma sécurité ; mais je pense que c'est plutôt pour complaire au peuple, de plus en plus méfiant à l'égard des signori. Des gens armés du parti populaire, parmi eux mon ami de porta Torre Lunga, rôdent jour et nuit autour de l'hôtel.

Le but de mon voyage est manqué. Le général Bez, commandant l'aile gauche de l'armée piémontaise, se montre contraire à l'échange des prisonniers, ou du moins ne veut pas qu'il se fasse autrement que par l'intermédiaire des autorités militaires du roi. De leur côté, les gouvernants de Brescia, intimidés déjà par l'émeute de porta TorreLunga, engagent le gouvernement milanais à ajourner l'échange des otages. On a appelé les Piémontais. Ils sont venus ; mais en venant ils sont devenus les maîtres du pays. Sous des prétextes futiles, avec des paroles doucereuses et des manières de la plus exquise politesse, Mompiani, en attendant la réponse de Casati, retarde mon départ. J'avais déclaré être toujours prêt à me rendre au quartier général du maréchal, et le ministre, pendant qu'il négociait avec Milan mon retour dans cette ville, semblait accepter cette offre avec plaisir. A la fin, il me prévint du résultat de ces pourparlers, qui était l'ajournement de la négociation avec le maréchal.

Pendant ma courte captivité dans l'Albergo Reale, j'ai reçu la visite du comte Alessandro Martinengo. Ce gentilhomme, chargé de la surveillance des prisonniers, m'amena le major Koch, du régiment Archiduc Albert. Nous étions tenus à parler italien. Le major m'assura que les prisonniers étaient bien traités. L'aspect d'un officier impérial désarmé, entre les mains d'insurgés italiens, me fit une pénible impression.

J'ai passé mon temps à relire les *Vies* de Plutarque dans une vieille traduction italienne. C'était une belle édition du *cinquecento* que mon compagnon de voyage était parvenu à me procurer. Ce qui se passe sous mes yeux me paraît une parodie de l'histoire d'Athènes.

Du 6, jeudi, au 30, dimanche. — Mon départ s'est effectué au moyen d'une petite ruse de guerre. Une affiche du gouvernement l'avait annoncé pour aujourd'hui (6), à dix heures du matin. Mais avant l'aube du jour le comte Balucanti, un ancien camarade du collège Klinkowstrœm à Vienne, est venu me chercher, et, accompagné de lui et de S***, j'ai pu, sans être molesté par le roi *Mob*, faire ma sortie de la ville.

En traversant Cassano, un maréchal ferrant, reconnaissant l'origine viennoise de ma voiture,

poussa des cris d'alarme. Aussitôt un rassemblement se forma autour de moi, et le postillon fut obligé de nous conduire à la municipalité. Je me préparais à une répétition des scènes de Brescia, mais S*** sut faire valoir son autorité, et l'on nous laissa continuer notre chemin.

Arrivés à Milan dans l'après-midi, nous trouvâmes la ville dans la jubilation. On célébrait, non, comme je le craignais, quelque victoire remportée sur le maréchal, mais l'entrée solennelle de la princesse Belgioioso à la tête de cent quatre-vingts jeunes Napolitains. Les voitures furent arrêtées à leur passage, et j'ai pu contempler à mon aise l'héroïne du jour, que j'avais jadis souvent rencontrée dans les salons de Paris. Ces dix années n'avaient pu passer sur elle sans laisser de traces, mais elle était toujours belle femme. Suivie de ses *giovinotti napolitani*, elle portait déployé un grand drapeau aux couleurs italiennes. Dans les fenêtres et sur les balcons s'agitaient d'innombrables mouchoirs, et l'air retentissait des vivats du public. Arrivée à la place San Fedele, devant le palais Marino, elle fut reçue par le comte Casati, qui prononça un discours des plus éloquents. Quelques jours après, ces jeunes héros en herbe, après avoir été fêtés aux frais de la ville, furent embarqués à la gare de la Porta Tosa et

expédiés sur le théâtre de la guerre. Trois semaines plus tard (au moment où j'écris ces lignes) on voyait une vingtaine de gens en guenilles demander l'aumône dans les rues de Milan. C'était le reste des *prodi* napolitains. Ils n'ont jamais vu l'ennemi, mais ont commis dans les campagnes toutes sortes de déprédations. A la fin les paysans, exaspérés, les ont plus ou moins exterminés. C'est ainsi qu'a fini cette grande démonstration essentiellement républicaine. Le gouvernement siégeant au palais Marino, qui n'est pas républicain, en rit sous cape; la princesse, je pense, en fera aisément son deuil et trouvera quelque autre manière de charmer ses loisirs; les Milanais ont eu trois ou quatre jours de spectacle et de tapage patriotique gratis. Tout le monde a donc lieu d'être content, sauf les pauvres *giovinotti* napolitains.

Un ami en Suisse a pris pour moi un abonnement à la *Gazette universelle d'Augsbourg*, que je reçois régulièrement voie de Coire. C'est par cette route, la seule ouverte entre Milan et la Suisse, qu'il m'est possible d'écrire à Vienne. La bonne Baucis, qui m'a pris en amitié, se risque à mettre mes lettres à la poste. J'ai soin de les adresser à une maison de commerce à Coire, d'où elles sont dirigées à leur adresse. Mon aimable geôlier Philémon me raconte ce

qu'il apprend dans son bureau. Mais ma source principale d'informations est la *Gazette d'Augsbourg*.

Les motifs qui ont décidé le maréchal Radetzky à abandonner Milan aux insurgés et à se retirer dans le Quadrilatère tombent sous le sens. Milan ne peut être défendu contre un ennemi supérieur. Le maréchal savait que sous peu de jours il se trouverait, avec des forces insuffisantes et composées en partie de troupes italiennes, sur lesquelles il ne pouvait plus compter, en présence de l'armée piémontaise, tandis que des troupes régulières et irrégulières, venant de toutes les parties de la péninsule, ne tarderaient pas à le menacer sur ses flancs et sur ses derrières. Il lui fallait donc se rapprocher de sa base d'opérations, qui est le Quadrilatère, et des provinces vénitiennes, par lesquelles il pourra communiquer avec le centre de la monarchie. C'est de là que lui arriveront les renforts en hommes et matériel de guerre. Mais, hélas, pendant sa marche sur Vérone il apprit la perte de Venise, en vertu d'une capitulation conclue, le 23 mars, par le commandant militaire comte Ferdinand Zichy avec les chefs des insurgés. Ce sera donc la nouvelle république de Saint-Marc qui jouira des ressources énormes qu'offrait cette ville. Restaient les quatre forteresses Vérone,

Mantoue, Peschiera et Legnago qui forment le Quadrilatère. Il continua donc sa marche sur Vérone.

Humainement parlant, la situation des Autrichiens en Italie est désespérée : Le Tessin franchi par le roi de Sardaigne à la tête d'une armée numériquement supérieure. A Milan, un gouvernement provisoire tâchant de réunir en un corps compact les différentes villes insurgées de la Lombardie. A Florence, Rome, Naples, les armoiries de l'empereur arrachées des palais de ses représentants et eux-mêmes obligés d'abandonner leurs postes. De toutes les parties de la péninsule, des troupes et des corps francs dirigés vers le Pô pour se réunir à l'armée piémontaise et aux insurgés lombardo-vénitiens. Le nom de Pie IX inscrit sur les bannières des croisés modernes, quoique ce pape, après avoir dans les commencements semblé favoriser les aspirations italiennes, eût condamné solennellement, dans une allocution récente, la guerre contre l'Autriche. Et pour comble de malheur, à Vienne, à la suite des journées de Mars, un gouvernement faible, irrésolu, vivant au jour le jour et s'inclinant devant la volonté des éléments plus ou moins révolutionnaires qui s'y sont emparés du pouvoir. Menacé de tous les côtés; voyant ses troupes se réduire journelle-

ment par la désertion des soldats italiens qui avaient formé un tiers de son armée; privé des ressources que Venise devait lui offrir et de ses communications avec Vienne soit par le Frioul, insurgé depuis les événements de Venise, soit par les défilés du Tyrol où des bandes d'Allemandi et de Manara avaient paru pour tendre la main au parti italien du Trentin; ne pouvant guère s'attendre à être vigoureusement soutenu par le ministère constitutionnel de Vienne, tout autre général n'aurait songé qu'à abandonner le théâtre de la guerre où la défaite semblait inévitable et à sauver les restes de son armée en se frayant un passage à travers l'ennemi. Mais ce vieillard plus qu'octogénaire ne perdit pas un instant ni son calme, ni sa sérénité, ni sa confiance dans les forces qui lui restaient.

Il marcha donc sur Vérone, où de sa personne il se trouve depuis le 2 de ce mois. Les plus graves préoccupations l'y attendaient. Mantoue semblait devoir lui échapper. La garnison, très faible, se composait en grande partie de troupes indigènes. Dans l'intérieur de la ville, des barricades avaient été érigées et occupées par une garde nationale improvisée. Mais les chefs des insurgés, intimidés grâce à l'intelligence, la vigilance et la bravoure person-

nelle du général Gorzkowski[1], commandant de la place, n'osaient pas se porter à des actes hostiles. La défection des soldats lombards fut empêchée et l'émeute contenue jusqu'à ce que l'arrivée de renforts considérables, amenés par le général Wohlgemuth, eût assuré au maréchal la possession de cette forteresse de premier ordre.

Mais à Vérone même, avec une garnison fort réduite et l'insurrection grondant sourdement au sein de la population, la situation de Radetzky était des plus précaires. Les différentes fractions de son armée, dispersées dans les délégations (départements) lombardes, ici arrêtées dans leur marche par des inondations artificielles, là obligées à se frayer passage l'arme à la main à travers des gardes nationales et corps francs formés à la hâte, ne purent arriver qu'avec de grands retards. Le général d'Aspre, commandant du 2e corps d'armée, avait son quartier général à Padoue. Quoique ses communications avec Vérone fussent interrompues, il devina

1. Le chevalier de Gorzkowski, né en 1778, entre dans l'armée 1792, colonel 1812, général-major 1820, lieutenant général 1831, général de la cavalerie et commandant de la forteresse de Mantoue 1846 ;gouverneur civil et militaire de Bologne, mai 1849, et de Venise, octobre 1849 ; commandant de la forteresse d'Olmütz 1849. Gouverneur militaire de Venise, de 1850 jusqu'à sa mort, en 1858.

les embarras du commandant en chef, et eut l'heureuse inspiration, digne de sa perspicacité proverbiale, de rassembler ses troupes, ce qu'il ne put faire sans abandonner temporairement à l'insurrection Padoue, Vicence, Trévise, enfin toute la terre ferme de Venise. Ce fut à ce prix qu'il put opérer sa jonction avec le maréchal dans et devant Vérone. Dès lors cette forteresse devint le pivot des futures opérations.

Au point de vue de l'armement, de l'esprit de discipline, l'armée du maréchal ne laissait rien à désirer. Mais il fallait la nourrir. Or les coffres du commandant en chef étaient vides et les communications, d'un côté avec le Tyrol, de l'autre avec la Carniole et le littoral à travers le Frioul, momentanément interrompues. Il fallait aussi l'habiller, car les uniformes neufs, déposés dans divers magasins, étaient tombés entre les mains des insurgés. Mais les routes qui mènent à Vienne seraient-elles libres, quel secours pourrait-on attendre de la part d'un gouvernement central placé sous la férule des étudiants, menés eux-mêmes par les chefs de la révolution européenne, — de jeunes gens qui rêvent un grand État, empire ou république démocratique, gouverné par le parlement de Francfort, et ne demandent pas mieux que de lui céder nos provinces allemandes, c'est-à-dire de faire dispa-

raître la monarchie autrichienne de la carte de l'Europe? Dans le ministère au pouvoir depuis les journées de Mars, il n'y a que deux hommes qui inspirent de la confiance : le comte de Ficquelmont, ministre des Affaires étrangères, qui, complètement dépaysé dans le cabinet, à coup sûr n'y restera pas longtemps[1], et le ministre de la Guerre, comte de Latour[2], galant homme dans la meilleure acception du mot, bon Autrichien, sujet loyal de l'empereur et excellent administrateur. C'est à lui qu'on doit la formation d'un troisième corps d'armée, placé sous le commandement du général de l'artillerie Nugent[3] et destiné à renforcer le maréchal Radetzky. Le 19 de ce mois le général a franchi l'Isonzo. Udine a capitulé le 22. Toute la province a suivi l'exemple de son chef-lieu. Aujourd'hui (30), après avoir passé le Tagliamento, le commandant du 3e corps d'armée occupe Sacile et Conegliano. Du côté de

1. Il donna sa démission à la suite des événements du 4 mai.

2. Comte Théodore Baillet de Latour, feldzeugmeister, né en 1780, élève de l'Académie de Neudstadt près Vienne, lieutenant en 1799; pendant les campagnes de 1814 et 1815, chef d'état-major du corps d'armée commandé par le prince royal de Wurtemberg, lieutenant général 1831, général de l'artillerie 1841, ministre de la Guerre 1848; massacré par la populace dans l'hôtel de son ministère le 6 octobre 1848.

3. Le comte Laval de Nugent, né en Irlande en 1777, entre dans l'armée autrichienne 1793, général-major 1809, prend part,

l'ennemi, le général Zucchi, commandant des troupes de la république Saint-Marc, s'est enfermé dans Palmanuova. Le général Durando, à la tête de quelques corps francs et des troupes papalines, retenues sur le théâtre de la guerre en dépit des ordres du Saint-Père qui les avait rappelées, a passé le Pô près d'Ostiglia et se dirige sur Trévise, qui est devenu la place d'armes des insurgés vénitiens.

En Tyrol, dans les défilés qui mènent en Italie, des combats ont eu lieu entre les braves montagnards accourus à l'appel de l'archiduc Jean pour défendre leur empereur, et des corps francs conduits par Manara et mon ami Allemandi. Ce dernier avait établi son quartier général à Salò et plus tard à Brescia. Battues dans toutes les rencontres par les francs-tireurs tyroliens et quelques troupes amenées par le général Welden, ces forces irrégulières ont pris la fuite et ont été,

sur l'ordre de l'empereur, à la guerre d'Espagne 1812; rentre dans l'armée autrichienne et fait les campagnes de 1813 et 1814, prend, sur l'ordre de l'empereur, la direction de l'armée napolitaine avec le titre de capitaine général 1817 à 1820; rentre dans l'armée autrichienne, organise le 3e corps de l'armée de Radetzky 1848, fait la campagne de Hongrie et est nommé maréchal 1849. Fait, comme volontaire, la campagne d'Italie de 1859. A la bataille de Solférino on voit cet octogénaire, monté sur un petit poney, se jeter au plus fort du danger. Mort en 1862. C'était un ornement de l'armée impériale et un des plus aimables vieillards que j'aie rencontrés dans ma vie.

d'après les bulletins officiels que donne la *Gazette d'Augsbourg*, presque complètement détruites. Aujourd'hui dernier jour du mois, aucun insurgé italien ne se trouve plus sur le sol tyrolien.

Somme toute, nous n'avons pas lieu de nous plaindre de la marche des événements en Tyrol et dans le Vénitien. Sur le théâtre principal de la guerre, rien de définitif. Le roi Charles-Albert approchait rapidement du Mincio, le général Wohlgemuth, avec de faibles détachements, l'y attendait, afin d'empêcher le passage près de Goïto jusqu'à ce que le maréchal eût gagné Vérone. Ce but atteint, Wohlgemuth se retira. Les bulletins piémontais ont fait de cette affaire une victoire brillante remportée sur les Impériaux.

---

## MAI 1848

---

Du 1er, lundi, au 11, jeudi. — Après avoir bombardé Peschiera sans produire de l'effet, après une démonstration contre Mantoue qui n'a pas donné de résultat, après de fortes reconnaissances, également stériles, poussées sur la rive gauche du Mincio, le roi Charles-Albert semblait vouloir se recueillir dans son quartier général de Somma-Campagna. Ces lenteurs et l'absence de succès n'ont pas laissé de faire naître ici de vives inquiétudes mêlées à une certaine irritation. Dans les cafés, dans les réunions populaires, les amis du Piémont blâmaient les hésitations du roi, les républicains parlaient de trahison. Cédant à cette pression de l'opinion publique, peut-être aussi à ses propres préoccupations, le gouvernement se décida à envoyer au quartier général sarde une députation composée de quelques-uns de ses membres, parmi eux Borromeo, avec mission d'adresser au roi des remontrances au sujet de son inaction. Depuis lors on parle

d'une rencontre qui aurait eu lieu avec des troupes autrichiennes et qui se serait terminée à l'avantage des Piémontais. Mais à part ce bruit, jusqu'aujourd'hui (6 mai), nous sommes sans nouvelles du théâtre de la guerre.

D'après des informations que je crois authentiques, voici l'effectif des forces de l'ennemi[1] :

L'infanterie de l'armée sarde se monte à soixante mille, avec les réserves à cent mille hommes. La cavalerie compte quatre mille huit cents chevaux. Le roi, obligé d'entrer en campagne avant d'avoir terminé ses préparatifs et concentré ses troupes, n'avait guère à sa disposition, au moment où il passait le Tessin, plus de quarante à quarante-cinq mille hommes. Mais avant la mi-avril le chiffre total était de soixante mille hommes. Son artillerie consiste en cent pièces de canon d'un calibre supérieur au nôtre. En général, l'armée piémontaise est bien armée et bien organisée, mais l'intendance laisse à désirer. Elle est divisée en deux corps d'armée, dont le premier est commandé par le général Bava et le second par le général Sonnaz. Le duc de Savoie est placé à la tête de la division de

1. Je rectifie ces informations à l'aide des données officielles du général de Schoenhals. Voir *Souvenirs d'un vétéran*, cités plus haut.

réserve, et le roi exerce lui-même le commandement en chef.

L'armée sarde forme le noyau des forces subsidiaires fournies par les différents États italiens, à savoir : quinze mille Napolitains, parfaitement équipés, conduits par le général Pepe — le roi a eu la précaution de retenir auprès de lui la garde et les régiments suisses ; — dix-sept mille Romains, y compris les quatre mille cinq cents Suisses, ces derniers d'excellents soldats ; six à sept mille Toscans et quelques corps francs composés de volontaires livournais et d'étudiants de Pise ; quatre mille Modénais et Parmésans ; enfin les soi-disant croisés vénitiens et lombards. Le total des forces, régulières et irrégulières, dont Charles-Albert dispose se chiffre à environ cent mille hommes.

L'ensemble des troupes du maréchal Radetzky était, au moment de l'insurrection, de soixante-quinze mille hommes. Aujourd'hui il faut en défalquer trente mille hommes, à savoir la brigade envoyée au Tyrol et les pertes causées par la désertion des régiments lombards et par les capitulations de quelques-uns de ses généraux, surpris et cernés par les insurgés. Il ne lui reste donc, même après sa réunion avec le second corps d'armée du général d'Aspre, que quarante mille à quarante-cinq mille hommes, dont quinze

mille employés à garnir les forteresses. Toutes ces déductions faites, on arrive au chiffre minime de trente à quarante mille hommes disponibles pour les opérations de guerre.

---

L'insurrection de Milan a été préparée, effectuée, saluée par l'Italie entière. La péninsule en a fait sa cause. C'est sous l'invocation du nouveau principe, essentiellement révolutionnaire : la nationalité prévaut sur les engagements internationaux, que la ligue des princes et des peuples, ou plutôt des peuples et des princes, s'est formée dans le but hautement proclamé de créer, ce qui n'a jamais existé, une Italie indépendante, et une Italie qui *farà da se*. Avec les mots *Patrie*, *Italie!* on a su électriser les masses non du peuple, mais des classes appelées intelligentes. Mais, même dans ce milieu, on voyait beaucoup de personnes instruites, bien élevées, bien placées dans le monde, aisées, sinon riches, qui, quoiqu'elles ne nous aimassent guère, hésitaient à se séparer d'un gouvernement auquel l'Italie devait les bienfaits d'une longue époque, non interrompue, de prospérité, d'ordre et de paix. Elles hésitaient à se jeter dans le mouvement, à poursuivre l'idéal d'un état de choses

nouveau, inconnu, inouï, sans précédent dans l'histoire moderne, prôné par des hommes qui n'inspiraient pas de confiance, favorisé par la puissance occulte des sectes qui inspiraient de la terreur. Pour vaincre ces résistances secrètes, les meneurs firent ce qu'ils ont pris l'habitude de faire depuis deux ans : ils ont usé et abusé du nom de Pie IX. Ils le proclamèrent chef de la ligue. Cet artifice produisit l'effet voulu. L'exemple du souverain pontife vainquit les scrupules, les incertitudes, les méfiances des *possidenti*. Aujourd'hui, que le pape a définitivement et solennellement rompu avec le mouvement national, on cesse de se servir de son nom pour faire des prosélytes; on n'en a plus besoin. Le mouvement est fait, et il est, aujourd'hui, irrésistible. Cependant il n'est pas né dans les profondeurs du peuple. Je parle ici surtout du peuple lombard, mais je pense qu'il en est de même partout. En Lombardie, le paysan, appelé colon, est resté autrichien. En général, dans ces sphères on ne sait pas ce que c'est que l'Italie. Entendez seulement les gens du commun crier : *Patria! Italia libera!* et vous sentirez qu'ils ne savent pas même le sens des mots qu'ils prononcent.

Pour comprendre ce qui se passe ici, il faut avoir présente à l'esprit l'origine de l'insurrection lombarde. Elle est l'œuvre de l'alliance contre

nature du parti aristocratique et des sociétés secrètes. Mais les signori veulent l'annexion du royaume lombardo-vénitien au Piémont, les sectaires veulent la République. Ne pouvant se passer de leur concours, le gouvernement provisoire de Milan, dit maintenant central, au grand déplaisir des autres villes, n'a garde de parler de l'avenir qu'il réserve aux provinces lombardo-vénitiennes, quand elles seront délivrées du joug autrichien. Sur cette question délicate il reste dans le vague. Depuis que le nom de Pie IX a disparu de ses drapeaux, il y a inscrit les mots, qui ne disent rien, de : *Vive la Constitution!* Laquelle? S'il y a en Lombardie un élément qui, survivant à toutes les vicissitudes de son histoire, ait encore de la vitalité, c'est l'élément municipal. Or c'est précisément cet élément que les gouvernants du jour font attaquer constamment dans leurs journaux parce qu'il est hostile à l'annexion, peut-être, aussi, parce que le bourgeois se méfie du *scior* (signore), à quoi il faut ajouter que le colon le déteste. La situation est donc fort tendue et celle des seigneurs qui siègent au palais Marino devient de plus en plus précaire. Pour échapper à une chute prochaine il leur faut de prompts et décisifs succès de l'armée piémontaise.

Cependant, ce même gouvernement n'a pas

perdu son temps. Il a su ourdir une trame, faire aboutir une conjuration, mettre en scène une insurrection, le tout avec une habileté incontestable. Mais maintenant qu'il s'agit de faire la guerre, il se trouve vis-à-vis du néant. Toutes les conditions voulues font défaut : argent, crédit, hommes rompus au métier des armes et ayant les goûts et le naturel guerriers. Les dons en argent arrivent lentement, jusqu'ici à peine deux millions de livres : peu pour un pays aussi riche, rien en comparaison des besoins de la guerre. Un emprunt de vingt-quatre millions émis d'abord sans intérêt, ensuite à 5 pour 100, a dû être abandonné faute de souscripteurs. Les troupes, il fallait les former; les armes, on les attend encore de France et de Suisse. Quant aux francs-tireurs envoyés en Tyrol, peu en sont revenus. C'est sur la demande expresse du roi Charles-Albert, qui en a horreur, que les corps francs ont été dissous. Aujourd'hui, après six semaines de travail, on n'a pu réunir qu'un petit nombre de recrues. Ce fait[1] est curieux en ce sens qu'il prouve que les nombreux déserteurs des régiments Archiduc-Albert et Haugwitz, des hommes parfaitement exercés et aguerris, sont rentrés dans leurs foyers sans qu'on ait osé les

1. Confirmé par le général de Schoenhals, *Souvenirs d'un vétéran.*

retenir sous les drapeaux. La vraie, la seule force réelle dont cette cause dispose est l'armée du roi Charles-Albert.

Mais l'arme que le gouvernement de Milan sait manier au plus haut degré, c'est celle des démonstrations : processions théâtrales, harangues adressées au peuple du haut des balcons du palais Marino, le soir des illuminations célébrant des victoires imaginaires, des bulletins insinuant la prochaine destruction de l'ennemi, des articles de journaux qui l'annoncent comme accomplie.

Je cite le bulletin, non officiel mais passant pour tel, sur l'affaire insignifiante de Goïto : « L'armée autrichienne a cessé d'être. Quarante mille prisonniers se sont inclinés devant la grande épée de l'Italie. Radetzky a eu ses deux jambes enlevées et a été traîné attaché à la queue de son cheval aux applaudissements frénétiques de l'armée. Tous les drapeaux, tous les canons, tous les bagages de l'ennemi sont tombés entre nos mains. Incalculable le nombre des morts! » Ce bulletin a été répandu, lu et cru dans toute la péninsule, car, dans les pays où la presse a été de tout temps soumise à la censure, le public est disposé à croire tout ce qu'il voit imprimé noir sur blanc. Cependant de semblables moyens de le tromper, employés trop souvent, sollicitent le

scepticisme et finissent par s'user. L'Italien est trop fin, trop perspicace, trop bon juge et trop soigneux de ses intérêts pour se laisser, à la longue, prendre à de si grossiers pièges.

Nous en sommes là, et grand est l'embarras du gouvernement, qui craint avec raison de voir le pouvoir glisser entre les mains des plébéiens. En attendant, les rues ne se taisent pas. Ce sont toujours de fausses victoires criées et acclamées par des gens en guenilles, payés *ad hoc* par mon ami Fava. Les passants n'y font plus attention. Je tâche de faire comme eux; mais j'ai beau me boucher les oreilles, m'enfoncer dans ma lecture, ce tapage infernal qui approche, qui passe sous ma fenêtre, qui s'éloigne et se perd, m'agace les nerfs.

Parfois, quand ces brailleurs s'arrêtent devant la maison, annonçant pour la centième fois « la mort ignominieuse » du maréchal, la porte de ma chambrette s'entr'ouvre et une tête blanche y apparaît. Oui, c'est Mme Baucis qui, sans entrer, le cou tendu, me regarde de ses yeux parlants. Un beau sourire, un peu compatissant, un peu ironique, erre sur ses lèvres desséchées. « *Signor cavaliere*, dit-elle, ne vous affligez pas. — M'avez-vous jamais entendu me plaindre? — Non, mais vous souffrez. Ne croyez rien de ce qu'on crie dans la rue. Ce sont des bêtises. »

Et la bonne tête se retire, la porte se referme, et. soulagé et rasséréné, je retourne à ma lecture. Je me compare à un amoureux. Seulement, l'objet de ma flamme est mon pays. Les mêmes inquiétudes, les mêmes rêves, les hauts et les bas, les incertitudes, les désespérances alternent avec la conviction d'un prochain succès.

J'ai dit bien du mal de nos seigneurs et maîtres au palais Marino, raison de plus pour leur rendre aussi justice. S'ils prodiguent quotidiennement le sang autrichien, sur le papier, dans la pratique, ils ne sont pas sanguinaires; ils sont même constamment polis et pleins d'égards pour les otages ou autres sujets de l'empereur retenus ou restés volontairement à Milan.

Ces jours derniers on a eu connaissance d'une proclamation du comte de Hartig datée de Gorice. L'ancien gouverneur de Lombardie, jadis si populaire, dans un langage digne mais paternel, offre l'oubli du passé et la jouissance des libertés, octroyées à Vienne par l'empereur, à ceux qui retourneraient sous l'obéissance de Sa Majesté. On m'assure que ce document, quoique personne n'en ose convenir, a produit un grand effet sur le public milanais et dans les grandes villes de Lombardie. La *Gazette du* 22 *Mars*, comme de raison, déverse sur lui tout son vocabulaire d'invectives. Selon moi, des manifesta

tions invitant les insurgés à la soumission en leur assurant le pardon ne peuvent avoir de valeur réelle que dans la perspective du triomphe prochain et final de nos armes. Je pense donc que la mission de M. de Hartig est prématurée.

La monotonie de mon existence à peu près claustrale n'est pas dépourvue de charmes. Entre mes quatre murs les jours se suivent et se ressemblent. Le matin, mon valet de chambre fait son apparition, m'apporte mes journaux et les nouvelles qu'il a pu ramasser à la *Bella Venezia*, assiste à ma toilette, fait ma chambre et se retire. Suit une journée solitaire que je passe à lire. Un hasard heureux m'a donné accès à une bibliothèque magnifique. Rien que des auteurs classiques : français, allemands, anglais, espagnols, surtout italiens. On m'a donné le catalogue, et l'on m'apporte les livres que j'ai choisis. Quelquefois, pas tous les soirs, quand il fait nuit close, Philémon m'engage à une promenade de santé. J'ai découvert que le plus ou moins de fréquence de ces sorties dépend des nouvelles du théâtre de la guerre. Si elles sont favorables aux Italiens, on est bon prince au palais Marino, et Fava ferme les yeux pour m'être agréable. Quand elles sont mauvaises, quand dans les cafés on parle espions et traîtres, et que la police redouble de surveillance, Philé-

mon, qui est un brave homme, mais qui n'est pas un brave, sans donner ses raisons regrette poliment de ne pouvoir me faire respirer l'air frais du soir; de manière que c'est toujours avec un sentiment mixte que je sors ou que je reste à la maison.

Un jour l'idée m'est venue de quitter la maison sans en demander la permission, qui m'aurait été refusée. Aujourd'hui j'en suis à ma troisième promenade. Je choisis les heures de bureau de Philémon, et c'est Baucis, pour la première fois, j'en suis sûr, épouse infidèle, qui m'ouvre la porte. J'ai l'effronterie de me montrer en plein soleil, le nez au vent. Les passants me regardent d'un air curieux sans rien dire. C'est que le Lombard est naturellement bon enfant. Même à Brescia, dont les habitants n'ont pas cette réputation, le *mob* a respecté ma personne, et je suis sorti sain et sauf d'une aventure qui, dans de semblables circonstances, à Vienne, à Berlin, à Paris, à Londres, aurait probablement mal fini.

Je prends mes modestes repas avec Philémon et Baucis; le dîner à quatre heures, le souper familièrement, dans la cuisine. J'aimerais mieux ne pas voir l'atelier d'où, grâce à l'art de Giovannina, sort notre *polenta* quotidienne. Je me suis même permis de recommander à ce jeune

cordon bleu, et pour sa personne et pour ses ustensiles, un usage extérieur plus fréquent d'eau claire. Cette petite impertinente a fort mal accueilli ma timide suggestion, et, pour m'en punir, se montre moins lessivée que jamais. En revanche, elle devient de plus en plus révolutionnaire et, ayant entendu parler de la souveraineté du peuple, s'appelle elle-même naïvement *sovrana del popolo*.

Dans la vie que nous menons, l'arrivée d'un hôte est un événement. Baucis m'y a préparé de longue main, et c'est avec impatience que j'ai attendu l'apparition de la signora Giannetta, jeune veuve génoise. La voilà enfin arrivée. C'est le type de la femme bourgeoise italienne : peu lettrée et ne dominant guère de vastes horizons, babillant toujours sans rien dire, mais simple, gaie, aimable, un joli canari chantant, battant des ailes, s'agitant sans cesse dans sa petite cage. Au reste je ne jouis de sa compagnie que pendant les repas. Dans la journée je quitte rarement ma chambrette — dix pieds sur six, comme je l'ai déjà noté — et jamais quand il y a des visites, Philémon désirant faire oublier à ses amis la présence d'un Tedesco dans sa maison. Mais Mme Baucis m'honore quelquefois de ses visites. Cette excellente femme, qui n'a pas encore reconnu le principe des nationa-

lités, quoique Milanaise, est restée bonne Autrichienne. Y a-t-il de mauvaises nouvelles pour les Italiens, vite elle vient doucement frapper à ma porte, l'entr'ouvre et, toute rayonnante, me dit à voix basse : « *Grazia a Dio, siamo stati battuti.* Grâce à Dieu, nous avons été battus. »

12, vendredi. — Plusieurs affaires sont mandées des bords de l'Adige. Le silence des organes officiels du roi Charles-Albert est de mauvais augure pour sa cause. Mais l'attaque sur Pastrengo (30 avril) a réussi. Plus tard (6 mai) des combats acharnés ont eu lieu près de Santa Lucia, au sud-ouest de Vérone. Les bulletins piémontais admettent des pertes considérables. Le quartier général du roi se trouve de nouveau à Somma-Campagna, ainsi au centre du Quadrilatère. A Vérone, on souffre du manque de vivres. Pour la même raison, Peschiera, que le brave général baron Rath défend toujours avec une poignée de Croates, sera probablement forcé de capituler. Les nouvelles du Frioul sont plus favorables. Nugent avance sur la Piave et n'a plus qu'à prendre Primolano pour tendre la main au général Welden qui commande dans le Tyrol méridional.

Mais qu'est-ce qui se passe à Vienne? Notre

antique et vénérable monarchie serait-elle réellement frappée à mort? Je ne veux, je ne puis le croire. Avec quelle impatience j'attends tous les matins la *Gazette universelle d'Augsbourg*, ma principale source d'informations, puisqu'on retient mes lettres ; avec quelle avidité je la dévore, avec quelle tristesse je la jette de côté! Dans ce grand empire, tout, présent et avenir, est mis en question. Le divorce avec le passé semble accompli. Personne, je pense, ne regrette le régime des derniers treize ans, qui a, en partie, semé les germes des maux dont nous souffrons. Mais les hommes nouveaux — nouveaux en matière de politique — que les événements ont portés au pouvoir n'inspirent aucune confiance. D'ailleurs ce ne sont pas eux, ce sont les étudiants qui gouvernent. L'Autriche, comme tout le continent, sauf la Russie, est devenue un chaos. Dans ce sombre tableau il n'y a qu'un point lumineux : Radetzky et son armée.

Je relis avec plaisir, avec bonheur, avec volupté, les *Vingt-quatre livres d'histoire* de Johannes Müller. Ce grand écrivain dit quelque part (je cite de mémoire) : « Ceux-là seuls accomplissent de grandes choses qui osent s'attaquer à l'impossible. Eh bien, je suivrai ce conseil : en attendant que je puisse *agir*, je *croirai* à ce qui aujourd'hui semble impossible : au salut, à la

renaissance, à une nouvelle grandeur de mon pays.

13, samedi. — Je continue mes longues promenades, et c'est toujours la complaisante Baucis qui m'aide à faire niche à son mari. Quel dommage que Milan ne soit pas Rome ou Florence ou même quelque petite ville de la Lombardie, de la Toscane, de l'Ombrie, où les chefs-d'œuvre de l'art s'imposent à l'œil à chaque pas qu'on fait! Ici la monotonie du palais moderne prévaut sur les précieux monuments des temps passés. Cependant ceux-ci ne font pas complètement défaut.

Tous ces jours derniers la chaleur était excessive; aujourd'hui des orages ont nettoyé le ciel et un peu rafraîchi l'air. C'est bien l'Italie, quoique, en vérité, à Milan on n'oublie jamais qu'on se trouve seulement sur le seuil de la péninsule : *Gallia Cisalpina.*

Politiquement parlant, la journée était moins belle. Le peuple s'est porté en masse sur la place San Fedele, devant le palais du gouvernement. Les rues avoisinantes en étaient bondées. Les républicains et les constitutionnels, autrement dit les amis du Piémont, se trouvèrent en présence. C'était un combat homérique. On échangeait des invectives, on ne se portait pas de

coups. De trois heures de l'après-midi jusqu'à onze heures de la nuit on pouvait admirer la puissance des poumons et la sonorité des gosiers de ce peuple. Chacun semble être né pour l'Opéra. On prétend que les ténors deviennent rares. Erreur, l'*impresario* de la Scala en aurait trouvé dans cette foule. Quant aux basses-tailles, elles abondent. Le bruit était étourdissant, mais du moins il n'y avait pas de cacophonie. Seulement, le fait que de pareilles scènes puissent se produire sous les yeux des gouvernants et se prolonger pendant huit heures, sans qu'on ose y mettre fin, prouve combien l'état de choses actuel est précaire.

Vers le soir, promenade avec Philémon. Je dirige nos pas vers San Celso, un chef-d'œuvre de la première renaissance, datant, si je ne me trompe, du milieu du xv^e^ siècle. La façade, grâce à des bas-reliefs de Fontana exécutés cent ans plus tard, a perdu son caractère bramantesque. Ce qui peint le goût et l'esprit de la seconde moitié du xvi^e^ siècle, ce sont deux superbes statues placées aux deux côtés du grand portail : Adam et Ève, mais, en vérité, Hercule et Vénus. Une pomme et deux feuilles de vigne forment le pont fragile jeté sur l'abîme qui sépare l'Olympe du Vieux Testament.

14, dimanche. — On me dit que de vives inquiétudes règnent au palais Marino. On est sans nouvelles du quartier général du roi, et les pertes subies par les Piémontais dans les combats de Santa Lucia ont été très considérables. Les nouvelles du Vénitien sont également mauvaises pour la cause italienne. Nugent a passé la Piave, mis en déroute les papalins sous les ordres de Ferrari, et empêché la jonction de ce général avec Durando. La feuille officielle, la *Gazette du 22 Mars*, annonce que le Vénitien est perdu. Cet aveu, exploité par les chefs républicains, a allumé les colères du peuple, qui voit partout des traîtres et des espions. Le gouvernement doit, du moins en apparence, compter avec ces dispositions. Tous les éléments d'un régime de terreur se rencontrent ici, sauf un seul : la population n'est pas sanguinaire.

J'ai quitté mon logement après dîner avec le pressentiment que mes jours de liberté comparative étaient comptés. Selon mon habitude, je me dirigeais vers la *piazza d'Armi*, transformée en effet en une sorte de place d'armes. La garde nationale, les réserves, infanterie, artillerie, cavalerie, s'exerçaient devant une double rangée de beaux équipages, attelés de beaux chevaux, et occupés par de belles dames, noblesse et *mezzo ceto* ; car, à Milan, on réduit le

menu du dîner plutôt que de ne pas tenir voiture. L'ensemble de ce spectacle m'a paru plus théâtral que belliqueux. Ces jeunes soldats me font l'effet d'amateurs qui n'aiment pas le rôle qu'on leur fait jouer. Ceci soit dit sans mettre en doute leur virilité. Mais, parlant ici des masses et non des classes supérieures, je soutiens que le service militaire, tel que l'armée moderne l'exige, est antipathique à l'Italien.

En rentrant à la tombée de la nuit, Baucis m'ouvrit la porte. Elle était agitée et me dit à l'oreille qu'un officier de paix, comte Melzi, m'attendait pour me conduire au comité de la Sûreté publique.

M. Fava, le président de la police, me reçut poliment, mais me dit que des dénonciations me désignaient comme un personnage dangereux. J'étais accusé de correspondre avec l'étranger, d'entretenir ici des rapports avec des personnes suspectes, enfin d'avoir tenu des propos qui donnaient à penser. Ces accusations manquaient tellement de vraisemblance que je répondis par un sourire, sans prononcer un mot. M. Fava eut le bon esprit et le bon goût de s'en contenter. Néanmoins il m'annonça que je serais, en sortant de son cabinet, mené directement au Palais Royal, qui sert de prison aux principaux otages. Je n'avais, comme de raison, rien à y objecter

et, par prudence, je m'abstins même d'exprimer le regret de quitter mon cher vieux couple de la contrada dell' Agnello. Heureusement, dans le cours de la conversation, il fut question de mon voyage à Brescia et de mon retour volontaire à Milan, alors qu'il m'eût été si facile de gagner le quartier général du maréchal et que j'eusse pu me considérer comme dégagé de ma promesse de revenir ici, à la suite du traitement indigne qu'on m'avait fait subir dans cette ville. Ce souvenir détermina mon interlocuteur à me laisser le choix, qui ne pouvait être douteux, entre le Palais Royal et ma demeure actuelle, à la condition, toutefois, de ne quitter la maison que très rarement, la nuit seulement et toujours en compagnie de Philémon.

Ce M. Fava est un homme sympathique. Sa physionomie ouverte et intelligente annonce de l'esprit et du caractère. Il est né à Padoue. Ancien précepteur, plus tard médecin et pendant quelque temps professeur suppléant à l'université de sa ville natale, italianissime — cela va de soi quand on se trouve dans ces conditions. — au reste bon enfant, facile à vivre et naturellement aimable, le chef actuel de la police a toujours boudé le gouvernement autrichien. n'a jamais brigué d'emploi, n'a pas prêté serment ni, comme tant d'autres, cherché les fa-

veurs du gouvernement sauf à le trahir à l'heure propice. Il passe, en Lombardie, pour un poète hors ligne. A ce sujet, je suspends mon jugement. Au moment de me retirer, il me pria de nouveau et avec instance, dans mon intérêt et dans le sien, de ne plus me montrer dans les rues.

15, lundi. — Me voilà de nouveau prisonnier dans le vrai sens du mot. N'importe. Les grandes oscillations du temps où nous vivons font oublier ce que la vie particulière de chacun peut avoir de vide et de monotone. Même les dangers, encore à peine perceptibles quoique réels, que les otages pourront courir dans certaines éventualités, donnent un charme à notre situation, le charme qu'éprouvent le chasseur à courre en franchissant un obstacle, l'explorateur en pénétrant dans des régions inconnues.

Ici la situation s'aggrave. Les grands progrès de nos armes dans le Vénitien, complètement soumis aujourd'hui, à l'exception de la ville de Venise, portent la division, le désarroi, la défection dans le parti dominant. On parle déjà d'une conspiration en faveur des Tedeschi. A part le mot conspiration, la chose est certaine. Les conjurés sont les clairvoyants, les gens sensés, et leur nombre augmente visiblement. Ils comprennent l'impossibilité de faire triompher la

cause italienne, à moins d'un cataclysme total à Vienne et de l'entrée en scène d'une puissance étrangère de premier ordre, prête à se charger de la besogne italienne. Ils ne se trompent guère sur ce que toute cette entreprise, toute cette mise en scène, cet enthousiasme qui ne bat plus que d'une aile, ont de faux, de théâtral, de factice. Placés entre les horreurs de l'anarchie et l'intervention française, qu'ils redoutent, parce qu'elle pourrait, de nouveau, transformer la Lombardie en un théâtre de la guerre entre l'Autriche et la France, les *possidenti*, ceux qui possèdent, préfèrent le retour sous le sceptre de la maison de Habsbourg, dont la branche allemande a toujours su garantir l'ordre et la sécurité, deux bienfaits fort appréciés par l'Italien.

Passé la journée, comme toujours, à lire, à rêver, à fumer. Dans l'encadrement d'une fenêtre, de l'autre côté d'une petite cour entourée de hautes murailles, apparaît ma belle voisine, dont je n'ai pas encore fait mention dans ces pages : une tête de Vierge assise sur le buste d'une canéphore. Est-ce une vision, est-ce de la réalité, un tableau vivant ou une fresque pâlie de l'école de Luini? Cette madone manie son aiguille assidûment, fredonnant parfois, d'une voix suave et mélodieuse, quelque vieille ariette

démodée, ou lance furtivement un regard curieux sur le barbare captif. De temps à autre surgit dans la pénombre de l'arrière-fond un bel homme, frère ou amoureux, qui le sait? à la barbe noire en pointe, le front ombragé d'un chapeau calabrais, et le calabrais d'un immense panache. La figure martiale du jeune guerrier est à l'avenant; il tâche de se donner une expression de férocité : *faccia terribile*. Mais ses airs de matamore sont démentis par la douceur d'un regard qui ne dit absolument rien. C'est probablement un des nombreux héros de carrefours qui traînent leur sabre sur le pavé et laissent aux soldats piémontais le soin de combattre pour la patrie. Heureusement, les apparitions du *prode* sont rares et courtes. Mais j'aime à contempler le front haut et pur de la jeune fille, ses yeux de gazelle, sa physionomie grave, voilée de mélancolie, parfois éclairée d'un sourire fin sur ses lèvres classiques. Pour la distinguer des vierges de Raphaël : madonna della Sedia, madonna del Pesce, madonna di Foligno, d'après l'instrument qu'elle manie constamment, je l'appelle *madonna dell' Ago*, la vierge de l'aiguille. Quand, encadrée dans sa fenêtre, son regard cherche le vague ou le petit bout de ciel au-dessus de la cour, si étroite, si étroite et si profonde qu'elle ressemble à un

puits, alors l'illusion est complète. Ce n'est pas un être vivant, c'est un chef-d'œuvre de Leonardo. Plusieurs fois dans la journée, elle balaye sa petite chambre. C'est déjà moins intéressant, et quand le matin je la vois, encore en toilette de nuit, secouer ses jupes par la fenêtre, la vision céleste s'évapore, et je retombe dans la prose bourgeoise de la rue de l'Agneau.

Ce soir, la madonna m'a paru particulièrement attrayante. Elle levait les yeux vers le ciel nocturne où les étoiles jetaient un vif éclat. C'était une nuit d'été vraiment italienne. Je me trouvais dans la cuisine, qui me sert d'observatoire, le seul endroit d'où je puisse voir ma voisine. Elle m'envoya à demi-voix une *felice notte*. Le moment était plein de poésie. Mais il n'y a rien de parfait ici-bas : les exhalaisons nauséabondes du *cortile*, réceptacle de toutes sortes de choses peu appétissantes, m'obligeaient à faire une brusque retraite. Madonna se sera demandé pourquoi. Elle ne le devinera jamais : son nez au profil grec est habitué à ces parfums.

17, mercredi. — Lutté avec des accès de tristesse. Le sort de mes braves compatriotes, qui dorment aujourd'hui du sommeil du juste sur les bords de l'Adige, n'est-il pas préférable à la vie que je mène ? Mais ces défaillances passent vite.

Aujourd'hui la *Gazette du 22 Mars*, la feuille officielle du gouvernement, en reproduisant un article du *National*, annonce, indirectement, l'intervention française pour le cas « où les armes impériales rendraient à l'Autriche la prépondérance en Italie ». Voilà donc la dernière ressource des signori. Ils reconnaissent l'incontestable supériorité de notre armée, et ils s'apprêtent à appeler les Français. C'est l'ancienne histoire. Cela s'est vu, cela se voit, cela se verra.

18, jeudi.—Trévise ne s'est pas encore rendue à Nugent. La nouvelle que toute la terre ferme du Vénitien serait entre nos mains était donc prématurée. Cependant la flotte sardo-napolitaine, cinq vapeurs, deux frégates et quatre bricks, croise devant Malamocco. Qu'est-ce qu'on fait à Vienne? Veut-on, oui ou non, continuer la guerre?

Ici tout semble sens dessus dessous. L'annonce semi-officielle de l'alliance française n'a pas calmé les esprits. A en juger par l'aspect des rues, que d'ailleurs je ne connais plus que par ouï-dire, l'ensemble des nouvelles du théâtre de la guerre doit être mauvais pour les Italiens. De petits garçons criant sans cesse : *Bonnes nouvelles!* distribuent aux passants des bulle-

tins auxquels on n'ajoute plus foi. D'autres de ces petits êtres, formés en bandes, chantent de leur voix rauque et stridente une mélodie piémontaise. A ce charivari se joint, le soir et fort avant dans la nuit, le bruit des terribles orgues de Barbarie, ce fléau des habitants de Milan. Pauvres orgues, elles en sont encore à l'hymne de Pie IX! Hélas! c'est le dernier hommage rendu aujourd'hui en Italie au Saint-Père. Depuis ses belles et courageuses allocutions du 27 avril et du 1er mai, il a perdu tout crédit. Plus d'*Evviva Pio Nono!* plus de bannières ornées de son effigie, plus de harangues en son honneur! On le traite comme jadis, à Anagni, les envoyés de France ont traité Boniface VIII. Il est prisonnier, les cardinaux sont prisonniers, le gouvernement a passé à Mamiani, le pouvoir à Ciceruacchio, et les bons Romains gardent les portes de la Ville Éternelle pour empêcher leur souverain de s'enfuir.

19, vendredi. — La gazette officielle contient aujourd'hui un article digne d'être conservé à la postérité. « La défense de Trévise par trois mille hommes restés en cette ville a été héroïque et prodigieuse. Lorsque, vers le soir, l'ennemi commençait à jeter des bombes et des grenades, une illumination générale et un grand bal eurent

lieu au milieu des chants et des applaudissements de cette valeureuse population. Toutes les dames assistaient à la fête, qui a duré plusieurs heures. Plus tard on écrivit au général Nugent que, la fête étant terminée, il devait aussi faire cesser son feu d'artifice, d'autant plus que sa fille, tenue en otage en cette ville, avait, elle aussi, besoin de repos. »

20, samedi. — Tous ces jours-ci, détenu dans ma chambrette. Philémon n'osait pas, même la nuit, se promener avec moi. Ce soir, sur les instances de Baucis, il a pris son courage à deux mains et nous sommes sortis pour chercher un peu d'air frais sur les bords du Naviglio.

Pas de nouvelles de Vienne. Rien, absolument rien de mes enfants depuis le 16 mars. C'est dur. Mais les longues traversées ne nous imposent-elles pas de semblables privations?

23, mardi. — Reçu tout un paquet de journaux arriérés. Le 4 mai, Ficquelmont, à la suite d'un charivari des étudiants, a donné sa démission. Les 14, 15, 16, de graves désordres dans les rues. Des étudiants, beaucoup de gardes nationaux et des ouvriers, en partie armés, présentent une pétition demandant l'abolition de la constitution octroyée du mois d'avril et une

assemblée constituante. Le ministre Pillersdorff accorde tout et obtient aussi la signature de l'empereur. Mais, le 17 au soir, Sa Majesté avec toute la famille impériale, sans en prévenir les ministres, quitte Schœnbrunn se rendant à Innsbruck. De là grande consternation à Vienne. Le comité politique de la garde nationale se dissout de son propre mouvement. Des députations se mettent en route pour solliciter le retour de l'empereur.

24, mercredi. — Dieu merci, après un voyage de quarante-huit heures, la cour est arrivée saine et sauve à Innsbruck. Son départ de Vienne était une fuite, son arrivée dans la capitale du Tyrol une entrée triomphale.

Du théâtre de la guerre rien de nouveau. Il est clair que, numériquement, nous sommes trop faibles. Ce triste ministère sacrifie aux exigences de ses maîtres la plus belle et la plus brave armée de l'Europe.

25, jeudi. — A Vienne, grande irritation de la bourgeoisie contre les étudiants. Si la cour comprend ses intérêts, elle maintiendra la constitution octroyée le 25 avril, annulera les concessions qui lui ont été violemment extorquées le 15 mai, s'entourera à Innsbruck d'un ministère

digne de sa confiance et fera sentir aux gouvernants de Vienne leur impuissance en dehors de la capitale. Mais pas de réaction et, surtout, pas de contre-révolution.

Le gros du troisième corps (Nugent) est entré à Vérone. Les papalins, sous les ordres de Durando, Ferrari et Antonini, ont été presque détruits près de Vicence. On mande de Bologne que le roi de Naples, le 14 mai, grâce à ses Suisses, après des combats acharnés, est redevenu maître chez lui; qu'il a aussitôt rappelé ses troupes commandées par Pepe, mais que ce général, désobéissant aux ordres de son souverain, compte avec elles passer le Pô et opérer sur les derrières de l'armée autrichienne.

L'escadre sardo-napolitaine menace Trieste d'un bombardement. Nos bâtiments de guerre, ceux qui ne se sont pas laissé saisir à Venise par les insurgés, se cachent derrière les récifs de la Dalmatie. Cette grande Autriche est devenue bien petite. Quelques vaisseaux italiens font trembler les habitants du premier port de mer de la monarchie ! Aussi, grande est la joie de nos ennemis, qui proclament déjà la fin de l'Autriche : *finis Austriæ*. Ils se trompent, je le sais bien; mais pour le moment c'est à se couvrir la face. Je ne désespère pas, mais je meurs de honte.

A Francfort, le nouveau Parlement s'est réuni.

En l'ouvrant, le président Henri de Gagern a fait sa profession de foi, qui se résume dans le mot de souveraineté du peuple. Les princes allemands n'ont que le choix entre la république démocratique et unitaire ou, s'ils veulent défendre leurs droits, la guerre civile. Heureusement, les choses sont rarement aussi mauvaises qu'elles ont l'air d'être.

28, dimanche. — A Innsbruck, l'empereur a fait publier un excellent manifeste. Il y dit que la légion académique et quelques bourgeois de Vienne l'ont momentanément privé de la liberté d'agir; que quelques malpensants ont cherché à se rendre maîtres de la capitale et des provinces; qu'il aurait pu faire appel aux troupes, mais que, pour éviter l'effusion du sang, il a préféré se rendre au milieu de ses loyaux sujets du Tyrol et se rapprocher en même temps de la brave armée qui combat en ce moment pour sauver la patrie. Le manifeste maintient les concessions faites dans les journées de mars et offre pardon et oubli à ceux qui reviendront de leurs erreurs.

Où est l'Autriche? Je ne la vois plus qu'à Innsbruck et à Vérone.

Ici, ce soir, à San Fedele, bénédiction de drapeaux par l'archevêque, et, demain, grande démonstration républicaine.

29, lundi. — Une journée tumultueuse. Le matin, les républicains, arrivés en grand nombre devant le palais Marino, demandent à exposer leurs doléances. De leur côté, les signori semblent peu empressés à les recevoir. A la fin, les popolani pénètrent de vive force dans le cabinet de Casati et lui arrachent son écharpe, insigne de sa qualité de chef du gouvernement. Dans l'après-midi, les choses semblaient prendre une tournure tout à fait mauvaise, mais vers le soir une réaction eut lieu. Les gardes nationaux, en uniforme mais sans armes, avec l'archevêque en tête, tous à pied, se rendirent sur la place San Fedele. A leur approche, la populace, intimidée, se retira, et les membres du gouvernement ont pu accompagner l'archevêque lorsqu'il rentra dans son palais. C'est un succès, du moins momentané, des amis des Piémontais, c'est-à-dire de tous les gens sensés qui, avec raison, dans la supposition, j'espère erronée, de la défaite finale des Autrichiens, n'admettent qu'une solution : celle de l'annexion à la Sardaigne. Cette crise, annoncée depuis plusieurs jours et attendue avec anxiété, s'est passée sans qu'une goutte de sang ait été versée.

31, mercredi. — Le peuple remplit la place San Fedele et les rues qui y mènent. Je n'en vois

rien de ma prison, mais j'entends le bruit confus de pas et de voix humaines. Plus tard, au son du carillon de toutes les églises se joint le grondement du canon de la piazza d'Armi. On célèbre la reddition de Peschiera! Pauvre général Rath, pauvre Radetzky, pauvre armée! A Vienne on a autre chose à faire qu'à s'occuper de vous.

Ce soir, grande illumination. Les gardes nationaux, toujours sans armes, parcourent les rues en chantant des hymnes patriotiques entremêlés de strophes satiriques à l'adresse du maréchal.

C'est ainsi que se termine le mois de mai qui avait commencé sous de si heureux auspices. Si le général Nugent, commandant du troisième corps, qu'il avait, grâce à son talent hors ligne d'organisateur, improvisé en fort peu de temps, n'était pas tombé malade; si le général qui lui succédait, au lieu de perdre un temps précieux à soumettre une à une les villes du Vénitien, avait, conformément aux ordres du maréchal, opéré promptement sa jonction avec l'armée de Vérone, Peschiera ne serait pas tombée, et, à l'heure qu'il est, l'armée sarde serait en pleine retraite sur le Mincio. Mais le sort, c'est-à-dire nos fautes, en ont disposé autrement. Il ne nous reste qu'à incliner la tête, qu'à dire *mea culpa*, à redoubler d'efforts et surtout à ne pas désespérer. *Per aspera ad astra.*

## JUIN 1848

---

1er, jeudi. — Le pape a écrit à l'empereur et au roi Charles-Albert, offrant sa médiation. Mais, pour qu'un prince puisse être médiateur, il faut qu'il soit indépendant et neutre. Hélas! Pie IX n'est ni l'un ni l'autre. Pas indépendant, puisque, en réalité, il est prisonnier dans sa capitale ; pas neutre, ses troupes continuant, malgré lui, à prendre part à la guerre contre l'Autriche.

M. de Philipsberg[1] est arrivé ici pour négocier directement avec le gouvernement milanais l'échange des otages. Je regrette cette démarche concernant une question, comparativement, secondaire. Je regrette surtout que ce soit notre gouvernement qui en ait pris l'initiative. Elle sera interprétée comme une preuve de faiblesse et augmentera les prétentions du roi lors des futures négociations de paix.

Mes promenades de santé sont réduites au plus strict nécessaire. Mais ce soir, comme tou-

1. Diplomate autrichien.

jours accompagné de Philémon, j'ai pu prendre de l'air : de cet air de Milan, en cette saison chaud, humide et cependant saturé de poussière. Nous avons suivi les bastions méridionaux, particulièrement appréciés par mon geôlier, et, en revenant, j'ai pu, aux lueurs incertaines du crépuscule, admirer une fois de plus une petite église de religieuses, élégante et gracieuse création de l'école bramantesque.

3, samedi. — Peschiera a été prise par la faim. Lorsque les Piémontais sont entrés, ils ont trouvé que toutes les provisions de bouche et presque tous les chevaux avaient été consommés. Dans les derniers jours, chaque artilleur avait à servir deux canons. Le vieux général Rath et ses seize cents braves Croates ont fait leur devoir jusqu'au bout. La capitulation est on ne peut plus honorable, mais la perte de cette place forte dérangera les combinaisons du maréchal.

De Vienne les journaux allemands et suisses mandent une nouvelle révolution. Le 26 mai les étudiants et la garde nationale de quelques faubourgs ont élevé des barricades. Le ministère, comme toujours en pareil cas, a fait toutes les concessions qu'on lui demandait : retour immédiat de la cour à Vienne, confirmation par l'em-

pereur des conquêtes du 15 mai, évacuation par les troupes impériales de Vienne et de toute la Basse-Autriche, suppression des ordres religieux, etc. Pillersdorff a tout accordé. Les étudiants, avec une partie de la garde nationale, ont formé un comité avec pouvoir dictatorial. Les personnes de l'entourage de l'empereur soupçonnées de lui avoir conseillé le départ seront traduites devant un tribunal populaire. Le comte de Hoyos, grand veneur, qui avait accepté le commandement de la légion académique, et le grand chambellan de l'empereur, comte Maurice de Dietrichstein, ont été arrêtés. Voilà donc ce gouvernement *of idle schoolboys and workmen*, comme disaient dernièrement les *Times*, transformé en comité de Salut public. Le ministre de la guerre comte de Latour, pour ne pas être chassé de son poste et, ainsi, privé des moyens de secourir l'armée de Radetzky, a dû livrer à ce comité douze canons! Il devient de plus en plus évident que pour rétablir l'ordre dans la capitale il faudra commencer par la prendre de vive force.

En même temps, et comme conséquence logique de ce qui se passe à Vienne, la désagrégation des provinces commence à s'accentuer. Ainsi, à Prague, il s'est formé pour la Bohême un comité, véritable gouvernement provisoire,

avec le gouverneur, comte Leo Thun[1], à sa tête. Peut-être cet acte est-il commandé par les circonstances, mais c'est un précédent dangereux. Heureusement, le pouvoir se trouve entre les mains sûres et vigoureuses de Leo Thun, caractère noble et sujet loyal de l'empereur si jamais il en fut. Le comité déclare ne vouloir dépendre dorénavant que directement du souverain, et non du ministère de Vienne, privé de sa liberté d'action. En Galicie la garnison (!) de Léopold proteste contre la conduite de la *faction* dominante dans la capitale de la monarchie. Entre Vienne et Vérone il n'y a presque plus de communications officielles. Cependant Latour continue, le plus souvent en cachette, à envoyer de petits secours à l'armée d'Italie.

7, mercredi. — Aujourd'hui, pour varier les plaisirs, on proclame l'agonie du maréchal. Du matin au soir la rue dell'Agnello a retenti des cris : *Agonia, Radetzky!*

Hier, pendant toute la journée, on a crié : *la mort du roi de Naples et de son fils.* Pauvre roi, parce qu'il a eu le courage de défendre sa

1. Le comte Leo de Thun Hohenstein né 1811, suit la carrière administrative, gouverneur de Bohême de 1848 à 1849, ministre du Culte et de l'Instruction publique 1849-1860. Membre de la Chambre des seigneurs 1861. Une des grandes figures de l'Autriche contemporaine. Mort 1888.

couronne, il est devenu un monstre sanguinaire. Et dire que tout le monde en est persuadé! C'est l'âge d'or du mensonge. Un autre exemple : Radetzky a fait à Curtatone et à Castellucchio deux mille prisonniers, parmi eux un colonel, soixante-six officiers, tout un bataillon napolitain, et il a pris onze canons. Néanmoins le bulletin officiel du quartier général de Charles-Albert se borne à dire : « Les troupes (italiennes) ont dû à la fin abandonner leurs positions. »

8, jeudi. — A de rares exceptions près, nous naissons myopes. Nous ne voyons guère à deux pas ni en avant ni en arrière. Le mot d'ordre du jour nous semble être le dernier mot de l'humanité. Que les jours se succèdent sans se ressembler, que la pluie et le beau temps alternent, que les mots *toujours* et *jamais* devraient être rayés du dictionnaire, que tout change excepté certains principes qui restent éternellement les mêmes, et que, en dehors de ces principes, il n'y a rien de permanent, c'est ce que nous avons de la peine à comprendre. L'histoire du genre humain ne nous dit rien. Elle ne donne aucun enseignement, n'apporte aucune consolation, n'inspire aucune appréhension aux pauvres myopes. Tous nos vœux, efforts, espé-

rances se concentrent dans l'heure présente. Nous courons, il est vrai, après le mieux, si souvent l'ennemi du bien, mais nous avons oublié le passé et nous nous occupons peu de l'avenir, nous vivons dans le présent.

Le monde se gouverne avec des mots, souvent sinon toujours creux, qui lui promettent la parfaite félicité. Celui-là est le maître qui a l'esprit d'en trouver un qui réponde aux aspirations momentanées de la multitude, et l'habileté de le prononcer au moment propice. Pendant des siècles, les princes invoquaient la loyauté (qui certes n'est pas un mot creux), et les peuples obéissaient; les dictatures militaires, la gloire, et les peuples couraient aux armes. Aujourd'hui c'est le tour des démagogues. Ils invoquent la liberté, et les peuples s'insurgent. C'est que la multitude obéit toujours : il n'y a que les maîtres qui changent. Aujourd'hui le mot magique qui émeut les masses, pas encore les masses du peuple, mais celles qui constituent le monde soi-disant intelligent, s'appelle *nationalité*. Allemands, Italiens, Polonais, Magyars, Slaves! Avec cette formule on mettrait l'univers hors de ses gonds. C'est le point d'appui qu'Archimède a vainement cherché. Les meneurs l'ont trouvé. Avec ce mot on a, en peu de jours, renversé l'ancienne société et fait briller aux yeux de la

foule des myopes le simulacre fallacieux de la félicité perpétuelle du genre humain.

Mais nous ne sommes pas seulement des myopes, nous sommes aussi des crédules. On écoute et l'on croit le mot du jour, sans même en demander le sens à ceux qui le prononcent. Le son suffit. Nous sommes des croyants. La notion de nationalité prime tous les autres intérêts du présent, fait oublier toutes les traditions du passé, arrête tout court le développement naturel des éléments donnés et épaissit par là le brouillard qui enveloppe l'avenir.

Mais ce mot aussi fera son temps. Le socialisme s'apprête déjà à le remplacer par une formule plus simple. Il n'admet pas de nationalités. Il ne connaît que des individus et il réclame pour eux la jouissance égale des biens de la terre ; peu lui importe la race à laquelle ils appartiennent. Aujourd'hui en Allemagne et en Italie le principe des nationalités s'est emparé des esprits. Le mouvement dans ce sens paraît irrésistible. Mais l'Allemand a trop de bon sens pour ne pas s'arrêter en temps utile. Je ne puis croire que les démagogues deviennent, même passagèrement, les maîtres du *Vaterland*.

En Italie il se reproduit ce qui s'y est vu depuis quinze siècles. Si l'Autriche, paralysée au cœur par les événements de Vienne, ne parvient

pas promptement à reconquérir la Lombardie, et que la guerre traîne en longueur, les Italiens, pour chasser le *straniero*, en appelleront un autre dans leur pays. En Italie les grands changements ne se sont jamais faits et ne se feront jamais que par l'*étranger*.

9, vendredi. — Passé toute la matinée en tête-à-tête avec Machiavel. Après un *early dinner*, dans les heures les plus chaudes, Philémon et moi, nous nous mettons bravement en route pour le Canavese. C'est ainsi que s'appelle une petite ferme, une *cassina*, de la jeune veuve génoise, l'amie et quelquefois l'hôte de mes geôliers. Sortis par la porta Tosa, nous nous engageons dans une route flanquée de grands arbres et longeant des fossés dont l'eau bourbeuse réfléchit la voûte bleu gris du ciel d'été de Lombardie. Des deux côtés du chemin, des pépinières se déroulent à perte de vue. L'aspect des Alpes aurait apporté quelque variété à la verte et lourde monotonie de ce paysage, vrai type des basses terres de la Haute-Italie, mais au Canavese des rideaux d'arbres les dérobent à la vue. Un silence profond, le silence des fortes chaleurs, plane sur la plaine. C'est l'heure de la sieste. Hommes et animaux reposent. Même les grenouilles des fossés, d'ordinaire si loquaces, sem-

blent dormir. Les moustiques seuls, leurs piqûres le prouvent, ne trahissent aucune somnolence. L'air, quoique agité, est étouffant, humide, embrasé. Obligés le plus souvent de marcher au soleil, nous traînons péniblement nos pas, mais à la fin nous gagnons le but de ce que Philémon a la naïveté d'appeler une promenade de santé.

Dans la cassina, la femme du *fittabile* nous reçoit avec cette désinvolture naturelle jointe à une certaine dignité qui, en Italie, distingue les gens du peuple dans leurs rapports avec des personnes d'un milieu plus élevé que le leur. Pendant que dans une grande *halle* voûtée, assis sur de vieux fauteuils, nous jouissons d'un peu de fraîcheur, cette bonne femme se tient debout devant nous. Elle est pauvrement vêtue, ses cheveux ébouriffés n'ont pas vu de peigne depuis dimanche, ses pieds nus sont chaussés de vieilles pantoufles; mais sa pose est celle d'une femme du monde qui cause dans un salon, et ses paroles, parfaitement choisies, coulent de source. Elle se plaint des nouveaux impôts, des agitations perpétuelles, de la misère croissante qu'on doit à la nouvelle ère. Peu lui importe, dit-elle, qui est le maître du pays : Tedeschi, Piémontais, Français. C'est le cadet de ses soucis, pour peu que l'on revienne à l'ordre et à la tranquillité qui ont régné sous

l'empereur. Cette villageoise disait ce que le peuple pense et sent : les proclamations des signori disent ce qu'ils veulent qu'il pense et qu'il sente. « Il est rare, dit Machiavel, que les passions particulières ne portent pas dommage au bien-être universel[1]. »

10, samedi. — Le prince Felix de Schwarzenberg a été blessé à Goïto. Passé toute la journée sous l'impression de cette mauvaise nouvelle.

11, dimanche. — Les ordres sévères du comité de Sûreté publique qui m'interdisaient de quitter mon domicile, sauf de courtes sorties une ou deux fois par semaine, commencent à tomber en désuétude. Aujourd'hui Philémon et Baucis m'ont accompagné, le matin, à l'église et, le soir, dans une promenade à travers des quartiers peu fréquentés et mal parfumés.

Machiavel dit : « Ceux qui espèrent que les citoyens d'une République (État) pourront toujours être unis se trompent beaucoup. La vérité est qu'il y a des dissensions qui nuisent, et d'autres qui font du bien à l'État. Sont nuisibles celles qui font naître des factions, mais les dissensions qui se maintiennent sans dégénérer en

1. « Rare volte accade che le particolari passioni non nuocano alle universali commodità. » (*Storie Fiorentine*, lib. V.)

factions sont utiles à la chose publique[1]. » Traduit du florentin du xv^e siècle dans notre langage du xix^e, cela veut dire : — Dans un État libre il doit y avoir une opposition réglée, mais pas une opposition de factieux, pas de pétitions tumultueuses, pas d'émeutes, pas de charivari. Celle-là est, dans l'État, un élément indispensable de la liberté, celle-ci la détruit. — Avis aux théoriciens, aux faiseurs de pamphlets incendiaires, aux séducteurs d'étudiants !

12, lundi. — Les mouvements du maréchal me paraissent d'une extrême témérité, ou bien je ne les comprends pas. Les bulletins italiens sont trop fantaisistes, les nouvelles de la *Gazette d'Augsbourg*, dans les derniers jours, trop contradictoires, pour pouvoir servir de guide dans ce dédale de mensonges. Mais rien n'ébranlera ma confiance dans le maréchal et sa brave armée.

A Vienne on est constamment sur le qui-vive. Le comité de Sûreté publique, qui semble avoir une peur bleue des ouvriers, ne cesse, dans des

1. « Coloro che sperano che una Repubblica possa essere unita, assai di questa speranza s'ingannano. Vera cosa è che alcune divisioni nuocono alla Repubblica ed alcune giovano. Quelle nuocono, che sono dalle sette et da' partigiani accompagnate ; quelle giovano, che senza sette e senza partigiani si mantengono. »

adresses doucereuses, de conjurer les *frères*, au nom de la liberté, de se tenir tranquilles, d'être de *good boys*.

13, mardi. — Vicence est à nous. Après un bombardement de quinze heures, dirigé personnellement par le maréchal, le Monte Berico a été pris d'assaut et la ville a capitulé. Tous les papalins sous les ordres de Durando et presque toutes les troupes italiennes rassemblées dans le Vénitien ont été faits prisonniers. Leurs chefs ont pris l'engagement de ne plus servir dans cette campagne. Ils seront tous renvoyés dans leurs foyers, au delà du Pô. *Evviva Radetzky!*

Un manifeste de l'empereur, contresigné par les ministres Wessenberg[1] et Doblhoff, accorde la convocation d'une assemblée constituante. Peut-être n'a-t-on pas pu faire autrement, étant donnée la situation de l'empire.

14, mercredi. — Les grands succès de nos

1. Le baron Jean de Wessenberg né 1773. Sert dans l'administration; adjoint au quartier général de l'archiduc Charles en Italie 1797; ministre-résident à Cassel 1805; ministre à Berlin 1800-1810; ministre à Munich 1811-1813; chargé d'une mission extraordinaire à Londres 1814; adjoint au quartier général des alliés et aux membres autrichiens du Congrès de Vienne; ministre à la Haye et deuxième plénipotentiaire aux conférences de Londres; prend sa retraite 1831; après les événements de mars 1848, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de mai à novembre 1848; mort 1858.

armes m'ont fait passer une nuit blanche. C'est que la joie chasse le sommeil. Aujourd'hui, du matin à minuit, lecture des *Histoires florentines* de Machiavel et d'un vieux roman de Fielding, selon moi, le plus grand nouvelliste du siècle dernier. Dans les époques d'épreuves comme celle que je traverse, à part les consolations d'un ordre plus élevé, rien ne réconforte le moral, n'ennoblit les sentiments, ne fait oublier les grandes misères et supporter les petites avec patience, rien ne nous arme de courage contre les défaillances de l'esprit et du cœur, comme la vie solitaire passée dans le commerce exclusif et non interrompu des auteurs classiques. Je les compare aux astres, qui, inaccessibles à l'action du temps, dédaignant les exigences changeantes de l'inconstance des mortels, poursuivent leur cours lumineux à travers les siècles. Chaque idée que nous devons à ces hommes d'élite reste acquise à l'humanité jusqu'à la fin des temps.

Parfois, pas souvent et alors seulement pour des moments, dans le silence de la nuit, en interrompant ma lecture, je me sens comme transporté dans d'autres régions. Les murs étroits de ma cellule sont tombés, le plafond bas a disparu. J'erre dans des salles de marbre ruisselant d'or et de pierres précieuses, ou bien, du sommet des Alpes, je domine du regard des horizons

sans limites. Ces visions, que j'attribue au contact continu et familier avec les hautes intelligences qui veulent bien me tenir compagnie dans ma prison, s'évanouissent comme des *vues dissolvantes* ou la *fata Morgana* du désert Arabique. Je retombe dans la réalité, mais consolé, encouragé et décidé plus que jamais à tenir tête à la tempête.

La *Gazette officielle de Vienne* publie un rapport remarquable du comte François de Stadion[1], gouverneur de Galicie, sur la situation de ce royaume. On dit qu'il est appelé à Innsbruck pour prendre la direction des affaires, mais je doute que son temps soit venu.

17, samedi. — Ma supposition s'est réalisée. Franz Stadion, arrivé à Innsbruck, a décliné d'entrer au ministère. Il a trop d'esprit pour ne pas comprendre que nous sommes encore en pleine révolution, et trop de modestie pour se croire de taille à la dompter. C'est au temps et à des hommes formés à l'école amère de l'expé-

1. Né 1806, entre dans la carrière administrative 1827; conseiller aulique 1834; gouverneur du Littorale (Trieste) 1841-1847; gouverneur de Galicie 1847-1848; membre de l'Assemblée constituante de juin à octobre 1848; entre dans le ministère du prince Félix de Schwarzenberg du 22 novembre 1848 comme ministre de l'Intérieur; tombe malade avril 1849: meurt aliéné 1853.

rience de remplir cette tâche. Notre maladie offre trois symptômes : elle est chronique, dangereuse et incurable par les remèdes dont nous disposons. Elle poursuivra donc son cours et déterminera la mort du malade, à moins que celui-ci, comme je l'espère, ne soit assez robuste pour user la maladie avant d'être usé par elle. Mais, quoi qu'il arrive, je doute qu'il soit réservé à la génération actuelle d'être témoin de la crise finale.

L'empereur retournera à Vienne pour assister à l'ouverture de la Constituante ! c'est mettre la tête dans la gueule du lion. Le ministère Pillersdorff a accordé le suffrage universel ou quelque chose de semblable.

Padoue aussi a capitulé sans coup férir. Toute la terre ferme de Venise a été reconquise en quelques jours. Ici, au palais Marino, à en croire les confidences de Philémon, la consternation serait au comble. Dans la matinée les facteurs criaient : « Bulletin officiel. Soixante-dix mille Français arrivent pour secourir l'Italie. » Cette nouvelle ayant produit une impression défavorable dans le public, le gouvernement central s'est empressé de la démentir. L'impopularité d'une intervention française s'explique, je l'ai dit, par les souvenirs, encore vivants, des grandes guerres entre la France et l'Autriche

dont la Haute-Italie a été le théâtre à la fin du siècle dernier.

Charles-Albert se tient toujours dans ses retranchements entre Mantoue et le lac de Garde.

De Berlin la *Gazette d'Augsbourg* mande que mon ami Arnim[1], ministre des Affaires étrangères, et un député impopulaire, le prédicateur Sydow, ont été roués de coups de bâton en sortant de l'assemblée législative. Arnim s'était permis de dire aux *rowdies* qui faisaient du tapage devant la maison des États : « Rentrez chez vous! *Leute, geht nach Hause!* » C'est à cause de ce manque de respect qu'il a été battu. Ce précédent ne sera pas perdu pour la populace viennoise.

18, samedi. — Trévise s'est rendue sans coup férir. Mais à Innsbruck l'interruption des communications avec Vérone semble avoir produit

1. Pas à confondre avec le comte Harry Arnim, devenu célèbre par ses démêlés avec le prince de Bismarck. Le baron d'Arnim dont il s'agit ici a été ministre de Prusse à Vienne dans les dernières années avant 1848 et passait alors pour fort avancé. Afin de le distinguer d'un autre Arnim, très conservateur et également diplomate, on appelait, dans la société de Vienne et de Berlin, le premier : Arnim le Méchant, et l'autre : Arnim le Bon, *der schlimme und der gute Arnim*. Le *schlimme* Arnim, comme on voit, malgré ses prédilections démocratiques, n'a pas été à la hauteur voulue pour plaire au *mob* berlinois.

une panique. La *Gazette universelle d'Augsbourg* continue à parler de notre armée d'Italie en termes peu rassurants.

Ludovic Sforza, craignant que son alliance avec Venise et le Pape ne le garantît pas suffisamment contre les attaques des Ragonesi (Aragonais) de Naples et des Florentins, appela les Français à son secours. A ce sujet Guicciardini[1] dit : « Ludovico Sforza s'appliquait plus à détruire radicalement le mal qu'il avait sous les yeux, qu'à songer aux effets éventuels des remèdes (par lui employés), oubliant combien il est dangereux de se servir de médicaments plus puissants que ne le comportent la nature de la maladie et la constitution du malade. » Mais il paraît écrit dans les étoiles que les enseignements de l'histoire seront toujours perdus pour les Épigones ou qu'ils ne seront appréciés que lorsqu'il sera trop tard pour en profiter.

19, lundi. — A Innsbruck, l'empereur ne cesse d'adresser des manifestes à ses « fidèles Viennois ». Il ne reste plus qu'à leur demander

1. « Ludovico Sforza applicó i pensieri suoi più a medicare dalle radici il primo male, che innanzi agli occhi gli si presentava, che a quelli che dipoi ne potessero risultare; non si ricordando quanto sia pernicioso l'usare medicina più potente che non comporta la natura dell' infermità e la complessione dell' infermo. » (Guicciardini, *Istorie*, lib. I.)

pardon. C'est que le prince malade est entre les mains de ses ministres et que les ministres sont entre les mains des démagogues. Les journaux suisses, sans donner de détails, parlent d'une insurrection sanglante qui aurait éclaté le 12 à Prague. De Paris on mande des tumultes, et à Francfort, comme dans plusieurs autres grandes villes, on s'attend à des levées de boucliers. La Pentecôte a été évidemment choisie par les meneurs des sectes pour tenter un coup décisif.

21, mercredi. — On dit que la prison cellulaire produit la folie. C'est possible, mais je ne m'en crois pas encore atteint. Au contraire, je trouve des charmes à la vie solitaire. J'ai divisé ma journée en plusieurs parties, et je me conforme religieusement à mon programme. D'abord le temps voulu pour écrire mon journal. Ensuite un certain nombre d'heures destinées à la lecture sérieuse : Machiavel, Guicciardini, Botta, Johannes Müller, etc.; et une ou deux heures à la lecture légère : Cervantes, Fielding, Smollet. Après le souper une partie de patience. Je n'en sais qu'une seule, mais elle me suffit, et tous les soirs je me livre avec un plaisir toujours nouveau à ce jeu innocent, qui jadis m'a paru d'un ennui mortel. Ensuite retour à mes livres.

Je me suis tellement fait à la monotonie de cette existence, que la perspective de la voir se prolonger indéfiniment a cessé de m'effrayer. La vie ordinaire des mortels, qui ne se trouvent pas sous les verrous, est, à mes yeux, devenue un mythe. Sans doute, il y a des moments de tristesse, mais jamais d'impatience ou d'ennui. Je comprends maintenant la sérénité et la tranquillité des Camaldules.

Dans la vie claustrale le moindre incident prend les proportions d'un événement. Le retour de la jeune veuve génoise en est un. Cette aimable signora, arrivée ce matin, a apporté un magnifique homard, autre événement, et ce monstre marin nous sera servi ce soir. Ce sera le comble. L'ordinaire de tous les jours de Mme Baucis — le pot-au-feu, le bouilli, la pollenta — fatigue un peu le palais et l'estomac, et je jouis d'avance du bon repas qui nous attend. Les maîtres de la maison étant sortis avec leur hôte, selon mon habitude, je profite de leur absence pour me promener dans le salon, vaste pièce en comparaison de ma cellule, lorsque des cris perçants frappent mes oreilles. Ils partent de la cuisine. Je m'y précipite. Ciel! que vois-je? Devant le foyer, par terre, en proie à d'horribles convulsions, l'infortuné homard; dans le coin le plus reculé de son laboratoire, pâle, défaite, les

yeux écarquillés, les cheveux plus ébouriffés que jamais, la souveraine du peuple. Cette enfant, tout affolée, s'imagine que le monstre marin va se venger sur elle des traitements indignes qu'elle lui a infligés. La vérité est que, trouvant le bain trop chaud, par un effort suprême la pauvre bête est parvenue à secouer le couvercle du chaudron où elle était renfermée et à se laisser choir sur le carreau. Dans cette chute elle a, hélas! endommagé sa belle enveloppe d'écaille. Que dira la signora Giannetta, quand elle s'en apercevra? J'ai eu la cruauté de replacer la victime dans l'eau bouillante. En y pensant j'ai horreur de moi-même. Le petit cordon bleu, n'ayant plus peur du homard, mais bien autrement de Mme Baucis et de la veuve génoise, me conjura de garder le silence sur sa mésaventure. Je le lui promis solennellement. Désormais il y aura entre nous deux le secret d'un crime.

22, jeudi. — Assisté avec Philémon à la procession de la Fête-Dieu. Ensuite, après avoir traversé la place de Saint-Gothard, petite promenade hors de la ville. Des deux côtés de la route et à perte de vue, des prairies encadrées d'arbres magnifiques. C'est un paysage vert, rien que vert, mais d'un vert d'émeraude. J'ai rarement vu une végétation d'une exubérance pareille.

Mais le moyen d'en jouir sous un ciel de plomb chauffé à blanc, avec une température à l'avenant !

La *Gazette du Danube*, qui paraît à Vienne, a eu le courage de publier une ode de Grillparzer adressée au maréchal Radetzky. Notre grand poète lui souhaite bonne chance en disant : « L'Autriche est dans ton camp, nous autres n'en sommes que les débris. » Hélas, ce n'est que trop vrai.

24, samedi. — Dernières nouvelles authentiques de Prague. Après un bombardement, calculé de manière à faire aussi peu de mal que possible à la ville, et après des combats de rue qui ont duré du 12 au 17, le prince de Windischgraetz est parvenu à terrasser l'insurrection. Un grand nombre de bourgeois allemands se sont joints aux troupes impériales. Les gardes nationaux se sont déclarés neutres, c'est-à-dire sont restés chez eux. Pendant ces combats, la princesse de

1. Le prince Alfred de Windischgraetz né 1787. Entre dans l'armée 1804, colonel 1813, général-major 1826, lieutenant général 1833; commandant en chef en Bohême, il rétablit l'autorité de la loi à Prague à la suite de combats sanglants, juin 1848; nommé maréchal et commandant des armées impériales, sauf celle d'Italie, octobre 1848, il met fin à l'insurrection de Vienne, et mène son armée victorieuse contre les rebelles hongrois, novembre 1848. Rentre dans la vie privée, avril 1849; mort 1862.

Windischgraetz, fille du prince Charles de Schwarzenberg, généralissime des armées coalisées durant les grandes guerres d'indépendance, femme d'un grand mérite, fut traîtreusement tuée, entre deux de ses sœurs, près de la fenêtre de son salon, par un coup de feu tiré de l'autre côté de la rue. Chose étrange! sa mère aussi est morte de mort violente. Elle périt à Paris, en 1810, avec tant d'autres victimes, au bal tristement célèbre offert par son mari, alors ambassadeur extraordinaire, dans son hôtel de la rue du Mont-Blanc, à l'empereur Napoléon. Quoique plongé dans la douleur et fort inquiet au sujet de son fils aîné grièvement blessé, le prince de Windischgraetz n'a pas faibli un instant. Sa conduite a été sublime.

L'Illyrie aussi est en feu. Le général Hrabowsky a rétabli l'ordre après avoir pris à l'assaut Carlowitz, la place forte des rebelles. L'Autriche, sauf le camp de Radetzky et le Tyrol, est le chaos. On pourrait dire que toute l'Europe, à l'exception de l'Angleterre et de la Russie, se trouve dans le même cas. Mais c'est une pauvre consolation.

J'ai lu avec délices les discours, sur la constitution à donner à la République de Florence, après l'expulsion des Médicis, prêtés par Guicciardini à Soderini et Vespucci : chaque parole

s'applique aux assemblées constituantes de nos jours. On parle de progrès politiques, mais nous avons du chemin à faire avant d'arriver au point où se trouvaient les Florentins à la fin du xv^e siècle. Nous voyons siéger un Congrès national constituant à Francfort, un autre à Berlin, et un troisième va se réunir à Vienne. Messieurs les faiseurs de constitutions, lisez Guicciardini, écoutez Machiavel. Lorsque la seigneurie de Florence cherchait à mettre fin aux menées des partis, elle désigna cinquante-six citoyens chargés de faire de nouvelles institutions. A ce sujet, Machiavel dit : « La plupart des hommes savent mieux conserver un état de choses satisfaisant que, par leurs propres lumières, en trouver un autre (également bon). Nos citoyens songeaient plus à éteindre les factions existantes qu'à supprimer les causes de divisions futures, en sorte qu'ils manquèrent les deux buts, attendu qu'ils ne firent pas disparaître les causes de nouvelles divisions et que, en ce qui concernait les anciens partis, ils rendirent l'un plus fort que l'autre, au grand péril de la chose publique[1]. » Et aux meneurs il dit : « Que per-

1. « Egli è verissimo che gli assai uomini sono più atti a conservare un ordine buono, che a saperlo per loro medesimi trovare. Questi cittadini pensavano più a spegnere le presenti sette che a tôrre via le cagíoni delle future; tantocché nè l'una cosa nè l'altra conseguirono; perché le cagioni

sonne (de vous), après avoir altéré l'état de choses établi dans une communauté, ne s'imagine pouvoir arrêter le mouvement à sa volonté ou le régler à sa manière[1]. »

26, lundi. — La gazette officielle confirme la rentrée de la terre ferme du Vénitien sous la domination autrichienne; la ville de Venise, bloquée par les nôtres du côté des lagunes, c'est-à-dire imparfaitement, continue de résister.

Je considère l'échange des otages comme imminent, puisque Philémon ose me proposer d'aller prendre des glaces au Corso. Il y avait foule devant le café. Un petit garçon déclamait une ode à l'empereur Barberousse et à la bataille de Legnano, suivie de vers célébrant la déconfiture de Radetzky. Mais personne n'y faisait attention. C'est du vieux jeu.

27, mardi. — Ce matin, ascension du Dôme en compagnie de Philémon. Les Alpes étaient voilées. M. Schnitzer, ancien secrétaire de légation à Florence, est venu me voir accompagné

delle nuove non levarono e di quelle che vecchiavano una più potente che l'altra, con maggior pericolo della Repubblica, fecero. »

1. « Non sia alcuno che muova un' alterazione in una città per credere poi o fermarla a sua posta, o regolarla a suo modo. » (*Stor. Fior.*, lib. III.)

d'un membre du comité de Sûreté publique. Il était entendu que nous parlerions italien; cependant, l'homme de police étant bon enfant, nous avons pu nous servir de l'idiome tudesque. Schnitzer me confie qu'il est chargé d'entamer les négociations de paix sur la base de la cession de la Lombardie au roi Charles-Albert. Est-ce possible? Offrir la Lombardie à un ennemi épuisé et démoralisé après avoir reconquis le Vénitien! c'est à ne pas en croire ses oreilles!

28, mercredi. — Pendant toute la journée cherché dans Guicciardini, sans le trouver, l'oubli des déplorables confidences de M. Schnitzer. Notre gouvernement a renvoyé tous les otages. Huit d'entre eux sont arrivés hier. Pourquoi nous retient-on encore?

29, jeudi. — Avec Philémon, par une chaleur étouffante, excursion en chemin de fer à Monza. Le château, le parc, les jardins, ouvrages de l'archiduc Ferdinand, datent de 1776. C'est beau, noble, grand, enfin époque et reflet de l'impératrice Marie-Thérèse. Mais quelle journée! Le soleil est partout : sur les vertes pelouses, dans les bosquets de lauriers, entre les plantes grasses des plates-bandes qu'il revêt d'un lustre métallique. Un vent embrasé agite les feuilles dente-

lées des gigantesques platanes, et entre les cimes des arbres, sur l'azur foncé du ciel ressortent les champs de neige et les glaciers du mont Rose. Depuis mon voyage malencontreux de Brescia, au commencement d'avril, c'est la première fois que j'ai pu sortir de la banlieue de Milan, signe certain de ma prochaine mise en liberté.

Le soir est venue Mme de ***. Je ne l'avais plus revue depuis les *Cinq Journées*, et je l'ai trouvée bien changée. Les soucis, l'ennui, l'impatience ont imprimé leur cachet sur la physionomie naturellement gaie et insouciante de cette jeune femme.

30, vendredi. — Passé toute la journée en tête-à-tête avec Guicciardini. Le soir, le conseiller Scopoli apporte la nouvelle que les otages seront mis en liberté demain.

---

## JUILLET 1848

---

1er, samedi. — Passé la journée dans la douce illusion d'être relâché le soir. On m'a offert, et j'ai acheté, une belle édition de Guicciardini, in-quarto, imprimée en 1776 à Florence, mais donnant pour lieu de l'impression la fausse indication de Fribourg, en Suisse. Guicciardini défendu en Toscane !

2, dimanche. — M. de *** (le mari de la jeune femme de la rue Rastrelli) se présente chez moi pour prendre congé. Il est rayonnant de bonheur. « Sommes-nous libres? lui dis-je. — Pas vous, répond-il, mais moi. » Et il s'en va.

Palmanuova a capitulé. Le vieux conspirateur Zucchi s'est bravement défendu. La reddition de cette forteresse rend disponibles les six mille hommes qui l'avaient bloquée.

3, lundi. — Aussi longtemps que la fin de ma captivité semblait éloignée, je combattais

vaillamment contre l'impatience. Mais maintenant une soif ardente de liberté s'est emparée de moi. Toutes les fois que j'entends la sonnette de l'antichambre, je me flatte de voir entrer le messager porteur de la bonne nouvelle. Hélas! ce sont autant de déceptions.

Grandes nouvelles de Paris : une insurrection formidable terrassée par le général Cavaignac, lui-même nommé chef du pouvoir exécutif.

De Francfort on mande que le choix du *Volksparlament* pour le poste de vicaire de l'empire tombera sur l'archiduc Jean. En attendant, ce prince est arrivé à Vienne pour y exercer les fonctions de régent pendant l'absence de l'empereur. S'il m'était permis de comparer l'Europe à un malade et nous autres spectateurs à des médecins, je constaterais une légère amélioration.

4, mardi. — Je suis mandé au palais Marino, où les puissants du jour réunis me reçoivent pour m'annoncer qu'avec d'autres otages je serai conduit demain sous bonne escorte, en diligence, à Coire. Je proteste contre la diligence et demande ma voiture, de nouveau confisquée depuis mon voyage de Brescia.

Un petit dialogue en pleine séance s'ensuit entre moi et le duc Litta, avec lequel je m'étais lié à Milan, il y a dix ans, lors du couronne-

ment de l'empereur Ferdinand : « Nous ne pouvons, dit-il, te donner une escorte à toi seul, et sans escorte ta vie serait en danger. — Laisse-moi le soin de ma vie et fais-moi rendre ma voiture. Je n'ai rien à craindre dans le pays que je dois traverser pour arriver à la frontière suisse, mais je ne te conseillerais pas de t'y risquer tout seul. »

Je savais, de source certaine, que les paysans de ces contrées, décidément favorables à l'Autriche et fort irrités contre les signori, attendaient avec impatience le retour de nos troupes. Ce n'était donc pas une fanfaronnade. C'était ma flèche du Parthe.

A la fin, pour dégager la responsabilité du comité, on me fit signer un protocole constatant que c'était sur ma demande qu'on me laissait voyager seul et sans escorte. Pour me faire obtenir mon passeport, on me promenait pendant une heure de bureau en bureau. Cela me rappelait la vieille Autriche bureaucratique. Il me semble qu'à Milan elle ait survécu aux Cinq Journées. C'est l'histoire de toutes les bureaucraties. Regardez la France depuis 1789. L'ancienne monarchie croule, la tête du roi et d'innombrables autres têtes tombent, puis les régimes se suivent sans se ressembler : Directoire, Empire, Restauration, Royauté bour-

geoise ; tout cela tombe, mais le chef de division, le chef de bureau, les commis, comme on disait autrefois, mais surtout et avant tout l'huissier, ce fidèle et jaloux gardien des traditions, restent debout. J'y suis, j'y reste. C'est leur devise. Et en effet ils y sont et y resteront éternellement, parce qu'ils seront éternellement indispensables. Ils ne dirigent pas, mais ils empêchent le char de l'État de dévoyer et servent de tampon aux trains conduits par des mécaniciens improvisés. Otez-les, et le rouage administratif s'arrêtera ou bien il y aura des accidents.

Le soir, à une heure déjà avancée, après le dernier souper, servi comme d'habitude à la cuisine, je fis mes adieux à Philémon et Baucis. L'excellent vieillard semblait regretter mon départ. Sa digne moitié fondit en larmes ; la petite Giovannina, gagnée par l'émotion de sa maîtresse, sanglotait en me serrant la main, non sans y laisser quelques traces de ses opérations culinaires ; enfin, à travers la cour, sur le fond faiblement éclairé de sa chambrette, apparut la silhouette de la *madonna dell' Ago*. Elle agitait son mouchoir et le portait à son visage. Était-ce pour essuyer une larme, était-ce pour se moucher? Je l'ignore. Moi aussi, je me séparais avec peine des quatre personnes qui avaient

formé l'ensemble de mes relations sociales pendant ma reclusion.

C'est ainsi que se sont terminées, après avoir duré cent six jours, *le mie Prigioni*, riches d'expériences, plus riches d'épreuves, surtout de souffrances morales causées par les malheurs de mon pays bien plus que par les petites privations personnelles que les circonstances m'imposaient et que me faisaient oublier la douceur, la politesse du cœur et, à la fin, je m'en flatte, l'amitié de mes chers geôliers. Tant il est vrai qu'il y a toujours des compensations dans ce bas monde; qu'il n'y a ni joie ni souffrance sans mélange, que l'adversité est faite pour relever les âmes et retremper les caractères, et qu'à la longue l'homme supporte mieux les mauvais jours que les bons.

(Quand il n'y avait pas de visiteurs, Mme Baucis se complaisait quelquefois à me mener dans son salon et à me montrer ses bibelots exposés dans une vitrine. Parmi beaucoup d'horreurs se trouvait une belle majolique portant le millésime 1547. Je lui disais : « De tous vos trésors, c'est ce qu'il y a de plus précieux. C'est un objet de valeur, gardez-le bien. » Après mon retour à Vienne, pendant mon séjour d'Olmütz, j'ai pu rendre quelques services à Philémon. Il fut

réinstallé dans son emploi et eut même un avancement. Ensuite, je perdis de vue cet excellent couple. Dix ans plus tard, à Paris, je reçus par la poste une lettre et un paquet. La lettre était un extrait du testament de cette chère Baucis, et le paquet contenait sa majolique.)

5, mercredi. — De Milan à Campo Dolcino. Trois heures sonnent à l'horloge de San Fedele lorsque, accompagné de mon valet de chambre, je monte dans ma voiture, que le duc Litta a eu la gracieuseté de me faire rendre la veille. Nous sortons de Milan, j'ignore par quelle porte, car il fait nuit close, lorsque j'aperçois sur l'horizon nord-ouest deux points lumineux cramoisis : les coupoles du mont Rose. Quelques instants après, les deux points se transforment en une rivière de rubis : la chaîne des Alpes. Le soleil les inonde déjà de ses teintes magiques, tandis que les ténèbres de la nuit enveloppent encore les plaines de Lombardie. Privilège de grands, diraient les démocrates. Eh bien oui, la nature, aristocrate par excellence, a horreur de l'égalité.

A tous les relais accourent des gens du peuple, parmi eux beaucoup de contadini. Les signori dorment encore. Tant mieux. C'est à leur paresse que je dois de ne voir que des figures souriantes.

Un de ces hommes me dit : « Bon voyage, général, et prompt retour. » A une autre station, un groupe de paysans se forme autour de ma voiture. Un vieillard de vénérable aspect me dit : « *Ma quando verrà questo benedetto Radetzky? Perchè tarda tanto?* Quand viendra ce cher Radetzky? Pourquoi tarde-t-il tant? »

A Varenna, sur les bords du lac de Lecco, que, soit dit en passant, n'était l'absence des palais et villas du lac de Côme, je préférerais à ce dernier, je m'arrête pour déjeuner dans le bel hôtel où, il y a dix ans, avait dîné l'empereur Ferdinand, alors en route pour Milan afin d'être couronné roi! Rien de ravissant comme le petit jardin de l'auberge près du lac, à cette heure d'un bleu nuancé d'azur et d'outremer qu'on chercherait vainement sur la palette de Claude. J'y trouve deux bateliers qui m'engagent dans une conversation politique. L'un d'eux dit: « Notre empereur, qui était si bon, est devenu méchant (propos qu'on entend souvent dans le peuple). — Non, s'écrie l'autre, ce n'est pas lui, c'est *Metternicche* qui est la cause de nos malheurs. »

Je continue ma route toujours avec la capote de la voiture rabattue. Le soleil, il est vrai, darde sur le voyageur des traits d'or fondu, mais c'est à peine si je m'en aperçois. L'air chaud

mais vivifiant et déjà alpestre apporte mille parfums. Je le respire avec volupté. Le beau paysage, l'immense voûte du ciel, le mouvement de la voiture attelée de bons chevaux de poste, tous ces contrastes avec mes cent jours de prison, la perspective d'embrasser bientôt les miens, m'inondent le cœur d'une joie ineffable. Ne pensons pas au triste état où je trouverai Vienne. A quoi bon? Jouissons du présent, *carpe diem*.

A quatre heures de l'après-midi arrivé à Chiavenna, petite ville collée sur un des premiers gradins du Splügen. Dans un cloître attenant à l'église je trouve un aigle autrichien formé de crânes et d'autres os humains, le seul, je pense, qui ait survécu en Lombardie aux événements des derniers mois. Et me voilà tout à fait dans les hautes montagnes. La route, chef-d'œuvre de l'art de l'ingénieur, les gravit en serpentant le long de précipices au fond desquels des torrents écumants tracent leurs lignes blanches, à côté de cataractes qui éblouissent et étourdissent à la fois, à travers des forêts de châtaigniers dont les têtes touffues veulent bien servir de parasol. Par-ci, par-là, comme suspendus en l'air, une petite église ou quelques chalets, et au-dessus et à côté, devant et derrière moi, les neiges et glaciers du Splügen. Peu avant le coucher du soleil,

franchi la frontière suisse et arrivé à Campo Dolcino, où je compte passer la nuit.

Après le souper, longue promenade solitaire dans un sentier étroit qui, bordé de vieux châtaigniers, suit les sinuosités d'un immense talus. De tous côtés, des torrents portant au loin les sons mélodieux et cadencés de leurs eaux phosphorescentes, se précipitant, s'éteignant, disparaissant dans les profondeurs de l'abîme. Au-dessus de moi la voûte étoilée noire et brillante à la fois, spectacle rarement vu au delà des monts. Cela s'explique par le fait que, ici, j'ai quitté le sol, mais non encore le ciel de l'Italie.

Quel est l'avenir réservé à ce pays enchanteur? Ce qui a été a cessé d'être. Sur ce point le doute n'est guère possible. Notre héroïque armée pourra reconquérir les provinces perdues, revendiquer les droits du monarque, ramener dans leurs États les princes dépossédés, elle ne pourra guère rétablir d'une manière durable l'ordre de choses public tel qu'il a existé pendant la première moitié du siècle. L'état de l'Europe, profondément modifié, ne le comporterait pas. Alors quel sera le sort de l'Italie?

De tous les peuples désignés sous un seul nom, les Italiens sont la nation la plus mélangée.

Certes le sang romain prédomine au centre de la péninsule, mais l'ensemble de la population n'en est pas moins composé d'éléments gaulois, celtiques, longobards, allemands et, dans le sud, grecs, normands, arabes. Je me demande où est le savant qui ait découvert jusqu'à quel point les maîtres de l'ancienne Rome, le S. P. Q. R. (*senatus populusque romanus*) et les empereurs aient réussi à *romaniser* les races pélasgiques si diverses de l'ancienne Italie. N'est-il pas permis de penser que certains traits de caractère, certaines tournures d'esprit, datant des temps des aborigènes et des immigrations subséquentes se soient conservés à l'état latent, et qu'à travers toutes les évolutions postérieures ils reparaissent toujours sur la surface? Cette multiplicité d'origines explique la variété et la vitalité des dialectes. La langue italienne pure ne se parle qu'en Toscane et à Rome. A Naples, en Sicile, en Lombardie, en Piémont, à Gênes, dans la Vénétie, les personnes appartenant aux classes élevées et moyennes savent l'italien, mais ne le parlent jamais entre elles[1]. Cette différence de races explique aussi l'esprit particulariste propre à l'Italien, c'est-à-dire l'esprit hosile à une fusion

1. On me dit que dans les dernières années, grâce au service militaire universel, la connaissance de la langue italienne commence à pénétrer un peu dans les masses.

complète et favorisant, au contraire, l'élément municipal, si florissant et politiquement si puissant au moyen âge. On cite l'exemple de la France et de l'Espagne unifiées. Mais cette métamorphose, complète dans le premier de ces pays, très superficielle et incomplète en Espagne puisque le Portugal a su préserver son indépendance, s'est effectuée à un temps où ces nations étaient encore comparativement jeunes. Leurs caractères pouvaient encore se modifier. Mais l'Italien, arrivé déjà à la maturité lorsque les autres nations chrétiennes se trouvaient encore à leur début dans les voies de la civilisation, a passé l'âge des transformations. Ce n'est pas un vieillard, tant s'en faut, mais c'est un homme fait. Je ne puis croire à une Italie unie.

Je ne quitte jamais l'Italie sans éprouver un serrement de cœur. Quel est le charme mystérieux, constant, irrésistible, qui, depuis les jours de Charlemagne, attire l'étranger sur le sol classique de ce pays privilégié? Cela ne peut être seulement le beau ciel, la belle nature, l'abondance des beaux monuments. La péninsule ibérique, la Grèce, d'autres pays réunissent les mêmes avantages. On va admirer leurs trésors, et, la curiosité satisfaite, on les quitte avec regret, mais sans éprouver le besoin de revenir. Qui a vu l'Italie emporte, au contraire, la soif de la revoir.

Pourquoi? Le mot de l'énigme se trouve, il me semble, dans l'universalité et dans la continuité des souvenirs que les évolutions de l'esprit humain y ont semés avec profusion. Ce sont autant de jalons marquant les dernières splendeurs et la décadence de l'antiquité, la naissance et les progrès de la société moderne.

Rome et l'Italie ont été pendant des siècles le *grand théâtre du monde*, comme disaient les moralistes des xv^e^ et xvi^e^ siècles, la scène retentissante où se jouait la grande comédie humaine. Toutes les époques et toutes les nations qui marchaient alternativement à la tête de l'Europe y ont laissé leurs traces. De là la surprise de l'*ultramontain* de se trouver en pays de connaissance, lorsque pour la première fois il descend le versant méridional des Alpes. Il sent alors, peut-être sans pouvoir s'en rendre clairement compte, que par la culture de l'esprit que nous lui devons en grande partie l'Italie est la patrie commune de toutes les nations civilisées. Rome et l'Italie reflètent le monde. Voici ce que j'appelle l'universalité des souvenirs. Mais il y a aussi continuité. Pour exprimer ma pensée, je me sers d'une comparaison : Vous vous promenez dans la campagne de Rome. Parmi ses nombreuses ruines, le tombeau de quelque patricien attire votre attention. Ses cendres y reposaient déjà

avant que l'ère chrétienne eût pointé sur l'horizon. C'était encore l'âge d'or de l'art antique. Sur la corniche magnifique du monument funèbre s'élèvent les masures crénelées construites par les Colonnesi ou les Frangipani ou par quelque autre baron romain. C'est le moyen âge. Et au-dessus d'elles, avec quelques briques et des débris de marbre ciselé, un campagnard a bâti sa cabane. Une voûte de vignes en protège l'entrée ; un figuier, sorti des pierres, lui donne un peu d'ombrage. Voilà vingt siècles qui se partagent la même habitation.

Ah! j'aime l'Italie, et je la quitte à regret, et j'aime aussi l'Italien. Parmi ses nombreuses qualités j'apprécie sa perspicacité et son urbanité. Sa perspicacité : elle me frappe dans le commerce avec les hommes les plus haut placés ; je la rencontre aussi dans les couches moyennes et je la retrouve dans les classes populaires. Supposons que vous parliez imparfaitement la langue du pays où vous voyagez. L'Allemand rira de vos fautes ; le Français les corrigera ; l'Anglais vous regardera d'un air effaré, rougira, ne vous comprendra pas du tout et s'en ira. L'Italien, s'il ne vous comprend pas, vous devinera. Pour rendre sa réponse intelligible, il s'aidera de ses doigts, de ses mains, de ses bras et surtout du jeu de sa physionomie expressive et mobile. Et

il fera tout cela avec empressement et de la manière la plus obligeante. C'est que l'Italien n'est pas seulement perspicace, il possède aussi un autre don, celui de l'urbanité.

Il ne faut pas confondre l'urbanité avec la politesse. La politesse s'acquiert par l'éducation et, par conséquent, est plus ou moins le privilège des gens bien élevés. L'urbanité est innée, ou, plutôt, elle est l'héritage d'une longue série de générations bien élevées. Elle est transmise par le sang, a perdu, dans le progrès des siècles, son caractère exclusif et est devenue l'apanage de la nation tout entière. La politesse tend à plaire, l'urbanité évite de déplaire. Elle a horreur de l'idée de blesser la susceptibilité de qui que ce soit, *to hurt his feelings*. L'une des deux qualités que je compare rend les relations entre les hommes faciles, l'autre les rend douces et j'ajouterai sûres, en ce sens qu'on n'a jamais à craindre un mot blessant. J'ai entendu des étrangers, qui trouvaient que parfois les actes ne répondaient pas aux paroles, taxer l'Italien de fausseté. C'est une erreur. Il évite de parler de sujets désagréables, et, quand il ne peut s'en dispenser, il suppose que vous ne preniez pas à la lettre ses paroles et manières coulantes, sorte de formule qui laisse intact le fond de la question dont il s'agit. Envisagez, de n'importe quel côté, Rome

et l'Italie, vous reconnaîtrez en elles le berceau et dans l'Italien le fils aîné de la civilisation.

---

## EN 1890

---

Corville-house, comté de Tipperary.

J'ai résumé dans les pages qu'on vient de lire mes réflexions sur l'Italie telles que je les trouve disséminées dans mon journal, écrit il y a quarante-deux ans. Alors la fusion des différentes races qui habitent la péninsule des Apennins en une seule nation homogène et compacte, et la création d'un grand État unitaire embrassant toutes ces populations, me paraissaient une chimère. Les faits m'ont ou semblent m'avoir donné un démenti. Des événements d'une portée hors ligne ont, depuis lors, changé la face de l'Europe. Le système politique inauguré en 1815 a disparu. L'Italie est devenue un État unitaire. Il est vrai, ce n'est pas elle qui a opéré sa transformation. Ses fils ont combattu vaillamment pour cette cause, mais là où ils se trouvaient réduits à leurs propres forces, ils ont constamment succombé. L'Italie unie est sortie des conflits entre la France et l'Autriche, entre l'Autriche et la Prusse, entre la Prusse avec ses alliés alle-

mands et la France. Elle a été faite à Solférino, à Sadowa, à Sedan.

Je n'ai nul besoin d'affirmer que ce n'est pas avec l'intention de heurter les sentiments patriotiques de nos voisins d'au delà des Alpes que je rappelle des souvenirs dont quelques-uns sont si douloureux pour mon propre pays. L'Autriche aussi a eu ses jours de malheur, mais en perdant des batailles elle a perdu ses provinces italiennes et sa position en Allemagne. Les chefs du mouvement italien unitaire, au contraire, malgré les revers de leurs armées, ont, grâce aux victoires d'alliés de circonstance, atteint le grand but de l'unification de leur patrie. Envisagée à ce point de vue, la genèse de l'Italie moderne est sans précédent dans l'histoire.

Pourquoi, cette fois-ci aussi, l'Italie n'a-t-elle pas fait *da se*? La réponse est facile, vu l'abondance de raisons ethnographiques, politiques, géographiques, qui expliquent ce fait. En Italie, habitée par des races non encore complètement amalgamées — laissant ici de côté le moyen âge avec ses podestats et tyrans souvent étrangers, — dès les premières lueurs des temps modernes les deux plus grandes puissances de l'époque, dont l'une possédait un tiers de la Péninsule, les maisons d'Autriche et de France, se disputaient l'influence suprême. Comment les Italiens au-

raient-ils pu, par leurs propres moyens, s'émanciper de l'étranger? La situation politique seule aurait suffi pour former un obstacle insurmontable. De plus, les Italiens, quoiqu'ils comptent parmi leurs compatriotes beaucoup de grands capitaines et, entre eux, un des plus grands de tous les âges : Napoleone Buonaparte, ne sont pas ce qu'on appelle une nation militaire. C'est sur d'autres terrains que se sont développés et ont brillé d'un vif éclat les dons que le ciel leur a prodigués. Mais, peut-être, l'absence de l'esprit militaire dans ce peuple, qui n'exclut nullement la bravoure individuelle de chacun, était-elle une conséquence plutôt qu'une des causes de la prépondérance des influences étrangères qui empêchaient la Péninsule de se constituer en État unitaire indépendant. Quoi qu'il en soit, aujourd'hui le sentiment italien existe et commencerait même, grâce au service militaire universel, à pénétrer dans les masses.

Ce fait m'est confirmé de tous côtés. Tous les partis : royalistes unitaires, amis fidèles des anciennes dynasties demandant le retour des princes et une confédération sous la présidence du pape, républicains de toutes les nuances et tout ce qui est entre les deux, se rencontrent, sous ce rapport, dans un sentiment commun. Tous veulent une Italie indépendante et grande puis-

sance européenne. Sur ce fait mes longs et fréquents séjours à Rome n'ont pu me laisser aucun doute. J'ai été, pour ainsi dire, témoin oculaire des conquêtes de plus en plus rapides que ce sentiment fait dans toutes les couches sociales et même dans les rangs des hommes les plus attachés au Saint-Siège et à leurs princes, nommés par dérision *codini*, mais parmi lesquels on rencontre des personnes fort éclairées et respectables à tous les points de vue. Eux, aussi, se sentent et veulent être Italiens.

Les États qui formèrent l'Italie telle qu'elle existait jusqu'en 1848, jouissant de la sécurité relative que leur donnaient les traités de Vienne et protégés contre des ennemis intérieurs par l'armée autrichienne de Lombardie, pouvaient se passer d'un grand déploiement de forces militaires et navales. Le Piémont possédait une petite armée modèle. Celle du roi de Naples, magnifique aux revues, a, sauf les bataillons suisses et quelques corps indigènes, laissé le souvenir de tristes défaillances. Plus tard une fraction de cette armée, restée fidèle au jeune roi François Ier, s'est, sous sa direction et sous les yeux de leur vaillante souveraine, couverte de gloire par l'héroïque défense de Gaète. Les autres États : celui de l'Église, la Toscane et les Duchés, entretenaient un petit nombre de troupes suffisant pour

le service qu'on leur demandait. La dépense causée par l'entretien de ces forces militaires et des flottes ou escadres sardes et napolitaines ne dépassait pas les moyens dont on disposait. Les populations, notamment celles de la Toscane, de l'État Pontifical, où l'on ne connaissait ni impôt ni service militaire, et du royaume de Naples, jouissaient d'une prospérité qui ne laissait que peu ou rien à désirer. En Lombardie, il est vrai, la situation du colon (petit fermier), qui pour cette raison même pouvait compter sur la protection particulière des autorités, était moins favorable. Cependant on peut dire, parlant de l'ensemble de la Péninsule, que le peuple était heureux. En était-il ainsi des classes communément appelées intelligentes? Assurément non. J'ai touché, dans mon Journal, leurs griefs légitimes, ainsi que les avantages qu'en tiraient le parti italien et les sociétés secrètes. Je ne m'appesantirai pas de nouveau sur cette matière.

Le commerce, quoique entravé par des lignes douanières séparant les divers États, était comparativement florissant. La disparition de ces barrières artificielles, conséquence de la création d'un État unitaire, lui a naturellement donné un certain élan. Milan et Turin semblent être les villes qui y ont le plus gagné. Naples, Gênes, Livourne ont, de tout temps, été de grands

centres de navigation. L'Italien naît voyageur. Marco Polo, sous plus d'un rapport le plus illustre des explorateurs, n'a probablement pas été le premier et certainement pas le dernier de son espèce. Moitié par nécessité, moitié par goût, les Italiens se rendaient en grand nombre dans les pays étrangers, surtout dans le Levant. Aujourd'hui on les rencontre dans presque toutes les parties du monde. Hélas! c'est l'appauvrissement graduel de la Péninsule qui les oblige à émigrer. Dans les pampas de la République Argentine, ils sont en train, par leur union avec des Indiennes, de créer une nouvelle race, probablement destinée à remplacer les Gauchos, dont les pères étaient les descendants des *conquistadores* espagnols.

En ce qui concerne l'industrie, les soieries de Milan formaient le principal article d'exportation. Les produits du sol, l'huile et surtout les vins, qui semblent supporter mal le transport, se consommaient en grande partie dans le pays. Quant au charbon, plus précieux qu'or et diamants, la nature, si prodigue de ses dons envers ces régions privilégiées, l'a refusé à l'Italie.

En résumé, la situation matérielle était bonne, et — ce qui n'est possible que lorsque les gouvernements ne demandent pas aux contribuables plus qu'ils ne peuvent donner — partout, et no-

tamment dans le royaume des Deux-Siciles, les finances publiques se trouvaient en excellente condition. On n'en peut pas dire autant de l'état moral. L'ordre, il est vrai, fut rarement troublé, et, quand il l'était, aussitôt rétabli. Mais ce calme, plus apparent que réel, ne pouvait tromper personne. Le mécontentement qu'on rencontrait dans les sphères supérieures et moyennes gagnait du terrain, et tout le monde, gouvernants et gouvernés, se persuadait de plus en plus que l'état de choses existant ne pouvait guère se maintenir. Telle était l'Italie des dernières années avant 1848.

Maintenant tout est changé. Le besoin d'une vaste administration vu l'étendue du territoire, d'une formidable armée à cause du voisinage de deux des plus grandes puissances militaires, d'une flotte de premier ordre pour la défense de ses côtes, d'immenses travaux publics indispensables ou jugés tels, en un mot toutes ces exigences si multiples, si compliquées et si dispendieuses de l'État moderne, imposent au nouveau royaume-uni des devoirs et des charges inconnus sous les anciens gouvernements. Trouver les moyens de faire face à tous ces besoins sans faire tarir les sources vitales de la prospérité nationale est un des grands problèmes qu'il s'agit de résoudre. Et les difficultés de cette

tâche, déjà si ardue dans des circonstances ordinaires, s'aggravent singulièrement en présence de l'état anormal où se trouve notre continent. Sous l'ancien régime, le respect des traités de 1815 lui a valu, pendant la durée d'une génération, les bienfaits d'une paix non interrompue. Dans l'ère moderne du plus fort, l'Europe, pour vivre en paix, doit vivre sur le pied de guerre. L'exception est devenue la règle. Certes cette situation est contre nature et ne pourra, par conséquent, se prolonger indéfiniment, mais qui vivra assez pour en voir la fin et qu'est-ce qui survivra à la crise? En temps d'épidémie, les constitutions robustes usent la maladie et reviennent à la santé; les natures affaiblies et les nouveau-nés sont les plus menacés d'être usés par le mal et de périr.

Le royaume d'Italie a-t-il l'étoffe dont se forment les grandes puissances, les États qui font *da se*? L'avenir seul pourra répondre à cette question. Je ne tâcherai pas d'en pénétrer les secrets. Je me bornerai à exprimer ici une supposition plutôt qu'une opinion arrêtée. Le nouveau royaume doit son origine à sa diplomatie bien plus qu'à son armée. Ne sera-t-il pas toujours un État diplomatique plutôt qu'un État militaire, offrant, sous ce rapport, dans de plus grandes proportions, une certaine analogie avec

la république de Saint-Marc, qui, grâce à la direction de sa politique étrangère, a su, dans le temps de sa grandeur, conserver intacte son indépendance au milieu des rivalités et conflits entre les maisons d'Autriche et de France? Et, déjà aujourd'hui, ne doit-il pas à sa diplomatie, plus qu'à son armée et à sa flotte, quelque respectables qu'elles soient, l'importance que le monde lui attribue depuis qu'il s'est allié avec l'Allemagne et l'Autriche, unies pour la défense de la paix européenne? Je me demande encore si les conseillers du roi d'Italie n'ont pas espéré, avec raison, trouver dans l'alliance avec les deux grandes monarchies un élément de force vis-à-vis des républicains italiens?

Les interventions successives de l'Autriche en Italie (1815-1819, 1821), et l'occupation temporaire du royaume des Deux-Siciles, d'une portion de l'État Pontifical et du Piémont à l'occasion de la restauration du roi de Sardaigne par nos armes (1821), ont eu lieu avec le consentement et le concours moral des puissances européennes réunies aux congrès de Vienne, Troppau et Laybach, sur la demande des princes italiens dépossédés ou menacés par la révolution. Au congrès de Vérone (1823), la France a été autorisée, pour un cas donné, à remplir une tâche analogue en Espagne. La

cour de Vienne a jusqu'en 1848 et 1849 fidèlement rempli la mission que les puissances lui avaient confiée, à savoir la mission de pourvoir au maintien de l'état de choses politique en Italie, établi ou sanctionné par les traités de 1815. La restauration de Pie IX en 1850 a été l'œuvre commune de l'Autriche, de la France, de l'Espagne et de Naples, ou, pour me servir du langage diplomatique de l'époque, des puissances catholiques. Elle n'a rien de commun avec les dispositions des congrès européens que je viens de citer.

Pendant cette longue époque, le gouvernement autrichien a rempli les devoirs de son mandat avec justice, prudence, modération, souvent avec abnégation et toujours, quoi qu'on ait dit de contraire, avec un entier désintéressement. Il a, au prix de grands sacrifices, maintenu debout les trônes parfois chancelants des papes et des autres princes italiens, et il n'a jamais brigué, dans aucune de ces cours, en raison de ses services, une influence plus grande que celle que les circonstances lui assuraient naturellement. C'était là le mérite de l'empereur François et du prince de Metternich. Les archives d'État italiennes doivent contenir et les nôtres contiennent, certainement, des preuves abondantes de ce que j'avance. Le

prince de Bismarck s'est appelé, dans un de ses discours parlementaires, l'homme le *mieux* haï. On pourrait dire du prince de Metternich qu'il a été l'homme le mieux calomnié.

La tâche assignée par les congrès, dans un intérêt européen, à la cour de Vienne, lui a valu les haines des sectes italiennes dont elle déjouait les trames, l'hostilité du parti libéral de tous les pays qui voyait en elle le principal obstacle à la réalisation de ses idées et, parfois, un refroidissement de ses relations avec la France et la Grande-Bretagne, l'opinion publique en Angleterre supportant mal l'appui donné à des gouvernements absolus, et les Chambres françaises, gardiennes en ceci de vieilles traditions, voyant d'un œil jaloux l'influence de l'ancien rival sur les affaires d'Italie. Et même près des cours qui lui avaient de si grandes obligations, elle devait compter avec les inimitiés sourdes mais actives, parfois dangereuses, toujours incommodes, du parti *français*, alors en Italie le synonyme de libéral et de national. Ces adversaires, l'Autriche les rencontrait partout : dans l'entourage des princes, dans les chancelleries des gouvernements, dans les salons de la noblesse et jusqu'au sein du Sacré-Collège et dans l'antichambre du Pape. Certes, dans toutes ces sphères elle avait aussi de nombreux et dévoués

amis, mais il n'en est pas moins vrai, et cela n'étonnera personne, qu'elle ne pouvait pas toujours compter sur la reconnaissance de ceux qu'elle protégeait. C'était une tâche ingrate et pénible. Les gouvernements réduits par une dure nécessité à soutenir une cause, fût-elle la meilleure, à l'aide de baïonnettes et de détectives, ne sont jamais populaires. Le monde ne comprenait pas ou ne voulait pas comprendre que, sans l'emploi de ces moyens, les trônes italiens, minés par les sociétés secrètes et les libéraux, attaqués par la presse étrangère, affaiblis par l'attitude, sinon par l'action, de la diplomatie de lord Palmerston, se seraient écroulés longtemps avant les événements qui, au milieu du siècle et dans les années suivantes, ont si profondément modifié l'état social et politique de l'Europe. L'Autriche, je suis fier de le constater, a rempli les devoirs de son mandat jusqu'au bout. Elle a donné, comme toujours, l'exemple de la fidélité à la foi jurée en défendant, tant qu'elle a pu, les princes confiés à sa garde. Ce n'est qu'après Sadowa que, subissant elle-même les conditions du vaincu, elle a reconnu le royaume d'Italie, comprenant alors toutes les parties de la Péninsule sauf Rome et ce qui restait de l'État Pontifical.

En me reportant en pensée à Milan, dans ma

petite cellule de la rue dell' Agnello, en rafraîchissant mes souvenirs d'une époque déjà si éloignée, le jeune prisonnier, contemplé à travers l'espace de tant d'années, m'apparaît comme un individu autre que moi. Je le juge avec impartialité. Ses angoisses, ses désespérances, ses révoltes impuissantes contre les malheurs qui fondaient sur son pays, tous les hauts et bas d'une âme en détresse, provoquent ma curiosité et, parfois, un léger sourire. Le patriotisme, ce feu sacré, privilège des cœurs droits, éclaire, réchauffe, exalte. Il dirige nos pas dans les ténèbres, ranime les courages, empêche les défaillances et, quand tout semble perdu, alimente et soutient la foi dans un meilleur avenir. Qu'est-il, sinon l'amour passionné de la patrie? Mais comme, hélas! dans ce bas monde, on n'aime jamais impunément, le patriotisme nous prépare, alternativement, des jouissances ineffables et de poignantes douleurs. Encore aujourd'hui, en me rappelant les transes que m'avaient causées la retraite de Milan du maréchal Radetzky et, plus tard, les néfastes années de 1859 et 1866, je suis tenté de m'apitoyer sur moi-même. Le temps a fermé ces blessures, les cicatrices restent.

Quel est le sort réservé à la nouvelle Italie? Le royaume-uni, en mettant fin au *Culturkampf*,

en se débarrassant du levain révolutionnaire qu'il couve encore dans ses flancs et dont il s'est servi pour se constituer, se consolidera-t-il? La république, dont les adhérents ont pris, vis-à-vis de la nouvelle royauté, le rôle des libéraux de l'ancienne Italie, aura-t-elle son jour de triomphe suivi de la restauration des princes? Qui le sait? Je ne fais pas de politique conjecturale; je ne tâcherai pas de déchirer les voiles. Mais, quel que soit l'avenir de la Péninsule : consolidation du royaume-uni, établissement d'une ou de plusieurs républiques, restauration des princes, j'aime à espérer que la monarchie des Habsbourg, s'abstenant dorénavant de toute ingérence dans les affaires intérieures de son voisin du sud et entretenant avec lui les meilleures relations, ne se laissera plus amener par les événements à faire ressusciter un système qui a fait son temps et auquel il ne serait ni désirable ni possible de revenir.

L'Autriche, il est vrai, a cessé d'être une puissance italienne, mais elle est restée ce qu'elle était auparavant, une des grandes puissances de l'Europe, et, tant qu'elle existera, elle remplira sa mission : celle de servir d'intermédiaire entre des races d'origine, de langues, de culture diverses, et de répandre parmi elles et même au delà de ses frontières de l'est, à leur

grand avantage et sans péril pour leurs individualités, les bienfaits de la civilisation allemande. Il n'y a pas de gouvernement plus difficile à diriger, aucun qui demande au souverain et à ses conseillers, secondés par le patriotisme éclairé et toujours bien représenté dans nos corps parlementaires, autant de sagesse, de patience, de tact et de fermeté. Mais ce qui cause nos embarras et notre faiblesse apparente fait en même temps notre force réelle quoique souvent latente. C'est pour cela qu'on nous connaît peu et, par conséquent, parfois on nous juge mal. Depuis la fin de la domination presque universelle de Charles-Quint, les prophètes politiques qui prédisaient et prédisent la fin prochaine de l'Autriche n'ont pas fait défaut. Heureusement, ce ne sont pas les prophètes qui règlent les destinées des empires. La politique que l'Autriche est obligée de suivre à l'intérieur inspire aussi la direction de ses relations avec l'étranger. Sa constitution ethnographique ne lui permet pas de viser à des conquêtes. Elle est, elle a été, elle sera toujours, parce que des intérêts vitaux et permanents l'exigent, une puissance essentiellement pacifique. Aussi, dans les temps où sa voix est écoutée dans les conseils des cabinets, notre continent jouit d'un sentiment de sécurité inconnu quand l'Autriche est en souffrance, ce

qui a fait dire un jour à M. Drouyn de Lhuys, en causant, en ma présence, avec l'empereur Napoléon III — propos remarquable dans la bouche d'un ministre des affaires étrangères de France — : « Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer ».

Il me reste à dire quelques mots sur une question de la plus haute portée, écartée aujourd'hui, pour des raisons qui sautent aux yeux, de l'ordre du jour diplomatique, mais n'en continuant pas moins de couver sous les cendres : j'entends parler de la chute du pouvoir temporel de la papauté.

Après les désastres de la France en 1870, le gouvernement italien prit une résolution d'une extrême gravité. Par une convention signée à Paris le 15 septembre 1864 il s'était engagé vis-à-vis du gouvernement de Napoléon III à ne pas attaquer le territoire « actuel » du Saint-Père et à empêcher, même par la force, toute attaque venant de l'extérieur contre ce territoire (on s'attendait à une entreprise de Garibaldi). — La France retirera ses troupes graduellement et à mesure que l'armée du Saint-Père sera organisée. L'évacuation devra au moins être accomplie en deux ans. — Le gouvernement italien s'interdit toute réclamation contre l'organisation d'une armée papale, composée même de volontaires

catholiques étrangers, pourvu que cette force ne puisse dégénérer en un moyen d'attaque contre le gouvernement italien.

Les troupes françaises quittèrent Rome en 1867. Immédiatement après, Garibaldi avec ses bandes, rassemblées en grande partie en Toscane sans que le gouvernement de Florence y eût mis obstacle, parut sous les murs de Rome. C'était un siège en règle. Le pape réclama le secours de l'empereur Napoléon, et des troupes françaises envoyées à la hâte de Marseille et de Toulon entrèrent peu de jours après dans la Ville Éternelle. Mais en 1870, pendant la guerre franco-allemande, elles furent définitivement retirées. Le gouvernement italien profita de leur départ pour faire franchir par ses troupes les frontières du patrimoine de saint Pierre. A en croire le langage confidentiel de quelques-uns de ses agents diplomatiques, il s'agissait de porter secours au Saint-Père, dont on représentait les jours comme menacés par les Garibaldiens réunis en grand nombre dans sa capitale. Le 20 septembre, le corps expéditionnaire italien arriva devant la porte Pie, qu'il trouva fermée. Après qu'une brèche eut été ouverte, et que, par ordre du Saint-Père, toute résistance eut cessé, les Italiens pénétrèrent, désormais sans coup férir, dans la Ville Éternelle. Ce jour-là, le

pouvoir temporel du pape a cessé d'exister, tout comme il avait disparu, — on croyait alors à jamais, témoin les correspondances du temps, — lors de la captivité de Pie VI et de l'absence forcée de Pie VII. Voilà donc un souverain, reconnu par l'Europe, attaqué de vive force et dépossédé de ce qui lui était resté de ses États, en pleine paix (entre le Vatican et la cour de Florence), sans déclaration de guerre et sans provocation aucune de sa part. Cet acte — qui oserait le nier? — constitue une violation manifeste du droit des gens.

Sous le régime des traités de 1815, qui plaçait le code des relations internationales sous la tutelle des grandes puissances, une agression pareille aurait été impossible et n'aurait pas été tentée. Dans l'état de perturbation où l'Europe se trouvait pendant la guerre franco-allemande, le coup a pu être hasardé, et il a réussi.

Pour justifier la spoliation du pape on a allégué le soi-disant principe des nationalités, en d'autres termes le droit de toute nation de se constituer en État indépendant. Ce droit, selon la nouvelle doctrine, prime tous les autres titres, tout ce que des traités ont arrêté, tous les droits acquis, tout ce que la possession et le temps ont consacré dans le cours des siècles. Que l'homogénéité du sang soit un lien puissant

et, de toutes façons, le plus durable entre les individus qui composent une nation, c'est ce que personne ne contestera. Mais en faire la règle suprême serait mettre en question les circonscriptions territoriales existantes, provoquer la guerre de tous contre tous, replonger l'Europe dans la barbarie. Aussi aucune des grandes puissances n'a-t-elle donné son adhésion explicite à ce nouveau code. Comment le pourraient-elles sans admettre en principe l'éventualité de leur propre démembrement? La Russie ne possède-t-elle pas les provinces allemandes de la Baltique et la plus grande partie de la Pologne, sans parler de tant d'autres pays habités par des peuples ou peuplades d'origine diverse? la Prusse, le duché de Posen et, dans ses provinces du nord-est, de grands districts occupés par des populations polonaises? l'Angleterre, l'Irlande, Malte, etc.? la France, Nice et la Corse avec des habitants de sang italien et appartenant, géographiquement, à l'Italie? enfin l'Autriche qui, en adoptant la théorie des nationalités, prononcerait elle-même son arrêt de mort.

J'ai relevé l'importance du sentiment national, si fertile en actes et sacrifices héroïques et si digne de sympathie. Mais la terre qui nous a vu naître a aussi des titres à nos affections, et cette terre peut être habitée par des peuples de

races diverses. Dans ce cas, l'amour de la nationalité à laquelle nous appartenons ne doit pas exclure l'amour de la patrie, quand même nous la partagerions avec des compatriotes d'une origine différente de la nôtre. Cela s'applique à l'Autriche. Jamais les conflits entre ses différentes nations ou fragments de nations n'ont été, je ne dirai pas plus acharnés, mais, grâce à la publicité de nos jours et aux débats de nos parlements et diètes, plus visibles que par le temps qui court. Aussi y a-t-il des amis qui nous plaignent et des antagonistes qui sourient. Les uns et les autres inclinent à penser que ce vieux grand corps touche à sa dissolution. Mais s'ils voulaient se donner la peine de consulter les annales de la dynastie de Habsbourg et des pays par elle régis, ils trouveraient que ces luttes si animées et qui, lorsque les partis extrêmes tenaient le haut du pavé, ont plus d'une fois dégénéré en guerre civile, ces négociations des parties contendantes entre elles et avec la couronne, entamées, rompues, reprises et abandonnées de nouveau, se terminent toujours par une entente entre elles et avec le souverain ; ils trouveraient aussi que ces conflits naissent presque toujours avec les grandes perturbations de l'Europe et s'apaisent avec elles.

Pourquoi? Parce que les défenseurs, si ardents

qu'ils soient, de leur nationalité, n'en sont pas moins de bons patriotes autrichiens. La raison ou l'instinct leur fait comprendre ou sentir que cette vaste monarchie offre à chacun des peuples qui la composent des garanties sérieuses de prospérité et de durée. Arrivés au moment suprême de la rupture, ils reculent devant les combinaisons incertaines que le hasard et des événements incalculables pourraient amener en les englobant dans une ruine commune si l'Autriche venait à disparaître de la carte d'Europe. Cette horreur du démembrement de la grande patrie constitue le patriotisme autrichien. Souvent imperceptible, il éclate au grand jour quand on s'y attend le moins. C'est pendant plus de quatre siècles l'histoire de presque toutes les transactions de nos États provinciaux sur des différends de nationalité. Quand tout le monde désespère d'arriver à un accommodement, l'entente se fait. L'attachement si profond, si chaleureux et tant admiré à l'étranger, des peuples de la monarchie à la dynastie et à leurs empereurs et, grâce à ses rares vertus, à aucun plus qu'à l'empereur François-Joseph, considéré comme leur chef de famille, prend son origine dans le patriotisme autrichien, tel que je le définis, et donne un démenti éclatant et solennel à la fausse et révolutionnaire doctrine des nationalités.

Jusqu'ici, en touchant la question de Rome, je n'ai parlé que du souverain temporel, du prince italien, dépouillé, sous l'invocation des droits de la nationalité italienne, de sa capitale et de ses États. Mais ce prince est aussi et avant tout le chef spirituel de l'Église catholique et s'intitule le vicaire de Jésus-Christ sur terre. Jamais, depuis la Réforme, l'importance de son magistère n'a été mieux appréciée, même dans la partie du monde chrétien séparée de Rome, que sous le grand pape qui occupe aujourd'hui le siège de saint Pierre. C'est qu'à l'école de l'expérience et au flambeau de la grande publicité de nos jours, on comprend mieux que par le passé l'influence du chef de l'Église romaine sur des millions de consciences.

« Comment, m'a dit un jour M. Thiers, alors président de la République, lutter avec Rome? Ce serait plus que de la témérité. C'est moi, vieux voltairien, qui vous le dis. Qu'avons-nous, nous autres chefs de gouvernement, à offrir au pays? Des réductions d'impôts, des épargnes sur le budget, la protection de l'industrie, du commerce, de l'agriculture (pourvu que ses représentants nous laissent le temps de tenir parole), en résumé des bienfaits précaires, incertains et, quand même ils seraient réalisés, se terminant pour chaque individu avec la limite naturelle de

son existence. Et quels sont nos moyens d'agir sur nos administrés? Nous avons le préfet et les sous-préfets de chaque département, et nous avons nos journaux inspirés, bien moins lus que ceux de l'opposition. Voyons maintenant ce que fait et peut le pape. Il offre des consolations aux croyants qui souffrent, il leur ouvre des horizons de béatitudes qui ne finiront jamais; il tire des lettres de change sur l'éternité. Et quant à ses organes, il en a un dans chaque village si petit qu'il soit; et ces agents, les philosophes officiels de la localité, soit du haut de la chaire, soit dans le secret du confessionnal, disent aux fidèles absolument la même chose. Quelle formidable puissance! »

Eh bien, cette grande communauté professant la même foi et nourrissant les mêmes espérances, agglomérée ou disséminée sur toutes les parties du globe, augmente de nombre et par conséquent d'importance dans des proportions inouïes[1]; je

1. L'accroissement de l'élément catholique dans toutes les colonies anglaises et aux États-Unis se doit en très grande partie à l'immigration irlandaise. A Christchurch (Nouvelle-Zélande), pour citer un exemple, le curé catholique me disait qu'à son arrivée, en 1865, sa paroisse se composait de seize individus. En 1883 le nombre des catholiques dépassait le chiffre de 5 000. Celui des habitants de cette ville était en 1883 de 15 200. Je fis mes compliments au curé d'avoir converti tant de monde. Il se mit à rire, en me disant que c'étaient presque tous des immigrants irlandais et leurs enfants. Cha-

m'en rapporte, à ce sujet, au témoignage impartial de ceux qui ont visité les deux hémisphères.

Je ne compte pas traiter ici à fond la question du pouvoir temporel du pape, encore moins recommander d'en précipiter la solution. Je sais que les choses ne se font qu'à leur heure et que l'impatience est une mauvaise conseillère, et je sais aussi que, dans un temps où l'opinion publique exerce une si grande influence sur les gouvernements, le jour viendra où l'opinion catholique aussi se fera écouter.

En Italie, pays essentiellement et exclusivement catholique, il y a, sans parler ici des dissidents, des *noirs*, qui obéissent au mot d'ordre du Vatican, de fervents patriotes, de chaleureux partisans du nouvel état de choses, des hommes loyalement et profondément attachés à la maison de Savoie, qui déplorent la spoliation du pape, accomplie sous la pression des partis extrêmes, contrairement à l'avis de plus d'un homme haut

que couple en a, règle générale, dix à douze, tandis que le nombre des enfants anglais, qui sont pour la plupart protestants, est calculé à cinq ou six. D'où il suit qu'au point de vue de la *propaganda fide*, l'Irlandais et sa femme sont les meilleurs missionnaires de la chrétienté. — Aux États-Unis, le nombre des catholiques était, au commencement du siècle, de 40 000; aujourd'hui il a atteint le chiffre prodigieux de 10 millions. (*Journal des Débats* du 8 février 1891.)

placé dans la confiance de la couronne. Ils soutiennent que cet acte inquiète les consciences et répand, dans des sphères de plus en plus étendues, le doute au sujet de la consolidation et de la durée du jeune État. Ils sont aussi persuadés que le maintien du pouvoir temporel, déjà si réduit à la suite d'événements antérieurs, eût été parfaitement compatible avec l'unification de l'Italie, alors déjà faite et reconnue par l'Europe.

En résumé, des millions de catholiques, l'immense majorité des membres de cette Église, se rencontrent dans la condamnation du fait accompli le 20 septembre. Ils partagent la conviction que pour remplir librement sa mission spirituelle, le chef de l'Église a besoin d'indépendance, qu'il n'en saurait trouver des garanties solides que dans l'exercice de son pouvoir temporel, et que sa place est à Rome.

---

# DEUXIÈME PARTIE

## VIENNE ET OLMUTZ

---

### JUILLET 1848

(*Suite*)

---

22, samedi. — Enfin, après une quinzaine de jours fort agréablement passée en Suisse, me voilà revenu. Mais quel changement de décor! Je ne reconnais plus ma bonne vieille ville de Vienne. Et pourtant quatre mois se sont à peine écoulés depuis mon départ pour Milan.

Aujourd'hui l'archiduc Jean, venu de Francfort pour quelques jours, a ouvert le Reichstag. En fait de simplicité démocratique, la cérémonie ne laissait rien à désirer. Les ministres en habit noir précédaient l'archiduc, qui fut salué par quelques vivats; deux ou trois généraux et des officiers de la garde nationale le suivaient.

23, dimanche. — A la chancellerie d'État (ministère des Affaires étrangères), la préoccu-

pation se peint sur toutes les physionomies, chacun craint pour sa position. C'est aussi l'impression que me laisse mon entretien avec le baron Werner.

24, lundi. — Au Reichstag, le ministère est interpellé sur sa politique extérieure. Vu l'absence, qu'on dit calculée, de M. de Wessenberg, ces efforts du parti extrême n'aboutissent pas pour le moment, mais la situation de l'Autriche se reflète dans la physionomie de la salle, dans les discours, les interruptions, l'attitude et jusque dans la toilette des représentants. C'est que nous sommes en pleine révolution. Les rues de la ville aussi vous le disent. On n'y rencontre que des étudiants plus ou moins débraillés, des gardes nationaux embarrassés de leur sabre, des prolétaires et des hétaïres de bas étage. Les bons, les gens qui se respectent, les *Schwarzgelbe* (noir-jaune), les *Kaiserlics*, qui forment l'immense majorité, renfermés chez eux ou réfugiés dans les environs : à Baden, à Hietzing, à Dœbling, forment des vœux pour l'empereur et tremblent en famille. L'aristocratie, comme toujours dans cette saison morte, réside dans ses châteaux. Ses fils se battent dans l'armée de Radetzky ou affluent à Prague pour servir sous les ordres du prince de Windischgraetz. Beaucoup de jeunes

gens de la bourgeoisie suivent cet exemple. De midi à trois heures les restaurants de la ville intérieure, les cabarets des faubourgs, se remplissent, et dans les rues il n'y a plus âme qui vive, si ce n'est les cochers de fiacre, ces *aristos* des classes populaires. Groupés aux stations de voitures, ils se vengent de leurs loisirs forcés par des lazzi rien moins que flatteurs pour les puissants du jour.

27, jeudi. — De grandes nouvelles nous arrivent d'Italie. *Evviva Radetzky!* Dans la nuit du 22 au 23, pendant un orage terrible suivi de pluies torrentielles, le noble vieillard — il compte quatre-vingt-deux ans, — reprenant l'offensive, a quitté Vérone. Le 23 au matin, Somma-Campagna, Valeggio et Sona sont pris d'assaut. Rivoli est également occupé. Charles-Albert a perdu sa base d'opérations. L'issue de la campagne ne saurait plus être douteuse.

29, samedi. — Dîné à Baden, chez le comte de Lützow[1], que les événements ont privé de son ambassade de Rome. Pendant le repas nous

1. Le comte Rodolphe de Lützow, né 1780, successivement ministre à Copenhague, Stuttgart, internonce à Constantinople, ministre à Turin; ambassadeur à Rome de 1824 à 1848; mort en 1858.

recevons la nouvelle de la grande victoire de Custozza. Les troupes de Charles-Albert, complètement défaites à l'issue d'une bataille qui a duré neuf heures, cherchent à mettre le Mincio entre elles et notre armée. Ce n'est pas une retraite, c'est une fuite. A Baden, ce nid de réactionnaires, ce refuge des *codini* — je me sers de la phraséologie du Reichstag et de l'*Aula*, — on est dans la jubilation. Là il n'y a pas de raison pour se gêner. Mais il n'en est pas ainsi à Vienne. A en croire des amis qui en arrivent, les victoires de Radetzky y auraient produit des impressions mixtes. Le Reichstag rit et pleure à la fois. Les *démocs* de l'Université et des clubs ne cachent guère leur dépit. Les plus braves parmi les *noirs-jaunes*, en se rencontrant dans des lieux publics, échangent en silence des poignées de main significatives. L'autre jour, au Graben, je rencontrai un vieux chef de bureau, l'incarnation de l'absolutiste pur sang. Il s'était affublé d'un grand ruban tricolore. Je l'ôtai, en riant, de sa boutonnière. Le vieillard faillit tomber en pâmoison. C'était peut-être l'effet de la peur. Mais beaucoup de bureaucrates, également absolutistes et également empressés de se parer d'insignes révolutionnaires, sentant le sol trembler sous leurs pieds, perdent la tête, où se trouve plus de routine que de science et où il y a

absence complète d'expérience politique. Alors l'intérêt personnel et le désir légitime de conserver leur emploi aidant, le doute s'empare d'eux, et ils arborent la rosette tricolore. Ils se disent : Peut-être étions-nous dans l'erreur, peut-être la vérité est-elle du côté du mouvement. D'autres encore — et ils semblent former une partie notable et non la moins douée des fonctionnaires publics, — imbus des doctrines appelées en Autriche *joséphistes*, mécontents aussi, avec raison, de l'état de marasme où était tombé le gouvernement déchu, saluent de leurs vœux, mais non sans éprouver un certain malaise, les conquêtes de la révolution de Mars. Les uns et les autres, tous : ceux qui craignent, ceux qui doutent, ceux qui espèrent, n'en connaissent ni l'origine, ni l'essence, ni la portée. Mais le mouvement frappe à leur porte et ils se disposent à la lui ouvrir. Cela ne peut guère nous étonner. C'est une classe respectable, composée de fidèles sujets de l'empereur, de vrais galants hommes, de bons et chaleureux patriotes, comptant parmi eux de hautes capacités. Formés tous d'après le moule fourni par nos universités, ils ont fait leur droit, c'est-à-dire qu'ils ont étudié le droit romain, appris par cœur le code de l'Empire (le *Bürgerliche Gesetzbuch*) et le code criminel, etc. Mais, à très peu d'exceptions près, dépourvus de toute

notion de l'esprit des lois, ne distinguant pas, par conséquent, l'abîme qui sépare la vieille société chrétienne d'avec les doctrines philosophiques des encyclopédistes, d'où le nouveau monde doit sortir, il leur est impossible de se retremper dans la science. Or, s'il est toujours bon de se rendre compte des principes qui vous guident dans l'accomplissement de vos devoirs et que cela soit même utile lorsqu'il s'agit de questions religieuses, quoique l'Église enseigne que la foi est une lumière surnaturelle, à plus forte raison c'est indispensable en matière de politique. Comment résister à la tourmente, aux séductions, aux terreurs de la révolution, quand, au moment critique, on en est à se demander où est le devoir? Pas de science, pas de convictions.

31, lundi. — Je fais la navette entre Vienne et Baden. A Baden se trouvent mes fils; à Vienne, au couvent des Salésiennes, mes filles. Par le chemin de fer la distance est parcourue en moins d'une heure, mais rien de frappant comme le contraste entre ces deux villes! Ce sont des mondes divers. A Vienne les vainqueurs, à Baden les vaincus. Mais les vainqueurs, du moins les plus avisés d'entre eux, comprennent de plus en plus que chaque nouvelle conquête les rap-

proche de la ruine. A Baden, au contraire, on revient un peu du pessimisme des premiers mois. Les victoires de Radetzky relèvent le moral, et l'on commence à respirer plus librement. J'avoue que je ne partage ni ces terreurs ni ces espérances. J'aime mieux oublier momentanément, et, puisque je ne puis agir, m'amuser quand l'occasion s'en présente. Vivons au jour le jour!

Baden est fort agréable en ce moment. On y rencontre des hommes distingués par leur esprit et leurs manières, par de beaux noms bien portés, par les positions élevées qu'ils ont occupées dans l'État. Ce qui frappe le plus, mais qui ne m'étonne guère, puisque je pense et sens comme eux, c'est que personne n'approuve ce qui se fait, mais que personne ne désire revenir à l'état de choses passé. On se rencontre le soir au *Casino* ou chez la comtesse de Lützow, toujours belle femme[1], toujours séduisante, chantant encore à merveille, un de ces êtres pri-

1. Ignace, baronne de Teulada (île de Sardaigne), marquise douairière de Saint-Laurent, grande maîtresse de l'archiduchesse Charlotte (plus tard impératrice du Mexique), morte en 1865. — Sa fille aînée, Mlle Geneviève de Saint-Laurent, a épousé le célèbre patriote mexicain, principal promoteur de la transformation de son pays en monarchie, le noble mais infortuné Gutierrez de Estrada, mort de chagrin après la catastrophe de Queretaro, 1867.

vilégiés qui savent désarmer le temps et se soustraire aux mauvais tours qu'il joue au commun des mortels. Sa fille aînée, Mlle Geneviève de Saint-Laurent, est devenue une jeune personne hors ligne. Aujourd'hui c'est la Saint-Ignace, et nous avons célébré la fête de la comtesse. Nous étions d'une gaieté folle, de cette gaieté qui est naturelle et possible seulement entre deux angoisses. Les temps paisibles ne la comportent pas. Le château et le beau parc, surtout les aimables propriétaires de Schœnau[1], sont aussi d'une grande ressource pour les émigrés de Baden. En attendant, chaque courrier du théâtre de la guerre nous apprend de nouveaux succès.

1. Le baron Denis Eskeles, chef d'une des quatre grandes maisons de banque viennoises de cette époque, à savoir S. M. Rothschild, qui seule existe encore, Sina, Eskeles et Geymüller. Dans le salon de Mme Eskeles (à Vienne) se rencontraient, avant 1848, quelques membres de l'aristocratie avec les sommités de la haute finance et du monde littéraire. Le célèbre poète baron de Zedlitz comptait parmi les habitués.

## AOUT 1848

---

1er, mardi. — A Hirtenberg, chez la princesse Henriette Odescalchi[1], le prototype de l'ultra-conservatisme. Elle me demande de lui faire un discours pour la bénédiction du drapeau qu'elle a donné à la garde nationale de son village! Je lui en ai fait un qui ne sera pas du goût des meneurs de ces braves paysans, s'ils savent lire entre les lignes. Mais ils ne savent pas. C'est de la haute tragi-comédie.

2, mercredi. — Longue conversation avec Kuranda. Comme libéral et, grâce à l'ineptie de la police de Sedlnitzky, un peu comme martyr de la veille, le rédacteur de l'*Ost-Deutsche Post* est devenu un personnage. Il ne l'ignore pas. C'est certainement un homme de talent, mais il est de ceux qui ne voient que ce qu'ils veulent voir, et ils ne veulent voir que ce qui cadre avec

1. Née comtesse Zichy-Ferraris, sœur de la princesse Mélanie de Metternich, femme du chancelier d'État.

leurs théories. Or ces théories ne cadrent pas avec la vieille Autriche, donc il faut transformer l'Autriche, il faut effacer ses différentes races et en faire un grand État unitaire allemand. Il n'en démord pas. Au reste c'est un bon patriote autrichien.

3, jeudi. — Passé la matinée à flâner dans les rues. On a beau vouloir fermer les yeux pour ne pas voir, oublier aussitôt ce qu'on a vu malgré soi, on n'y réussit guère. *Hæret atra cura*. Le fait est que, sauf le sol foulé par l'armée de Radetzky, sauf la Bohême où Windischgraetz a rétabli l'ordre, sauf le Tyrol où l'ordre n'a jamais été troublé, la révolution est la maîtresse partout. Le Tyrol est donc une oasis, une île enchanteresse, un refuge sûr pour la famille impériale. Seulement on ne l'y laissera pas. La chambre *fordert sie auf*, lui enjoint de revenir à Vienne. C'est que le comité de Sûreté publique concentre ici dans ses mains le pouvoir suprême. Il ne veut pas qu'un autre pouvoir, encore appelé souverain, existe loin de Vienne, et à peu de distance de l'armée du vieux maréchal. Donc, il faut que l'empereur revienne, et il reviendra. Et ces bons Viennois, ces loyaux sujets de Sa Majesté, mais qui ont laissé si bien faire aux tapageurs que la cour, dégoûtée ou

effrayée, est partie à leur grand regret, ces bons bourgeois de Vienne, enchantés du prochain retour de l'empereur, sont assez naïfs pour croire qu'il leur rapportera dans ses fourgons le crédit à peu près détruit, la prospérité de la capitale qui a disparu, et les pièces blanches, les *Zwanzigs*, devenus un mythe depuis les glorieuses journées de Mars et de Mai.

7, lundi, au 10, jeudi. — Le maréchal Radetzky est entré à Milan le 6. La population l'a reçu comme un libérateur. La municipalité avait conclu un armistice avec le commandant des troupes piémontaises, en vertu duquel ces dernières devaient évacuer Milan. Le roi Charles-Albert, ne s'y trouvant plus en sûreté, s'était enfui. Bassi, le podestat, afin d'éviter des pillages, avait conjuré le maréchal de hâter son entrée. Partout les paysans sont excellents. Le rapport très laconique de Radetzky rappelle les bulletins de Wellington. C'est le langage des vrais héros : modeste, simple, grand. Le général Clam-Gallas, arrivé ce matin, nous a apporté toutes ces bonnes nouvelles. J'en suis comme enivré, mais les membres du comité de Salut public et leurs *adhérents* paraissent consternés. Quels patriotes!

12, samedi. — Aujourd'hui la cour est revenue du Tyrol. La garde nationale faisait haie depuis le débarcadère des bateaux à vapeur à Nussdorf jusqu'à Vienne et Schœnbrunn. J'ai assisté, au Graben, à ce spectacle lamentable. L'empereur, l'impératrice, l'archiduc François-Charles et l'archiduchesse Sophie occupaient une voiture découverte. L'empereur était pâle et, tenant les yeux fixés sur ses genoux, saluait d'un air absent. L'impératrice, toujours sainte et aujourd'hui martyre, laissait voir dans ses yeux des traces de larmes. L'archiduchesse Sophie cachait mal les siennes derrière son lorgnon, et son époux, l'archiduc François-Charles, donnait un libre cours à son émotion. Les bons Viennois, croyant que c'étaient des larmes de joie qu'on versait dans le carrosse impérial, en firent autant, agitèrent leurs chapeaux et leurs mouchoirs et crièrent à tue-tête : « Vive l'empereur ! » Les fils de l'archiduc François-Charles, les archiducs François-Joseph, Ferdinand-Max et Charles-Louis [1], assis tous les trois au fond d'une calèche, furent aussi salués par des acclamations bruyantes. Comme l'empereur, l'archiduc François-Joseph portait l'uniforme. Son maintien

1. François-Joseph, aujourd'hui empereur; Ferdinand-Maximilien, plus tard empereur du Mexique ; Charles-Louis, aujourd'hui héritier présomptif du trône.

froid, l'expression sévère de son regard, trahissaient les sentiments qui l'agitaient. C'était de la tristesse, mais non du découragement, je dirai presque de l'indignation difficilement contenue. Pour moi une révélation et une espérance. Dans une autre voiture arrivaient les ministres Krauss[1], Bach[2], Schwarzer, Hornbostel, Doblhoff. Ce dernier, assis entre deux collègues, fumait son cigare. C'est de cette façon que la famille impériale d'Autriche s'est constituée prisonnière du comité de Salut public.

14, lundi. — Un armistice de six semaines a été conclu avec la Sardaigne. Le roi retire ses troupes de Plaisance et de tous les points du royaume Lombardo-Vénitien où il y en a encore, ainsi que sa flotte de nos parages. Le prince Félix Schwarzenberg, aujourd'hui gouverneur de Milan, sera notre plénipotentiaire aux négociations de paix. Tout ceci est parfait, mais cela ne suffit pas. *Non basta.*

1. Baron Philippe de Krauss, né 1792; employé dans le département des finances; ministre des finances d'avril 1848-1851; membre et vice-président de la Chambre des Seigneurs 1861, mort 1861.

2. Alexandre Bach, né 1813; ministre de la justice dans le ministère Wessenberg juillet-octobre 1848; ministre de la justice dans le ministère Schwarzenberg 22 novembre 1848-1849; ministre de l'intérieur de 1849 à 1859; ambassadeur près du Saint-Siège 1859-1865; vit dans la retraite.

Depuis mon retour, le nom du prince me hante jour et nuit. Radetzky, Windischgraetz, Jellaćić sont les épées de l'Autriche. Mais qui est au gouvernail? Un ministère ballotté par la houle révolutionnaire : le vieux baron de Wessenberg, diplomate de métier, libéral de l'ancienne école, rompu aux affaires, homme d'esprit, mais faible de caractère et physiquement cassé. J'y vois, en outre, des hommes nouveaux et, à l'exception de Bach, de Latour et de Krauss, inconnus dans le monde politique. Bach a marqué en première ligne dans les journées de Mars. Depuis lors il a beaucoup appris, et je me trompe fort, ou il est bien près de prendre le chemin de Damas.

Le général de Latour, ministre de la guerre, galant homme si jamais il en fut, brave militaire, loyal sujet de l'empereur, et précisément pour cela craint, détesté et attaqué par les partis extrêmes, reste à sa place, pour faciliter à nos armées les moyens de remplir leur tâche.

Enfin, le baron Krauss, appelé le Krauss des finances, le Finanz-Krauss, pour le distinguer de son frère, le Justiz-Krauss, qui occupe une position élevée dans l'ordre judiciaire. Le ministre des finances, bureaucrate de haut bord, généralement aimé, s'occupe beaucoup de son département et ne fait pas de politique. Ce cabinet, si bariolé par son origine comme par sa composi-

tion et ses desseins, s'il en a, ne possède aucune homogénéité, n'offre aucune garantie, n'inspire de la confiance ni en haut ni en bas, ni aux conservateurs, ni aux progressistes, ni à ceux qui se trouvent entre les deux.

L'entourage des membres de la famille impériale se compose de personnages des plus respectables, dévoués et sûrs, mais, comme cela doit être, étrangers à la politique et, par conséquent, si on leur demandait des conseils, incapables d'en donner. Parmi eux l'homme le plus marquant par son esprit est le comte de Grünne[1], attaché à la personne du jeune archiduc François-Joseph. Ce qu'il nous faut, ce dont nous manquons à l'heure qu'il est, c'est un homme en mesure de se charger de la direction des affaires. Cet homme ne peut être que Félix Schwarzenberg.

C'est sous l'empire de cet ordre d'idées que je me suis rendu dernièrement chez le ministre de la Guerre. Nous avons causé à cœur ouvert, et le général abondait dans mon sens. Le voyant si bien disposé, je l'ai conjuré d'engager le prince Félix à venir ici. Mais sur ce point, tout en

1. Le comte Charles de Grünne, né 1808; entre dans l'armée 1828; grand maître de l'archiduc François-Joseph août 1848; premier aide de camp de l'empereur 1850-1859; grand écuyer 1859; mort 1884.

abondant dans mon sens, il a refusé net. « Ce serait, m'a-t-il dit, manquer de loyauté envers mes collègues ; mais si vous voulez écrire à Milan, je mettrai un courrier militaire à votre disposition. » J'ai, comme de raison, accepté avec empressement. Mieux aurait valu sans doute que le ministre eût écrit au prince ; mais je comprends et respecte ses scrupules. J'ai donc, en rentrant, rédigé ma lettre au prince Félix, et je la fais partir ce soir par un courrier du comte de Latour. C'est un exposé fidèle et animé de la situation. Je ne dis pas *venez* ; mais c'est tout comme. Je termine en motivant ma démarche, par les mots suivants : « Je n'ai jamais eu le bonheur de servir sous vos ordres et j'ai rarement, et pendant des instants seulement, eu l'honneur de m'entretenir avec vous. Mais même alors, l'échange de nos idées se rapportait déjà à des éventualités qui, depuis, se sont réalisées, et à des dangers qui nous menacent aujourd'hui de tous côtés. Veuillez considérer ces lignes comme une continuation de ces causeries.... » En terminant, je lui parle de l'extrême péril de la situation et de la confiance que lui et le vieux maréchal inspirent à tous ceux qui sont au courant des affaires.

20, dimanche. — A la revue d'hier l'empe-

reur, chaleureusement acclamé par la garde nationale, rencontra, de la part de la légion académique, un accueil glacial. Pas un *vive l'empereur!* ne partait des rangs des étudiants, dont la musique jouait la chanson satirique : *Was macht der lederne Herr Papa?* Les gardes nationaux, qui deviennent de plus en plus conservateurs, en étaient outrés. Mais les choses en restèrent là. Pendant que cette scène ignoble se passait sur les glacis, un soi-disant prêtre *catholique-allemand*, le vicaire apostat de la paroisse d'Erberg, prononça un sermon dans la salle de l'Odéon. L'auditoire étant composé d'éléments divers, les uns applaudissaient, les autres sifflaient. A la fin ils en vinrent aux coups et se mirent mutuellement à la porte. L'immense majorité de la bourgeoisie et les classes populaires tiennent à la foi de leurs pères. Ce matin on voyait dans les rues des rassemblements devant des affiches protestant contre les innovations religieuses. Ce *Deutsch-Catholicisme*, inventé il y a quatre ou cinq ans dans l'Allemagne du Nord, n'est qu'un levier politique. La religion n'a rien à y voir. Il pourra causer du scandale, mais je doute qu'il ait de l'avenir[1].

21, lundi. — Encore du tapage. C'est le tour

1. En effet il a cessé d'être.

des ouvriers. Le prétexte ou la cause est l'abaissement du prix de la main-d'œuvre des « ouvriers de l'État » ou plutôt des fainéants de l'État. Le gouvernement a la bonne inspiration de faire fermer les portes de la ville et d'alarmer la garde nationale, qui accourt en grand nombre. Grâce à sa bonne attitude et surtout aux coups de plat de sabre de la garde de sûreté, les émeutiers se dispersent et l'ordre est rétabli sans effusion de sang. Si, pour la première fois, le ministère n'a pas cédé devant l'émeute, c'est en grande partie, me dit-on, le mérite de Bach. Ce matin, bonne et longue conversation avec le général Clam, qui part demain pour Milan. Il m'a promis de répéter au maréchal et au prince Félix de Schwarzenberg ce que je lui ai dit de la situation.

22, mardi. — Les désordres se renouvellent dès l'aube du jour. Dans les faubourgs, des ouvriers promènent un mannequin représentant M. Schwarzer, ministre des travaux publics, qui a réduit le salaire des ouvriers pensionnaires de l'État, le pendent et, après lui avoir mis une petite monnaie de cuivre dans la bouche, l'enterrent avec solennité. La garde nationale et la garde de sûreté interviennent. Des combats acharnés s'ensuivent. A la fin, les émeutiers se

sauvent, laissant des morts et des blessés sur le carreau. Les défenseurs de l'ordre, aussi, ont subi des pertes comparativement considérables. Comme ces scènes sanglantes se sont passées dans les faubourgs, le flegme de la ville intérieure ne s'en est pas échauffé. On ne prend peur que lorsqu'on se trouve près du danger. A la fin de la journée, les salles à manger de la *Ville de Francfort* étaient remplies de dîneurs élégants, pressés d'aller entendre au Volksgarten les orchestres incomparables des Strauss et des Lanner, pour se rencontrer ensuite une troisième et dernière fois chez Dehne, le glacier à la mode de la place Saint-Michel.

23, mercredi. — La leçon d'hier n'a pas profité aux ouvriers. Ils ont attaqué la garde nationale qui stationnait au bout de la Jägerzeil, du côté du Prater. Sabrés, cette fois-ci sérieusement, par la garde municipale, ces malheureux, instruments dociles et aveugles de leurs coupables meneurs, eurent encore le dessous. On parle de quinze morts et d'une centaine de blessés. Dans la ville intérieure, des groupes de curieux animaient les rues jusque fort avant dans la nuit. Des agents provocateurs, reconnaissables à leur accent comme étrangers, haranguaient les badauds pour les exciter contre la garde nationale.

28, samedi. — Je rentre avec Imry Szechenyi[1] d'une charmante excursion à Pinkafeld, le château de la comtesse Fanny Batthyanyi[2], situé sur territoire hongrois, dans un coin reculé où se touchent la Basse-Autriche, la Styrie et la Hongrie. Sur tout le chemin que nous avons à parcourir, le pays est ravissant. Qu'y a-t-il de plus beau que la variété de hautes montagnes, de plaines se perdant dans la brume du lointain, de coteaux boisés et légèrement roussis déjà par l'automne, le tout étincelant au soleil, sous un ciel bleu opaque, par-ci par-là moucheté de petits flocons blancs? Partout des villages et de la culture, témoins du bien-être des populations. Dans l'air, calme parfait. Pas une feuille qui tremble. De temps à autre, des éclats de voix joyeuses et fraîches, tempérés par la distance, arrivent jusqu'à nous. Ce sont des jeunes filles qui travaillent dans les champs. Nous avons laissé Sebenstein à notre droite et traversé Aspang. Reste à gravir et à descendre la crête d'une chaîne basse, dernier échelon du mont Wechsel dont le dôme aplati dessine sur le ciel ses imposants et classiques contours. Ce qui manque au paysage,

1. Le comte Imry Szechenyi, aujourd'hui ambassadeur à Berlin.

2. Comtesse Francisca Batthyanyi, née comtesse Szechenyi, veuve du comte Nicolas, seigneur de Pinkafeld.

c'est l'eau. Mais ici-bas il n'y a rien de parfait. Ne trouvant pas de chevaux au dernier relais, nous chargeons les épaules d'un paysan de nos légers bagages et terminons la journée pédestrement. Là-bas, devant nous, apparaît le château, tout embrasé par les derniers rayons du soleil couchant. Encore une demi-heure, et nous voilà reçus sur le perron à bras ouverts par la châtelaine et la nombreuse compagnie réunie sous son toit hospitalier : les parents de mon compagnon de voyage, comte et comtesse Louis Szechenyi, la comtesse Émilie Szechenyi, sœur de la princesse Metternich, avec sa fille Marie, la comtesse Sophie Zichy et quelques autres dieux et déesses de l'Olympe viennois. Sauf les paysans qui refusent de faire leur corvée et de payer la dîme, rien n'est encore changé ici. De révolutions, d'émeutes, de gardes nationales, d'étudiants, pas l'apparence. Dans cette oasis heureuse l'horloge s'est arrêtée avant le 13 mars. Le vieux manoir et tout ce qu'il contient ont je ne sais quoi de patriarcal. La comtesse Fanny, type de la grande dame hongroise, malgré son âge avancé, encore vive, avenante, ayant l'œil sur tout et sur tous, fait marcher la machine sans qu'on en entende les craquements. Marthe et Madeleine à la fois, elle sait vaquer aux affaires d'ici-bas, tout en tenant un œil fixé sur

un meilleur monde. Comme tous les dynastes de l'ancien régime, elle s'entoure d'habitués et de vassaux. L'aumônier, le médecin, l'intendant, bien vus pendant les longues soirées de la fin d'automne, et très souvent invités aux repas, occupent les bouts de la table. Les valets de chambre et les laquais, tout en servant, se permettent, quand l'occasion se présente, de placer leur mot sans que personne le trouve mauvais. Ne sont-ils pas de la famille? Cela rappelle un peu les maisons des princes romains. Les parents, par exemple, du prince Borghèse sont *di casa*, les domestiques *di famiglia Borghese*. La comtesse Fanny, sans être un bas-bleu, loin de là, a l'esprit tourné aux belles-lettres et adore la musique. C'est une âme poétique. Aussi tous ses nombreux domestiques, ses gens de différents grades, et surtout les femmes de chambre et servantes, dont il y a légion, ont-ils reçu une certaine éducation musicale et savent-ils aussi s'acquitter assez bien de leur tâche dans les représentations théâtrales. Sous ce rapport, nous sommes bien tombés, Imry et moi, car nous avons pu assister à la représentation d'une opérette qui a eu grand succès.

Pendant ce séjour, la comtesse Émilie Szechenyi — à mes yeux, depuis ma jeunesse et aujour-

d'hui encore, et par la beauté de sa personne et par celle de son âme, l'idéal de la femme, et, maintenant que quelques fils blancs commencent à faire valoir les tons foncés de sa riche chevelure, l'idéal aussi de la jeune matrone, — la comtesse Émilie, accompagnée de sa fille, m'a mené à Tatzmansdorf, où elle prend les eaux, fort efficaces, à ce qu'on dit. Ce qui laisse à désirer, ce sont les arrangements. Rien de plus primitif. La preuve, c'est que les baigneurs, auxquels on loue des cabanes tout à fait vides, sont obligés d'apporter leur mobilier, literie, batterie de cuisine, enfin tous les *parapherna-lia* du confort et du luxe. Comme il y a ici, en ce moment, quelques magnats et pas mal de gentilshommes avec leurs familles, on voit de beaux équipages, presque tous attelés de quatre chevaux petits mais fringants, menés à grandes guides par des cochers en costume national, avec force laquais, chasseurs, haydouks, portant des livrées exotiques qui rappellent l'Orient. Singulier et bizarre contraste avec les pauvres chaumières des paysans dont se compose le village, mais bien plus grand contraste encore avec l'état de la Hongrie, en pleine révolution!

29, mardi. — Pendant ma courte absence de Vienne, deux faits significatifs se sont passés ici.

D'abord, le comité de Salut public, cédant devant le souffle réactionnaire qui s'est manifesté, pendant les derniers troubles, dans les rangs de la garde nationale, s'est dissous de sa propre initiative. Mais peut-être ces messieurs reculent-ils seulement pour mieux sauter. L'autre fait est le rejet, au milieu des rires et exclamations ironiques de la gauche, d'une proposition tendant à voter les remercîments du Reichstag à l'armée de Radetzky. — Aujourd'hui le baron de Wessenberg m'a fait appeler pour me dire que je serais nommé chargé d'affaires au Brésil et que je devais me tenir prêt à partir au premier jour. Dans un moment de découragement et de dégoût j'avais dit au baron de Mensshengen[1], chef du personnel, que, plutôt que d'être plus longtemps témoin de ce qui se passait ici, j'accepterais n'importe quelle position à l'étranger, fût-ce même à Rio-de-Janeiro. Mensshengen, sans doute dans une intention bienveillante, en a référé au ministre. Maintenant on me prend au mot, soit!

1. Un des ornements de nos chancelleries diplomatiques, mort à Vienne 1890, âgé de quatre-vingt-treize ans.

## SEPTEMBRE 1848

---

1er, vendredi, au 4, lundi. — Le Reichsrath ayant voté aujourd'hui le dégrèvement du sol, c'est-à-dire l'abolition des corvées et de la dîme, en accordant, grâce à l'initiative de Bach[1], des indemnités aux propriétaires fonciers frappés par cette loi, ce ministre saisit cette occasion de revendiquer pour les souverains le droit de sanctionner les lois votées par le Reichstag. Cet acte de courage de la part d'un homme que les partis avancés, malgré leurs soupçons naissants, croyaient encore, bien à tort, être un des leurs, déchaîna contre lui une terrible tempête. On l'accusa de haute trahison parce qu'il avait osé attenter à la souveraineté du parlement. Au milieu du tumulte, Bach a fait bonne contenance.

1. Plus tard, M. Bach, en sa qualité de ministre de l'Intérieur, a été appelé à opérer cette grande réforme. Il a rempli cette tâche ardue avec un succès parfait et au grand avantage des deux parties, des propriétaires fonciers autant que des corvéables. Même ses adversaires politiques lui rendent cette justice.

Cette leçon salutaire hâtera sa conversion. J'apprends que le prince Félix Schwarzenberg m'a demandé comme collaborateur aux négociations de paix. C'est le premier effet de ma lettre: le second sera, je l'espère et je l'attends avec une impatience croissante, la prochaine arrivée du prince à Vienne. Le prince de Metternich, établi à Brighton, a eu la gracieuseté de m'offrir l'hospitalité pour le cas où les circonstances m'obligeraient de quitter le service. J'en suis vivement touché, mais je ne pense pas que les choses en arrivent à une pareille extrémité. Le vieux bonhomme appelé Autriche vit encore. N'avons-nous pas nos excellentes armées, Radetzky, Windischgraetz, Jellaćié, et n'aurons-nous pas bientôt, je l'espère, Félix Schwarzenberg?

6, mercredi. — Aujourd'hui, au Graben, au Kohlmarkt, dans toutes les grandes artères de la ville, on ne voit que des Polonais et des Hongrois. Les Polonais, tous des Galliciens ou des sujets mixtes, ont soudainement changé d'attitude et de langage. De fougueux patriotes, ce dont je ne leur en veux pas, ils se sont transformés en *Kaiserlics* purs, ce qui donne à penser. Toutes ces évolutions se font d'après des mots d'ordre partis d'où? Mais, politique à part, ces grands

seigneurs polonais et leurs dames sont polis, aimables et faciles à vivre. Je n'en demande pas davantage à des adversaires. Ce que je ne pardonne pas, c'est d'être adversaire et cuistre. Le hasard m'a favorisé en me faisant rencontrer au *Cygne*, hôtel et restaurant fort à la mode, la princesse de Ligne, née princesse Lubomirska, que j'ai l'honneur de connaître depuis ma jeunesse, avec quelques compatriotes. Le dîner se passa fort bien, et nous étions tous gais comme pinsons. Après le repas, nous avons été à l'Opéra et de là chez le glacier Dehne. Nous y trouvâmes quelques membres de la grande députation hongroise arrivée aujourd'hui de Pesth : Alexandre Erdödyi, Foray, Louis Batthyanyi[1], président du ministère hongrois dont Kossuth est l'esprit dirigeant. Tous les regards se fixèrent sur lui. Il y a du Méphistophélès dans cette figure, il y a aussi de l'aristocrate, et de toute façon on voit que c'est quelqu'un. Pourquoi tous ces Hongrois sont-ils venus? Je n'ai pu apprendre rien de certain, mais que Kossuth agisse de concert avec les

1. Comte Louis Batthyanyi, né 1809; entre dans l'armée très jeune, quitte le service 1821; se fait remarquer depuis 1840 aux Diètes hongroises par la vivacité de son opposition; président du ministère hongrois du 17 mars au 15 septembre 1848; prend part à l'insurrection; arrêté à Pesth à l'entrée de l'armée de Windischgraetz; condamné à mort pour haute trahison et exécuté 6 octobre 1849.

« Polonais » et avec les radicaux de Francfort; qu'ils tendent tous, beaucoup d'entre eux sans le savoir, vers le même but qui est le démembrement de l'Autriche : Kossuth et ses amis pour créer une grande Hongrie indépendante, d'autres la grande Pologne, les troisièmes l'Empire ou plutôt la République d'Allemagne; qu'ils suivent à cet effet un plan combiné, et que leurs agents inondent ce pays-ci, surtout Vienne, c'est ce qui se manifeste de plus en plus. J'apprends ce soir que la députation hongroise n'a pas été reçue à Schœnbrunn. Pleins de dépit et un peu intimidés, ces messieurs retourneront demain à Pesth.

7, jeudi. — Comme cela m'arrive souvent, j'ai passé ma matinée au manège de l'empereur, où le Reichstag tient ses séances. On discutait une question de principe : la *Vereinbarung*, l'accord entre la couronne et le parlement. Au fond c'est la lutte, sourde encore, entre les deux souverainetés, celle, la fausse, que la gauche réclame pour elle, soi-disant pour le peuple, et la vraie, que la couronne, comme de raison, tient à garder. Pour sortir de l'impasse, les ministres, toujours à la recherche du juste milieu qui n'a jamais été trouvé, s'évertuent à découvrir quelque échappatoire, ne fût-ce qu'une petite porte de derrière. Ils ne la découvriront pas. Le problème

est insoluble. On peut limiter l'exercice de la souveraineté, on peut l'usurper en l'ôtant à celui qui en est le dépositaire légitime, on ne peut la partager en deux. L'histoire le prouve. Le bon sens le confirme. Il semble qu'en haut de l'échelle il n'y ait de place que pour un seul. Les ministres ont répondu aux interpellations timidement, mais non sans témoigner de leur désir, autant que de leur impuissance, de résister à la pression des partis extrêmes. Ils ont des hauts et des bas, des accès de virilité séparés par de longs intervalles de découragement. Hier ils ont osé renvoyer les Hongrois. Aujourd'hui ils s'en repentent. Les braves de la veille sont redevenus poltrons.

Du 8, vendredi, au 10, dimanche. — Je reviens d'une visite à Apaty (Hongrie), chez les Paul Szechenyi. A mon retour, le comte m'accompagne jusqu'à Oedenbourg. Chemin faisant, nous rencontrons le comte Alexandre Erdödyi, qui donne à mon compagnon une triste nouvelle. Son frère Étienne Szechenyi, l'illustre patriote hongrois, depuis quelque temps déjà en proie à une profonde mélancolie, ayant été subitement atteint de folie, a dû être transporté de Pesth à Vienne pour être placé dans une maison de santé. Pendant le voyage, trompant la surveillance de

ses gardiens, il s'est jeté dans le Danube, mais on est parvenu à le sauver. Sa maladie, dit-on, est le résultat des remords qui le tourmentaient, se croyant, indirectement, l'auteur des maux qui fondent aujourd'hui sur la Hongrie.

Désireux d'arracher son pays à l'état de stagnation et de torpeur où il lui semblait être tombé, et de l'élever au niveau des États les plus civilisés, il a, depuis des années, voué à ce noble but toutes les facultés de son âme, toutes les ressources de son esprit clairvoyant et sagace dans certaines limites, mais parfois troublé par la passion et pas toujours juste. Avant les événements de Mars, où il n'y avait chez nous presque pas de publicité, Étienne Szechenyi était l'homme le plus en évidence de la Hongrie. A côté de lui les autres politiciens magyars, en exceptant les comtes Aurèle et Émile Dessewffyi, semblaient des pygmées ou se confondaient avec la multitude. Ce qu'il voulait, c'était le progrès politique et matériel et, en général, toutes sortes de progrès. Cette transformation devait s'accomplir au pas accéléré, il est vrai, mais dans les voies régulières, sans secousse et sans emploi de moyens violents ou illégaux. A ce sujet, le doute n'est pas possible. Cependant son attitude, sa parole, son action, faites pour enflammer les imaginations et remuer la fibre patriotique,

furent interprétées comme une protestation vivante et continue contre l'état de choses établi. Comment s'étonner qu'il devînt le phare, l'étoile du matin de toutes les aspirations patriotiques vraies ou feintes, de toutes les ambitions légitimes ou malsaines, des convoitises les plus extravagantes, des appétits les moins avouables? Contenus sous le vieux régime et, pour cela même, de plus en plus avides et impatients d'être satisfaits, les bons et les mauvais instincts du pays, se rencontrant dans une espérance qui ne pouvait être qu'une illusion, voyaient dans le comte Étienne l'homme destiné à faire triompher leurs idées. Une situation pareille, enviée par les sots, n'est pas tenable. Aussi le prince de Metternich lui a-t-il dit un jour : « Vous faites fausse route ». Hélas! le vieux chancelier ne s'était pas trompé. La route du noble patriote, où l'a-t-elle mené? Dans une maison de santé. Étienne Szechenyi, réformateur et non révolutionnaire, a, sans le vouloir, préludé à des bouleversements incalculables, confirmant ainsi, comme tant d'autres l'ont fait avant lui, un mot de Machiavel que je cite de mémoire : « Ceux qui font des « nouveautés », *novità*, dans l'État, ne savent jamais ce qui s'ensuivra et vivent rarement assez pour en voir la fin. »

11, lundi. — Ici, comme à Francfort, cela ne fait plus de doute, on se prépare à une nouvelle levée de boucliers. Ce soir, des attroupements se sont formés devant le ministère de l'Intérieur. Une spéculation frauduleuse d'un boursicotier, à laquelle le gouvernement était complètement étranger, servait de prétexte. Pendant toute la soirée j'ai flâné avec Rechberg sur les lieux des désordres. La foule, composée d'ouvriers, d'étudiants et d'un grand nombre d'inconnus, dont la plupart étaient évidemment des étrangers, remplissait la petite place devant l'hôtel du ministère et obstruait les rues qui y mènent. C'étaient des hurlements, des charivaris, des gros mots lancés à l'adresse du baron Doblhoff, ministre de l'Intérieur. Mais, faute de défenseurs de l'ordre, on n'en vint pas aux mains.

12, mardi. — Les troubles se renouvellent dans le courant de la matinée. Comme hier, l'hôtel du ministère de l'Intérieur est l'objectif des manifestants. Pendant la nuit déjà le baron Doblhoff avait eu la précaution de le faire occuper par des gardes nationaux sur lesquels il pouvait compter. Mais sur la place, d'autres fractions de la garde nationale, venues des faubourgs où l'esprit est mauvais, se mêlaient à la foule, fraternisaient avec les assiégeants ou du moins ne

cachaient pas leurs sympathies pour eux. Enfin, le signal de l'attaque fut donné. Les gardes faubouriens et le *mob*, conduits par des émissaires aux figures patibulaires, reconnaissables comme étrangers à leur accent, se ruèrent sur la porte cochère du palais, l'enfoncèrent à coups de hache, pénétrèrent dans l'intérieur, en chassèrent les *noirs-jaunes*, et, se répandant dans les appartements somptueux du ministre, brisèrent les meubles et firent aussi beaucoup de dégâts dans les bureaux.

Heureusement pour Doblhoff, l'hôtel a une porte qui donne sur une petite rue, et c'est par cette voie qu'au moment critique il a pu se sauver. On raconte que, voulant mettre de l'espace entre lui et ses agresseurs, il ne s'est, dans sa fuite précipitée, arrêté qu'à Baden, nid, asile et forteresse de ses adversaires politiques, mais de ces adversaires inoffensifs qui ne touchent pas à un cheveu du prochain. J'ai passé avec Rechberg toute la journée sur le champ de bataille, et nous avons pu jouir, pas toujours à notre aise, il est vrai, depuis le premier jusqu'au dernier acte de ce dégoûtant et grotesque spectacle. Cependant je dois dire à l'honneur des combattants qu'ils se ménageaient mutuellement. Ils se battaient à coups de poing, tout au plus de crosse, mais, autant que je

sache, ne faisaient pas usage des armes à feu. En résumé, pas de sang versé, mais beaucoup de contusions. Toutefois il y a un fait qui m'a douloureusement frappé. Le voici. Le général de Latour, ministre de la Guerre, auquel, au milieu de la bagarre, Doblhoff avait demandé du secours militaire, s'est empressé d'envoyer des troupes. A leur approche, avant même qu'on les vît, mais seulement au bruit du tambour, les émeutiers, saisis de panique, se sauvèrent dans toutes les directions. Rechberg et moi, soudainement enveloppés par la foule qui fuyait, nous nous vîmes, pendant quelque temps, obligés de courir avec elle. C'était, pensions-nous, la fin de l'échauffourée. A l'étonnement universel, les troupes, au lieu d'occuper le palais, la place déjà volontairement évacuée et les rues adjacentes qui ne l'étaient pas encore, à peine arrivées sur les lieux, firent volte-face et rentrèrent dans leurs casernes. En agissant ainsi, elles obéissaient à un ordre arraché au général de Latour par quelques députés de la gauche. Quelle coupable faiblesse! Mais non, c'est du calcul. Plaise à Dieu qu'il ne porte pas à faux! Latour se dit: Pour sauver l'empereur et l'empire, il faut renforcer nos armées; pour les renforcer, il faut que je reste au ministère de la Guerre, et pour y rester, il faut que je laisse faire

aux meneurs de la populace. Triste et périlleuse nécessité qui, si elle n'a pas d'autres inconvénients, et elle en a beaucoup et de plus graves encore, habitue la garnison de Vienne à assister l'arme au bras à des scènes de désordre et à être quotidiennement témoin impassible de l'impunité des perturbateurs et des défaillances du gouvernement.

13, mercredi. — De nouveaux tumultes jettent l'effroi dans la population. On voit peu de monde dans les rues : des figures pâles ou des gens qui contiennent à peine leur indignation. Le Reichstag se déclare en permanence. Les étudiants lui adressent une pétition demandant la réinstallation du comité de Salut public. La Chambre refuse de l'accepter. Les désordres prenant d'heure en heure de plus grandes proportions, le gouvernement se décide à avoir recours à la troupe. Trois bataillons d'infanterie avec six canons se dirigent sur l'Aula (l'Université). Mais à peine arrivés, sur la demande du Reichstag, ils sont rappelés. Vers onze heures, ainsi une heure plus tard que d'habitude, Vienne se couche, et le silence de la nuit succède aux agitations de la journée.

14, jeudi. — Ce matin, calme plat. La ma-

jorité du Reichstag, honteuse de sa conduite, profite d'une *conversation* sur les incidents de la veille pour dire quelques phrases aimables à l'adresse de Latour et de Bach.

17, dimanche. — Un club appelé monarchique et constitutionnel, à peine formé, compte déjà vingt-deux mille membres. Ce sera le centre des hommes d'ordre et c'est certainement un bon symptôme. J'ai fait aujourd'hui la connaissance de M. Bach. Ce ministre a, dans les derniers temps, déployé du courage et de l'énergie. On savait déjà qu'il a du talent. Aussi devient-il de plus en plus la bête noire des meneurs révolutionnaires et de beaucoup de ses confrères du mois de mars. Son air de jeunesse et un certain sourire stéréotypé lui ont valu le nom de *Justizknabe*, adolescent de la justice. Au reste, les manières et la toilette d'un gentleman.

Le théâtre de la Porte de Carinthie a donné ce soir un nouvel opéra, composition médiocre chantée à l'avenant. Grand Dieu! comment peut-on, par le temps qui court, composer, donner et entendre des opéras? Les Muses s'en trouveraient mieux si l'on fermait leur temple. Aussi la salle est-elle vide. Au premier rang de l'orchestre j'aperçois Strohlendorf, l'homme le plus

répandu dans les coteries de la haute finance et l'on peut ajouter le plus banal, mais passant pour cela même pour un original. Dans le grand public, c'est peut-être, personne ne sait pourquoi, un des êtres les plus connus et les plus populaires. A quelque distance de lui se prélasse le banquier Wilhelm Henikstein. Avec infiniment plus d'esprit, il suit les traces et prendra un jour la place du vieux Strohlendorf. Et c'est tout. Par-ci par-là, des étudiants, portant leurs « couleurs » en écharpe et ceints de leurs sabres, se balancent en affectant des poses de matamore, sur les bras de fauteuils dont le siège relevé est fermé à clef, preuve évidente que les ouvreuses ont eu la force d'âme de ne pas leur livrer gratis les places des abonnés. Dans les loges, absolument personne. Les acteurs lancent aux rares habitués présents des regards d'intelligence pleins de mépris pour les intrus et jouent aussi mal qu'il soit possible sans se faire siffler. C'est leur vengeance. Accablé, comme eux, de dégoût et de tristesse, je me sauve après le premier acte.

18, lundi. — M. Bach, que je rencontre à dîner, m'expose avec une grande lucidité la crise qu'il croit imminente. Voilà du moins un homme qui a le courage de regarder en face et

d'examiner avec sang-froid les dangers qui le menacent. Un de ses collègues croit les conjurer en parlant à la Chambre des chuchotements du nouvel esprit du monde, *das Flüstern des neuen Weltgeistes*, et la salle d'éclater en applaudissements! J'étais témoin de cette scène bouffonne qui donne la mesure de l'éducation politique sous l'ancien régime.

19, mardi. — Assisté, heureusement en compagnie de la charmante princesse Tony Khevenhüller[1], à une interminable séance. A plusieurs reprises, des exclamations d'impatience échappées malgré elle à mon aimable compagne, douée d'une voix des plus sonores, attirèrent sur elle les regards courroucés des pères conscrits, aussitôt désarmés, cependant, par la beauté et les sourires gracieux de la jeune coupable. Dans cette séance, remarquable par sa longueur, elle a duré de dix heures du matin à huit heures du soir, et plus encore par l'importance du vote de la majorité, la Chambre avait à décider si elle recevrait, oui ou non, une nouvelle et nombreuse députation de la diète de Pesth, envoyée, « non au roi, non au ministère, mais au peuple libre et à ses représentants ». Sur la

1. Fille du prince de Lichnowsky.

proposition de M. Helfert[1], jeune député de Tachau (Bohême) et professeur à l'université de Prague, le Reichstag, en passant à l'ordre du jour, a résolu la question négativement. C'est la rupture avec le gouvernement révolutionnaire de Kossuth[2] et en même temps un succès du ministère. Tardivement, mais sincèrement, convaincu que la route qu'il a suivie jusqu'ici par rapport aux exigences magyares mène à l'abîme, le ministère a déclaré l'incompatibilité des concessions faites par la couronne à la Hongrie avec les intérêts de la monarchie. En ceci les ministres ont bien agi. Mais se rendent-ils assez compte de la portée de leur déclaration?

1. Aujourd'hui baron Helfert, membre de la Chambre des Seigneurs du Reichsrath cisleithan, auteur de l'ouvrage intitulé *Histoire d'Autriche depuis l'insurrection d'octobre* 1848, 6 vol. Ce livre, basé en partie sur les correspondances du maréchal de Windischgraetz, est certainement ce qu'on a publié de mieux sur cette époque calamiteuse. Je l'ai suivi dans le récit de certains événements dont je n'ai pas été témoin personnellement, mais qu'il m'a semblé bon de faire connaître ou de rappeler au lecteur pour lui faciliter l'entente de mon journal.

2. Louis Kossuth, né 1806, l'inspirateur et l'âme de l'insurrection hongroise. Rédacteur du *Pesti hirlap* 1841-1844; chef de l'opposition à la Diète de 1847; ministre des finances dans le ministère Batthyanyi mars à septembre 1848; gouverneur de Hongrie 1849; s'enfuit en Turquie août 1849; est interné en Asie-Mineure, mis en liberté 1851, pendu en effigie à Pesth 1851, se rend aux États-Unis et en Angleterre; amnistié en 1867; vit à Turin.

J'en doute. Latour certainement, Bach probablement. Les autres? Non. Cependant ils viennent de jeter le gant à la révolution hongroise. MM. de Wessenberg, Doblhoff et leurs collègues sont-ils de taille à entreprendre cette tâche? Assurément non, mais d'autres, je l'espère, plus forts qu'eux, s'en chargeront.

Après la séance, les députés hongrois, furieux de se voir fermer les portes du sanctuaire législatif, pour noyer leur dépit dans de bruyantes libations, s'étaient réunis à l'hôtel de la *Ville de Francfort*. Il s'y trouvait grand nombre d'étudiants, d'agents étrangers, et d'autres gens de ce calibre, chantant, vociférant, fraternisant avec les Magyars. Quel sabbat infernal! Pendant que l'intérieur de la maison résonnait de chants orduriers suivis d'*eljens* et de bravos, l'énergumène Tausenau, le plus furieux d'entre les orateurs de carrefour que Vienne possède en ce moment, harangua la foule bariolée stationnant et se bousculant dans la rue étroite aux abords de l'hôtel. Ce misérable déversa les propos obscènes, les calomnies, les injures les plus atroces sur la famille impériale, notamment sur la vénérable archiduchesse Sophie. Six mois à peine se sont écoulés depuis notre 1789 et nous voilà déjà arrivés en plein 93! Comme Mme de Khevenhüller est logée ici, nous pûmes,

du corridor qui donne dans la cour et des fenêtres de son appartement, assister à cette double orgie *intra* et *extra muros*. Mais, si courageuse qu'elle soit dans l'ordinaire de la vie, la princesse prit peur; je tâchai et je parvins, avec l'aide de l'hôtelier, à la faire sortir par une porte de derrière et à la mener chez sa mère, la princesse de Lichnowsky, où nous prîmes le thé, nous demandant si ce que nous avions vu était une réalité ou un cauchemar, un conte d'Hoffmann.

Depuis mars dernier j'ai été si souvent dans le cas d'entrer et de sortir par des portes de derrière, que j'ai pris du goût pour les maisons à deux ou plusieurs issues. Je recommande aux gens prudents par les temps qui courent trois mesures de précaution : ayez toujours dans le tiroir de votre bureau un passeport dûment visé, de même quelques rouleaux de napoléons, et couchez, de préférence, dans des maisons à deux portes : *casa con dos puertas mala es de guardar*.

20, mercredi. — Petit dîner chez le nonce Mgr Viale Prelà. Il revient d'Allemagne et en rapporte une délicieuse aquarelle de Steinle, qui a servi de carton à un tableau destiné à l'Angleterre. Édouard Steinle[1], natif de Vienne, qui

1. Édouard Steinle, né 1810, peintre d'histoire, élève

ne l'a pas apprécié, établi à Francfort, où il l'est, appartient à l'école préraphaélite, appelée par les adversaires *nazaréenne*. Il en est un, sinon le principal ornement. Pour ma part, je le place à côté d'Overbeck et au-dessus de Führich. Ce qui manque à ses tableaux, c'est le coloris ; non que l'entente et le sentiment de la couleur lui soient refusés, mais il en dédaigne le charme. S'il pèche sous ce rapport, ce n'est pas par impuissance, c'est par une erreur de jugement. Les maîtres de son école ont le tort de ne pas assez tenir compte des sens, qui constituent pourtant une partie essentielle de la nature de l'homme. Ils peignent pour un public composé d'anges.

Du 21, jeudi, au 30, samedi. — Pendant que l'ouverture de nos négociations avec la Sardaigne se fait toujours attendre, les préliminaires de paix donnent lieu à un échange d'idées entre les puissances. Les dispositions pacifiques qu'elles professent et les efforts qu'elles annoncent en conformité de leurs dispositions, sont-ils sincères? Je l'ignore.

d'Overbeck à Rome, établi à Francfort et premier professeur du musée Städel en cette ville, exécuta des fresques dans les dômes de Cologne, de Strasbourg et de Francfort, où il mourut, généralement vénéré, en 1886.

Aucune nouvelle de Félix Schwarzenberg. Toujours là-bas, gouverneur de Milan, il attend, les bras croisés, l'ouverture des négociations. Cependant les cabinets discutent le choix de l'endroit où elles devront avoir lieu. Nous proposons Innsbruck ou Vérone, nous accepterions aussi Padoue, mais, décidés à exclure de ces combinaisons le territoire suisse, nous repoussons Genève et Bâle, recommandées par les gouvernements français et anglais. La Prusse a revendiqué et nous nous sommes empressés de reconnaître son droit de prendre part à cette transaction européenne. Pourvu que la Russie suive cet exemple! L'inviter nous-mêmes à s'associer à l'œuvre de paix, comme M. de Wessenberg aurait dû le faire, jamais! Que diraient les gauchiers du Reichstag, les Füster, les Violand, les Löhner, les Goldmark, si la Russie prenait fait et cause pour l'Autriche? Ah! si le prince Félix était ici!

L'archiduc Étienne, *palatin*[1] de Hongrie, vient d'arriver ici. Il s'est démis de toutes ses dignités et est allé à Schœnbrunn, où il a été reçu froidement, offrir ses hommages à l'empereur. Il laisse derrière lui la Hongrie dans un état

1. Gouverneur ou vice-roi. L'archiduc Etienne, fils de l'archiduc Joseph, né 1817, gouverneur général de Bohême 1844-1847; palatin de Hongrie de 1847 au mois de septembre 1848; se retire à cette époque des affaires publiques, quitte l'Autriche et s'établit sur les bords du Rhin; mort 1867.

affreux : c'est de Pesth que Kossuth, avec Louis Batthyanyi et consorts, dirige l'insurrection. Aujourd'hui la guerre civile est partout : en Croatie, dans le Banat, en Transylvanie. Les Croates, les Serbes, les Roumains livrent aux Magyars de vraies batailles. Le sang coule à flots. Enfin, prenant leur courage à deux mains, nos ministres osent annoncer leur intention de combattre, s'il le faut, la rébellion hongroise. Le général comte de Lamberg, nommé, le 24, commissaire de l'empereur et commandant en chef en Hongrie, se rendit le même jour à son poste. Trois jours après, il fut massacré sur le pont de Pesth. Le ministère le remplace par le ban Jellaćić[1]! Ce personnage a singulièrement grandi dans les derniers mois. En juin, à l'époque où la cour résidait à Innsbruck, et où l'influence hongroise y prédominait, il fut, par un manifeste impérial daté du 10 juin, destitué de toutes ses fonctions et dignités. Mais, se faisant fort du fait palpable que cette mesure avait été arrachée au

1. Joseph (plus tard comte) Jellaćić, né 1801 ; entre dans l'armée 1819 ; sur la proposition du prince de Windischgraetz nommé général major et ban (gouverneur) de Croatie, 22 mars 1848 ; lieutenant général avril 1848, bat, à la tête de 75 000 Croates, les insurgés hongrois devant Vienne et prend ainsi une part décisive à la prise de cette ville ; feldzeugmeister et commandant des forces dans le midi de la Hongrie mars 1849 ; reprend, après la campagne, ses fonctions de ban ; mort 1859.

souverain, malade et empêché dans le libre exercice de son pouvoir, il n'en tint aucun compte, ne se démit pas de ses fonctions, mais se rendit à Innsbruck. Reçu dans une audience publique et solennelle, il défendit avec une mâle éloquence les intérêts de la Croatie, identiques, disait-il avec raison, en ce moment, à ceux de la monarchie. Après un succès plus éclatant que complet, car, sans être officiellement réintégré dans ses charges, il fut seulement tacitement reconnu comme en étant revêtu, le vaillant chef des Croates retourna triomphalement dans son pays. Maintenant c'est à lui que le ministère confie la tâche de pacifier la Hongrie.

A Pesth l'horizon se rembrunit de jour en jour. Jellaćić avec ses vieilles bandes va envahir le royaume. La paix avec la Sardaigne, qu'on croit imminente, permettra au maréchal Radetzky de le renforcer par les régiments croates de son armée. En Bohême, où la rébellion est parfaitement éteinte, Windischgraetz organise en les augmentant les forces placées sous ses ordres, et à l'est apparaît, comme un spectre menaçant, une armée russe qui, après avoir envahi la Valachie, occupe aujourd'hui les confins de la Transylvanie et de la Bukovine. Un cercle de fer se forme autour de l'insurrection magyare. Bientôt il l'étouffera dans ses étreintes. Ce n'est

pas tout. L'armistice qui vient d'être conclu à Malmœ entre le roi de Danemark et le roi de Prusse en son nom et au nom de la Confédération Germanique, sans que les hauts contractants aient même daigné mentionner le pouvoir central de Francfort, rend disponibles les forces prussiennes engagées dans cette guerre. Nul doute qu'elles ne soient employées à éteindre le foyer révolutionnaire de Francfort. Mais si l'Allemagne rentre sous l'autorité de ses princes, si celle de l'empereur est rétablie à Vienne par ses armées, la cause de l'insurrection magyare est perdue. De là les efforts incessants de Kossuth pour fomenter les désordres à Vienne et à Francfort. Qu'il prodigue aujourd'hui plus que jamais les subventions aux meneurs des émeutes est un fait avéré.

A Francfort l'armistice de Malmœ a agi sur les partis extrêmes comme un coup de foudre. Les chefs du mouvement comprirent que le moment d'agir était venu. Le 17, sous la parole enflammée de Robert Blum[1] et de ses amis, les conspirateurs et la foule qui suivait leur impulsion

1. Robert Blum, né 1807 à Cologne, domestique du théâtre de la ville, journaliste, libraire; chef de la communauté *allemande-catholique* à Leipzig 1847; un des principaux chefs du parti démocratique et membre du Comité des Cinquante de l'Assemblée nationale de Francfort 1848; prend à Vienne une part très active à l'insurrection; est arrêté, condamné et exécuté, novembre 1848.

passaient très promptement des cris aux actes. Des barricades étaient élevées, et pendant trois jours, du 17 au 19, les anarchistes furent les maîtres de la vénérable *ville de couronnement* des Césars. Cependant M. de Schmerling[1], principal ministre de l'archiduc Jean, vicaire de l'empire allemand, fit appeler des environs de Rastadt les troupes autrichiennes, prussiennes, hessoises et badoises qui y stationnaient et, grâce à leur concours, grâce surtout à la présence d'esprit, à l'énergie et à la fermeté du haut fonctionnaire que je viens de nommer, après des combats acharnés, l'insurrection fut vaincue et l'ordre matériel définitivement rétabli. Parmi les nombreuses victimes de cette sanglante échauffourée, le prince Félix Lichnowsky[2], député autrichien au Reichstag allemand, marque en premier lieu.

1. Le chevalier Antoine de Schmerling, né à Vienne 1805; conseiller à la Cour d'appel 1846; premier aide de camp du commandant de la garde nationale 1848; envoyé à Francfort comme homme de confiance du gouvernement impérial avril 1848; nommé député à l'Assemblée nationale de Francfort mai 1848; ministre de l'intérieur du pouvoir central allemand, et plus tard aussi des affaires étrangères, de mai à décembre 1848; nommé plénipotentiaire autrichien près du pouvoir central à Francfort, donne sa démission, mars 1849; ministre de la justice dans le cabinet du prince F. de Schwarzenberg 1849-1851; ministre dirigeant de 1860 à 1865; premier président de la Cour suprême depuis 1865.

2. Félix, prince de Lichnowsky, chambellan de l'empereur d'Autriche, né 1814, mort 1848.

Dans les grands débats sur l'armistice de Malmœ, la veille même du jour où la rébellion éclata, s'élevant aux hauteurs de la vraie et grande éloquence, il avait, dans une rencontre avec Robert Blum, terrassé ce chef des anarchistes avec les armes de la logique et de la satire.

J'ai beaucoup connu et pratiqué Félix Lichnowsky, à Vienne, au Johannisberg, à Lisbonne, et je l'ai trouvé partout le même : spirituel, mordant, beau parleur, brave, aimant et cherchant les aventures, susceptible comme personne et n'admettant pas que d'autres pussent l'être. Un homme qui a toujours la tête près du bonnet et la main sur la garde de son épée, malgré le charme de sa conversation, n'est pas précisément commode. Aussi Lichnowsky se sentait-il un peu isolé, et, blasé sur les amusements ordinaires, il s'adonna, tête baissée, au nouveau sport de la vie parlementaire. Député dans l'église de Saint-Paul, où le Reichstag de Francfort siégeait, il se complut, dès les premiers jours, en sa qualité de défenseur ardent des principes conservateurs, à prendre à partie Robert Blum, le formidable meneur des *rouges* et un des promoteurs, sinon le plus marquant, de la révolution allemande. A tout ce que ce dernier disait, le prince opposait une repartie prompte ; et pres-

que toujours, au milieu des rires de la droite et des exclamations de colère de l'extrême gauche, le grand seigneur confondait le plébéien. A cause du grand nombre des députés, le règlement obligeait chaque orateur, en prenant la parole, de dire son nom. Naturellement, les chefs des différentes fractions, étant connus de tous, se dispensaient de cette formalité. Aucun membre ne l'était plus que Blum. Mais, toutes les fois qu'il se levait, Lichnowsky, avec un sourire sardonique et d'un ton de dédain dont lui seul possédait le secret, criait : « *Namen!* » (« Le nom »), et le chef des anarchistes, l'homme peut-être le plus en évidence de l'Assemblée nationale, avait l'humiliation de devoir décliner son nom. De là sa haine, de là la rage de ses séides.

Le 18, pendant que les troupes prenaient successivement à l'assaut les barricades érigées dans les rues étroites de Francfort, Félix Lichnowsky, accompagné de M. d'Auerswald, rencontra hors de la ville une bande de massacreurs qui les assommèrent, lui et son ami, à coups de haches. Le prince, transporté à son domicile, expira seulement le lendemain 19, le jour même que j'avais passé dans des émotions diverses avec sa sœur et terminé si agréablement auprès de sa mère ! On leur a mandé un détail caractéristique. Quoique littéralement haché en lambeaux, le prince n'avait

perdu ni connaissance, ni courage, ni espérance. « Tu verras, disait-il à son valet de chambre qui l'avait vu plus d'une fois grièvement blessé en duel, tu verras, je me tirerai d'affaire. » C'est ainsi que se termina cette courte existence. Pour faire valoir les qualités que Dieu lui avait prodiguées, pour se corriger de ses nombreux défauts, tout en tirant parti d'eux, Félix Lichnowsky aurait dû arriver beaucoup plus tôt ou un peu plus tard sur cette planète. Il eût été à sa place à la table ronde des paladins de Charlemagne. Il eût figuré avec avantage dans l'*Orlando furioso* d'Arioste, et peut-être mieux encore dans le *Décaméron* de Boccace. Ou bien sa carrière aurait dû commencer en même temps que l'ère nouvelle, dont nous n'apercevons encore que l'aurore rougeâtre ou plutôt couleur de sang, et qui sera, si tous les signes ne trompent, une ère de transformations et de combats. Elle aurait ouvert au pauvre Félix un champ d'activité digne de ses moyens. Il aurait certainement servi la bonne cause — n'en est-il pas mort le martyr? — et, à ce service, selon toutes les probabilités, épurant et transformant son âme, il aurait grandi et fini par laisser un nom marquant dans l'histoire de son pays. Mais, malheureusement pour lui, son enfance, son adolescence, sa jeunesse, ses premières années de maturité qui furent aussi

ses dernières, ont coïncidé avec la paix profonde et un peu somnolente, avec le calme de plomb qui depuis l'issue des guerres napoléoniennes jusqu'au printemps dernier planaient sur l'Autriche. A un homme constitué comme Lichnowsky, il ne restait qu'à se jeter dans les aventures, à s'enrôler dans les rangs des barricadeurs ou à se faire le champion de la légitimité en se battant en Espagne sous les drapeaux du Prétendant. Pour charmer ses loisirs, il pouvait, comme il le faisait, en rengainant, saisir la plume, ou promener, dans la belle saison, ses séductions et la terreur, qu'il savait si bien inspirer, dans les rendez-vous élégants des baigneurs. C'est dans les derniers mois de cette courte existence qu'il lui a été donné de faire briller au grand jour et au service d'une noble cause ses grandes et rares qualités et d'éveiller ainsi des espérances qu'une mort prématurée et tragique l'a empêché de réaliser. *Requiescat in pace!*

Robert Blum est-il, comme on le dit beaucoup, l'instigateur du crime? En l'absence de preuves, il doit être permis d'en douter. Mais, indirectement, la responsabilité en retombe sur lui. L'anarchisme, qui procède d'après le système de la répartition du travail, a ses gradations et ses nuances. Son armée, dont Blum est un des chefs, se compose de soldats peu disci-

plinés de différentes catégories, et au bas de l'échelle on trouve toujours l'assassin.

Un de ces jours-ci, le hasard m'a fait assister à un spectacle aussi affligeant que burlesque. C'étaient des noirs-jaunes aux prises avec les démocs. Sur le Graben, au Kohlmarkt et dans la rue des Seigneurs, ils formaient une longue et mince colonne, se mouvant tous un à un dans le même sens, chacun accroché au pan de l'habit et labourant de sa canne le dos de son devancier. Les passants s'arrêtaient en riant; ils ne comprenaient pas que c'était un des nombreux symptômes qui annoncent la bourrasque.

Revenu, de grand matin, d'une course rapide à Leipzig où des affaires personnelles m'avaient appelé, je me trouvais encore dans mon cabinet de toilette lorsque la porte s'ouvrit brusquement. Un officier portant l'uniforme de général paraît sur le seuil. Dans le clair-obscur qui règne dans la pièce, je ne le reconnais pas d'abord, mais son aspect me fait tressaillir. C'est un homme de taille élevée, svelte, se tenant fort droit. Des cheveux peu abondants coupés court et déjà grisonnants couvrent imparfaitement une tête comparativement petite. Le noble et pâle visage au front haut et étroit, ciselé, dirait-on, dans le marbre, produirait par son immobilité l'impression du calme abolu, si des yeux par-

lants, le regard doux et sévère à la fois, ne dévoilaient des passions ardentes, fortement contenues, quand il le faut, par une volonté de fer. Maintenant je vois qui c'est, et une âpre joie m'inonde le cœur, la joie du marin qui, menacé de sombrer, aperçoit le bateau de sauvetage. Oui, c'est bien lui. Ah! ma chère Autriche, tu ne périras pas! Depuis des semaines, au fur et à mesure que les événements se précipitaient, je l'avais attendu avec des angoisses croissantes, et maintenant je le vois devant moi, ici, dans ma chambre! C'était le prince Félix de Schwarzenberg. La surprise et l'extase me clouaient sur le parquet. Je ne songeais pas même à aller à sa rencontre. Il approcha de moi lentement en me tendant la main et disant : « *Da bin ich* » (« Me voilà »).

---

## OCTOBRE 1848

---

Du 1er, dimanche, au 5, jeudi. — Le prince Félix de Schwarzenberg est descendu au Neumarkt, dans le palais de son père le prince Adolphe, chef de la famille. Je m'y rends tous les matins à l'heure de son déjeuner : une tasse de café suivie de la chibouque. On n'est pas plus sobre. Quoique tour à tour homme de plaisir et de science, fréquentant les hôpitaux et suivant des cours d'anatomie, diplomate et homme de guerre, il est, au fond, né ascète, ce qui ne l'empêchait pas de représenter son souverain avec une grande magnificence, en sa qualité d'envoyé d'Autriche à Turin et à Naples. La princesse Mathilde, sa sœur non mariée, et en même temps sa fidèle amie et compagne dans ses missions à l'étranger, unit le don précieux du bon sens à de rares qualités de cœur. Sans jamais y prendre part, elle assiste souvent à nos entretiens, et c'est toujours avec regret que je la vois se retirer ; car,

que l'on parle dans un salon ou dans une réunion publique, rien ne délie la langue et ne fait affluer les pensées comme un intelligent et bienveillant auditoire.

Je me suis permis de demander au prince s'il était venu par ordre de la cour ou sur une invitation du ministère : « Ni l'un ni l'autre », fut la réponse. Il est venu de sa propre initiative, sans congé du ministre de la guerre et même sans l'en avoir prévenu, mais avec autorisation et en conformité d'un désir du maréchal Radetzky. Depuis son arrivée, le prince de Windischgraetz, son beau-frère, toujours à Prague en sa qualité de commandant en chef en Bohême, lui a envoyé son aide de camp pour le sonder afin de savoir s'il était disposé à prendre un portefeuille ; mais, ne se rendant pas encore assez clairement compte de la situation, il a répondu évasivement. Je trouve qu'il a bien fait. Il ne peut guère être question pour lui d'entrer dans le ministère actuel. Il faut qu'il soit chargé par le souverain d'en former un autre. Cela se fera et ce sera la grande crise. Mais pour la provoquer, pour l'accomplir avec succès, il faut des événements. Ils ne se feront pas attendre. Dans le public l'apparition du prince Félix a passé inaperçue. Il en est de même du Reichstag. Ni l'un ni l'autre ne le connaissent. Mais pour les régions

ministérielles ce fut un coup de foudre. Wessenberg est dans ses petits souliers; le général Latour, le moins surpris de ses collègues, se plaint d'un manque de procédés; Bach le salue, peut-être, comme le *deus ex machina* qui le tirera de sa position de plus en plus périlleuse; Krauss, probablement sans trop savoir pourquoi, sourit de son sourire de béat; les autres, hantés de frayeurs vagues, aperçoivent déjà les mots mystérieux *Mané*, *thécel*, *pharès*, inscrits sur les murs de leurs palais ministériels. A Schœnbrunn, à en croire des gens qui savent, on respire plus librement. C'est de bon augure.

A Milan, Schwarzenberg avait, avec sa main de fer pas toujours gantée de velours, vigoureusement poussé les pourparlers languissants sur les préliminaires de paix. Arrivant ici encore tout préoccupé de la tournure que prendraient les négociations, il a vite compris qu'il s'agissait de bien autre chose. Il voit maintenant, ce qu'il n'a pu distinguer de loin, que l'existence même de la monarchie est mise en question, et que Vienne est devenue un des grands foyers de la révolution européenne. Aussi passons-nous notre temps à examiner la situation.

Que voyons-nous? A Schœnbrunn l'empereur malade, dépossédé de tout pouvoir et, avec la famille impériale, gardé à vue. A moins d'un

prompt secours, c'est une étape sur la voie qui mène au Temple ou à la Conciergerie.

Nous voyons un ministère voulant peut-être mais ne pouvant accepter la lutte avec les partis extrêmes, entravé dans sa marche par des engagements pris, composé d'éléments disparates comme Wessenberg, vieux libéral de 1789 toujours visant à amadouer l'adversaire et toujours entraîné à de nouvelles concessions; le général de Latour, qui veut sauver la chose publique en agissant sur la périphérie, tandis qu'il la remet au centre entre les mains des barricadeurs; Bach, libéral de 1830, le seul homme marquant du cabinet, combattant déjà la cause qu'il a aidé à faire triompher, mais certainement impuissant à sortir victorieux de cette lutte inégale.

Enfin l'Assemblée, le Reichstag, portant l'empreinte de la révolution de Mai dont elle est sortie, et revêtue, de fait, des pouvoirs souverains par elle usurpés. Cependant, la majorité, de plus en plus effrayée du spectre rouge, éprouve de temps à autre des velléités de résistance. C'est dans un de ces moments rares, toujours suivis de longues défaillances, qu'elle a trouvé le courage de renvoyer la députation hongroise et, en votant le dégrèvement du sol avec indemnités, de reconnaître, sur la proposition de M. Bach, le droit de la couronne de sanctionner les lois.

Telle est la situation. Maintenant, les moyens d'en sortir. Avant tout, éloigner la cour des environs de Vienne et la transférer en lieu sûr. Renvoyer, à la première occasion, le ministère, qui n'est qu'une mouche prise dans une toile d'araignée. Enfin, en attendant qu'on puisse la dissoudre, laisser l'Assemblée se débattre dans le cercle vicieux où elle s'est enfermée. L'essentiel, le point capital, c'est que l'empereur, rendu à la liberté, refuse toute nouvelle concession, ce qui ne sera possible qu'à la condition que les relations entre la cour et l'Assemblée soient définitivement rompues.

Voici, en résumé, les conclusions auxquelles nous sommes arrivés. A ce sujet, l'identité de vues entre le prince et moi est parfaite. Mais quand je passe à un autre ordre d'idées, quand je me demande ce qu'il y aura à faire quand la tranquillité matérielle et, avec elle, l'autorité de l'empereur, aujourd'hui complètement effacée, seront rétablies, je trouve mon interlocuteur peu disposé à me suivre sur ce terrain. « Chaque jour, dit-il, a sa peine. — Oui, mais chaque jour a son lendemain, et il ne faut pas qu'il nous prenne au dépourvu. » D'ailleurs, je n'insiste pas, et nous en restons là. Je comprends ces hésitations. L'instruction donnée au jeune Félix dans la maison paternelle était celle de tous les

fils de famille de l'époque. On ne s'appliquait pas à en faire des savants, tant s'en faut. C'est plus tard seulement, longtemps après avoir passé l'âge de l'écolier, qu'il s'aperçut du vide que son éducation avait laissé dans son esprit. Il eut hâte de le remplir, et c'est avec un succès remarquable qu'il s'est adonné à la lecture des auteurs classiques latins, à l'étude de la médecine, surtout de l'anatomie, pour laquelle il se sentait une grande prédilection. Mais, comme cela arrive presque toujours aux autodidactes, il y a des lacunes dans son savoir. Il ne s'est jamais sérieusement occupé de droit public. Mais, quoiqu'il ne sache pas distinguer les différentes croyances politiques qui se partagent le monde, quoiqu'il ne connaisse de la révolution que la superficie qu'elle présente à l'œil et les effets qu'elle produit, et non les sources où elle a pris son origine ni son essence antisociale et antichrétienne, il comprend que toute transaction avec elle doit être exclue. D'un autre côté, quoique homme d'autorité mais nullement absolutiste, il sent, par instinct, et grâce aussi à une perspicacité rare, qu'on ne peut revenir au passé, qu'on doit éviter la réaction, et surtout avoir garde de ne pas verser dans le régime du sabre. Sur ce point il voit parfaitement clair; mais au delà son regard, si pénétrant d'ordinaire, mais inexpéri-

menté en pareille matière, commence à se troubler, et, en général prudent, il compte attendre que le brouillard se lève pour fixer son plan d'opérations sur un terrain qui, aujourd'hui, lui est encore inconnu.

6, vendredi. — Journée néfaste qui marquera dans les annales de l'Autriche! Me trouvant de très bonne heure au Dianabad, je fus informé d'un combat avec des insurgés au Prater et au Tabor. Un général aurait été tué et la troupe obligée de se replier. Je me jetai dans un fiacre et me fis conduire aussi vite que possible au palais Schwarzenberg. Le prince Félix ne savait encore rien, mais quitta aussitôt sa tasse de café, sa chibouque et sa robe de chambre, endossa son uniforme, serra la main de sa sœur qui pâlissait sans rien dire, et nous partîmes ensemble, lui pour se mettre à la disposition du général Auersperg, commandant de la garnison, moi pour voir ce qui se passait. Les rues ont un aspect sinistre. Depuis le matin on entend battre le tambour. On sait que les troupes sont sorties de leurs casernes, mais on ne sait pas autre chose. La ville est prise de panique. On ne voit que des figures pâles, des gens qui s'enfuient sans trop savoir pourquoi, d'autres qui en demandent la raison sans obtenir de réponse, des fem-

mes effarées courant en tous sens, des boutiquiers pressés de fermer leurs magasins. Pourquoi toutes ces frayeurs? Les paisibles Viennois ne sont-ils pas familiarisés avec l'émeute? Ils en ont tant vu dans les derniers huit mois! Mais, se dit-on, c'est plus qu'une émeute, c'est une révolution, peut-être une rébellion militaire, de toute façon quelque chose de nouveau, de grave, de terrible.... Hier a été publié un manifeste de l'empereur nommant le ban Jellaćić au poste de gouverneur général de Hongrie. Il paraît que les meneurs de la révolution socialiste européenne, nulle part plus actifs qu'en Autriche, ont pris prétexte de cette mesure pour tenter un grand effort, préparé d'ailleurs de longue main et alimenté avec de l'argent hongrois.

Le magnifique bataillon des grenadiers Hrabowsky, composé d'hommes superbes, taille haute, épaules carrées, tenue martiale, tous enfants de la Haute-Autriche, hélas! hélas! a passé à l'ennemi. On a commencé par offrir aux soldats des libations, et lorsque, à moitié gris, ils s'ébranlèrent pour marcher, on les a retenus, complètement enivrés, corrompus enfin. Exemple dangereux, spectacle navrant! J'ai vu en Lombardie fraterniser nos régiments italiens avec les insurgés, mais là l'identité de race, l'entraînement général, la terreur exercée sur eux

pouvaient être invoqués comme autant de circonstances atténuantes ; ici le cas est plus grave.

La situation empirait d'heure en heure. Dans l'après-midi, sur différents points de la ville intérieure on se battait avec acharnement. Les fusillades se confondaient avec le grondement du canon. A la place Saint-Étienne, au centre de Vienne, des gardes nationaux noir-jaunes tiraient sur leurs camarades des faubourgs et en subissaient le feu.

Cependant, le général Auersperg, commandant de la garnison, avait, suivant les ordres du ministre de la guerre lui-même, divisé ses forces en trois colonnes, dont l'une commandée par le prince Félix de Schwarzenberg. Elles devaient, par un mouvement concentrique, pénétrer des glacis dans la ville intérieure par trois portes différentes et faire leur jonction à la place du Hof, où se trouve le ministère de la guerre. Le signal étant donné, les trois colonnes s'ébranlèrent. Le prince Félix venait de pénétrer dans la ville par la porte Caroline, lorsqu'il reçut, du ministre de la guerre, l'ordre de se replier et de regagner les glacis. Des instructions pareilles furent expédiées aux chefs des deux autres colonnes. La mort dans l'âme, mais nullement surpris, car dans toutes les émeutes précédentes, après une passagère velléité de résistance, le

comte de Latour avait toujours rappelé la troupe et abandonné le terrain aux anarchistes, les généraux durent obéir. En même temps, soit saisis d'un accès de panique, soit gagnés à l'émeute ou obéissant à des ordres, les détachements retenus au Hof pour la défense de l'hôtel du ministère de la guerre, où les ministres se trouvaient réunis en permanence, quittèrent leur poste en abandonnant les canons braqués devant le palais. Dès lors la ville intérieure était livrée aux insurgés. La populace se rua sur les canons, pénétra dans l'édifice, se répandit dans les appartements. A peine les ministres eurent-ils le temps de s'enfuir. Bach, l'un des plus menacés, se déguisa en femme; mais, averti que ses moustaches le trahiraient, il endossa la livrée d'un domestique et put sans être reconnu gagner la chancellerie d'État (ministère des affaires étrangères). Le baron de Wessenberg, comptant sur le fait que le public ne le connaissait pas de vue, s'y rendit tranquillement à pied sans être molesté. Le général de Latour, quoique faible politique, brave et noble cœur, ne voulut pas déserter le poste du danger. Il resta seul dans la salle que ses collègues venaient de quitter. Quelques instants après, la porte s'ouvrit avec fracas; un étudiant suivi de quelques sans-culottes y pénétra et saisit le général par le collet, mais fut

aussitôt repoussé par un aide de camp accouru au secours de son chef. Celui-ci, ainsi dégagé, descendit par un escalier dérobé et se cacha dans un petit réduit du rez-de-chaussée. Il est probable qu'en s'y tenant tranquille il n'eût pas été découvert par la foule de fous furieux qui, à cette heure, remplissaient le palais et dont plusieurs stationnaient devant le cabinet où il se trouvait; mais, espérant peut-être les calmer, il eut la malheureuse inspiration de quitter son asile et de se présenter aux massacreurs. Un ouvrier lui porta aussitôt le premier coup avec un assommoir. Quelques instants après, le comte ne fut plus qu'un corps mutilé, haché, déchiré, presque mis en lambeaux. Fidèles aux grandes traditions de la Terreur de 1792 et 1793, on le suspendit à une des lanternes plantées devant le ministère. Des hommes et des femmes, même des enfants, tous ivres de vin et de sang, hurlant, gesticulant, chansonnant le mort, exécutèrent une sarabande infernale autour du poteau.

J'avais passé quelques heures à parcourir la ville intérieure, constatant de mes propres yeux les progrès rapides de l'insurrection, lorsque je me vis obligé de battre en retraite. Mon menton complètement rasé et le chapeau haut de forme, deux signes caractéristiques du rétrograde, me désignaient à l'attention peu bienveillante de la

populace. Dès midi elle remplissait la ville intérieure, et, sauf les militaires et les gardes nationaux, on ne voyait plus de gens décemment mis. Le veston en loques avait remplacé l'habit bourgeois. Après avoir passé le reste de la matinée chez un ami, je me hasardai de nouveau dans les rues, et, profitant du crépuscule, je pus sans difficulté gagner la Ballplatz et être admis à la chancellerie d'État.

Le rez-de-chaussée, où se trouvent les bureaux, était complètement désert. Cependant j'y rencontrai, errant comme des âmes en peine, le vénérable sous-secrétaire d'État baron de Lebzeltern, que le devoir retenait à son poste, et un vieux chef de bureau, M. Kaesar, décidé à mourir, s'il le fallait, sur ses paperasses. Montant au premier, je n'y trouve personne, mais j'entends des voix. Je pénètre dans la pièce d'où elles partent. C'est une salle à angle obtus, avec une porte qui donne sur une passerelle menant au jardinet du bastion, la même pièce où pendant trois générations Kaunitz, Thugut, Metternich ont reçu à dîner leurs intimes quand on était en petit comité. Il paraît que le baron de Wessenberg reste dans la tradition, car je le trouve attablé avec Bach, et mangeant apparemment avec grand appétit. Ils me racontèrent leur fuite et semblaient fort inquiets au sujet du général de Latour, dont nous

ignorions encore l'assassinat. Nous ne tardâmes pas à l'apprendre. Le courrier de cabinet Leyden, pâle, effaré, avec des larmes plein les yeux, portant son uniforme de garde national tout déchiré, à grand'peine échappé lui-même à la mort, car c'est un noir-jaune, nous donna les détails atroces de la fin du ministre de la guerre. Il n'eut pas plus tôt achevé son récit que des bruits confus se firent entendre. Je me précipitai à la fenêtre et je vis une bande de massacreurs traverser en courant la Ballplatz et s'approcher rapidement du palais. Il n'y avait pas une minute à perdre. Je me plais à constater que, dans ce moment critique où leurs vies, du moins celle de M. Bach, tenaient à un fil, les deux ministres ont fait bonne contenance, le baron de Wessenberg conservant l'attitude impassible de l'homme d'État de la vieille école siégeant à quelque congrès, et son jeune collègue, quoique plus agité, ne trahissant aucune peur. Le premier, guidé par M. de Lebzeltern, sortit par une porte de derrière. Bach s'éloigna par la passerelle qui mène au bastion, d'où il pouvait facilement gagner les glacis. Cependant, les émeutiers frappèrent à la grande porte, que le concierge, en criant qu'il n'y avait personne, se garda d'ouvrir. A la fin, de guerre lasse, ils déguerpirent, et je pus me retirer en toute sûreté. Me dirigeant

vers le Hof, théâtre du forfait, je fus arrêté par une foule compacte de gens de sac et de corde qui obstruait le Heidenschuss, là où il débouche sur la place, et remplissait l'air de ses vociférations. Je n'avais aucune envie de m'engager plus loin. Malgré ce vacarme, le son de voix rauques, des rires, des chansons, frappèrent mon oreille. C'étaient les mégères qui dansaient toujours autour du cadavre. Je revins donc sur mes pas. En traversant la petite ruelle de Strauchgassel, je rencontrai une bande de coupe-gorge vivement poursuivis par un petit détachement de troupes, auquel probablement l'ordre de retraite n'était pas parvenu. Tout en courant, ils firent feu sur les fuyards. Pour laisser passer les uns et les autres je n'eus que juste le temps de me blottir dans le chambranle d'une porte cochère fermée. Cette scène me rappela le dernier acte des *Huguenots*. Enfin, avant dix heures, je rentrai chez moi, brisé de fatigue et d'émotions et m'abandonnant aux plus noirs pressentiments. Dans cette journée de funeste mémoire, rien, pas même l'horrible crime du ministère de la guerre, ne m'a plus douloureusement impressionné que la défection d'une partie des troupes. C'est de mauvais augure.

Cependant, toutes les forces placées sous le commandement du comte Auersperg s'étaient

concentrées sur les glacis. C'est là, après avoir longtemps erré à l'aventure, que le ministre de la justice fut arrêté par un officier et conduit auprès du général commandant la colonne. C'était le prince Félix de Schwarzenberg. Il n'avait jamais vu Bach, le reçut à merveille, lui fit donner un cheval, un manteau et un képi militaires et l'engagea à le suivre au *jardin Schwarzenberg*, situé dans le faubourg et donnant sur un des glacis. C'est un point stratégique, facile à transformer en position assez forte pour repousser des attaques de bandes d'insurgés et d'une grande utilité dans le cas où l'on se trouverait en mesure de prendre l'offensive.

Qu'est devenu Bach? Nul ne le sait. A peine arrivé avec la troupe au palais-jardin, il disparut dans les ténèbres.

7, samedi. — Ce matin, la populace a pris de vive force et pillé l'arsenal de la municipalité au Hof. La physionomie toute particulière de la ville peint sa situation du moment. Les vainqueurs, pâles, fatigués, les yeux battus, la tête inclinée, sales comme des ivrognes au lendemain d'une orgie, effrayés de leur succès, semblent craindre un retour offensif des troupes campées au jardin Schwarzenberg. Je m'y rends de bonne

heure. La première personne que je rencontre, entourée de généraux et d'officiers supérieurs, est le prince Félix. Il est déjà devenu l'âme de la résistance et le véritable chef de cette petite troupe. Le commandant comte Auersperg, brave militaire, mais faible, irrésolu et accablé sous le poids de la responsabilité, ne semble guère à la hauteur de sa tâche. Quand il passe devant des groupes d'officiers, des colères mal contenues par la discipline se lisent sur leurs visages. En dehors des grenadiers de Hrabowsky, les *Deutschmeister* aussi se sont mal conduits hier. Il y a eu dans cet antique et glorieux régiment, un des plus célèbres dans nos annales militaires, beaucoup de défaillances et quelques désertions. Aujourd'hui dégrisés, tout honteux, et montrant un repentir sincère, ils sont rentrés tous au bercail. On fait bien de fermer les yeux sur leur conduite de la veille.

J'entends dire autour de moi que l'esprit de la troupe est bon. Cependant le prince Félix en doute. Selon lui, « l'exemple des grenadiers peut devenir contagieux. Le commandement est entre les mains d'un homme inepte. Enfin, nous sommes, numériquement, trop faibles pour tenir tête à une attaque des insurgés, si on leur laisse le temps de se recruter, ou que l'armée hongroise, qui avance, leur tende la main. La situa-

tion est donc critique. » Voilà ce qu'il m'a dit à l'oreille. Mais en public il n'a garde de trahir ses préoccupations et ne quitte pas ses soldats. Quant aux officiers, ils brûlent d'impatience de venger l'affront d'hier. Esprit, tenue, langage ne laissent rien à désirer.

Ce matin à sept heures et demie, l'empereur avec la famille impériale, escorté de cinq mille hommes, a quitté le château de Schœnbrunn.

Le *palais-jardin*, dit aussi jardin-Schwarzenberg, est un des nombreux palais, grands et petits, qu'on voit à Vienne, construits en style baroque par des architectes romains sous le règne de Léopold Ier et de Charles VI, à la fin du XVIIe et au commencement du XVIIIe siècle. C'est à eux que la *Kaiserstadt*, la ville des Césars, doit sa physionomie aristocratique et ce souffle de l'art italien et spécialement romain qui la distingue des autres capitales de l'Europe. Derrière cette belle et noble construction, un jardin, digne de l'immortel Le Nôtre s'il l'a dessiné, remonte en pente douce le sommet d'un coteau couronné par le jardin et, sur sa partie culminante, par le magnifique palais du Belvédère. Des fenêtres et de la terrasse de l'ancienne résidence d'été du prince Eugène de Savoie, on découvre tout Vienne. De cette habitation vraiment royale quelques pas vous mènent

à la porte du mur d'octroi et de là à la gare du Midi. Cette proximité et le vaste horizon que le palais domine lui donnent, en ce moment, une grande importance. Aussi, sur la proposition du prince Félix, s'est-on empressé de pratiquer une porte dans le mur qui sépare les deux jardins, et d'occuper aussi fortement que possible le palais du Belvédère et la gare du chemin de fer, qui doit nous assurer la communication avec le ban Jellaćić.

Où est-il? On l'ignore, mais il ne peut pas être loin. Espérons-le, car s'il ne vient pas à temps pour empêcher la force rebelle hongroise, qui avance, de tendre la main aux insurgés de Vienne, qui s'organisent, cette poignée de gens qui constituent la garnison de la capitale, ou plutôt de deux palais et de deux jardins, sera obligée d'évacuer ses positions, et Vienne sera à reconquérir.

J'ai passé toute la journée au Jardin, causant avec les officiers et ayant plusieurs entretiens avec le prince Félix. Sa sérénité et son calme, rien qu'à le voir, rassurent les soldats. L'aménité, très grande quand il le veut, de sa conversation distrait et amuse les officiers. Sa tenue, militaire et aristocratique à la fois, plaît et impose aux uns et aux autres. Mais en tête-à-tête je le trouve préoccupé et plutôt sombre.

C'est donc avec des sentiments mixtes que j'ai pris le dernier train de Baden.

8, dimanche. — Revenu ce matin, j'ai pu constater une amélioration notable dans le moral de la garnison. Impossible d'en dire autant du commandant. Il a complètement perdu la tête. Voulant faire un exemple, qui, loin de répondre à son intention, a produit un effet déplorable, il a fait fusiller un pauvre diable, déjà âgé, un de ces crétins comme on en voit beaucoup dans les montagnes de la Haute-Autriche. Les étudiants, toujours aux aguets au milieu de la populace qui stationne jour et nuit aux abords du Jardin, s'en étaient servis pour distribuer aux soldats des imprimés séditieux. Le fait seul que cet infortuné eût accepté cette mission périlleuse aurait dû le mettre à l'abri de la peine capitale.

On a des nouvelles, les premières de Jellačić. Il avance sur Vienne. Qu'il se dépêche!

J'ai visité mes filles au couvent des Salésiennes qui touche au Belvédère. Grâce au courage, à la fermeté et au calme doux et persuasif de la sœur Louise-Xavier de Pilat, le moral des pauvres religieuses se maintient, et les élèves, pendant que je me trouvais au parloir, jouaient dans le jardin avec la gaieté

et l'insouciance des enfants. Le soir, retour à Baden.

9, jeudi. — Ce matin, à mon arrivée au quartier général, le prince me donna une nouvelle, longtemps attendue, qui me fit tressaillir de joie. Il est appelé à la cour, et doit la rejoindre à Olmütz. Je l'accompagnerai dans ce voyage. Mon fidèle Robin, rompu déjà aux aventures de son maître, m'apporte, de sa propre initiative, une petite malle contenant les effets les plus indispensables. En sa qualité de Français, et grâce à un ruban tricolore dans sa boutonnière, il a pu traverser les lignes des insurgés et la foule rassemblée devant le Jardin. Dans l'après-midi, le prince me mène dans sa chambre pour me dire qu'il ajourne son voyage, persuadé qu'il est qu'après son départ le général d'Auersperg s'empressera d'évacuer la seule position occupée encore, dans Vienne, par des troupes impériales. Il m'enverra à sa place, chargé de le représenter auprès de l'empereur. Dès que les circonstances le permettront, il me suivra.

Je résume ses instructions ainsi qu'il suit : empêcher que des députations du Reichstag ne soient reçues par la cour. A cet effet, exposer à l'impératrice, à l'archiduc François-Charles, à l'archiduchesse Sophie, à l'archiduc François-

Joseph et au comte de Grünne, pour lequel il me donne une lettre me désignant comme l'homme de sa confiance, les motifs de la conduite qu'il recommande. Ils tombent sous le sens. La majorité du Reichstag n'existe plus. Ses membres les plus compromis par leur dévouement à la dynastie, à l'Autriche et à la cause de l'ordre ont, à peu d'exceptions près, pris la fuite. Ceux qui n'ont pas imité cet exemple sont des otages plutôt que des législateurs. Les pouvoirs du parlement ont virtuellement passé entre les mains des chefs de l'insurrection. Traiter avec les députés d'une assemblée placée dans ces conditions serait traiter avec l'anarchie, se laisser arracher de nouvelles concessions et, au lieu de sauver la situation, la perdre, peut-être, irrévocablement. Il faut d'abord combattre et vaincre l'insurrection. Ce but atteint, le moment sera venu de réfléchir à ce qu'il y aura à faire par rapport à l'Assemblée législative.

Au moment de me retirer, le prince a ajouté quelques considérations qui m'ont vivement impressionné. « L'existence de la monarchie, a-t-il dit, tient à un fil. Si Jellaćić ne vient pas à temps pour refouler les bandes hongroises avant qu'elles aient opéré leur jonction avec les insurgés de Vienne; si Windischgraetz se sent impuissant à hâter sa marche sur la capitale; si,

à la suite d'une prompte conclusion de la paix avec la Sardaigne, qui n'est guère probable, une grande partie de l'armée de Radetzky ne devient pas disponible, je ne vois pas trop où trouver les ressources nécessaires pour abattre la révolution. L'exemple contagieux de défections dans l'armée, en Lombardie, en Hongrie, à Vienne, ce triste et honteux exemple me préoccupe et m'inquiète. Cependant, il ne faut pas nous décourager. Nous sommes dans la situation d'un homme qui joue son va-tout sachant qu'il est en déveine. Nous le jouerons tout de même et à la garde de Dieu! Quant à nous deux, nous travaillerons ensemble tant que durera la crise. Je serai le ténor de *Lucrèce Borgia*[1] et vous le page. Seulement vous n'aurez pas de romance à chanter. » Ce furent là nos adieux.

A cinq heures du soir, après avoir caché dans ma chaussure ma lettre de créance au comte de Grünne et passé une blouse par-dessus mes habits, coiffé d'un chapeau mou, qui avait eu du service, offert par un domestique de la maison, je fis ma sortie à travers les deux jardins et par la porte de l'octroi. De là le plus sûr me semblait de suivre les *lignes*, l'enceinte de l'octroi. C'était la partie la plus scabreuse de ma

1. Cet opéra avait alors la vogue.

très longue promenade nocturne. Cependant, j'arrivai sain et sauf à Hietzing, alors plongé dans le sommeil, et j'eus la satisfaction de trouver près du guichet fermé du parc de Schœnbrunn mon valet de chambre, ma malle et le fiacre du prince de Schwarzenberg, qui me mena rapidement à Siegartskirchen. De là, par une nuit tiède et un clair de lune superbe, je continuai ma route en char à bancs. A Perschling le maître de poste, un noir-jaune, me prit pour un émigré de qualité et, par conséquent, me donna sa meilleure chaise de poste attelée de ses meilleurs chevaux. Il m'assura que le pays était tranquille et que l'insurrection n'avait pas encore gagné les campagnes.

10, mardi. — A une heure du matin, traversant le pont de Mautern, je passai sur la rive gauche du Danube. Enfin, une heure avant le jour, j'arrivai à Hadendorf. La cour y avait passé la nuit et s'apprêtait à partir. Il fait encore nuit close, mais la plus grande animation règne déjà dans le petit bourg. Dans toutes les maisons, à travers toutes les fenêtres, dépourvues de rideaux, dont l'usage semble inconnu ici, on aperçoit, à la clarté incertaine de chandelles, des gens occupés à s'habiller à la hâte. Au Marktplatz, des feux de bivouac

entourés de soldats projettent des lueurs rougeâtres sur les murs des maisons où des sentinelles, des ordonnances, des officiers allant et venant dessinent leurs ombres errantes. Au premier crépuscule, des fanfares et la diane appellent les hommes sous les armes. Le silence du sommeil fait alors place au cliquetis des armes, aux hennissements des chevaux, aux mille bruits qui accompagnent la levée d'un camp. Mais sur ce tableau bariolé et bizarre de confusion et de désordre, apparents seulement mais non réels, on reconnaît et peut suivre aisément, comme un fil rouge, l'effet de la discipline.

J'ai débuté par un quiproquo assez comique. Ayant demandé à un officier l'adresse du comte de Grünne, il me conduit dans une maison, ouvre la porte d'une chambre et me dit : « Le voilà ». Je trouve le comte reposant sur un lit, enveloppé de son manteau blanc, avec un bonnet de nuit à pointe de coton blanc qu'il a eu soin de tirer pardessus les yeux. Il ronfle énergiquement. Donc, il dort. Je le secoue fortement au bras et, après l'avoir réveillé, ce qui n'était pas facile, je lui expose brièvement le but de ma venue et lui remets la lettre du prince Félix. Il la repousse. « Laissez-moi dormir, dit-il d'un air grognon. Je ne suis pas le comte de Grünne. » Et il se retourne et ronfle de plus belle. Grande était

ma consternation. Heureusement le général Parrot, commandant de l'escorte de la cour, est un galant homme; d'ailleurs il n'a probablement rien retenu de ce que je lui avais dit.

Introduit chez le véritable comte de Grünne, nous fûmes aussitôt rejoints par le jeune archiduc François-Joseph. Ils me rassurèrent, en riant beaucoup, au sujet de ma méprise. J'ai pu m'acquitter à la hâte d'une partie de ma commission et j'ai quitté la pauvre chambrette, où l'entretien avait eu lieu, profondément impressionné de la tournure d'esprit et du maintien du jeune archiduc : digne et grave, trahissant plus d'indignation que de tristesse et aucun découragement.

Mais déjà les troupes commençaient à s'ébranler, la cavalerie alternant avec l'infanterie, suivies de quelques grosses pièces de canon. Les carrosses impériaux, entourés d'un bataillon de chasseurs, occupaient le milieu de la colonne. Parti le dernier, il me fallut plus d'une heure pour la devancer. Vue des coteaux près de Meissau, elle présentait un aspect à la fois pittoresque et imposant.

Quelques heures après, en descendant une côte assez raide, je fus dépassé par une voiture, attelée de chevaux en meilleure condition que les miens. Elle contenait deux messieurs. L'un

d'eux était un homme de haute taille, très pâle, avec le menton complètement rasé, par conséquent un « noir-jaune ». Ses nobles traits, qui ne me semblaient pas inconnus, et la vivacité de ses gestes révélaient une grande agitation. Son compagnon, un tout jeune homme, fort joli garçon, avait également grand air. Il me fixa de ses beaux yeux luisants qui scintillaient à travers les nuages de poussière soulevés par nos voitures. Le valet de chambre de la cour que Grünne avait mis à ma disposition pour m'aider à requérir des chevaux et des logements, s'écria: « C'est le prince Félix avec son domestique. » Me fiant plus à sa vue qu'à la mienne, nous engageâmes les inconnus, par des cris et des signes, à s'arrêter; mais, loin de se rendre à ce désir, l'homme de haute taille, maintenant debout dans sa voiture, s'évertuait à pousser le postillon. Ma curiosité était piquée au vif; je continuai donc la poursuite, et, après une course vertigineuse, je finis par joindre les fuyards. Le grand monsieur, qui n'était pas le prince de Schwarzenberg, sauta de voiture. J'en fis autant, et, à mon grand étonnement, au fur et à mesure que je l'approchais, il rétrogradait, tenant toujours l'œil fixé sur moi. A la fin nous nous reconnûmes. C'était le comte François de Stadion, et son compagnon était le comte Henri

de Clam-Martinitz[1]. Stadion, au Reichstag par ses antécédents et son nom plutôt que par la part qu'il prit aux discussions, un des membres de la majorité les plus en évidence, me racontait qu'il était parvenu à grand'peine et en courant les plus grands périls à s'évader de Vienne, et qu'il m'avait pris, moi et les deux domestiques, pour des étudiants envoyés à sa poursuite. Rassuré sur mes intentions inoffensives, il devint charmant, et nous fîmes gaiement route ensemble vers Poulkau, où la cour devait passer la nuit.

Au milieu du jour nous nous arrêtâmes pour déjeuner dans une petite auberge de rouliers. Rien de plus rustique que cet établissement, si ce n'est l'hôte et le repas qu'il nous servit. Ce brave homme, en levant une trappe, nous invita à descendre dans la cave et à choisir nous-mêmes notre vin. A ces mots, Stadion pâlit et s'écria en français : « Non, non! C'est un piège. On veut s'emparer de moi[2]. »

1. Le comte Henri de Clam-Martinitz, né 1826, entra au service attaché à la personne du comte François de Stadion, alors ministre de l'Intérieur, novembre 1848; gouverneur de Cracovie 1857; quitta le service 1860; plus tard le chef le plus influent du parti féodal à la Diète de Bohême et au Reichsrath de Vienne; mort 1887.

2. C'était le premier symptôme de la maladie qui, peu de mois après, devait obscurcir son intelligence et mettre fin à sa vie publique.

Ce soir à Poulkau, où nous partageons tous les trois la même chambre, Stadion, revenu des émotions de la journée, a été fort en train. Nous avons discuté, sans jamais tomber d'accord, mais toujours avec armes courtoises, les questions brûlantes du jour. Ce qui m'effraye un peu, c'est que mon interlocuteur recommande la reprise des pourparlers entre la cour et la Chambre, ce que j'ai précisément mission d'empêcher à tout prix. Comment ne comprend-il pas que sa fuite même de Vienne, par la raison qu'il ne s'y croyait plus en sûreté, et le départ de presque tous les députés conservateurs mettent en évidence que ce qui reste du Reichstag n'est plus qu'un instrument entre les mains des vainqueurs du 6 octobre? Stadion, que je connais depuis des années, joint à un caractère pur et élevé une grande finesse d'esprit; mais je doute, parfois, de la justesse de son jugement. Il a beaucoup lu, mais a-t-il tout bien digéré? Comme administrateur, il n'a pas son pareil en Autriche. Mais on peut être bon administrateur sans être homme d'État.

11, mercredi. — J'ai dormi du sommeil du juste, et à mon réveil je vois que mes deux compagnons sont partis sans me crier gare.

A Znaym beaucoup de troupes et une foule de

campagnards accourus de près et de loin. Avec cela, grande confusion et grande difficulté de loger tant de monde. Pour l'empereur et l'impératrice on a préparé à la hâte l'abbaye de Pöltenberg située sur une éminence d'où l'on découvre, au pied du mamelon, la ville de Znaym, au delà, la plaine et, sur l'horizon, de bas coteaux aux contours arrondis. J'assiste à l'arrivée de Leurs Majestés. Quelle scène navrante! Le temps lugubre : des flocons de brouillard chassés par un vent aigre sur un ciel gris de plomb. Nous attendons en grelottant. Enfin apparaît, horriblement cahoté, le carrosse contenant Leurs Majestés; l'héritier présomptif, l'archiduc François-Joseph, l'escorte à cheval. Quelques faibles *vivats* partent de la foule, qui a l'air consternée et ne semble guère en croire ses yeux. Quoi! l'empereur, le bon empereur en fuite! Quel sacrilège! Les femmes pleurent. Quelques-unes se sont agenouillées pour prier. L'aspect de l'impératrice, digne, calme, résignée, détermine à sa descente de voiture, parmi les paysannes, une nouvelle explosion de sanglots. Je n'ai jamais vu de plus touchante ovation.

En descendant le mamelon à pied par un sentier assez raide, l'archiduc François-Joseph, qui a quitté son cheval, vient se joindre à moi. Le jeune prince est dans les meilleures disposi-

tions. Il me dit que des émissaires des chefs de l'insurrection suivent constamment le cortège impérial et que cette nuit une grande députation du Reichstag est annoncée à Znaym. S'appropriant les idées du prince Félix, il fera tout ce qu'il pourra pour empêcher qu'elle ne soit reçue.

Dans l'après-midi, j'ai rendu visite au baron Kübeck[1], dans un château qu'il possède près de Znaym. Nous avons beaucoup causé de la forme à donner à la nouvelle Autriche, et j'étais émerveillé de sa connaissance de la monarchie. Au demeurant, le prototype de la haute bureaucratie.

Ce soir petite réunion des personnes qui composent la suite de la famille impériale. J'y rencontre Stadion, et nous reprenons notre discussion d'hier. Pas de doute qu'il ne travaille sous main à renouer les pourparlers avec le Reichstag. Craignant toujours des attentats sur sa personne, il ne s'est pas montré pendant le jour, mais je sais qu'il a été reçu en haut lieu.

12, lundi. — La députation du Reichstag, annoncée hier, arriva ce matin, mais on lui

1. Baron Charles de Kübeck, né 1780; suit la carrière administrative; ministre des finances de 1840 à 1848; président du conseil d'État 1850; mort 1855.

refusa l'entrée de l'hôtel, et elle se retira sans insister et même sans témoigner du mécontentement.

La cour s'est mise en route à sept heures du matin. Avant le départ il avait été décidé d'envoyer à Félix Schwarzenberg et à Jellaćić un courrier porteur d'ordres verbaux. Averti en temps utile, j'ai pu en faire supprimer certaines expressions faites pour paralyser l'action de ces deux personnages. Ce n'est pas sans peine que j'ai pu obtenir cette modification. Nul doute qu'un revirement, dû à l'action secrète de Stadion, n'ait eu lieu. On se méfie de ses propres forces, si grandes encore, et l'on compte se jeter dans les bras de l'ennemi. Je m'en suis expliqué très franchement avec Grünne, et j'ai vu, à ma grande satisfaction, que je prêchais un converti. « Jusqu'ici, m'a-t-il dit, tout marchait bien; maintenant d'autres influences — il désignait Stadion sans le nommer — semblent prévaloir. On ne vous écoute plus. »

C'est clair: quoique mandataire du prince Félix, je ne suis pas de taille à lutter avec Stadion. La présence du prince est devenue indispensable. Par conséquent il fut décidé entre nous deux que mon interlocuteur tâcherait d'obtenir pour ce dernier l'ordre de venir incessamment. Ceci convenu, nous nous séparâmes.

Comme une grande partie de l'escorte se compose d'infanterie, la colonne, obligée de marcher au pas, n'avance que fort lentement. Je pouvais donc quitter ma voiture pour me dégourdir les membres. L'archiduc François-Joseph aussi descendit de cheval et me permit de l'accompagner. Cette promenade d'une couple d'heures fut toute remplie d'un échange de réflexions sur la situation. J'appris par lui que le prince Windischgraetz mandait de Prague qu'il espérait être bientôt prêt à marcher sur Vienne.

Arrivé au château de Selowitz longtemps avant la cour, j'ai passé le reste de la journée avec les Charles Lanckoroncki et la jolie princesse Lobkowitz, femme de l'aide de camp général de l'empereur. L'inquiétude, l'impatience, la tension d'esprit ne nous permettaient pas de rester en place. Nous entrions dans les appartements du château, nous courions dans les allées et sentiers du parc, tous en proie à une fiévreuse agitation. Dans les temps calamiteux, surtout quand la crise approche, il y a, comme dans les grandes maladies, des hauts et des bas. Personne n'en est exempt. On peut cacher des émotions, on ne peut s'empêcher de les éprouver. Enfin, à la tombée de la nuit, la cour arriva. Un conseil de famille se réunit en toute hâte. Assistaient l'empereur, l'impératrice, l'archiduc Fran-

çois-Charles, l'archiduchesse Sophie et l'archiduc François-Joseph. Deux résolutions importantes furent prises : le prince Félix est chargé de venir sans retard, le prince Windischgraetz de hâter sa marche sur Vienne. Le *billet autographe* de l'empereur au prince Félix fut écrit sur du papier mince, et caché dans le chapeau de mon valet de chambre français, qui est chargé de le porter au jardin Schwarzenberg. Il se mit aussitôt en route. Dieu veuille qu'il arrive à destination! S'il n'y a pas d'obstacle, il sera à Vienne demain matin. Le prince Félix pourra rejoindre la cour après-demain. Dans ce même conseil de famille il a été décidé de m'envoyer à Prague auprès du prince Windischgraetz, avec mission de le mettre au courant de la situation et de presser son départ.

Ce soir, au dîner, on a été fort nombreux : outre Leurs Majestés et les membres de la famille impériale, le prince Wasa, les personnes de la suite : la landgrave de Furstenberg, grande maîtresse de l'impératrice, le prince et la princesse de Lobkowitz, les deux comtesses Schoenborn, comte et comtesse Charles Lanckoroncki, le comte Lazansky, gouverneur de la Moravie, deux évêques, plusieurs prélats et bon nombre de fonctionnaires de la province. Un silence morne régnait autour de la table. On n'entendait

que la voix de l'empereur adressant la parole, avec cette bonhomie familière qui est l'apanage de sa dynastie, à plusieurs de ses convives. Jamais l'impératrice, dans son austère beauté, ne m'a semblé, plus que ce soir, une sainte de la Légende, portant une couronne d'épines sous le diadème de la souveraine.

Le triste festin terminé, porteur de paroles et non de lettres pour le prince de Windischgraetz, je quitte Selowitz et arrive à Brünn à onze heures du soir. Devant l'hôtel de la poste, des jeunes gens armés, portant l'écharpe tricolore, entourent ma voiture et me déclarent prisonnier. « Vous venez, disent-ils, de Selowitz et vous allez à Prague pour appeler le tyran. Jamais nous ne le permettrons! » Celui d'entre eux qui montre le plus d'indignation est le maître de poste. Suivi des jeunes représentants de la souveraineté du peuple, il me conduit dans une bonne chambre, après quoi tout le monde se retire, non sans laisser des sentinelles devant la grande porte de l'hôtel. Bon, me voilà claquemuré! quel contretemps! quel embarras! Heureusement, j'en fus bientôt tiré. Le maître de poste, cette fois-ci pieds nus pour amortir le bruit de ses pas et me faisant signe de parler bas, se glisse dans ma chambre. Il m'ouvre son cœur. C'est un noir-jaune pur sang. Seulement, il n'a

pas toujours et partout le courage de son opinion. Lui aussi a deviné le but de mon voyage, et maintenant que, sauf les plantons qu'ils ont laissés devant la grande porte, les matamores sont partis, il en fait des gorges chaudes. C'est un brave jusqu'au danger. Il revient à minuit, me conduit dans une cour éloignée, où je trouve ma voiture attelée, et me fait sortir par une porte de derrière.

14, dimanche. — Craignant d'être poursuivi, j'ai gagné Olmütz par des chemins de traverse; j'y ai pris la voie ferrée, mais, ayant la malchance d'être arrêté près de Böhmisch-Brod par un accident de chemin de fer, j'ai mis près de trente-six heures pour arriver dans la capitale de la Bohême. Mais, enfin, me voilà au Hradchin, le palais impérial, autrefois la résidence des rois, occupé en ce moment par le commandant en chef. Il me reçoit on ne peut plus gracieusement. Je lui expose la situation dans Vienne, lui donne les nouvelles de la famille impériale qui, à l'heure qu'il est, doit être arrivée à Olmütz. Le repos, la tranquillité, la sécurité et, je l'espère, le prince Félix l'y attendent. « Maintenant, dis-je en terminant, il ne nous manque que le prince de Windischgraetz et son armée. » Le mot d'armée

le fit sourire tristement. « Mon armée! dit-il, c'est un mot bien pompeux. J'emmènerai vingt escadrons, douze bataillons et sept batteries. Voilà tout. Mais c'est toujours quelque chose, et j'espère que c'est assez pour avoir raison de ces drôles. » Il m'exposa ensuite ses idées sur la constitution à donner au pays. J'y ai trouvé une certaine analogie avec celles du baron Kübeck. Mais ce n'est pas une constitution, c'est son épée qu'on lui demande.

Cet homme remarquable, dont l'extérieur, le type du grand seigneur et du grand capitaine, peint si bien son noble cœur, fondit en larmes en me parlant de sa femme[1].

Je l'ai quitté réconforté et tout disposé à partager sa confiance.

A l'établissement de bains de l'*Ile des Tirailleurs* j'eus la surprise de rencontrer Stadion. Pourquoi est-il venu à Prague? Évidemment pour sonder le prince de Windischgraetz. Il ne se doute pas de l'abîme qui sépare ses rêves constitutionnels modernes des convictions politiques de ce dernier. Ajoutons à ceci Wessenberg, qui est toujours ministre, Bach et Bruck, qui probablement le seront! Quels contrastes! Comment sera-t-il possible de faire tendre vers le même

1. Voir page 222.

but, de réunir dans une même action, des éléments aussi disparates? Une longue conversation, ou plutôt une discussion fort animée avec Stadion n'a fait que confirmer mes appréhensions. Tous nos amis veulent naturellement la conservation du trône et de la monarchie. Mais chacun des hommes appelés ou se croyant appelés par les circonstances, ou par sa situation, ou par son passé, à émettre un avis sur la route à suivre, a ses idées, pour la plupart des idées fixes, profondément enracinées dans son esprit, tandis que le prince Félix, le chef du futur gouvernement, n'en a aucune, absolument aucune, et n'a pas même voulu s'en former avant d'entrer en action. La mer est houleuse, les vents déchaînés, le ciel brumeux, le bâtiment qui nous porte, un radeau fait à la hâte après le naufrage, et aucune boussole! Voilà où nous en sommes.

Mais ces noirs pressentiments s'évanouirent bien vite lorsque, dans l'après-midi, en compagnie des fils du prince de Windischgraetz, d'un ami de jeunesse, le prince Richard Khevenhüller, et de deux comtes Thun, je partis par le premier train militaire, dirigé sur Vienne. Aux stations rapprochées de Prague, de petits détachements viennent grossir le nombre des voyageurs. Tout est préparé et tout se fait avec

un ordre merveilleux. L'enthousiasme des troupes et des officiers est indescriptible. Ils vont, disent-ils, venger l'affront fait à l'empereur, venger Latour, châtier les étudiants, délivrer les bons Viennois. Partout le train est salué par le *Gott erhalte*, l'hymne national: les soldats dansent dans les gares, chantent dans les wagons, font, malgré le bruit de la locomotive, retentir l'air de leurs cris de « Vive l'empereur! » On dirait qu'ils vont à une noce ou plutôt qu'ils en reviennent. Partout les populations fraternisent avec eux. L'insurrection de Prague, si promptement étouffée par Windischgraetz, ne semble avoir laissé aucune trace dans les campagnes.

15, dimanche. — Ce matin à huit heures, notre train, long, lourd et lent, entre enfin dans la gare d'Olmütz. Les wagons vomissent leur cargaison d'hommes armés; on retire de quelques-uns d'entre eux les chevaux des lanciers, et l'on descend des trucs les canons et les caissons. Une heure après, la petite ville est transformée en un *camp de Wallenstein*.

J'apprends avec bonheur que le prince Félix est arrivé. Il a pu sortir du palais-jardin de son frère et traverser, sans être reconnu, la foule des gardes nationaux et des étudiants qui en occu-

paient les abords. Wessenberg est aussi arrivé. Le prince l'a persuadé de conserver sa place de président du conseil, quoiqu'il doive savoir que désormais il n'en sera que le titulaire. En effet, l'âme du gouvernement en voie de formation est le prince Félix, et quelle âme froide, énergique, indomptable!

L'empereur et l'impératrice occupent la *Résidence*, que l'archevêque a mise à leur disposition. Les chanoines du riche et noble chapitre, suivant cet exemple, logent les autres membres de la famille impériale et leurs suites.

16, lundi. — L'empereur a signé aujourd'hui une *lettre autographe* nommant le prince de Windischgraetz, qui est promu au grade de maréchal, commandant en chef de toutes les troupes de l'armée impériale, à l'exception de celles placées sous les ordres du maréchal Radetzky. En même temps, Sa Majesté a donné sa signature à un manifeste que j'avais rédigé ce matin sur le bureau et avec la collaboration du prince Félix. Ce document, après avoir flétri en termes sévères l'insurrection du 6 octobre, fait connaître la mission du prince de Windischgraetz, chargé « de pacifier le pays dans le plus bref délai possible », et ajoute que, ce but atteint, « le ministère, de concert avec l'Assemblée

constituante, pourvoira aux moyens d'assurer le respect de la loi sans préjudice pour la liberté ». En d'autres termes, on ne transigera pas avec le Reichstag avant que l'œuvre de la pacification ne soit accomplie. En ceci le prince Félix a maintenu sa pensée. En revanche, il a fait une concession importante à Stadion et à ses amis en ajournant la dissolution de l'Assemblée. Je le regrette infiniment.

Le manifeste, aussitôt imprimé, répandit l'alarme et la consternation parmi les membres d'une députation venue de Prague et certains députés du Reichstag qui ne cessent de hanter les abords de la Résidence, toujours aux aguets des nouvelles et toujours en contact avec Stadion. Craignant que le langage de l'empereur ne blessât la délicatesse des massacreurs du 6 octobre et les sentiments de l'extrême gauche du Reichstag, laissant aussi entrevoir une grande agitation de l'opinion publique, ils portèrent le trouble dans le petit monde officiel d'Olmütz. Wessenberg menaça de donner sa démission, et le prince Félix, qui croit ne pouvoir se passer de son nom avant que le nouveau ministère soit constitué, accorda quelques légères modifications de rédaction, mais maintint intacts le sens et la portée du manifeste.

Comme c'était à prévoir, et comme il me l'avait

prédit, notre futur premier ministre n'eut pas plus tôt quitté Vienne que le général Auersperg évacua la capitale et réunit ses troupes avec celles du ban de Croatie. Messenhauser[1], le commandant en chef des insurgés, établit son quartier général au palais-jardin, et le condottière polonais Bem[2] occupa le Belvédère.

17, mardi. — Les convois militaires du prince de Windischgratz, en route pour Vienne, continuent de traverser Olmütz. Lui-même, accablé d'affaires militaires et politiques, est toujours ici. Je passe mes moments libres avec ses fils, et, à dîner, je reprends avec Stadion mes discussions, probablement stériles, mais toujours animées et souvent amusantes. — Cet après-midi, une grande députation de paysans et paysannes hanaques des environs d'Olmütz, les hommes à cheval, les femmes à pied, portant leur beau

1. Wenceslas Messenhauser, né 1813 à Prossnitz en Moravie; fils d'un clairon, entre dans l'armée 1823, lieutenant 1840; quitte l'armée mars 1848; commandant en chef de la garde nationale de Vienne 12 octobre 1848; exécuté 16 novembre 1848.

2. Joseph Bem, né en Galicie 1795. Pendant la révolution, général de l'armée insurrectionnelle 1831; organise la défense de Vienne octobre 1848; s'enfuit de Vienne après la prise de la ville; commandant de l'armée hongroise en Transylvanie 1849; s'enfuit en Turquie, se fait musulman, est nommé pacha, bat à Aleppo les insurgés arabes 1850; mort 1850.

costume à manches larges, jupes blanches très courtes, et aux bas écarlates, le tout relevé par des rubans noir-jaunes, se rendent à la Résidence pour offrir leurs hommages à l'empereur. D'autres députations arrivent ou sont annoncées de différentes provinces. Les méfaits du 6 octobre et la fuite de la cour ont partout remué les cœurs et ravivé le sentiment autrichien.

18, mercredi. — Une nouvelle députation du Reischstag, venue pour demander l'ajournement de l'ouverture des hostilités, n'a pas été reçue. Le langage modeste des délégués, fort différent du ton altier de leurs prédécesseurs, est significatif. On voit que la terreur règne à Vienne, et les députés, malgré leurs protestations, soupirent après les baïonnettes.

19, samedi. — Ce matin, le prince de Windischgraetz, comblé par la cour d'attentions gracieuses et d'honneurs, est parti pour son quartier général devant Vienne. Les troupes qu'il y a rassemblées se chiffrent à soixante mille hommes. — Le manifeste, dont la forme mais non l'essence avait été modifiée sur les instances du baron Wessenberg, et, en vérité, sous l'influence croissante que Stadion exerce sur le

prince Félix, a été signé aujourd'hui. Demain il sera publié. Comme le premier manifeste a déjà été distribué, on fait tenir à l'empereur deux langages, l'un à l'adresse des bons Autrichiens, l'immense majorité, assez robustes pour supporter la vérité dite sans ambages, l'autre usant de précautions oratoires et par là approprié à la partie malsaine du public, semblable aux enfants auxquels on dore la pilule. C'est l'édition *ad usum Delphini*. Ce fait serait assez drôle s'il n'était pas si choquant. Mais, au moins, il sert à dessiner la situation et donnera à réfléchir. Le ministère Wessenberg subsiste toujours. Il a survécu à la tourmente. Seulement il ne se compose que de deux ministres : l'un, à Olmütz, qui lui donne son nom; l'autre, à Vienne, le baron Krauss, ministre des finances; le ministre de la guerre a été massacré; Bach s'est si bien caché que, malgré nos recherches, il n'a pas encore pu être trouvé; les autres ont disparu. A côté de ce fragment de ministère, on voit son héritier présomptif, le prince Félix de Schwarzenberg, honoré de la confiance de la cour, des grands chefs de l'armée et, au fait, de tous ceux qui ont quelque chose à perdre, mais tiraillé en sens divers par des conseillers non officiels, qui s'imposent à la faveur des circonstances, paralysé aussi, faute de pouvoirs réguliers, dans

l'action que la cour lui demande ou qu'il croit lui-même nécessaire d'exercer, ce qui, dans son opinion, n'est possible qu'à la condition que Wessenberg serve de prête-nom. Or, en ce qui concerne les affaires intérieures, ce ministre a été l'homme des transactions avec les intransigeants et des concessions sans mesure et sans terme. Le prince Félix est nécessairement, la force des choses l'y oblige, l'homme du combat. Mais chaque ordre qu'il donne doit être signé par Wessenberg.

Le même contraste se manifeste sur le terrain de la politique étrangère. Wessenberg, en sacrifiant nos provinces d'Italie, espérait sauver le reste de la monarchie. Schwarzenberg en veut l'intégrité. Celui-là a offert la Lombardie à lord Palmerston pour la remettre au roi de Sardaigne; celui-ci a versé son sang pour la reconquérir. Wessenberg, pour construire un empire allemand, avec les meilleures intentions accepterait des combinaisons qui aboutiraient logiquement au démembrement complet de l'Autriche. Schwarzenberg ne ressent pour l'œuvre de Francfort ni confiance ni sympathie. Mais toutes les dépêches à nos ministres à l'étranger, rédigées par moi, doivent, avant d'être expédiées, obtenir la signature du ministre titulaire des affaires étrangères. Rien de plus pénible

que d'assister tous les matins, quand pour la forme je lui apporte mes minutes, aux angoisses, aux explosions de désespoir et de colère de cet homme d'État infortuné. Voir défaire ce qu'on a fait ou voulu faire est déjà dur, mais le défaire de sa propre main, voilà qui passe la mesure. Cependant le baron reste à sa place. L'empereur le lui a demandé comme une faveur. Le vieux serviteur obéit, et, faisant preuve d'une abnégation vraiment admirable, il gardera son portefeuille jusqu'à ce qu'on le lui demande. Mais quand ce moment viendra-t-il? — Quand Vienne sera pris, quand on aura trouvé des hommes du bois dont on fait les ministres. — Mais est-ce bien là le vrai motif? La peur de déplaire à une partie du public en se passant de ministres de la couleur des Wessenberg et des Bach, ou le décevant espoir de plaire à tout le monde, le désir de paraître libéral tout en sachant que pendant longtemps un gouvernement autoritaire seul pourra tenir les rênes, ces appréhensions, ces espérances, ces désirs, n'entrent-ils pas pour beaucoup dans la prolongation volontaire, selon moi fâcheuse et compromettante, de l'état anormal où nous sommes? Cette question, je l'adresse tous les jours à Stadion. Vraiment, il y a de quoi prendre la politique, celle que nous suivons, en ennui et en humeur.

22, dimanche. — Aujourd'hui doit être publié à Vienne le manifeste impérial du 19, prononçant l'ajournement du Reichstag et la convocation de ce corps désormais constituant, pour le 15 novembre, à Kremsier, petite ville peu éloignée d'Olmütz. La mission que l'empereur lui assigne est expressément limitée : « De concert avec le ministère, il n'aura qu'à s'occuper de l'élaboration d'une constitution conforme aux intérêts de la monarchie. » C'est le triomphe des idées de Stadion et de ses amis du Reichstag, fort bien accueillies à la cour et adoptées malgré mes remontrances, après de longues hésitations, par le prince Félix. Le plan suggéré par Kübeck, et que ce fonctionnaire a bien voulu me faire connaître lors de ma visite à sa campagne, est définitivement mis de côté. En voici les principales dispositions : l'état de siège proclamé dans toute la monarchie, le Reichstag dissous, le prince de Windischgraetz, sous le titre de dictateur, revêtu de pouvoirs illimités et chargé de concerter avec un ministère, par lui nommé, les institutions organiques à octroyer à l'Autriche. Le prince de Windischgraetz, partant du point de vue, qui est aussi le mien, qu'avant d'avoir rétabli l'ordre matériel dans toutes les parties de l'empire, il ne fallait pas songer à octroyer ou faire, n'importe de quelle manière,

des constitutions quelconques, se déclara cependant prêt à se charger de la tâche que le programme Kübeck lui destinait, mais il déclina, comme insolite en Autriche et dérogatoire à la dignité de l'empereur, le titre de dictateur. Lorsqu'il fut informé de l'abandon de ce projet, il n'y fit aucune objection, mais demanda et l'on convint qu'il serait tenu au courant des affaires d'État et qu'aucune résolution importante ne serait prise par les ministres sans s'être préalablement assurés de son adhésion. Cette convention, qui est tenue secrète, se justifie peut-être par les circonstances anormales où se trouve la monarchie. Dieu veuille qu'elle ne devienne pas un germe de mésintelligence entre les deux beaux-frères! Je tâche de soumettre mon jugement à celui du prince Félix, mais je n'y réussis pas. Je crains qu'il ne se trompe de route en voulant artificiellement prolonger l'existence d'un corps qui a cessé de vivre. Que le Reichstag actuel siège à Vienne ou ailleurs, peu importe; il sera partout le même, et l'on n'a pas besoin d'être prophète pour soutenir que ce n'est pas lui qui fera notre Constitution.

24, mardi. — *Heu, fugax tempus!* Et le jour qui n'a que vingt-quatre heures, dont dix à douze passées à mon cabinet, et pour seule interruption

un mauvais dîner chez Lauer, il est vrai en fort bonne compagnie : Stadion, Henri Clam, depuis quelques jours l'élégant et un peu doucereux comte Édouard Woyna, notre ministre à Bruxelles, le comte Louis Paar[1] et quelques jeunes diplomates. D'autres tables sont occupées par des députés, tous membres de la majorité du Reichstag, et représentant, comme Palacky et Helfert, ce qu'il y a de plus respectable dans cette assemblée. Parfois, vers le soir, favorisé par un temps d'automne idéal, je m'accorde une petite promenade avec mon ami Malaguzzi, gentilhomme modénais, chambellan de l'archiduc Ferdinand d'Este, *a wit*, comme diraient les Anglais, pétri d'esprit et d'humour. Rien que le regarder fait rire. Par les temps qui courent, où l'on est plutôt disposé à pleurer, un homme pareil vaut son pesant d'or.

Vienne, à en croire les nombreux émigrés qui nous arrivent tous les jours, offre une belle analogie avec le régime de la Terreur de 1793. Pour la compléter il ne manque plus que le tribunal révolutionnaire et la guillotine. C'est un progrès à faire. Le Reichstag, quoique abandonné par la plupart des députés de la majorité, siège toujours. La gauche seule domine, mais son

1. Plus tard ministre à Copenhague et, pendant plusieurs années, ambassadeur près du Saint-Siège.

règne ne dépasse guère l'enceinte du *Manège d'hiver* où se tiennent les séances. Le pouvoir a passé en d'autres mains. On parle devant des banquettes vides, et l'on est rarement en nombre suffisant pour voter. Parfois les lacunes sont remplies par des amis qui ne sont pas de la Chambre. Par cet expédient peu orthodoxe on tâche de conserver un faux air de légalité. S'il en est ainsi, on fait peut-être bien. Dans les temps anarchiques le désordre masqué vaut toujours mieux que le désordre qui ose se promener tout nu. Quoique transparent, ce déguisement est, pour ainsi dire, un dernier hommage rendu à la loi.

Les vrais maîtres de la situation sont les différents comités : le comité du Reichstag, fort indépendant du corps qu'il représente, le comité des Étudiants, et plusieurs autres, mais, avant tout, le comité central des Démocrates. Ce dernier, composé en grande partie d'émissaires étrangers, suisses, polonais, prussiens, français, entretient l'agitation, organise l'insurrection, pourvoit aux moyens de résistance, impose ses volontés à la population autant qu'aux autres clubs, surveille, enfin, les chefs des forces armées enrôlées au service de la révolte. Le conseil municipal, dépouillé et de l'importance qu'on lui attribuait et de la popularité dont il

jouissait avant le 6 octobre, ne compte plus parmi les éléments actifs du mouvement. Les rouges : les Füster, les Violand et consorts tiennent le haut du pavé.

Au milieu de ce tourbillon révolutionnaire, les ministères, excepté celui des finances, abandonnés par les chefs, marchent tant bien que mal. Les fonctionnaires, qu'on peut voir en grand nombre dans les villages des environs, surtout à Baden, ont pris la fuite, mais les subalternes sont restés, et, quoique le maréchal soit aux portes de Vienne, prêt à étouffer l'insurrection dans une étreinte de fer et de feu, quoique la rage révolutionnaire croisse en raison du danger, ces modestes mais fidèles et courageux serviteurs de l'État, assis à leurs bureaux, continuent sans qu'on les dérange à expédier les affaires courantes. Ce fait extraordinaire est dû à l'exemple héroïque donné par le ministre des finances.

Le baron Krauss n'a pas voulu quitter le palais monumental de la Himmelpfort-Gasse, bâti et habité jadis par le prince Eugène, et, depuis de longues années, devenu le ministère des finances. Sa présence est un vrai bienfait du ciel. Mais les moyens qu'il emploie pour se rendre utile me paraissent des plus étranges. D'abord, il se vante d'être frère et camarade des

étudiants. Il en est réellement épris, et il paraît qu'ils raffolent de lui. « Ce sont, m'a-t-il dit lors d'une de ses fréquentes visites à Olmütz, des enfants, un peu égarés, il est vrai, mais foncièrement bons. » S'apprêtent-ils à monter quelque mauvais coup, il les harangue, les cajole, les supplie, rarement en vain, de ne pas être si méchants, d'être *good boys*. Ont-ils besoin d'un peu d'argent pour leurs armements — il leur en faut, puisque le maréchal, campé à une lieue de Vienne, ne tardera pas à frapper à sa porte, — il leur accorde, sur les fonds de l'État, de petites avances (!!), et tout va pour le mieux.

Il a plus de peine à s'entendre avec les membres du comité démocratique, plus ou moins de vrais bandits ; mais, s'il ne vit pas avec eux sur un pied d'intimité, il parvient, moyennant finances, à les amadouer. C'est ainsi que jusqu'ici il lui a été possible d'empêcher le pillage de la Banque nationale, des établissements et édifices publics et des dépôts, très considérables, des Douanes. Quand il est ici, il nous raconte avec une naïveté charmante toutes ces petites transactions avec l'ennemi. Le maréchal Windischgraetz dispose des ressources de l'État pour bombarder la capitale : le ministre de Sa Majesté fournit aux rebelles les moyens de la défendre.

« Mais c'est de la haute trahison! m'écriai-je. — Mais non, mais non, dit-il avec son sourire béat, ils ne sont pas exigeants, ces pauvres gens, ils se contentent de doses homéopathiques. D'ailleurs, l'argent que je leur donne passe aux cantinières bien plus qu'aux armuriers. » Excepté dans la péninsule ibérique, je ne pense pas qu'on ait jamais rien vu de semblable. Et même là on dirait *son cosas de España*. Le baron Krauss est un petit homme d'une cinquantaine d'années, un peu gros, à la figure pâle, aux joues flasques, avec des yeux doux, les yeux d'un saint qu'il est, chose assez rare dans la bureaucratie. Il a de l'esprit, du savoir, surtout du savoir-faire — il le prouve bien — et du courage; mais son courage est plutôt passif. Il est de ces braves qui ne montent pas sur la brèche, mais qui y restent quand ils y sont. On ne se fait pas faute, toutes les fois qu'il vient ici, de le conjurer de rester, de ne pas retourner dans ce brasier. On lui rappelle le sort de son collègue Latour. Mais rien ne l'arrête. Seul, comme il est venu, sans secrétaire, sans domestique, son gros portefeuille sous le bras, il reprend la route de Vienne. Ce Daniel moderne se complaît dans sa fosse aux lions.

26, jeudi. — Vienne est devenu l'objectif

principal des attaques de la révolution européenne. On dirait que tous ses efforts s'y concentrent. Ses meneurs, grâce à cette perspicacité, à ce don d'intuition presque surnaturelle qui les distinguent, ont compris que l'antique monarchie de Habsbourg est un des derniers et, certes, le plus fort, puisque le moins miné, des boulevards de l'ancienne société. Ils croient leur heure venue et se préparent à porter des coups formidables à la puissance dont la destruction doit assurer le triomphe de leur cause.

Malheureusement pour eux, ils ne sont pas prêts, ni militairement ni politiquement. Surpris par les événements, autant de succès à leur point de vue, mais trop précipités pour qu'ils eussent pu les suivre, ils se voient placés dans le terrible dilemme que voici : ou retirer, ce qui n'est guère plus praticable, du théâtre de la guerre, qui est Vienne, les forces insuffisantes qu'ils ont pu y réunir, ou accepter le combat avec l'armée dans les conditions les plus défavorables. Pourtant une chance leur reste : ce serait une diversion opérée par les Hongrois massés sur la rive droite de la Leitha. Leur chef est le général impérial Moga, Hongrois de naissance, un des nombreux officiers qui ont quitté les rangs de l'armée pour se mettre au service de la cause nationale. Comme

Kossuth se trouve auprès de lui, on lui suppose, probablement avec raison, l'intention de franchir la frontière. Mais pour tendre la main aux insurgés de Vienne, les troupes magyares doivent culbuter le corps d'armée de Jellačić et forcer les lignes, devant et autour de Vienne, de l'armée de Bohême, amenée par le prince de Windischgraetz. A en croire les renseignements qui nous arrivent de bonne source, ni Messenhauser, commandant en chef de la garde nationale et, de fait, de l'armée insurrectionnelle, ni le partisan polonais Bem, son second, ne se font illusion sur leur situation, évidemment, désespérée.

Les forces de résistance dont l'insurrection dispose sont d'abord et principalement la bourgeoisie armée : la garde nationale, dont les officiers étaient, dans les premiers temps, choisis parmi les boutiquiers et industriels les plus considérables et les plus aisés de leur quartier. Aujourd'hui ces notables ont pour la plupart trouvé moyen de s'esquiver, et le conseil municipal s'est vu forcé de les remplacer par des bourgeois d'une catégorie inférieure et, en grande partie, par des gens gênés sinon ruinés. Pour les tenir sous les armes il accorde à tout garde national une solde journalière d'un franc. Jusqu'à présent le service

s'était fait gratuitement. En général, l'enthousiasme s'est refroidi. On est loin déjà de l'aurore de la liberté de Mars et des ferveurs progressistes de Mai. Dans la légion académique aussi on rencontre des tièdes, surtout parmi les étudiants de droit. Dégrisés depuis longtemps, désillusionnés de plus en plus, effrayés aujourd'hui de l'issue probable de l'aventure, beaucoup d'entre eux ont réussi à se soustraire à la vigilance de leurs camarades et à trouver un asile dans les villages *noirs-jaunes* des environs. En dehors de la garde nationale, il y a la garde mobile, composée d'ouvriers, de domestiques sans place, et d'un ramassis de gens sans aveu, plus dangereux aux Viennois qu'à l'armée impériale.

On avait espéré que des hommes et du matériel de guerre afflueraient des provinces, et l'on avait compté sur une intervention péremptoire du Pouvoir central allemand et du Reichstag de Francfort : double illusion suivie bientôt d'une double et amère déception. Gratz envoya une petite bande d'étudiants ; la commune de Brünn, quatre cents gardes nationaux avec la promesse, qu'elle n'a pu tenir, de les relever toutes les semaines ; quelques autres villes, des individus isolés. Mais, saisis de dégoût et de peur, comme tous les provinciaux, sauf les

rouges, dont le nombre est minime, ces champions volontaires ou plutôt involontaires de la liberté, à peine arrivés, ne songent qu'à retourner chez eux.

Je dis que l'insurrection n'est pas prête militairement et qu'elle ne l'est pas davantage au point de vue politique. Quoi qu'on puisse, avec raison, dire des fautes, surtout des fautes d'omission, de l'ancien régime, il a incontestablement le mérite d'avoir préservé les masses de la propagation du poison socialiste et révolutionnaire. Certes dans les classes élevées et éclairées, comme aussi dans l'armée, à peu d'exceptions près, personne ne veut le retour à l'ancien système ; mais on ne veut ni de la révolution ni de la guerre civile. A part quelques coteries avancées à Gratz, à Prague, à Brünn, à part quelques contingents de cette couleur dans les autres chefs-lieux de province, les populations des petites villes, des bourgs et des campagnes sont restées étrangères au mouvement et peu disposées à y prendre part. Cela explique le mauvais accueil qu'elles ont fait aux émissaires des comités de Vienne, chargés de recruter des combattants. Mais à Vienne même, parmi les insurgés les plus actifs appartenant aux classes populaires — je ne parle pas ici des étrangers, pour la plupart, des gens sans aveu, — les

passions révolutionnaires n'ont pu éteindre le sentiment dynastique si profondément enraciné dans les cœurs autrichiens. On a entendu dire à un homme du peuple qui travaillait à la grande barricade de l'Étoile du Prater : « Comment est-il possible que l'empereur permette à Windischgraetz et aux Croates de nous faire du mal? Cela lui ressemble si peu! » Je pourrais multiplier des citations semblables.

Si les secours en hommes et en argent attendus de l'Allemagne font défaut, les adresses approuvant l'insurrection arrivent avec profusion. Dans l'Assemblée nationale de Francfort, un député de la gauche avait demandé une manifestation de sympathie pour la ville de Vienne. Cette proposition fut rejetée, mais, se conformant au désir du conseil municipal viennois qui invoquait son « influence tutélaire », l'archiduc Jean, chef du pouvoir central, quoiqu'il dût être persuadé de l'insuccès de sa démarche, envoya à Olmütz une députation, composée de Welker et d'un autre membre de la majorité, avec mission de combiner avec le gouvernement impérial les moyens de mettre fin à la guerre civile. C'était connaître fort peu le prince Félix de Schwarzenberg que d'attendre son adhésion à l'ingérence d'un gouvernement étranger dans les affaires intérieures de la monarchie. Pour comble

de maladresse, les deux députés s'étaient fait précéder de deux proclamations « à la ville de Vienne » et « au peuple autrichien ». Reçus froidement et éconduits poliment à Olmütz, d'où ils comptaient se rendre à Vienne, il ne leur restait qu'à retourner là d'où ils étaient venus. Mais pour les insurgés de la capitale, assez ignorants et assez aveuglés sur la situation pour croire que l'Allemagne leur enverrait des soldats, tandis qu'elle ne les régalait que de proclamations, cette intervention avortée du Reichsverweser fut un coup de foudre.

De son côté, la gauche du Reichstag allemand ne se tint pas pour battue. Les deux fractions dont elle se compose nommèrent une députation chargée de complimenter la ville de Vienne, d'en exalter le courage et de l'inviter à persévérer dans une lutte qui touchait de si près aux futures destinées de la grande patrie allemande. Les deux individus porteurs de cette adresse étaient Robert Blum et un littérateur de troisième ordre, nommé Frœbel. La présence de ces agitateurs à Vienne, où ils se trouvent depuis le 17, agit comme un brandon jeté dans une poudrière. Sous leur influence l'élément anarchiste gagne visiblement du terrain. Blum surtout, habillé en étudiant viennois, se complaît à traîner son sabre sur les pavés des rues,

assiste aux conciliabules des révolutionnaires de la pire espèce, harangue le peuple sur les places publiques, distribue des pamphlets incendiaires, tâche, enfin, de s'emparer de la direction de la résistance. Pour le commandant en chef Messenhauser, disposé, comme nous le savons de science certaine, à éviter l'effusion du sang, par conséquent à prévenir l'attaque des Impériaux, soit par un prompt accommodement, soit, si cela n'est pas possible, par la reddition de la place, désireux surtout de sauver, en retour de ses complaisances, sa vie sinon sa liberté, — pour Messenhauser les menées de ce grand et puissant chef révolutionnaire constituent un embarras et un danger. Aussi n'a-t-il pas hésité à insinuer aux deux délégués qu'ils feraient bien de partir. Ce conseil était un ordre. Très disposés d'abord à s'y conformer, puis retenus par des considérations diverses, tantôt près d'écouter les conseils de la prudence, tantôt confiants dans leurs prétendues immunités parlementaires, mais toujours irrésolus sur le parti à prendre, Blum et Frœbel ont perdu un temps pour eux précieux et se trouvent, aujourd'hui que l'investissement de Vienne est complet, pris dans leurs propres filets.

Le 20, par une proclamation datée de Lundenbourg, le prince de Windischgraetz a fait

connaître, avec une netteté qui ne laisse rien à désirer, le but de sa tâche. Il vient, dit-il, pour mettre un terme à l'état d'anarchie où se trouve la capitale. Vienne, les faubourgs et la banlieue sont déclarés en état de siège, les autorités, civiles et autres, placées sous les ordres de l'autorité suprême militaire. La loi martiale est promulguée. En terminant, il fait appel au bon sens et aux sentiments du devoir des bien-pensants, qu'il saura bientôt délivrer de la terreur exercée par une poignée de criminels. — C'était clair. Tout le monde comprend que la crise approche. Cependant, le Reichstag ou plutôt la fraction des députés de la gauche qui, depuis la proclamation de l'empereur du 19, continuent seuls à siéger, a, le 23, déclaré illégales les mesures annoncées par le maréchal et protesté contre le transfert de la Chambre à Kremsier.

Par ces résolutions, l'Assemblée, si elle mérite encore ce nom, a pris ouvertement fait et cause pour l'insurrection. Aussi le maréchal a-t-il déclaré qu'il ne connaissait qu'un corps constitué à Vienne : la municipalité.

En même temps Messenhauser a été obligé, cette fois-ci malgré lui sans doute, à parler dans un ordre du jour le langage héroïque et pompeux dans lequel il se complaît. Il promet monts et

merveilles, quoiqu'il doive savoir qu'il n'est qu'un amateur et que personne ne sache mieux que lui que la force qu'il commande se compose de bandes indisciplinées. Cependant, enflammées par des tribuns démagogiques, les masses semblent décidées à relever le gant que le « suppôt sanglant des tyrans » leur a jeté. C'est toujours Robert Blum qui, parmi les orateurs de carrefour, marque en première ligne.

Le 23, pendant que les troupes impériales commençaient à cerner la ville, cet agitateur, comme toujours armé de son grand sabre, le chapeau calabrais orné d'une plume colossale sur la tête, se présenta à l'Université et tint un discours des plus incendiaires. « Les députés de Francfort sont venus, disait-il, pour vaincre ou mourir côte à côte avec les braves Viennois. Les fanatiques du repos veulent la loi du canon, l'ordre assis sur les baïonnettes, la tranquillité du cimetière. Vivre en esclave n'est pas vivre. Il faut faire une guerre d'extermination aux partisans de l'ancien régime. Si Vienne succombe, l'esprit du talion, battant de ses ailes qui crieront vengeance (*sic*), fera tomber dans le néant les souverains de l'Allemagne. » Ici quelques coups de canon tirés des bords du Danube dispersèrent la réunion. Mais Blum continue ses diatribes aussi avec sa plume trempée

dans le fiel. Il n'y a pas d'injures qu'il ne déverse sur le commandant en chef de l'armée, qu'il défie de faire pendre ceux qu'il ne tient pas en son pouvoir.

Après avoir déclaré illégale la publication de Lundenbourg, le soi-disant Reichstag, par une autre *résolution*, protesta, comme il a été dit, contre le transfert de la Chambre à Kremsier. Une députation composée de l'ancien ministre président Pillersdorff, du comte Adam Potocki, de Prato et Fischoff fut envoyée à Olmütz avec la mission de remettre au gouvernement la protestation du Reichstag. Arrivés ici hier soir, ils furent introduits auprès de l'empereur par le baron de Wessenberg. Le souverain refusa d'accepter le papier dont ils étaient porteurs et les congédia après une audience de quelques minutes.

Le peu d'heures qu'on leur a permis de passer ici, ils les employèrent à intimider ce pauvre vieillard de Wessenberg. Je l'ai trouvé, après leur départ, dans un état de prostration complète. Il est décidé, mais bien décidé cette fois-ci, m'a-t-il dit, à donner sa démission. Il ne la donnera pas. Quand finira-t-on cette triste comédie? Quant à Pillersdorff, descendu assez bas pour s'identifier avec les insurgés, sa conduite est inqualifiable.

Avant-hier le maréchal a donné aux Viennois quarante-huit heures pour réfléchir. Ce terme expire aujourd'hui. La journée d'hier, sauf quelques escarmouches sans conséquence provoquées par les insurgés, s'est passée tranquillement.

Le ministre des finances, quoique sa situation devienne de plus en plus fausse et dangereuse, est toujours à Vienne. Mandé avant-hier par le prince de Windischgraetz à son quartier général, il s'y rendit accompagné d'un membre du comité du Reichstag. Le maréchal le reçut fort mal. « Savez-vous, monsieur le baron, lui dit-il, que je devrais vous garder ici prisonnier? » Le ministre lui répondit avec son sourire de frère convers : « Vous ne pourriez, prince, me rendre un plus grand service. Croyez-vous que cela m'amuse, de me laisser bombarder par vous à Vienne? — Et celui-là (montrant du doigt son compagnon) est probablement venu pour vous surveiller? » Trop consciencieux pour nier un fait vrai, Krauss l'admit par son silence, et, suivi de son surveillant, qui probablement, pour sa part, aurait aussi préféré être retenu prisonnier à Hetzendorf, le digne martyr d'une vraie ou fausse appréciation du devoir retourna dans ce pandémonium de Vienne avec la même impassibilité dont il avait fait preuve en subis-

sant les menaces peu sérieuses, les colères factices et la mauvaise humeur très réelle du maréchal.

Tristes nouvelles de Milan. Dans une lettre particulière apportée ici par le comte Ingelheim, le maréchal Radetzky ouvre son cœur au prince Félix. Son armée, écrit-il, se compose, presque à parties égales, de troupes allemandes, hongroises et croates. Les Allemands ne donnent lieu à aucune inquiétude, mais les Hongrois commencent à subir l'influence de la propagande magyare. Chaque jour on trouve dans leurs sabretaches des proclamations de Kossuth, et lui, le maréchal, craint que bientôt il ne lui soit impossible d'empêcher des désertions en masse. Le départ des Hongrois déterminera celui des Croates. Rien ne les arrêtera. Ils auront hâte d'aller secourir leurs frères sur les champs de bataille de Hongrie. Il ne lui restera donc que les Allemands : le tiers de l'armée de Lombardie. Dans ces conditions, le roi de Sardaigne rompra l'armistice pour se jeter sur ces forces réduites. Vu la grande supériorité numérique des Piémontais, l'issue du conflit ne saurait être douteuse. Pour conjurer ce danger, il demande que l'empereur, en tenant aux soldats le langage d'un père, s'adresse, directement et personnellement, à son armée d'Italie. Une

proclamation ainsi conçue, « ce dernier expédient », comme il dit, produira peut-être de l'effet et permettra d'ajourner sinon d'empêcher une débandade. — Était-ce l'état de mes nerfs, qui commencent à céder sous le poids d'un travail excessif, était-ce l'effet des émotions que chaque jour nous apporte, ou le découragement que je lisais dans les nobles traits du prince Félix, cette âme si fortement trempée, qui me bouleversaient? Je l'ignore; mais cette lettre, dont il me donna lecture, sonnait à mes oreilles comme le glas funèbre de l'Autriche. Quoique souffrant d'une forte migraine, je me mis à l'œuvre, et, vers minuit, la proclamation était rédigée et approuvée par le prince. C'est lui qui ajouta les meilleurs passages, car il sait mieux que moi comment on doit parler aux soldats.

28, samedi. — A la Cour la proclamation est un succès. Elle a fait verser des larmes à l'impératrice, aux archiduchesses et à leurs dames. Plaise au ciel qu'elle produise le même effet sur les hussards de Radetzky!

Ces jours derniers, j'ai préparé des instructions pour nos représentants à Paris, Berlin et aux cours secondaires de l'Allemagne. Depuis les événements de mars, l'étranger s'est habitué

à nous considérer comme un malade condamné par les médecins. Et en effet le langage des dépêches de M. de Wessenberg ressemblait parfois au râle d'un mourant, et ses actes diplomatiques à des dispositions testamentaires. Il s'agit maintenant de faire comprendre à l'Europe que le vieux bonhomme vit encore, qu'il entend vivre, qu'il vivra, et que, par conséquent, le temps n'est pas venu de s'en partager la succession. Il y a à peine quinze jours que le prince Félix, sous un prête-nom, tient le gouvernail, et déjà un revirement notable se produit à notre égard dans les cours étrangères. On baisse de ton au fur et à mesure que nous haussons le nôtre. Nous sommes polis à Paris, généreux à Gaëte, hautains, pour ne pas dire insolents, à Londres. Personne, excepté le prince Félix, ne sait, quand il le veut, être poli ou impertinent comme lord Palmerston. Quant aux affaires d'Allemagne, comme nous ne croyons pas à la vitalité du fantôme de Francfort, et comme nos relations avec Berlin ne se sont pas clairement dessinées, il me semble que ce qu'il y aurait de mieux à faire serait de se mettre en panne en attendant que les brouillards se dissipent. Reste à savoir si le prince de Schwarzenberg entrera dans cet ordre d'idées. L'entente cordiale avec la Russie forme le pivot de la politique de notre

futur premier ministre ; mais il a aussi l'œil fixé sur Paris.

Le prince de Windischgraetz télégraphie aujourd'hui à onze heures : « Attaque générale ». Seconde dépêche arrivée le soir : « Après des combats acharnés, prise de la Leopoldstadt jusqu'à la jonction de la rue Tabor avec celle de l'Augarten, et de la Jaegerzeil jusqu'au Karltheater. »

29, dimanche. — Une dépêche du maréchal datée de la Leopoldstadt, neuf heures, annonce la suspension spontanée et tacite des hostilités.

30, lundi. — Dépêche du prince de Windischgraetz : « La ville s'est rendue à discrétion. Aujourd'hui mes troupes l'occuperont. » — Grande jubilation à Olmütz. Nous communiquons cette bonne nouvelle aux légations de l'empereur à l'étranger. Vers le soir, une autre dépêche arrive. Elle contient seulement ces mots : « Les Hongrois près de Schwechat », ainsi à deux ou trois lieues de Vienne! A dix heures du soir, je pars avec le prince Félix, par train spécial, pour Floridsdorf (sur la rive gauche du Danube en face de Vienne). De là nous chercherons à gagner le quartier général.

31, mardi. — Arrivée à Florisdorf à quatre

heures du matin, un fiacre nous mène à travers les *auen* au pont que le génie vient de jeter sur le Danube non loin et en amont de Nussdorf. Il fait encore nuit close, mais nous devinons la proximité de la grande nappe d'eau roulante par le chant monotone et pourtant mélodieux de sa musique, un peu aussi par les clartés cramoisies des feux de bivouac échelonnés sur les deux rives. Maintenant le jour commence à poindre et le crépuscule à inonder de ses lueurs fauves et blafardes le fleuve et les collines dont il baigne le pied, si chères aux Viennois. Un léger voile de brouillard blanc semble prématurément envelopper d'un linceul l'insurrection encore agonisante. Nous traversons successivement tous ces villages et bourgades, fiers de leurs jolies villas et jardins, où les habitants aisés de la capitale retrouvent en été la fraîcheur et l'air pur de la campagne : Heiligenstadt, Dœbling, Weinhaus, Hernals, Ottakring, Penzing, Hietzing. Partout calme parfait. Cependant, à Neu-Lerchenfeld nous nous trouvons soudainement au milieu d'une vive fusillade. S'abritant, autant que possible, derrière des arbres, les Impériaux ripostent au feu bien nourri des insurgés cachés dans des maisons et faisant de temps à autre des sorties par la porte de l'octroi. Malgré les remontrances

piteuses du cocher de fiacre, le prince fit arrêter et héla le commandant du détachement; c'était un colonel, qui nous dit que cet échange de coups de fusil avait duré toute la nuit sans interruption. Pendant cet entretien, qui me semblait se prolonger au delà du nécessaire, les balles sifflaient autour de la voiture, et le pauvre cocher ne cessait de se lamenter, de réciter des patenôtres, d'invoquer les saints, d'en appeler à la miséricorde du prince et de recevoir toujours la même réponse : « Tais-toi, *Halt's Maul* ». Enfin nous reprîmes notre voyage, dépassant et rencontrant constamment de longues colonnes d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie. Je croyais assister à une de nos grandes manœuvres habituelles d'automne. Le spectacle était le même. Seulement les fusils et les canons n'étaient pas chargés à poudre, mais à balles et à boulets, ce qui fait une fière différence.

A huit heures du matin, arrivés à Hetzendorf[1]. L'étendard noir-jaune flotte au haut du château. Dans la cour, une foule de soldats, de cavaliers, de domestiques portant la livrée du prince-maréchal. Des officiers, des aides de camp, des ordonnances se suivent sans interruption. Mais malgré ce brouhaha, ce va-et-vient continuel,

1. Petit château impérial à peu de distance de Schœnbrunn.

un ordre parfait. Sur tous les visages l'insouciante sérénité du soldat qui marche à l'ennemi, la soif du combat, mêlée d'un peu de dépit, du regret d'avoir affaire à des péquins.

Une grande et joyeuse nouvelle nous attend au quartier général. A la suite d'une série de combats, qui ont presque rempli toute la journée d'hier, les insurgés hongrois, après avoir pénétré jusqu'à trois ou quatre lieues de Vienne, ont été battus et refoulés derrière la frontière. Le ban Jellaćić est le héros de cette action, dont la portée, dans les circonstances données, est immense.

Je trouve ici une foule de connaissances et quelques amis ; parmi eux Aloys Kübeck [1], neveu de l'ancien président des finances, attaché à la personne du maréchal et chargé spécialement de s'occuper des membres du corps diplomatique en détresse. Invités par le prince de Windischgraetz à quitter Vienne avant qu'il ouvrît les hostilités, ces messieurs ont choisi Hietzing pour asile, et Hetzendorf est naturellement devenu leur principale ou plutôt unique source d'informations. Il faut savoir ce que c'est que des diplomates

1. Baron Aloys de Kübeck, né 1819 ; entre dans la carrière diplomatique 1841 ; président de la Diète de Francfort 1859-1866 ; ministre à Florence 1866-1872 ; ambassadeur près de Pie IX 1872 ; mort 1873.

affamés et en quête de nouvelles par un temps aussi *intéressant* que celui qui court. Aussi rendent-ils la vie dure à ce pauvre Kübeck. J'ai rencontré dans sa chambrette, pendant qu'il me donnait à déjeuner, Bernstorff[1], que j'ai revu avec un vif plaisir, Oriola, son secrétaire de légation, Bille Brahe, sans compter les *minorum gentium*.

Accompagné du prince Félix, précédé et suivi d'une escorte de uhlans et d'un grand nombre d'officiers supérieurs, parmi eux les généraux Nobili, son chef d'état-major, et Mertens, le maréchal se mit en route à onze heures. Je me trouvais à la tête de la colonne avec le baron de Langenau[2], aide de camp du commandant en chef, et les colonels Schobeln et Keller. Nous nous dirigeâmes d'abord vers une hauteur appelée *la Fileuse de la Croix*, et de là vers un point culminant, près *de la Ferme Rouge*, le *Rothe Hof*, à peu de distance de la porte de l'octroi de la *Favorite*. Vienne se déroule

1. Albert comte de Bernstorff, né 1809, ministre de Prusse à Vienne 1848, à Naples 1852, à Londres 1857; ministre des Affaires étrangères 1861-1862; ambassadeur à Londres 1862-1871; mort 1873.

2. Baron Ferdinand de Langenau né 1818; entre dans l'armée très jeune; la quitte 1850; ministre à Hanovre, Stockholm, la Haye; ambassadeur à Saint-Pétersbourg: se retire du service 1880; mort 1881.

devant nous. Le maréchal, assis sur un pliant, s'aidant souvent de sa longue-vue, a l'œil fixé sur l'infortunée ville, en proie à la fois aux horreurs d'un bombardement et à la terreur exercée, à ces moments suprêmes, par un prolétariat poussé au désespoir. Une profonde et douloureuse émotion se peint sur le visage du prince. Les généraux, Nobili surtout, semblent partager, avec la responsabilité, les préoccupations du commandant en chef. Plus loin, à une distance respectueuse, se tiennent, en partie à cheval, en partie à pied, des groupes d'officiers supérieurs. D'autres ont pris place près d'un feu de bivouac où de jeunes lieutenants font rôtir des pommes de terre. Toute la gamme d'émotions diverses que produit et comporte la situation : angoisses mentales, sinistres pressentiments, confiance dans le succès, préoccupations, tension de l'esprit, insouciance, gaieté, se reflète, selon la responsabilité de chacun, dans la physionomie des hommes de guerre de tout grade et de toute arme réunis autour de leur grand capitaine. Derrière le groupe, les hennissements stridents des chevaux se mêlent au grondement sourd, et tempéré par la distance, du canon. A quelques pas de nous passe une colonne conduite par le beau et brillant général prince Félix Jablonowski. Il est chargé de péné-

trer par les portes les plus rapprochées du mur d'enceinte et de s'arrêter aux glacis qui entourent la ville intérieure.

Cependant les brouillards du matin sont tombés. Pas un nuage sur la vaste coupole bleu d'azur, de ce bleu opaque rarement vu dans l'ouest de l'Europe et assez fréquent chez nous dans cette saison. Mais les sourires du ciel vont mal à une œuvre de destruction, à la guerre civile, à la ruine possible, sinon probable, de l'antique et joyeuse ville des Césars.

Jusqu'à présent, le bombardement se fait mollement. Par-ci par-là, quelques obus lancés dans les faubourgs connus, comme la Wieden, pour leur mauvais esprit. Voilà tout. Pour commander la grande attaque, le maréchal attend que Jablonowski ait gagné les glacis. Vers une heure, quatre membres du comité de la commune, les yeux bandés, pâles, défaits, l'image du désespoir, arrivent en fiacre. Depuis la rupture traîtresse de la capitulation, ainsi depuis hier, le maréchal ne reçoit plus de députations. Ce fut à son chef d'état-major de le représenter. Nobili, s'approchant à cheval de la voiture des députés, et sans leur permettre de la quitter, leur enjoignit de retourner à Vienne. J'ai assisté à cette scène tragi-comique. Il y avait de quoi rire et pleurer à la fois. Ils étaient venus pour de-

mander au maréchal, au nom de la commune, la faveur de hâter l'occupation de la ville, de plus en plus livrée aux prolétaires. Le général Nobili répondit que ce serait exposer les soldats à des combats de rues toujours meurtriers, tandis que l'artillerie aurait bientôt raison des rebelles, prolétaires et autres. Alors les quatre conseillers, allongeant leurs cous pour mettre leurs quatre têtes à travers les fenêtres des portières, se mirent à parlementer, à prier, à gémir, à demander à la fin, comme une grâce, qui leur fut refusée, d'être retenus ici comme prisonniers ou otages. Pendant ce dialogue, leur cocher, comme tous les cochers de fiacre, un vrai noir-jaune, se tenait les côtes de rire.

Ces infortunés n'eurent pas plus tôt repris le chemin de Vienne, que nous vîmes apparaître un autre parlementaire en la personne d'un bourgeois, opticien de son métier. Lui aussi avait les yeux bandés. Mené devant Nobili, il eut d'abord le verbe haut, parla des droits inaltérables du peuple souverain, débita enfin les phrases réglementaires du catéchisme encyclopédiste. Il était venu pour proposer un arrangement à l'amiable. Il s'agissait, avec l'assentiment du maréchal, de tirer quelques millions de la Banque nationale (grâce aux manigances du baron Krauss jusqu'ici miraculeusement pré-

servée). Cette somme serait employée à acheter leurs armes aux prolétaires. Nous nous mîmes à rire. « Ah! messieurs, disait l'opticien, vous avez beau rire, vous ne savez pas ce que c'est que Vienne.... » Et renonçant au pathos, il se mit à sangloter et à demander, lui aussi, la grâce d'être gardé prisonnier. Il y eut encore d'autres scènes plus ou moins burlesques. Dans toutes les grandes crises de la vie les rires sont si près des larmes! L'explique qui pourra.

Le prince Félix vint m'engager à une promenade solitaire. Nous nous rendîmes à pied à l'octroi de la Favorite. Quel spectacle navrant : les vastes magasins, les usines, toutes les appartenances de la station du chemin de fer de Gloggnitz (du sud), sont transformés en un amas de ruines. La belle *Halle* seule est restée intacte. La porte de l'octroi et le mur d'enceinte sont occupés par la troupe. Rien de triste comme la longue perspective de la grande rue de la Favorite en partie détruite, jonchée de pierres et de décombres. Partout les traces de combats, d'incendies, de scènes de pillage. Des femmes et des enfants aux yeux éteints, aux joues hâves, vêtus de haillons, s'approchent de nous, regardent le général d'un air stupéfait, contractent leurs lèvres en un rire bête, et semblent jouir du spectacle désolant qu'ils offrent eux et leur

quartier. Ce n'est pas la misère, bien grande assurément, ni l'abrutissement de ces êtres qui me frappent, c'est leur insouciance, le triste privilège de gens qui n'ont rien à espérer et rien à perdre.

Le bombardement général a commencé à trois heures et demie. A cinq heures et demie le feu cesse sur toute la ligne. Une seule batterie continue à lancer des fusées. En même temps, des rafales du sud-est d'une violence inexprimable succèdent au calme de la journée. Nous avons hâte de retourner à la Ferme Rouge. De l'étage supérieur on embrasse du regard la ville intérieure, ses glacis et les vastes faubourgs qui l'encadrent. Des languettes lumineuses lèchent le toit d'un grand édifice; puis, soudainement, des flammes s'élancent de tous les côtés, une colonne immense de feu, tortillée par l'ouragan, monte aux nues. Sous ses sinistres reflets la flèche et le haut de la cathédrale de Saint-Étienne apparaissent inondés de teintes roses, écarlates, cramoisies, et au travers de ce rideau embrasé se détache l'aiguille noire de Saint-Michel. Des fusées, se succédant avec rapidité, tracent sur le ciel nocturne des courbes brillantes qui doivent rappeler aux habitants les fameux feux d'artifice de Stuver, si chers aux Viennois. L'incendie de la toiture du magnifique palais, œuvre classique

de Fischer d'Erlach, contenant la bibliothèque impériale, une des plus riches de l'Europe, de l'église et de la tour de Saint-Augustin, répand ses teintes d'un rouge de sang sur de gros paquets de brouillard qui, chassés par la tourmente, s'enfuient vers le centre de la ville. Autour de moi les officiers attribuent ce désastre aux prolétaires, mais je sais par le prince de Windischgraetz lui-même que l'incendie est l'œuvre du feu mal dirigé d'une batterie postée sur le *Marché aux Blés*. Il en est navré. Plus au sud, dans un quartier autrement intact, une seule maison a pris feu. C'est le palais du comte Kolowrat, collègue et rival du prince de Metternich. Les *codini* y verront une juste punition du ciel. Le maréchal me fit pendant quelque temps asseoir à côté de lui. Il avait l'air accablé. Je le comprends. Vienne en danger imminent d'être consumée par les flammes! Quelle catastrophe! C'est lui qu'on accusera d'en être l'auteur. Ce matin encore, comparé à Wallenstein dans la belle et bonne époque du grand capitaine, il sera désormais le Tilly du XIX^e siècle. J'ai vu briller des larmes dans ses yeux, mais pas un symptôme, pas le moindre, d'irrésolution ou de peur.

En retournant à Hetzendorf, nous avons constamment sous les yeux l'infortunée ville

offrant à cette heure le spectacle d'une lugubre magnificence. Le vent, qui avec une violence toujours croissante continue à souffler du sud-est, balaye les hauteurs déboisées, que nous traversons avec grande difficulté, s'engouffre dans la plaine, menace de propager l'incendie dans la direction de la ville intérieure et de transformer Vienne, pendant la nuit, en un amas de cendres et de pierres.

Une tristesse mortelle s'est abattue sur le quartier général, si gai, si animé, si en train ce matin. Témoin le silence des nombreux convives assis autour de la table du maréchal. On dit que Paris est la France. Vienne n'est pas l'Autriche, mais elle en est le cœur, et, cette nuit, ce cœur cessera de battre. Cette jeunesse dorée d'aides de camp, là-bas aux bouts de la table, ces brillants hussards et uhlans, se rappellent la joyeuse vie qu'ils ont naguère menée dans cette ville enchanteresse que déjà Æneas Sylvius, alors nonce du pape et plus tard pape lui-même sous le nom de Pie II, appelait, il y a quatre cents ans, la capitale de la bonhomie et du plaisir. Le découragement visible des chefs touche probablement à de plus hautes considérations. Le maréchal seul, cachant ses émotions, se montre tel qu'il paraît toujours en public : grave, digne, impassible. — Après, le

funèbre festin avec Kübeck à Hietzing chez M. et Mme de Bernstorff; nous y rencontrons Koenneritz, ministre de Saxe. Ce diplomate style Louis XV, d'ordinaire si vif, si pétillant d'esprit, recherché et évité pour ses mots mordants, est devenu distrait, absorbé, taciturne, ennuyeux. Ce n'est pas lui, c'est son ombre qui hante les salons diplomatiques. Comme tant d'autres, l'ouragan de Mars l'a brisé.

Cette journée si riche d'émotions et de fatigues devait, avant de se terminer, me fournir l'occasion de faire une connaissance intéressante. Revenu à Hetzendorf, je traversais la cour lorsqu'un cavalier portant l'uniforme de général, suivi de quelques *serezans*[1], approcha au galop par la grande avenue qui mène au château, sauta légèrement à terre et demanda à parler au maréchal. C'était le ban Jellaćić, le vainqueur d'hier, le héros de la bataille de Schwechat qui revenait du théâtre de l'action. Son bulletin l'avait précédé. Il disait simplement : « Plus de Hongrois sur le territoire autrichien ».

1. Des cavaliers croates communément appelés « manteaux rouges ».

## NOVEMBRE 1848

---

1er, mercredi. — A mon réveil j'apprends de bonnes nouvelles : Vienne prise mais pas brûlée. Une ou deux heures après le coucher du soleil, le vent, furieux encore sur les hauteurs de Hetzendorf, cédant le pas à une pluie forte, est tombé subitement dans la plaine. Favorisés par les éléments, les gardes nationaux ont pu empêcher la propagation de l'incendie et sauver la bibliothèque impériale. Dans la nuit, le général Czorich a fait enfoncer à coups de canon une des cinq portes du Burgthor. Ses troupes, pouvant de cette façon pénétrer dans la ville intérieure, ont pris d'assaut une à une les grandes barricades élevées dans les rues avoisinantes. Après une vive fusillade qui n'a duré que sept minutes, les grenadiers se sont rendus maîtres de la place Saint-Étienne, au centre de la ville. En même temps le général Ramberg approchait par la rue du Rothethurm. Dès lors toute résistance a cessé. Le silence qui régnait dans la ville fit

comprendre qu'elle était à nous. Les étudiants avaient juré leurs grands dieux qu'ils mourraient sur les ruines de l'Université. Mais on n'y trouva que leurs chapeaux calabrais, des armes et d'immenses tas d'ordures. Les jeunes gens, rasés à la hâte et déguisés de leur mieux, avaient pris la fuite. C'est ainsi que s'est terminé, dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre, après une durée de sept mois et demi, le règne fantastique et, dans les derniers temps, sanglant des étudiants. L'histoire ne connaît rien de semblable.

Le quartier général est de fort bonne humeur. A l'heure du premier déjeuner sa cantine fourmille d'officiers. Tout le monde est d'une gaieté folle. Mais, hélas! il y a aussi des gens qui pleurent et qui tremblent. Un « auditeur militaire » me mène dans une partie reculée du parc où je vois un petit nombre de jeunes gens, les bras liés au dos, attendant leur jugement. Arrêtés les armes à la main, ils sont passibles de la peine capitale; à moins d'un acte de grâce du maréchal, ils mourront. A en juger par leur mine, ils ne se font aucune illusion sur le sort qui les attend. Les plus compromis parmi eux sont quelques élèves d'un institut impérial et leur professeur, un abbé italien, arrêtés au Kahlenberg par des soldats qu'ils sont accusés d'avoir voulu dé-

baucher. Pris ainsi en flagrant délit, ils seront placés immédiatement *devant le tambour*, jugés, condamnés, fusillés. L'auditeur m'invita à assister au procès sommaire d'une cour martiale. Je dois faire ici un aveu dont j'ai honte : l'aspect de ces malheureux jeunes gens me laissait froid. J'ai pour excuse les accès de colère que pendant sept mois m'a donnés le règne aussi calamiteux que grotesque des étudiants. « L'heure du châtiment est venue, me dis-je, eh bien, ils n'auront que ce qu'ils méritent! » Mais ici il arriva, comme cela est si souvent le cas, que le hasard ou la Providence se mit de la partie. Un mot de l'auditeur, dit au hasard et sans aucune arrière-pensée, me fit entrer dans un autre ordre d'idées. « Voilà, me dit-il en désignant un des prisonniers, un proche parent de M. de ***. » Ce dernier est un haut fonctionnaire du département des affaires étrangères, généralement aimé et vénéré, qui m'a toujours témoigné de la bonté. Dès lors je résolus de tâcher de sauver le jeune homme. L'auditeur ne pouvant guère ajourner la réunion de la cour martiale, et le maréchal devant quitter Hetzendorf pour inspecter les troupes, il n'y avait pas un instant à perdre. Je me mis donc à courir de toute la vitesse de mes jambes, et j'arrivai au château, tout essoufflé, au moment

même où le prince de Windischgraetz montai en voiture. Grâce au nom du fonctionnaire, dont il connaissait le mérite, il envoya un aide de camp sur les lieux avec l'ordre de surseoir au jugement de mon protégé. Par une conséquence logique, cet acte de grâce fut étendu à ses camarades. Mais le soir, et c'est le piquant de l'aventure, j'appris que l'homme de loi s'était trompé. Quoiqu'ils portent le même nom, il n'y a aucune relation de famille entre le délinquant et le parent de M. de ***. C'est à cette méprise que ces gamins et leur abbé doivent d'avoir échappé à une mort ignominieuse. Si j'avais alors connu l'erreur de l'auditeur, je n'aurais pu motiver mon intervention, et ma demande en grâce aurait été certainement refusée.

Vers midi le prince de Schwarzenberg se rend à Vienne avec le comte Mouki Waldstein et moi. D'abord, grande difficulté de passer à travers les barricades. Des troupes partout. La ville intérieure hermétiquement fermée. Dans les faubourgs toute circulation interdite aux gens en habit bourgeois. L'uniforme de général porté par le prince Félix nous sert de talisman. Dans la longue artère de Mariahilf les barricades se succèdent en nombre prodigieux. Sur les glacis, sauf quelques soldats groupés autour de feux de bivouac, pas âme qui vive. Le Bourgthor cri-

blé de balles. Des cinq portes dont il se compose, une seule, ouverte par le canon, est praticable.

Nous mettons pied à terre à la place Joseph. Une scène burlesque se passe entre le prince et le portier du *Manège d'hiver*, local qui a servi aux séances du Parlement. Devant la porte ouverte à deux battants stationnent en grande tenue le portier et deux huissiers. Des gardes nationaux montent la garde. Le prince au portier : « Qu'est-ce que vous faites ici ? — Altesse, j'attends messieurs les députés. — Quels députés? — Altesse, ceux du Reichstag. — Reichstag? Il n'y en a pas! — Comment! Altesse, il n'y en a pas? Voilà les députés qui arrivent. » En effet, plusieurs membres du Parlement, reconnaissables à la médaille qu'ils portent à la boutonnière, s'approchent en petits groupes. Mais ils n'ont pas plus tôt aperçu un général qu'ils se retirent et, se tenant à une distance respectueuse, assistent au dialogue entre le prince et le portier. Le premier, en fixant les députés : « Il paraît que ces Messieurs ont oublié que depuis le 22 octobre le Reichstag est ajourné, et qu'ils ne se sont pas aperçus de la prise de Vienne par l'armée de l'empereur. » Puis au portier : « Fermez la porte ; que la garde se retire ! » *Detto, fatto*. Par un surcroît de précau-

tions, il y fait afficher la proclamation d'Olmütz annonçant la prorogation. Puis, se tournant vers les députés, il dit très poliment : « Ces Messieurs, dont les immunités parlementaires ont cessé avec la clôture de la Chambre, auront présente à l'esprit la loi martiale qui est ou sera proclamée à Vienne. » Les députés s'inclinent profondément et se retirent en silence[1].

Au Kohlmarkt, au Graben, dans la Herrengasse, se rencontrent des gens bien mis. Ce sont des « bien-pensants », les noirs-jaunes, les trembleurs de la veille, les satisfaits du jour, ceux qui se sont enfermés dans leurs maisons pour ne pas attirer sur eux les regards des prolétaires, des mobiles, des amazones, ces femmes horribles qui, armées et enrégimentées, ont infesté les rues dans les derniers jours de la terreur. Mais, Dieu merci, tout ceci, tout ce cauchemar est chose passée. Les voilà sauvés. Aussi ne voit-on que des accolades, des poignées de main, des larmes de joie. La différence du sexe est momentanément suspendue. Hommes et femmes, même des inconnus, s'embrassent avec effusion. Entouré de cette foule joyeuse et reconnaissante au sabre qui l'a délivrée, le prince

1. Quelques députés ont néanmoins trouvé moyen de pénétrer par des portes de derrière dans la salle des séances et d'y rédiger une protestation.

Félix, habillé en général, se soustrait avec peine à leurs ovations. Nous nous rendons à la chancellerie d'État, naguère la résidence officielle du prince de Metternich. Sur les deux façades on voit de nombreuses traces du feu d'artillerie dirigé hier sur ce palais. A l'intérieur, dans la salle des Pas-Perdus, devenue historique par le Congrès de Vienne qui y a siégé, et dans les salons attenants, il n'y a presque pas de glaces ou de meubles épargnés par les éclats de bombe qui jonchent le parquet. Mais aucune pièce n'a plus souffert que le cabinet de travail du prince chancelier. On dirait que les batteries des Impériaux, afin de rétablir l'ordre, se sont acharnées sur la demeure de celui qui a su le préserver pendant près de quarante ans.

Le soir grand banquet à Hetzendorf. Quel contraste avec le triste festin d'hier! Une gaieté contenue, je dirais presque solennelle, se lit sur toutes les physionomies. Le maréchal, rayonnant et moins réservé que d'habitude, ne cache pas sa satisfaction. Assis à ses côtés, le prince Félix, tout absorbé dans ses réflexions, échange parfois, d'un air distrait, quelques mots ou quelques sourires avec son beau-frère. C'est que l'un regarde l'œuvre faite et il la trouve bonne; l'autre, l'œuvre qui reste à faire, et il la trouve immense. Après le repas, le maréchal, salué

d'acclamations enthousiastes, se montra, du balcon, aux troupes massées dans la cour et dans la longue avenue d'arbres séculaires plantés par Marie-Thérèse. Cette ovation partait du cœur. Le soldat sent, nous savons, que le prince de Windischgraetz a sauvé la monarchie.

Le soir, le prince Félix et moi, nous prîmes, pour retourner à Floridsdorf, le même chemin par lequel nous étions venus. De là un train spécial nous ramena pendant la nuit à Olmütz.

Les événements importants qui s'étaient accomplis sous nos yeux, les questions palpitantes d'intérêt et d'actualité qui s'y rattachent, les émotions si diverses éprouvées pendant ces deux derniers jours, chassaient le sommeil, et le prince, si taciturne à dîner, se sentait maintenant en verve et examinait, avec la lucidité et la précision de parole qui le distinguent, la situation nouvelle créée par les succès du maréchal. Nous en passions et repassions toutes les chances sans pouvoir arriver à des appréciations sûres, ni entrevoir la route à suivre. Le grand problème de la reconquête de la Hongrie se dresse devant nous comme un sphinx. Comment pressentir l'issue des futures batailles? Comment prévoir les caprices du hasard, les sourires ou les disgrâces de la fortune? Les calculs politiques s'arrêtent devant la guerre. Le prince

rendait justice à la manière « admirable » dont son beau-frère avait préparé, dirigé et mené à bonne fin les opérations devant Vienne. Pas l'ombre de jalousie. C'est un grand cœur qui ne connaît ni peur, ni envie, ni intérêt personnel.

Du 2, jeudi, au 13, lundi. — Je résume les événements qui se sont passés dans Vienne lors des derniers jours du siège et de la prise de la ville[1].

Le 23 octobre, dès son arrivée à Hetzendorf, le maréchal avait sommé la ville de se rendre à discrétion. Elle devait, dans l'espace de trois fois vingt-quatre heures, déclarer sa soumission, faire transporter les armes à son quartier général et lui livrer les chefs de la légion académique et douze étudiants. Les étrangers devaient être expulsés, et tous les journaux, sauf la gazette officielle de Vienne, cesser de paraître.

Ces demandes, quoique justifiées par la situation, étaient dures parce qu'on exigeait du condamné de s'exécuter lui-même. En attendant, cette ville infortunée descendait rapidement le plan incliné qui mène à la terreur. Le maréchal l'avait déclarée en état de siège;

1. Ne m'étant pas trouvé sur les lieux, je fais, dans le récit qu'on va lire, de nombreux emprunts à l'ouvrage du baron Helfert, cité plus haut.

Messenhauser y promulgua, le 25, la loi martiale, en motivant cette mesure sur la proclamation du « Brennus insolent, ennemi du genre humain ». Une proclamation du malfamé Fenneberg, chargé d'organiser la *police militaire*, punissait de mort quiconque tarderait à prendre les armes au premier signal, qui ne combattrait pas à outrance les ennemis du genre humain, qui gaspillerait les munitions en tirant sans nécessité! Tous ces coupables devaient être jugés sommairement et exécutés immédiatement. On peut s'imaginer les angoisses des Viennois et les vœux qu'ils faisaient pour la prompte arrivée des troupes impériales. Aussi y avait-il entre la ville et le quartier général un va-et-vient continuel de députés de la municipalité, le seul corps avec lequel le maréchal condescendait à traiter. L'ancien ministre président et membre du Reichstag. M. de Pillersdorff, qui était venu à Hetzendorf pour parler au prince de Windischgraetz, « non comme député du Parlement, mais comme messager de la paix », fut rudement éconduit.

Le 26 au matin, le terme fixé par le maréchal étant expiré, il ouvrit aussitôt les hostilités. Les progrès que firent les soldats sous les yeux des habitants et l'aspect des blessés qu'on transportait aux hôpitaux, parmi eux beaucoup

de gardes nationaux horriblement mutilés par le feu d'artillerie des Impériaux, répandaient la consternation non seulement dans la population, mais aussi et surtout parmi les chefs de l'insurrection. Les femmes du peuple se plaignaient de l'empereur. Elles ne l'auraient pas cru capable d'être si méchant[1]. Les gardes nationaux, après s'être bravement battus sur les barricades, en revenaient démoralisés et ne songeaient plus qu'à une prompte soumission. Messenhauser lui-même avait dit à Fenneberg : « Il faut bien nous battre encore un peu pour l'honneur! »

L'attaque générale du 28, commencée avant midi et terminée à huit heures du soir, avait eu pour résultat l'occupation par les Impériaux des grands faubourgs Landstrasse, Rennweg et Leopoldstadt, et du glacis jusqu'au pied des bastions de la ville intérieure. Après avoir, dans la nuit, réuni à la Stallburg tous les chefs et commandants des différents corps d'armée, Messenhauser leur déclara que la résistance ne pouvait être prolongée et qu'il ne restait qu'à demander au maréchal des conditions « tant soit peu humaines ». Bem semble avoir partagé

1. Exactement comme les paysans de Lombardie. Voir page 233.

cet avis, car il disparut aussi mystérieusement qu'il était venu.

Le 29, dimanche, un calme absolu régnait dans la ville. Les dispositions pacifiques des habitants éclataient de toutes parts. Terrorisés jusqu'ici par ce monstre de Fenneberg, par les satellites dont il s'entourait, par les prolétaires ivres de sang et de vin, les bons bourgeois avaient dû dissimuler la soif de paix qui les dévorait. Maintenant, voyant le découragement des chefs, ils ne se gênaient plus. Des gardes nationaux, sans être molestés, demandèrent la paix à grands cris. Des cavaliers parcouraient les rues en agitant des drapeaux blancs. On en voyait flotter du haut des tours de quelques édifices et de beaucoup d'églises. Les glacis et les grandes artères des faubourgs regorgeaient de promeneurs endimanchés.

Les hommes, malgré la défense, sous peine de mort, de paraître en public sans armes, avaient laissé chez eux leurs fusils, et, accompagnés de leurs femmes et enfants, visitaient les endroits où les derniers combats avaient eu lieu, et se pressaient surtout auprès des barricades abandonnées ou détruites. Cependant des détachements de la brigade Parrot entraient par la porte de l'octroi de Nussdorf, occupaient le faubourg Rossau et, après avoir entendu la messe,

ramassaient les armes que les habitants s'empressaient de leur remettre. La foule assistait silencieuse, mais évidemment ravie de revoir les casaques blanches. N'était le bruit lointain des coups de feu échangés à Lerchenfeld, on aurait dit que la capitulation était devenue un fait accompli.

Pendant que Vienne semblait se pacifier de plus en plus, la députation nommée dans la nuit sur la recommandation de Messenhauser et renforcée de trois conseillers municipaux avait paru devant le maréchal. Il la reçut courtoisement. « Après avoir occupé hier, disait-il, tous les points que j'avais en vue, j'ai suspendu mes opérations, afin de laisser aux habitants bien pensants de Vienne le temps de réfléchir, de prendre courage et d'empêcher ainsi de plus grands malheurs. Aujourd'hui même j'attends, par l'entremise du Conseil municipal, la réponse, c'est-à-dire l'acceptation pure et simple des conditions énoncées dans ma proclamation. » Un des députés lui demanda le maintien de la légion académique. « Non! s'écria le prince en lui coupant la parole, non, il faut en finir avec le régime des polissons. » Les députés, en sortant de l'audience, ne pouvaient guère se dissimuler que le seul parti à prendre était de se rendre à discrétion. De son côté, Messenhauser avait fait

afficher une proclamation conçue, comme tout ce qui venait de sa bouche ou de sa plume, en termes prolixes, pompeux, incorrects et de mauvais goût, mais parlant pour la première fois le langage de la vérité. Le commandant en chef déclarait impossible la prolongation de la résistance, avouait, en donnant un démenti cynique à tous ses ordres du jour antérieurs, qu'il n'avait jamais espéré remporter la victoire, et finissait par demander aux corps armés leur vote, par un oui ou un non, sur la question de savoir si la lutte devait être continuée. « Quant à moi, disait-il en terminant, je marche avec la majorité ; la majorité est le jugement de Dieu, aussi longtemps qu'elle n'est pas devenue minorité (!!) »

Les chefs de corps étaient convoqués pour quatre heures ; mais, dans l'intervalle, des bruits vagues de l'apparition des Hongrois, subitement répandus dans Vienne, semblaient donner gain de cause aux adversaires de la soumission, c'est-à-dire aux gens de sac et de corde, aux prolétaires et surtout aux déserteurs du 6 octobre, qui, sachant le sort qui les attendait s'ils étaient pris, demandaient avec véhémence la continuation de la lutte. Messenhauser, contraint de monter sur la tour de Saint-Étienne où il avait fait installer un observatoire, en redescendit sans avoir aperçu de Hongrois. « Chacun, répondait-il

aux questions dont on l'assaillait, est libre de se sauver, s'il le peut. A demain la reddition. »

La réunion des chefs de corps eut lieu à l'heure fixée. Elle fut des plus orageuses. Mais Messenhauser, après avoir parlé avec courage et éloquence, enleva un vote favorable à la capitulation. Une députation chargée d'en informer le prince de Windischgraetz se rendit aussitôt à Hetzendorf, y arriva à dix heures du soir, et convint avec le maréchal que la ville serait occupée le lendemain matin par les troupes impériales.

Le 30 octobre, pendant que la ville se préparait à remplir les conditions du prince, qu'elle avait acceptées, des désordres graves eurent lieu dans les capitales voisines de la Styrie et de la Moravie, et le même jour vit une rencontre de vingt-cinq mille insurgés hongrois, commandés par le général-major Moga, en présence et sous la surveillance de Kossuth, membre et inspirateur du ministère révolutionnaire de Pesth, avec le corps d'armée du ban de Croatie.

Oui, vingt-cinq mille Hongrois, dont quinze mille de troupes régulières, avaient passé la Leitha le 28 et se trouvaient le 30 près de Schwechat, à trois ou quatre lieues, c'est-à-dire aux portes de Vienne. Le cas était prévu par le prince de Windischgraetz. Il se trouvait dans

le dilemme de lever le siège et de se retirer soit en Moravie, soit dans la Haute-Autriche, ou bien, placé entre deux ennemis, si, ce qui était possible, les Viennois rompaient la capitulation, courir les chances d'une double bataille.

Dès la pointe du jour il se rendit au Lagerberg. De cette hauteur il pouvait, après que le brouillard se fut dissipé, dominer du regard et la ville et le champ de bataille choisi par les Hongrois. Le ban Jellaćić commandait le corps d'armée opposé à ces derniers. Après des combats partiels sans résultat, après des intervalles où l'artillerie seule tenait la parole, l'action se termina, à la suite d'une attaque générale des Impériaux, par la défaite des Hongrois. Complètement débandés, les débris des forces du général Moga cherchèrent le salut dans la fuite et gagnèrent, à grand'peine, en essuyant des pertes considérables, la frontière de Hongrie. Le lendemain, 31 octobre, le ban put constater et mander à son commandant en chef qu'aucun insurgé hongrois ne se trouvait plus sur le sol autrichien. Kossuth, qui avait contraint le général Moga à envahir la Basse-Autriche, a été le premier à s'enfuir du champ de bataille.

Le même jour (30 octobre) de grand matin, le Conseil municipal, de concert avec Messenhauser, désirant hâter l'exécution de la

capitulation, prit les dispositions nécessaires pour faciliter aux troupes impériales l'occupation des faubourgs et de la ville intérieure. Comme il restait encore quelques détails à régler, le Conseil municipal envoya une nouvelle députation au maréchal. Partout il n'y avait que des satisfaits. Impatient de voir arriver les sauveurs, on se disait d'abord à l'oreille et ensuite tout haut : « Où sont-ils donc? Qu'ils se dépêchent! » On en était là lorsque, vers dix heures, on entendit le cri « Les Hongrois arrivent! » mille fois répété par les prolétaires, les mobiles, surtout par les déserteurs de notre armée. Dès ce moment, l'aspect de la ville fut changé. Les irréconciliables prirent une fois de plus le dessus. Messenhauser avait déjà fait démonter son observatoire placé au sommet de la flèche de Saint-Étienne. Maintenant, à son corps défendant, suivi de quelques membres du Reichstag et de quelques étudiants, il y monta de nouveau. Le brouillard empêchait de voir, mais le bruit et les éclairs du canon parlaient assez distinctement. Cependant Messenhauser, pour plusieurs raisons, dont celle de la conservation de sa vie n'était probablement pas la moindre, éprouvait une extrême répugnance à violer la capitulation. A la fin, à onze heures, poussé par les personnes qui étaient venues le rejoindre, il

annonça, par les voies habituelles assez primitives, moyennant un billet renfermé dans une boîte qu'on descendait à l'aide d'une corde, « qu'un combat avait lieu près de Kaiser-Ebersdorf, mais qu'on ne pouvait distinguer ni les troupes ni la tournure que prenait l'affaire ». Ce message, arrivé dans l'habitation du sacristain, fut lu à la foule et envoyé à l'Imprimerie d'État. Un peu avant une heure, un autre billet du commandant en chef disait : « La bataille semble se diriger du côté d'Ober-Laa et Inzersdorf (ainsi se rapprocher de Vienne). Le brouillard empêche de voir clairement. Jusqu'à présent les Hongrois semblent victorieux. Dans le cas qu'une armée battue approchât de l'enceinte de l'octroi, tous les corps armés, sans attendre des ordres, seront tenus à prendre les armes. » C'était prononcer la rupture de la capitulation. Une émotion indescriptible s'empara des habitants. Le tambour fut battu, on courut aux armes et l'on se mit à reconstruire les barricades déjà en partie démolies. A deux heures, un nouveau bulletin, rédigé dans un allemand lamentable, descend de la tour de Saint-Étienne. Il annonce que « la bataille s'approche évidemment de Vienne ». Pauvre Messenhauser! il a mal vu. Ce fut précisément à cette heure que la victoire, jusqu'ici incertaine,

commençait à se prononcer en faveur de Jellaćić.

A la même heure, les membres du Conseil municipal envoyés le matin à Hetzendorf, après une courte négociation avec le général Cordon, que le maréchal venait de nommer commandant de la ville, purent signer avec lui une convention fixant définitivement les détails de la reddition. A leur retour, ils eurent les plus grandes difficultés à pénétrer dans la ville. Les « bien-pensants », les pacifiques, avaient cédé le terrain aux pires éléments du parti de la résistance à outrance.

La nombreuse compagnie qui avait suivi Messenhauser dans les régions aériennes de son observatoire, voyant que les Hongrois, au lieu d'approcher, s'éloignaient de Vienne, ne tarda pas à se dissoudre. Abandonnant le commandant à ses méditations, elle avait hâte de descendre.

Cependant, le comité des étudiants s'était réuni à l'Université. Robert Blum s'y rendit, harangua les jeunes gens, fit appel à leurs passions révolutionnaires, les conjura de reprendre les armes. Quant au commandant de la garde nationale, Messenhauser, il le déclara traître et demanda sa destitution, qui fut prononcée séance tenante. Pour mettre la *summa rerum* entre les mains des anarchistes, Fenneberg fut nommé

commandant des forces insurrectionnelles. Le nouveau chef s'empressa d'entourer la cathédrale de mobiles afin d'empêcher la fuite de son prédécesseur; mais ce dernier réussit à s'échapper et à gagner la Stallburg, où il signa sa démission. Il se rendit ensuite au comité de permanence du Reichstag et fit l'aveu d'avoir, malgré lui, violé la capitulation. Le Conseil municipal, où il se présenta également, lui fit le meilleur accueil, le réinstalla dans ses fonctions de commandant de la garde nationale et le chargea de maintenir l'ordre matériel jusqu'à l'entrée des troupes impériales. Un placard rédigé en ce sens au nom de la commune porta à la connaissance du public la retraite des Hongrois et le rendit attentif aux conséquences funestes d'une reprise des hostilités.

De son côté, le prince de Windischgraetz avait fait préparer un bulletin pour faire connaître la défaite des Hongrois, rassurer les « bien-pensants » et donner un avertissement aux « mal-pensants » (ces deux termes figurent souvent dans les publications officielles), « lesquels, se berçant d'espérances illusoires, ont traîtreusement rompu la capitulation ». Ce bulletin ne put être affiché que le lendemain matin, 31 octobre.

La nuit du 30 au 31 ne s'effacera guère de la mémoire des Viennois. La ville était livrée à

l'anarchie. Pour calmer l'agitation, Fenneberg s'amusa à faire lancer des fusées du haut de la tour de Saint-Étienne. L'*Aula*, l'Université, était redevenue le centre du mouvement. Les bons éléments de la jeunesse « académique » ayant disparu depuis longtemps, ceux qui restaient appartenaient tous, plus ou moins, aux partis extrêmes. Pendant que, dans cette terrible nuit, cette *triste noche*, ils se livraient dans la grande salle à des discussions aussi stériles que tapageuses, souvent interrompues par des libations, des gardes mobiles, des ouvriers armés, des gens de la lie du peuple, mêlés à cette horde affreuse appelée les amazones, remplissaient la petite place devant l'*Aula* et les rues adjacentes. Des orateurs de carrefours engageaient cette foule grotesque et hideuse à incendier la Burg impériale, à piller la Banque nationale, à exterminer les noirs-jaunes. Robert Blum, comme toujours en pareille occasion, se faisait remarquer par ses gestes d'enragé, par ses vociférations, par la véhémence de ses discours incendiaires. Ce fut alors qu'on l'entendit crier de sa voix de stentor : « Il vous faut encore *latouriser* deux mille personnes. »

Le 31 au matin la populace était maîtresse de la ville intérieure. Le comité permanent de la commune faisait ce qu'il pouvait pour rétablir

un peu d'ordre et empêcher les pillages et les massacres. A l'*Aula* on avait proposé de faire sonner le tocsin. Le comité des étudiants s'y opposa. Ces jeunes gens, hébétés et encore sous l'influence de l'orgie de la nuit, mais assez éveillés cependant pour se rendre compte des conséquences que la rupture de la capitulation pourrait entraîner pour eux, ne songeaient plus qu'à se sauver.

Mais telles n'étaient pas les dispositions des prolétaires. Aux termes des arrangements convenus entre le Conseil municipal et le maréchal, à midi précis, le grand étendard noir-jaune devait être hissé sur la tour de Saint-Étienne. La foule s'y opposa et déchira le drapeau de même couleur d'un détachement de la garde nationale qui traversait la place. De nouvelles bandes armées, amenant deux canons, arrivèrent devant la cathédrale. Le malfamé Becher, une mèche allumée à la main, se plaça entre les deux pièces, menaçant de tuer ceux qui oseraient hisser le drapeau noir-jaune. Blum fit amende honorable aux habitants de Vienne : « Il est midi, disait-il, et pas de drapeau impérial sur la tour. Je retire le blâme que j'ai déversé sur vous. » En même temps le célèbre grand bourdon de la cathédrale se mit à s'ébranler, et à sa musique solennelle et mélodieuse vint se joindre le bruit

du tocsin sonné à beaucoup de clochers. Du point central du parvis de Saint-Étienne le mouvement en faveur de la défense à outrance rayonnait vers la circonférence de la ville intérieure. On avait encore laissé quelques pièces d'artillerie sur les bastions. Des mobiles, les dirigeant contre les troupes, tirèrent quelques coups sans que celles-ci daignassent y répondre. Les faubourgs restaient tranquilles. Toutes les portes du mur d'octroi, excepté celle de Lerchenfeld, se trouvaient entre les mains des Impériaux.

A dix heures les diverses colonnes impériales destinées à occuper la ville se mirent en mouvement et, traversant les faubourgs, occupèrent les glacis sans coup férir. A trois heures et demie les batteries du bastion de la Burg et de la porte de Carinthie ouvrirent le feu contre les troupes massées sur divers points des glacis. Mais à la même heure commença le bombardement général (avec l'effet qui a été décrit plus haut). A cinq heures et demie le feu cessa sur toute la ligne. La capitale de l'Autriche, menacée d'être dévorée par les flammes, et presque miraculeusement sauvée dans la nuit suivante par suite de la tombée subite et inattendue de l'ouragan et en partie grâce aux efforts de la garde nationale, la capitale de l'Autriche était à nous.

Le lendemain, 1er novembre, elle fut (comme il a été dit) occupée par les troupes.

Après Gratz, après Brünn, Lemberg aussi a eu sa rebellion, ses étudiants, ses prolétaires et, à l'instar de Vienne, son bombardement et sa capitulation. Cette échauffourée, dont le général Hammerstein a eu raison dans l'espace de deux jours (les 1er et 2 novembre), les désordres en Styrie et en Moravie aussitôt réprimés, la guerre civile qui couvre de sang et de ruines la Hongrie, la Transylvanie et la Croatie, les péripéties du siège de Vienne, tout cet ensemble d'événements provoqués et dirigés par des mains invisibles, mais agissant d'après un plan préconçu, donne une idée de la gravité de la situation et de la grandeur de la tâche que, sous le règne d'un souverain malade, un concours de circonstances peut-être sans précédents dans l'histoire impose au prince Félix de Schwarzenberg. Ajoutons que cet homme d'État est dépourvu de tout caractère officiel, puisque le ministère, dont il est déjà l'âme, la tête et le cœur, n'est pas encore définitivement constitué.

Et l'état de l'Europe! A part la Russie qui a arrêté la révolution sur ses frontières, à part l'Angleterre qui l'a écrasée en un jour, on ne voit que des États bouleversés ou près de l'être: la République française, née d'une révolution,

mal consolidée et luttant encore avec l'anarchie; les États d'Allemagne en train de se refondre soit en un empire unitaire, soit en une république plus ou moins rouge; la Prusse royale se débattant, dans sa capitale même, avec les démocrates; l'Italie livrée à des convulsions. Ajoutons que le chef de l'Église est prisonnier dans sa capitale, et que notre guerre avec la Sardaigne, interrompue par une trêve, se rallumera probablement aux premiers revers que subiraient nos armées en Hongrie.

Les nouvelles de Vienne sont relativement bonnes. Il paraît constaté qu'à part quelques actes de cruauté commis des deux côtés pendant les combats, la répression s'est faite d'une manière peu sanglante. La discipline la plus sévère est maintenue, et les troupes sont reçues par les bourgeois comme des sauveurs. Le maréchal, dont le quartier général a été transféré à Schoenbrunn, a fait promulguer la loi martiale et établi une Commission centrale, présidée par le général Cordon, commandant de la ville et chargé des affaires relatives à l'état de siège. C'est un esprit sage et un caractère doux mais ferme. Le prince, me dit-on, n'aurait pu faire un meilleur choix. Cependant sa tâche est pénible, puisque nous entrons maintenant dans la triste phase des châtiments. On a fait des arres-

tations en masse, mais, le maréchal ne comptant frapper que les chefs et non les égarés, la plupart des personnes mises sous les verrous ont été relâchées. Les plus compromis, comme Pulzky, Tausenau, Bem, Fenneberg, ont trouvé moyen de s'évader avant ou après l'entrée des troupes.

Les deux députés de Francfort, Robert Blum et Frœbel, ont été arrêtés le 4 à l'hôtel de Londres et écroués dans une maison de détention militaire. Le 8, ils ont adressé à la Commission centrale une protestation rédigée par Blum en termes hautains et même insolents contre la violation de leurs immunités parlementaires. Cependant, le prince de Windischgraetz, dans une lettre confidentielle, reçue à Olmütz le 7 au soir, informa le prince Félix de l'arrestation des deux députés et de son intention de les faire simplement expulser du territoire autrichien. « afin, dit-il (je cite de mémoire), de t'épargner des difficultés diplomatiques ». Le prince Félix, tout en se rendant compte de la tempête que le jugement et l'exécution de Robert Blum déchaîneraient à Francfort et dans toute l'Allemagne, n'hésita pas un instant à demander à son beau-frère que les deux députés fussent traduits devant le conseil de guerre. « Leurs privilèges de députés de Francfort, lui écrivait-il (cité de mémoire), n'ont aucune force légale en Au-

triche. Le seul privilège auquel ils puissent prétendre, c'est celui de la loi martiale. » Le prince voit en Robert Blum le chef le plus marquant des anarchistes allemands; il a été, se dit-il, pris les armes à la main, il les a portées contre le gouvernement légitime et régulier : il doit en subir les conséquences. S'il est condamné et fusillé, ses confrères sauront qu'en Autriche on ne les craint pas. Il assume donc la responsabilité des conséquences de cet acte de justice. Il faut frapper les grands coupables et non les petits goujats. « Ne t'occupe pas, ajouta-t-il en terminant, de mes difficultés diplomatiques, je saurai me tirer d'affaire », et il demanda le jugement de Robert Blum; mais le nom de Frœbel, soit par un oubli, soit, ce qui me paraît assez probable, avec intention, resta dans sa plume. Cette réponse à la lettre du prince de Windischgraetz, expédiée aussitôt par un officier qui quittait Olmütz par le train de minuit, fut remise au maréchal le lendemain, 8, dans la matinée. Le même jour, Blum eut à subir son premier et seul interrogatoire. Il était accusé d'avoir excité des sujets de l'empereur à la rébellion, d'y avoir pris part les armes à la main, enfin d'avoir offert à Messenhauser (le 27 octobre) la présidence de la République autrichienne. Au sujet des deux premiers chefs d'accusation, Blum n'avait rien à

alléguer pour sa défense. Quant au propos qu'il aurait tenu au commandant de la garde nationale, il répondit qu'il ne s'en souvenait pas et que cela n'avait pu être qu'une plaisanterie.

Le lendemain, 9, à cinq heures du matin, il fut conduit devant le juge pour entendre l'arrêt du tribunal. Condamné à être pendu, il dut à l'absence d'un bourreau la faveur relative d'être passé par les armes. Pendant les deux heures qui, conformément à la loi martiale, lui furent accordées pour prendre ses dernières dispositions, un religieux du couvent des Bénédictins « Ecossais » vint lui offrir les secours de la religion. Assez mal reçu, le prêtre, connaissant le cœur humain et les clartés surnaturelles que la mort imminente répand parfois autour d'elle, ne se découragea pas. Après un court entretien, le condamné, fondant en larmes, abjura le *Catholicisme-Allemand*, rentra dans le giron de l'Église dans laquelle il était né, et reçut les sacrements avec une fervente dévotion. Le bon religieux l'accompagna à la Brigittenau, où il fut fusillé. Sa mort fut instantanée. Il devait achever le lendemain sa quarante-deuxième année.

Robert Blum, né à Cologne en 1807, fils de parents pauvres — son père était tonnelier, — gagnait son pain comme apprenti, comme domes-

tique au théâtre de sa ville natale, plus tard comme secrétaire et caissier du *Stadt-Theater* de Leipzig. Une instruction incomplète d'autodidacte lui permettait cependant d'écrire dans des journaux subversifs de second ordre. Voué dès 1830 au culte de la révolution, il trouva à Leipzig, en s'unissant à la nouvelle secte, politique bien plus que religieuse, du *Catholicisme-Allemand*, une sphère d'action plus étendue et plus conforme à ses visées. Il se distingua comme tribun lors des troubles de 1845, et passa désormais pour un des démagogues les plus influents et les plus dangereux de l'Allemagne. Envoyé en 1848 au Parlement préliminaire et ensuite au Reichstag de Francfort, son talent oratoire et ses relations avec les chefs de la révolution européenne le portèrent à la tête du fameux club de la *Maison-Allemande*.

En 1845, à Leipzig, en allant au spectacle, je l'ai souvent vu, assis derrière le grillage de sa caisse, vendre les places. On l'appelait alors, moitié en plaisantant, moitié sérieusement, le futur président de la République allemande. Il avait le physique du tribun. Sa tête aux traits irréguliers mais animés par des yeux perçants, encadrée d'une chevelure et d'une barbe aux couleurs teutoniques, une nuque herculéenne fortement assise sur des épaules carrées

révélaient la force, la confiance en lui-même, l'intelligence, autant qu'un fanatique puisse être intelligent, et surtout une féroce et indomptable énergie. On l'a vu à l'œuvre à Leipzig durant les troubles de 1845, à Francfort lors des émeutes qui ont coûté la vie à Félix Lichnowsky et Auerswald, à Vienne, pendant la révolution d'octobre. Avec lui a disparu un des chefs, peut-être le principal, de la République allemande.

Son jugement, demandé par le prince de Schwarzenberg, était un acte de justice, de courage et de haute politique. De justice : d'après les législations existantes dans tous les pays civilisés, le rebelle ou son complice, de quelque nation qu'il soit, pris les armes à la main, est passible de la peine capitale. De courage : le prince, malgré la gravité de la situation, sans reculer devant les conséquences formidables que cet acte de justice pouvait entraîner, a osé fraper la révolution dans la personne d'un de ses principaux promoteurs. De haute politique : quoique assailli ou menacé de tous côtés, il a constaté sa ferme volonté de ne point transiger avec l'anarchie. Demander la tête d'un homme, je le sais, est chose répugnante, mais quand cet homme, légalement condamné, est un de ceux qui ont fait et qui, probablement, feront encore

répandre du sang, sa mort, pour parler avec un ambassadeur espagnol, est une économie de sang, *es economia de sangre*. C'est à ce point de vue que s'est placé le prince Félix. S'il avait écouté Stadion et ses amis, nul doute qu'ils ne l'eussent conjuré de ne point prendre une résolution qui attirerait sur le gouvernement, dont ces messieurs devaient être bientôt des membres, les haines et les vengeances des partis subversifs, si influents aujourd'hui dans les Parlements de l'Europe. Mais heureusement Félix de Schwarzenberg n'a consulté que son bon sens et son cœur intrépide. Il a compris que la grâce accordée à Robert Blum, dans les circonstances données, serait pour le gouvernement impérial une défaite morale et politique, probablement irréparable. Blum revenu à Francfort aurait dit, sinon dans le Reichstag, certainement dans son club et dans les rues : « J'ai excité les sujets de l'empereur à la révolte, j'ai porté, à Vienne même, les armes contre le gouvernement impérial, j'ai demandé pour deux mille personnes le sort de Latour, j'ai prononcé le nom de République d'Autriche et j'ai été pris les armes à la main, encore rouge du sang autrichien par moi versé; mais ce gouvernement si superbe et si cruel qui sévit contre ses propres citoyens, respectant en moi le membre d'une assemblée sou-

veraine[1], dont une partie veut le démembrement de l'Autriche pour en annexer les débris au nouvel Empire allemand, dont une autre, celle dont je suis, veut la destruction de l'Autriche pour en faire une république allemande ou plutôt européenne, — ce gouvernement n'a pas osé toucher à un de mes cheveux. Oui, l'Autriche a reculé devant moi, Robert Blum, le représentant de la révolution. »

Tel eût été le langage de cet énergumène. Le prince Félix a compris tout cela, et, en agissant comme il l'a fait, il a bien mérité de l'Autriche et de l'Europe.

Le 10 et le 11, Frœbel fut jugé, condamné, gracié et expulsé.

A Vienne les choses suivent leur cours naturel. Depuis l'exécution de Blum et celles, jugées indispensables, d'un très petit nombre d'individus les plus compromis, les règlements de l'état de siège sont mis en pratique avec mesure et même avec indulgence. Le prince de Windischgraetz, naturellement enclin vers la clémence, mais aussi naturellement juste, toujours pénétré de la conviction qu'il lui est éga-

1. Le Reichstag de Francfort. Inutile de dire que dans ce parlement siègent aussi de fervents patriotes autrichiens, ayant à leur tête M. de Schmerling.

lement interdit de pardonner ou de punir sans motif, et le général Cordon, son digne représentant à la Commission centrale, ont la main douce autant que les circonstances le permettent. Le sort de Blum aura en Allemagne un immense retentissement. Si je ne me trompe fort, les trembleurs et ceux qui font trembler se réuniront pour courir sus au gouvernement sanguinaire d'Olmütz. Il faut être préparé à tenir tête à une tempête sans pareille. Nous le sommes.

Tous ces jours-ci travaillé sans relâche. Ce sont surtout les affaires étrangères qui m'absorbent en ce moment. Par rapport à la politique intérieure, Bach et Stadion ont l'oreille du prince. Tous les jours je dîne avec ce dernier, et le repas est ordinairement suivi d'une promenade de santé sur les bastions. C'est une heure de causeries, de discussions, de luttes. Nous tâchons de nous convertir et nous ne réussissons guère.

Le 8 novembre marquera dans mes souvenirs. Le prince Félix m'a, sous le sceau du plus profond secret, informé de l'intention de l'empereur d'abdiquer en faveur de son neveu, l'archiduc François-Joseph.

14, mardi. — Occupé toute la journée d'un travail important relatif à cette matière. Le soir, long entretien avec Bruck sur les relations fu-

tures de l'Autriche avec l'Allemagne. Il est d'une surprenante richesse d'idées et n'a pas perdu son temps à Francfort.

15, mercredi. — Arrivé à Vienne de grand matin. Il s'agit encore d'aplanir les difficultés toujours renaissantes entre les deux beaux-frères. Au couvent des Salésiennes pour embrasser mes filles que je n'avais pas revues depuis le siège et la prise de Vienne. Une bombe, traversant la coupole de l'église du monastère, est tombée, sans éclater, dans le chœur, où les sœurs se trouvaient réunies. Elles en ont été quittes pour la peur. A part cet épisode, les religieuses et leurs élèves ont pu traverser, sans être molestées, les terribles journées d'octobre. Bon entretien avec le prince de Windischgraetz. Son quartier général, établi à Schœnbrunn, est, comme toujours, brillant, animé et surtout solennel. Un petit chérubin de hussard, le fils cadet du maréchal, prince Joseph, fait les honneurs avec une grâce parfaite.

16, jeudi. — Ce matin, le commandant en chef de la garde nationale, Messenhauser, a été fusillé dans les fossés de la ville, près la Porte Neuve. Il est mort bravement et un peu théâtralement. Sur sa demande, il fut dispensé d'avoir les yeux bandés et autorisé, comme

ancien officier, à commander le feu. Fils d'un clairon du régiment Kaiser-Infanterie, il mena dans ses premières années la vie d'un enfant de troupe et reçut une éducation fort imparfaite. Comme soldat il attira l'attention de ses supérieurs par son désir de s'instruire, et avança successivement au grade d'enseigne et de premier-lieutenant; en mars 1848 il se retira du service. Autodidacte, dans l'acception la plus vaste du mot, il dévorait tous les livres qui lui tombaient sous la main. Son auteur de prédilection était Louis Blanc. Cela peint ses tendances politiques, que, d'ailleurs, il dévoila dans ses premières publications et dans de nombreux articles écrits pour les journaux les plus avancés. Il est venu se présenter chez moi, il y a environ un an, à Leipzig. C'est un homme d'une trentaine d'années, fort maigre, avec des traits irréguliers, pour ne pas dire laids, mais dont la physionomie grêle s'anime grâce à des yeux petits et mobiles. Le feu sacré perce à travers une ignoble enveloppe. Sa toilette, ses manières, son langage sont à l'avenant. Je l'aurais pris pour un prolétaire endimanché s'il ne s'était pas fait annoncer comme officier autrichien en voyage. Il se mit à parler politique; c'était un étrange galimatias de doctrines et de phrases révolutionnaires : les premières notes de l'ouver-

ture préludant au drame sanglant de 1848. Sa parfaite honnêteté fut constatée par le peu d'argent qu'on trouva en sa possession lors de son arrestation. On cite de lui des traits de générosité. C'était un bon enfant avant d'être un médiocre littérateur et un mauvais politicien. La vanité, la lecture mal digérée et le commerce avec les littérateurs révolutionnaires du jour l'ont mené de sa garnison à la tête des forces insurrectionnelles de Vienne et de là dans les fossés de la ville. N'était-la rupture de la capitulation dont il s'est rendu coupable, le maréchal aurait probablement épargné sa vie.

Vienne, du moins la ville intérieure, commence à rappeler ce qu'elle était avant mars. Je trouve les rues remplies de gens bien habillés. Toutes les boutiques sont rouvertes, et une foule d'acheteurs s'y presse. Un ami que je rencontre me dit : « L'esprit des faubourgs est mauvais, celui de la ville est bête. » Mon ami se trompe. Les Viennois sont désorientés, ils ne sont pas bêtes. Enchantés, d'un côté, de voir l'ordre et la sécurité rétablis et d'apercevoir les premiers symptômes du retour à la prospérité, ils sentent, leur instinct le leur dit, que la vieille Autriche est morte, et, avec une inquiétude légitime, ils se demandent : « Qu'est-ce que sera la nouvelle ? »

A Schoenbrunn, pendant et après le dîner,

de longues conversations avec le maréchal. L'entrée de Stadion au ministère, maintenant assurée, le met de bonne humeur. Il apprécie en la personne de son protégé le galant homme, le grand seigneur et l'administrateur hors ligne, mais il semble ignorer ou oublier que les tendances politiques du futur ministre de l'intérieur sont diamétralement opposées aux siennes. En ce qui concerne Bach, le candidat du prince Félix, il l'a en horreur. Dieu veuille que ces divergences de vue ne mènent pas à une brouille entre les deux beaux-frères. Pour le moment le baromètre est au beau.

Dans la nuit retour à Olmütz.

18, samedi. — Dîné à la table de l'empereur avec le comte Medem, ministre de Russie, un aide de camp de l'empereur Nicolas, le prince Félix de Schwarzenberg et le baron Wessenberg. L'étoile qui guide et brille sur ce firmament faisait défaut : l'impératrice n'a pas paru. Le grand changement qui se prépare dans les hautes régions du pouvoir me hantait pendant le repas.

20, lundi. — Hier et aujourd'hui, travaillé à un exposé sur la politique que le futur empereur comptera suivre dans les affaires d'Italie. Lorsque, prisonnier à Milan, je passais et re

passais dans mon esprit la nature de nos relations avec la Péninsule, je n'ai guère pu deviner que, quelques mois plus tard, je serais appelé à rédiger mes pensées en forme de document officiel et à participer à leur mise en pratique.

Assisté cet après-midi à l'entrée du régiment hongrois « Grand-duc Michel », le seul de cette nation, sauf ceux de l'armée de Radetzky, qui soit resté fidèle à l'empereur.

Demain sera constitué le nouveau ministère. Suivra l'ouverture du Reichstag à Kremsier et ensuite l'abdication de Ferdinand Ier et l'avènement du jeune archiduc.

21, mardi. — Après une longue et laborieuse gestation, le ministère a vu le jour ce matin. J'ai assisté à sa naissance[1]. Tout le monde semble enchanté d'être enfin délivré d'un cauchemar qui, depuis le 6 octobre, a pesé sur la situation. Personne ne l'est plus que le baron de Wessenberg. Il a donc, enfin, pu donner sa démission. L'empereur lui a fait remettre ce matin le grand cordon de Saint-Étienne. Le vénérable vétéran l'a respectueusement renvoyé, par la raison qu'il

1. Félix de Schwarzenberg, ministre président, maison impériale et affaires étrangères; Stadion, intérieur; Krauss, finances; Bach, justice; Cordon, guerre; Bruck, commerce; Thinnfeld, agriculture; Kulmer, sans portefeuille.

le possède depuis le Congrès de Vienne. Le monarque, pour le remercier de son long martyre, l'a honoré d'une visite, et l'ancien premier ministre a quitté son lit de douleur avec une satisfaction qu'il n'a pas tâché de dissimuler.

Pour comprendre une partie des difficultés que la formation du nouveau cabinet rencontrait, il faut se rendre compte de la nature des relations entre les princes de Schwarzenberg et de Windischgraetz. Elles dominaient la situation. En un certain sens, elles la dominent encore.

Depuis la révolution de Mars, lorsque la démission et le départ du prince de Metternich eurent porté le trouble et la consternation dans les régions les plus élevées du pouvoir, Windischgraetz était considéré comme le seul homme capable de sauver le trône et l'État. Commandant en Bohême, il se trouvait par hasard à Vienne au moment où la révolution y éclata.

Le 13 mars au soir, le jour même où le mouvement semblait devoir triompher sur toute la ligne, une « conférence d'État » présidée par l'archiduc Louis fut tenue au palais impérial. On se décida en faveur d'une politique de résistance, et le prince de Windischgraetz, cité à la conférence, fut investi de pouvoirs illimités. Sa mission était de tenir tête à la révolution.

On semblait résolu à accepter le combat. Le prince, étant rentré chez lui pour mettre son uniforme, trouva à son retour à la Burg qu'un revirement subit s'était opéré dans les dispositions de la Cour. La démission du prince de Metternich était acceptée! On allait donc s'engager dans la voie des concessions[1].

Voici maintenant ce qui s'était passé au château pendant la courte absence du prince de Windischgraetz. Je l'ai de la bouche d'un des témoins, qui n'est autre que le prince de Metternich[2] :

« J'ai toujours pensé, m'a-t-il dit, que les questions sociales priment les questions politiques. Depuis 1815 je ne me suis plus occupé de politique. Voilà ce que personne n'a voulu comprendre à Vienne. Ni l'archiduc Louis ni Kolowrat n'avaient la moindre notion de ce qu'est la révolution. Même le 13 mars ne leur a pu dessiller les yeux. Ce jour-là je me trouvais à la Cour. Dans la pièce à côté, l'archiduc Louis recevait les délégués des États de la Basse-Autriche, parmi eux le comte Breuner

1. Ce qui précède m'a été raconté par le prince de Windischgraetz longtemps après les événements. On trouve un récit identique dans le livre intitulé *Der k. k. œst. Feldmarschall Fürst Windischgrätz*, Berlin, 1886.

2. Je cite textuellement les paroles du chancelier telles qu'il me les a dites à Richmond, juin 1849.

et Schmerling, avec d'autres gens qui s'étaient glissés dans la salle. Je voulais m'y rendre, lorsque Pipitz[1] me pria d'attendre un instant. A ce moment l'archiduc Louis revint et me dit : « Ces messieurs affirment que, si vous pou- « viez vous décider à donner votre démission, « tout rentrerait dans l'ordre. » J'ai répondu : « Qu'est-ce que Votre Altesse désire que je « fasse? » Il répliqua : « C'est à vous de « prendre une résolution. » Je me démis aussitôt de mes fonctions de chancelier, et je me rendis dans la pièce à côté pour en informer moi-même les délégués des États. Un de ces messieurs parlait de générosité et trouvait que ma démission était le digne couronnement d'une longue carrière. « Non, lui dis-je, c'est une concession à la révolution. » Après mon départ, l'archiduc fit encore, séance tenante, d'autres concessions, et lorsque, dans la nuit, l'impératrice me fit appeler pour me demander de rester, j'eus la douleur de ne pouvoir me rendre à ses désirs. Il était trop tard. »

Le prince de Windischgraetz eut grande envie de suivre cet exemple. Cependant, fort de ses pleins pouvoirs et voyant la cour livrée aux chefs

1. Le chevalier de Pipitz, référendaire au Conseil d'État et de Conférence, alors un personnage d'une certaine influence dans les régions du pouvoir.

du mouvement, il résolut de rester, s'installa dans un appartement du palais impérial, renforça la garnison, forte seulement de neuf mille hommes pendant les journées de Mars, et fit si bien que l'ordre, matériel du moins, fut rétabli et préservé pendant son passage au pouvoir, court mais riche en bons résultats : l'armée d'Italie renforcée, le colonel Jellaćić fait ban de Croatie, le moral de l'armée relevé. Mais l'entrée en action du premier ministère constitutionnel en Autriche dut naturellement mettre fin à l'activité exceptionnelle et, certainement, peu constitutionnelle du prince de Windischgraetz. Il quitta Vienne, reprit, après un court séjour dans ses domaines, le commandement de l'armée de Bohême, et eut la gloire, en écrasant, du 11 au 14 juin, l'insurrection dans Prague, d'être le premier défenseur de l'ordre qui, depuis la révolution française de Février, eût attaqué et battu les forces coalisées de la révolution européenne[1].

Peu après il demanda et obtint de Ferdinand Ier, alors résidant à Innsbruck, des pleins pouvoirs secrets en vertu desquels il était, pour certaines éventualités, autorisé à disposer de toutes les

1. La rébellion de Bohême a été organisée et dirigée par de nombreux émissaires français et polonais. Beaucoup d'étrangers de différentes nationalités ont combattu dans les rangs des insurgés.

ressources militaires de la monarchie. Le premier usage qu'il en fit fut d'organiser l'armée de Bohême, qu'il porta au chiffre respectable de soixante mille hommes. C'est à la tête de cette force qu'il s'est mis en route pour Vienne et la Hongrie. Nommé, lors de son passage par Olmütz, maréchal et commandant en chef de toutes les armées impériales, sauf celle de Lombardie, confident de l'impératrice et considéré dès à présent comme le sauveur du trône, le prince de Windischgraetz était alors, comme il l'est encore, après les membres de la famille impériale, le premier personnage de la monarchie. A Olmütz, où il s'était arrêté du 15 au 19 octobre, il rencontra son beau-frère, non encore premier ministre, mais déjà désigné pour l'être dès qu'il aurait pu former son cabinet.

Le prince Félix a bien voulu me communiquer ce qui s'était passé entre lui et le maréchal[1]. Ce dernier, mécontent du maintien du Reichstag, en exigea la dissolution immédiate et définitive. Cependant, apprenant que le maintien de cette assemblée était recommandé par Stadion, qui possédait toute sa confiance, il s'y résigna, mais demanda et obtint du prince Félix la promesse que, dorénavant, aucune mesure impor-

1. Voir page 307.

tante ne serait prise sans que le ministère en eût préalablement référé à lui et obtenu son assentiment. Il se réservait ce droit d'examen préalable, notamment pour toute disposition organisatrice ayant rapport à la future constitution de l'Autriche[1].

A première vue, la prétention d'un chef militaire de concentrer dans ses mains, pendant qu'il fait la guerre, les pouvoirs militaires et civils de l'État paraît exorbitante et tout à fait inadmissible. Mais en ayant présente à l'esprit la situation telle que le maréchal la trouvait à Olmütz, on en jugera peut-être autrement. C'est là que son beau-frère, dont les idées sur toutes les questions brûlantes n'étaient pas encore définitivement arrêtées, l'informa de la marche qu'il comptait suivre : afin de ménager l'opinion libérale, il formerait un ministère de coalition, y ferait entrer Bach et Bruck, surtout Bach, qui l'avait singulièrement fasciné la première et seule fois qu'il l'eût vu sur les glacis de

1. Il formula la même demande dans une lettre adressée à l'empereur François-Joseph, immédiatement après son avènement. « Je prie Votre Majesté, disait-il, vu les difficultés de ma situation et la grandeur de la tâche qu'Elle m'a confiée, d'ordonner à ses ministres de ne lui soumettre aucune proposition importante avant que je n'en aie été informé, et je vous prie aussi, Sire, de ne prendre, sans m'en avoir prévenu, aucune résolution définitive. »

Vienne, dans la nuit sinistre du 6 au 7 octobre. Le cabinet constitué, on se mettrait à élaborer un projet de constitution et on laisserait, en attendant, le Reichstag vivoter non à Vienne mais à Kremsier, où il serait transféré après la prise de la capitale. Tout ce programme répugnait au maréchal. Cependant il l'accepta à la condition qu'il fût mis à même de contrôler, au besoin d'arrêter la marche du ministère. Si le projet Kübeck, qui au reste, selon moi, va trop loin dans une direction opposée, avait prévalu, si l'Assemblée avait été dissoute et qu'un ministère d'affaires, et non politique, eut été formé, le prince de Windischgraetz n'aurait eu aucun motif de prendre des précautions. Mais ces précautions devenaient, à son point de vue, nécessaires et indispensables, vu les collègues libéraux que le prince Félix comptait se donner. Le maréchal ne demandait pas l'exercice même, il demandait le contrôle suprême du gouvernement. Tout cela, je l'accorde; mais lorsque, le jour même où cette transaction eut lieu, le prince Félix me mit au courant de ce qui s'était passé entre lui et son beau-frère, je tombai des nues. Cependant, la chose étant faite, je me tus. Mais est-il possible, je me le demande, de ne pas apercevoir dans cet arrangement les germes de dissensions qui devront mener à une rupture?

Voici maintenant comment le futur premier ministre explique la facilité avec laquelle il a accepté les conditions du maréchal. « D'abord, me dit-il, nous voulons, l'un et l'autre, la même chose : nous voulons sauver la monarchie et le trône; nous le voulons peut-être par des voies différentes, mais nous visons un même but. Parfois il y aura de petits conflits, mais il n'y aura pas de brouille. Nous finirons toujours par nous entendre. D'ailleurs mon beau-frère aura assez à faire à Vienne et en Hongrie. »

Depuis les dernières semaines je n'ai cessé de débattre avec mon chef les deux grandes questions brûlantes : ministère et constitution. Je lui parlais toujours avec une entière franchise, et personne ne sait mieux que lui supporter avec patience et sérénité la contradiction quand il la sait motivée, sincère et désintéressée ; personne n'est plus prompt à y mettre fin brusquement quand il la croit venir d'une source incompétente ou impure. Je ne lui ai pas caché que sur ces questions je n'étais pas de son avis, mais il ne m'en a jamais voulu.

Voici mes idées :

1° Rompre avec les fausses doctrines de la révolution, mais rompre aussi, définitivement et sincèrement, avec l'ancien régime. Pas de retour à l'absolutisme. Des libertés telles que la

société moderne les exige, mais pas de Charte de 1830, basée sur la souveraineté du peuple, tandis que nous voulons, nous devons maintenir celle de la couronne. Ni les principes, ni les formes, ni la phraséologie des encyclopédistes français. Pas de 1789 qui a mené à 1792.

2° Un ministère provisoire composé d'administrateurs. Quand la révolution armée sera abattue, la guerre civile terminée, la monarchie matériellement pacifiée, le moment sera venu de former un ministère d'hommes politiques. On y verra des conservateurs, mais non des absolutistes, connus et respectés dans les provinces. Dans ce choix on tiendra compte de nos différentes nationalités. Dès à présent, l'empereur manifestera et, au besoin, répétera quand l'occasion s'en présentera, sa ferme intention de maintenir les libertés et droits compatibles avec sa souveraineté et avec les exigences immuables de l'origine et de la composition de sa monarchie.

3° Après la fin de la guerre civile de Hongrie et la conclusion de la paix avec la Sardaigne, quand les esprits se seront calmés, les ministres s'occuperont à élaborer une constitution, laquelle, selon moi, ne sera viable qu'à la condition qu'elle soit acceptée franchement par les provinces. Une constitution octroyée mainte-

nant serait certainement un enfant mort-né.

Je répudie l'idée, que j'entends discuter autour de moi, de considérer et traiter la Hongrie comme pays conquis (quand nous l'aurons conquise) et de la priver de ses anciens droits et privilèges. Ce serait, selon moi, une erreur funeste. La Hongrie ne pourra pas être amalgamée avec le reste de la monarchie. On l'a plusieurs fois essayé sans réussir. On n'y réussira jamais.

La partie la plus délicate, la plus difficile, la plus importante de la tâche sera de faire sa juste part au besoin de centralisation de la monarchie, sans porter atteinte à l'individualité des provinces.

Depuis que je connais le projet d'abdication de l'empereur Ferdinand, j'ai particulièrement insisté sur la nécessité d'ajourner la promulgation d'une constitution. Il faut, ai-je dit au prince Félix, ménager au jeune souverain le temps de se former une idée de la situation et de choisir par lui-même la route à suivre. Il prendra certainement l'avis de son premier ministre et de son premier général. Il ne faut pas, dès son avènement, à l'âge de dix-huit ans, l'engager dans une voie qui mènera personne ne sait où, peut-être à des obstacles infranchissables. Il faudrait alors revenir sur ses pas, ce qui ne sera guère possible sans se heurter contre des

obligations solennellement prises par la couronne.

Ces idées, d'abord assez goûtées par le prince Félix, ensuite combattues par Stadion et Bach, n'ont pas prévalu. On a fait ce qu'on appelle un ministère de coalition, mais dans lequel l'élément libéral prédomine. Je doute, d'ailleurs, que le gros du public autrichien, si nouveau en matière de jargon parlementaire, sache même ce que c'est qu'un ministère de coalition. Les hommes les plus marquants, après le président du conseil, représentent des nuances différentes de libéralisme : ce sont Stadion, Bach, Bruck.

Certes, ces trois ministres ne sont pas des hommes ordinaires, tant s'en faut, mais ils ne sont pas nos coreligionnaires politiques. Bach a reçu le baptême révolutionnaire. Stadion et Bruck, sans être nés dans le sérail libéral, en connaissent les détours, et, en ces matières, ne connaissent pas autre chose. Ils croient aux « grandes conquêtes » de 1789. La triste fin du règne de Louis-Philippe, esprit sage et modéré, n'a pas ébranlé leur foi dans le système dont il a été la victime, et ils comptent faire entrer ce qui reste de la vieille monarchie de Charles-Quint dans les ornières de la royauté de Juillet.

Avant 1848, dans nos salons du grand monde, où l'on aime à découvrir ou plutôt à inventer des

capacités et à s'octroyer de grands hommes, le comte François de Stadion et son frère Rodolphe avaient passé pour ceux que l'avenir porterait, après la mort du prince de Metternich, au pinacle du pouvoir. Rodolphe, quoiqu'il ait occupé des situations élevées, n'a jamais marqué ni comme homme d'État ni comme administrateur; mais son frère François, en sa qualité de gouverneur du Littoral (Trieste) et, en dernier lieu, de gouverneur de Galicie, avait fait naître des espérances légitimes. Homme du monde aux formes séduisantes, à la fois grand seigneur et bureaucrate, familier avec ses pairs, affable envers ses inférieurs, d'un accès facile pour ses administrés, constamment en coquetterie discrète avec la presse, spirituel mais pas toujours esprit juste, un peu frondeur, assez pour se faire craindre dans les bureaux des ministères, pas assez pour les effaroucher, le comte François de Stadion était, dans les dernières années précédant la révolution de Mars, le fonctionnaire le plus en évidence et le plus populaire en Autriche. Il l'était surtout dans certaines coteries qui, quoique frémissant à l'idée d'une révolution quelconque, appelaient de tous leurs vœux un revirement complet du gouvernement. Aussi fut-il nommé député au Reichstag. Mais, voyant bientôt son action de législateur paralysée par

les événements qui se précipitaient, s'efforçant, mais sans y parvenir, d'arrêter le flot montant de la révolution, fort impressionné par le sort de l'infortuné Latour, et s'exagérant peut-être les dangers qu'il croyait courir lui-même, il chercha le salut dans une fuite précipitée, et, comme sujet loyal, prit naturellement le chemin d'Olmütz. Sa longue mais platonique liaison avec la liberté, comprise dans le sens des doctrinaires français, ne lui avait valu que d'éphémères succès d'estime. Le 6 octobre mit fin à cette *flirtation* ; mais la disposition amoureuse a survécu.

Alexandre Bach, avant la révolution avocat et un des piliers du *Juridische Leseverein*, sorte de club libéral cachant ses tendances sous le nom modeste de salle de lecture des étudiants en droit, a, dans les journées de Mars, marqué comme un des chefs du mouvement. A le voir, à l'entendre alors, on aurait pu le confondre avec la foule des tribuns les plus ardents. Mais bientôt son langage se modifia. Quand il parlait en public, il demandait « une Autriche unie, démocratique, allemande, mais respectant la nationalité des autres races autrichiennes ». Il voulait « le progrès, mais pas de bouleversement ». Élu en juin député à l'Assemblée Constituante, dont la convocation avait été arrachée à l'empereur malade par les émeutiers de Mai,

et devenu, avec le portefeuille de la justice, membre du ministère Wessenberg-Doblhoff (du 19 juillet), il ne tarda pas d'apercevoir l'abîme qui s'ouvrait sous ses pieds. Dès lors il se fit et resta, jusqu'au cataclysme du 6 octobre, le défenseur intelligent et intrépide de la cause de l'ordre. Cette métamorphose — l'histoire des révolutions nous en fournit bien des exemples — lui valut les haines et les persécutions des partis extrêmes. Lorsque, le 4 septembre, courageusement secondé par le député Helfert, il osa, dans l'Assemblée nationale, revendiquer pour le souverain le droit de sanctionner les lois votées par le Parlement, il brisa de ses mains le dernier lien qui le rattachait encore à ses anciens compagnons d'armes. En somme, il était un des auteurs de la révolution de Mars, il a subi, pour la combattre, celle de Mai et a été balayé de la scène, pour y reparaître bientôt, par l'ouragan du 6 octobre. Ses amis, même les modérés, devenus, depuis qu'il est allé à Olmütz comme M. Guizot est allé à Gand, ses ennemis les plus acharnés, l'appellent apostat. Ils se trompent. C'est un converti. Il a perdu la foi dans laquelle il avait été élevé. Il n'a pas encore trouvé de nouvelles croyances : c'est donc une conversion incomplète. Presque toutes les conversions politiques

le sont. De là la fréquence des rechutes. Mais cela n'empêche pas que la conversion de Bach puisse être, et que, pour ma part, je la croie sincère. C'est un homme extrêmement doué, fort instruit, d'un commerce facile et agréable. Il existe un préjugé, le plus souvent justifié, contre les avocats transformés en hommes politiques. Je place le docteur Bach au-dessus de cette catégorie.

Charles Bruck[1], né sujet prussien et protestant, est issu de la bourgeoisie d'Elberfeld, sa ville natale. Dans sa jeunesse philhellène, en route pour la Grèce, il s'arrêta à Trieste, entra comme commis dans une des grandes maisons de commerce de cette ville, en devint l'associé et sut bientôt se recommander à ses nouveaux concitoyens par l'abondance et la hardiesse de ses conceptions, par la part importante qu'il prit à la création, dont il fut l'inspirateur, du *Lloyd autrichien*, par l'élan donné, sous son impulsion, à l'esprit d'entreprise des négociants et armateurs du principal port de l'Autriche. Je l'ai rencontré pour la première fois en 1838. Dix

1. Charles-Louis (baron) Bruck, né 1798; négociant à Trieste, fondateur du *Lloyd autrichien*; député à Francfort 1848; ministre du commerce 22 novembre 1848; internonce à Constantinople 1853; ministre des finances 1855-1860; mort 1860.

ans plus tard, la confiance des Triestins l'envoya comme député au Reichstag à Francfort, où il exerça aussi, pendant quelques mois, les fonctions de plénipotentiaire impérial auprès du pouvoir central allemand. Une expression remarquable retient l'attention sur cette puissante figure, sur ses traits réguliers auxquels le génie et la force ont imprimé leur marque indélébile, sur cette tête hardiment moulée, que supporte une nuque de taureau posée sur de larges épaules. Blond, haut de taille, avec des yeux clairs, c'est le type de l'Allemand du Nord. Au demeurant, les allures, les manières, les habitudes du fils de ses œuvres. On voit que, dès le berceau, ce favori de la nature a volé de ses propres ailes, qu'il est homme à s'attaquer à tout et à ne reculer devant rien.

Le président est le prince Félix de Schwarzenberg, l'âme et la volonté du nouveau ministère, mais en sera-t-il toujours le moteur principal? Il le serait n'était son instruction incomplète, dont il a été question plus haut[1]. De cœur et d'âme soldat, il est avant tout autoritaire et naturellement disposé à appliquer à l'État la stricte centralisation de l'armée. Diplomate, il incline aux transactions, mais comme la base des études

1. Voir page 325.

sérieuses manque, il ne comprend guère qu'on ne transige pas impunément sur les principes, qu'on ne transige que sur leur application aux questions qu'il s'agit de résoudre. Enfin il se sent fort : fort de la confiance et de l'affection du futur souverain, fort de lui-même, de son patriotisme autrichien, de son dégagement de toute arrière-pensée personnelle. Il ne demande et ne cherche que le bien de la grande patrie et non le sien. Le succès ne le séduit, l'échec ne l'effraye pas. Il ne se croit pas infaillible. Assez fort pour pouvoir revenir sur ses pas, sans perte de prestige, il n'hésitera pas, s'il s'est trompé, à avouer son erreur. « Marchons, m'a-t-il dit plus d'une fois, dans cette ligne : si cela ne réussit pas, nous essayerons autre chose. » Attaché à l'ambassade de Londres, il a pu, autant que les distractions de jeunesse le lui permettaient, contempler la Vieille-Angleterre avant le *Reform bill*. L'absolutisme, il l'a vu à Saint-Pétersbourg, exercé par un seul homme ; à Vienne, par la multitude des bureaucrates. Il sait donc comment on gouverne autoritairement. En Italie, il a vu à l'œuvre et étudié de près la révolution descendue dans la rue. Le *civium ardor prava jubentium* le fait sourire, et il se moque du *vultus instantis tyranni*. Il sait comment il faut s'y prendre : jamais pactiser avec l'émeute, jamais se laisser

arracher la moindre concession ; mais l'attaquer de front, la terrasser, l'anéantir si on peut. Mais sait-il que la révolution brutale et violente n'est que le dernier produit des fausses doctrines aujourd'hui en vogue? Ce qu'il ne connaît pas de vue, ce sont les évolutions des États libres. Sous ce rapport, il lui reste beaucoup à apprendre, et il apprend vite, mais pas assez — ce serait humainement impossible — pour pouvoir se passer de conseillers, et ces conseillers seront dorénavant Stadion et Bach. Ajoutons la multitude et l'urgence des affaires, presque toutes touchant à des questions vitales, exigeant toutes, sinon des solutions immédiates, du moins des actes préliminaires souvent décisifs pour la solution finale. Je compare Félix de Schwarzenberg à un nageur, luttant avec les flots, surmontant les vagues qui se succèdent, qui s'accumulent, qui menacent de l'engloutir, qui, de leurs crêtes fouettées par l'ouragan, lui dérobent la vue du rivage :

Le sue permutazion non hanno triegue,
Necessità la fa esser veloce ;
Si spesso vien chi vicenda consegue.

Le prince de Metternich disait de lui : « Félix de Schwarzenberg est un homme fort distingué. Je l'ai toujours désigné comme devant être mon successeur. Il a l'esprit lucide, le caractère

énergique, il connaît la révolution, mais il a besoin d'un aide (*Gehülfe*)[1]. »

22, mercredi. — Aujourd'hui ouverture de la chambre à Kremsier. Les ministres s'y sont rendus. Le premier acte de la Constituante *rediviva* a été l'élection de Smolka à la présidence, ainsi un échec sanglant du nouveau cabinet. Cela m'a fait rire un peu sous cape. Ces messieurs veulent plaire aux vainqueurs et aux vaincus, à tout le monde et à leur père, enfin, comme on dit vulgairement, manger à deux râteliers. Stadion et Bruck sont revenus de Kremsier désappointés, Bach nerveux et découragé, Schwarzenberg parfaitement indifférent. Un vote contraire de la Chambre! qu'est-ce que cela lui fait? En quoi le touche-t-il? Un ministre pétri de *constitutionalisme* est toujours hanté du spectre d'un vote hostile, cela peut être le glas funèbre de son existence. Le prince Félix, encore novice en ces matières, ne s'en occupe même pas. Il était beau à voir ce soir dans son insouciance olympienne au milieu de ses collègues taciturnes et attristés. Son aspect seul suffit pour relever leur moral. Voilà le secret de sa force. Il n'a jamais peur.

1. Le prince de Metternich m'a dit ce mot si conforme à mes appréciations à Richmond en juin 1849.

Le grand acte (l'abdication) a dû être remis aux premiers jours du mois prochain.

23, jeudi. — Les ministres ont passé la matinée à discuter divers documents par moi rédigés, relatifs à l'abdication de l'empereur Ferdinand Ier, à la renonciation de son frère et à l'avènement de son neveu. C'était un grand travail, préparé, discuté, arrêté de concert avec le prince Félix. Il avait même obtenu son entière et chaleureuse approbation. Mais dans le conseil, mes minutes ont été vivement attaquées par Bach, et j'ai eu la mortification de voir le président adopter les raisonnements du ministre de la justice. Mon langage est jugé trop peu constitutionnel, pas assez moderne ; il rappelle trop celui que les Habsbourg ont parlé à leurs peuples depuis des siècles et que leurs peuples comprennent, tandis qu'ils ne comprennent pas goutte à la phraséologie semi-révolutionnaire de 1830. Ces messieurs ne veulent pas faire du futur empereur un roi Louis-Philippe, mais ils veulent le faire passer pour tel. Ils veulent, pour obtenir quelques adhésions suspectes et éphémères, faire miroiter par leur langage des espérances qu'ils ne pourront et, j'espère, ne voudront guère réaliser. Certes, ils ne veulent pas tromper le public, ils veulent seulement l'amadouer. Ils ne

savent pas — Bach, comment ne le sait-il pas? — qu'il y a quelqu'un de plus fin qu'eux, c'est tout le monde. En défendant ma rédaction avec verve, je leur ai dit tout cela, et, quoique abandonné par le prince Félix, sur lequel cependant mon raisonnement a produit un effet visible, j'ai eu du moins la douce satisfaction de leur faire entendre en plein conseil d'assez désagréables vérités.

Dîné avec tous les ministres chez Lauer. Parmi les convives se trouvait le comte de Wickenburg, gouverneur de Styrie. On attribue à sa faiblesse la victoire passagère des éléments extrêmes lors de la dernière échauffourée à Gratz. Après le repas, l'infortuné fonctionnaire fut examiné, jugé, condamné et exécuté, c'est-à-dire destitué. Les ministres semblaient fiers de leur énergie, qui, en effet, faisait contraste avec leurs défaillances de la veille, en revenant de Kremsier. M. de Wickenburg a péché par une erreur de jugement. Se trouvant pour la première fois en présence d'une émeute, il a perdu la tête. Cet acte de justice sommaire me paraît très sévère, mais peut-être est-il nécessaire.

24, vendredi. — Les ministres, dans un conseil qui a duré plusieurs heures, ont arrêté

les parties essentielles de leur programme ministériel. Je l'ai rédigé pendant la nuit.

25, samedi. — Le courrier d'Italie apporte de graves nouvelles : Rossi assassiné. Pie IX contraint à accorder une *Constituante*. La guerre d'indépendance criée dans les rues de Rome. — A Vienne, Becher et Jellinek ont été fusillés. Ils étaient des pires parmi les rebelles et tribuns du mois d'octobre, aussi leur mort a-t-elle passé presque inaperçue. J'avoue que j'ai hâte d'apprendre la cessation définitive des exécutions.

26, dimanche. — Avec le comte Huyn à Kremsier. Tous les ministres s'y sont donné rendez-vous. J'ai dîné avec eux au restaurant (improvisé) des députés. Lucullus, voile ta face! Le soir, conseil de ministres chez Bach. Je lis ma nouvelle minute du programme ministériel. Elle est acceptée. On y a ajouté cependant quelques passages importants. *Ad captandam benevolentiam* de la fraction libérale du cabinet j'avais inséré, non sans éprouver des remords, la phrase : « Nous marcherons à la tête du mouvement. » D'abord, ils n'y marcheront pas du tout. Comment le pourraient-ils? Le mouvement les ramènerait au 6 octobre. Et puis, n'est-ce pas là la manière, par moi si vertueusement

flétrie au dernier conseil, de donner le change à l'opinion publique? Mais c'était l'unique moyen de leur faire accepter les parties essentielles de mon travail. Cette phrase creuse eut leur entière approbation. C'est qu'ils connaissent leur public. Le prince Félix a assisté sans ouvrir la bouche, mais avec un souverain dédain sur les lèvres.

27, lundi. — Dans la séance du Reichstag d'aujourd'hui le prince donna lecture du programme ministériel. J'avais pris place à quelques pas de la tribune. Quand il arriva à certaines phrases dont la banalité l'avait frappé, mais qui, à l'instance de quelques-uns de ses collègues, avaient été maintenues dans le texte, il se tourna gravement vers moi, ajusta ses lunettes et me regarda avec un sourire fin à peine perceptible. Eh bien, ce sont précisément ces passages qui enlevèrent l'auditoire. Quand il lut celui qui fait marcher les ministres à la tête du mouvement, des applaudissements frénétiques éclatèrent de toutes parts. Pendant la lecture j'éprouvais le sentiment d'un compositeur qui entend son grand air merveilleusement chanté par un virtuose hors ligne.

Le soir assisté à un conseil de ministres. On ne s'est séparé qu'après minuit. Sujet des délibérations : les actes relatifs à l'abdication.

Du 28, mardi, au 30, jeudi. — Retour de Kremsier à Olmütz. Pendant ces trois jours le conseil siège en permanence. Après les grandes difficultés, les petites. A chaque instant les ministres se voient arrêtés tout court. C'est dans ces occasions que le talent et l'esprit si riche d'expédients de Bach brillent de tout leur éclat. Toujours gai et insinuant, il sait tourner ou écarter tous les obstacles. J'admire, en lui et en tous ceux qui la possèdent, la mobilité d'esprit, mais je l'apprécierais encore davantage si elle n'était pas souvent accompagnée d'un manque de stabilité dans les convictions et, par conséquent, les circonstances y prêtant, de fréquentes, quoique sincères, conversions.

Si la portée d'une action peut se mesurer à l'effet qu'elle a produit, le prince Félix ne s'est pas trompé en disant que l'exécution de Blum serait un coup fatal pour la révolution allemande. Aussi la consternation des chefs et sous-chefs des partis extrêmes n'est-elle égalée que par les perplexités des hommes du juste milieu, qui, placés entre l'enclume et le marteau, pour masquer leur trouble, mais en vérité en manifestant leur impuissance, se prêtent aux exigences des meneurs du mouvement.

A Francfort, lorsque la nouvelle de l'événement du 9, d'abord ébruitée par des correspon-

dances particulières, eut été constatée officiellement par une communication du grand vicaire de l'Empire, on ne voulut pas en croire ses oreilles. « C'est impossible », se disait-on dans la séance du Reichstag du 14. Un silence lugubre régna dans la salle. La gauche semblait écrasée. On ne voyait sur les banquettes que des visages pâles et défaits. « Jamais, écrit un témoin, Beda Weber, on n'a vu des émotions plus terribles peintes sur des physionomies humaines. » Enfin un des députés rompit le silence en disant : « La majesté du peuple a été étouffée dans le sang de Robert Blum. » Le président de l'Assemblée, M. de Gagern, dut lire une série d'interpellations. Il y était question « de la lâche violation d'une loi de l'Empire », « des vengeurs que Blum trouverait », d'un appel au pouvoir central sommé « de pourvoir au châtiment des assassins directs et indirects ». L'urgence de cette dernière proposition, rejetée par la majorité, fut, deux jours après, de nouveau mise aux voix et votée presque à l'unanimité. Deux commissaires furent envoyés en Autriche, chargés de faire une enquête à Olmütz et sur les lieux à Vienne.

La deuxième chambre badoise a voté sa profonde indignation, et dans toute l'Allemagne les salles parlementaires, les clubs, les carrefours et tous les lieux publics résonnent d'imprécations

contre les tyrans sanguinaires de Vienne. En Saxe l'émotion est à son comble. A Leipzig la populace a insulté le consulat autrichien. Les armes impériales ont été détachées, traînées dans la boue et suspendues à une lanterne devant l'hôtel de ville[1]. A Dresde, des scènes tumultueuses eurent lieu dans la Chambre des députés. Un des ministres, le membre radical du cabinet, s'écria : « Nous saurons balayer les ordures de la diplomatie! » M. von der Pfordten[2], ministre des affaires étrangères, en ce moment libéral avancé, mais esprit éclairé et honnête homme, appréciant la valeur des bons rapports avec l'Autriche, mais intimidé par le langage violent des députés, ne sait à quel saint se vouer. Peut-il, doit-il assister au grand service funèbre de Robert Blum, qui aura lieu à l'église catholique de la Cour? Il promet d'abord à notre ministre, comte Kuefstein, de s'abstenir, excuse ensuite d'avance sa présence et, à la fin, assiste à la cérémonie. Un autre incident fâcheux est fourni par la veuve du supplicié, qui veut être mise en possession du

1. Le comte de Kuefstein, ministre d'Autriche à Dresde, ayant insinué son intention de quitter la Saxe, les hésitations de M. von der Pfordten ont fait place à un louable empressement, et satisfaction entière a été donnée au gouvernement impérial.

2. Je l'ai connu à Leipzig professeur de droit; plus tard il a été pendant de longues années premier ministre de Bavière.

corps de Robert Blum. Von der Pfordten vient d'en faire la demande au gouvernement impérial, qui répondra par un refus[1].

Les échos de l'effet produit par l'événement du 9 novembre nous reviennent de toutes les capitales allemandes : consternation et colère des anarchistes, embarras des ministres, désarroi à Francfort, joie secrète des princes qui, avec l'aide du gouvernement impérial, espèrent secouer le joug des partis extrêmes. D'un autre côté, à Francfort, à Darmstadt, à Cassel, à Stuttgart, les ministres et les chefs parlementaires prédisent à nos représentants la déchéance de l'Autriche et le passage à la Prusse du pouvoir central de la nouvelle Allemagne. Le prince Félix se rit de ces menaces, qui ne laissent pas d'impressionner quelques-uns de ses collègues.

Cependant, les deux commissaires de Francfort ont demandé la communication officielle, qui leur a été refusée, des actes du procès de Robert Blum. On leur a, cependant, permis d'en prendre connaissance confidentiellement. L'accusation, par eux formulée, d'une violation de la loi allemande du 30 septembre a été victo-

1. Schwarzenberg à Kuefstein, Olmütz, 4 décembre : « Je puis vous assurer que nous n'avons pas l'intention, en remettant au gouvernement saxon le corps de Robert Blum, de prêter la main à des démonstrations révolutionnaires. »

rieusement réfutée par le ministre de la justice. M. Bach soutient et prouve : que la cour martiale a agi conformément à la législation autrichienne et qu'elle n'a pas, à cette occasion, à prendre en considération la loi allemande du 30 septembre, d'abord parce que cette loi n'a été communiquée au gouvernement impérial qu'après l'exécution de Blum, et ensuite parce que la reconnaissance, de la part de l'Autriche, du droit législatif exercé par l'Assemblée nationale de Francfort ne pourra avoir lieu que lorsque les relations entre l'Autriche et l'Allemagne auront été définitivement réglées. Cela tombe sous le sens. Cet avis est aussi partagé par les avocats de la couronne et le public anglais[1].

Une tempête s'est déchaînée contre le pauvre Kœnneritz (ministre de Saxe à Vienne). Dans les Chambres saxonnes on demande sa mise en accusation. Quelques journaux demandent sa tête, les moins avancés sa destitution[2]. Son crime est

1. Le chevalier de Bunsen, ministre de Prusse à Londres, mande ce fait à son gouvernement. Voir *Trauttmansdorff à Schwarzenberg*, Berlin, 19 novembre 1848.

2. Cette soi-disant question Blum eut son épilogue dans la forme d'un échange de pièces diplomatiques entre Olmütz et Dresde. M. von der Pfordten, agissant sous la pression des Chambres, avait informé le prince de Schwarzenberg confidentiellement du prochain rappel de M. de Kœnneritz. Notre premier ministre, trouvant cet acte blessant dans les circonstances données, sans contester le droit de tout gouverne-

de n'avoir fait aucune démarche pour sauver Robert Blum et de n'avoir pas même protesté contre cet « assassinat judiciaire ».

ment de rappeler ses représentants, a, pour le cas où ce diplomate serait privé de ses fonctions, exprimé à M. von der Pfordten le désir que le poste de ministre de Saxe ne fût plus rempli. (*Schwarzenberg à Kuefstein*, 10 février 1849.) Les choses en restèrent là. M. de Kœnneritz n'a pas été destitué et a, au contraire, continué d'y exercer ses fonctions pendant de longues années. Le corps de l'infortuné Blum n'a pas été dérangé pour être traîné triomphalement à travers l'Allemagne. Tout ce grand bruit fait autour de sa tombe s'évanouit au fur et à mesure que les événements de Vienne et de Berlin préparaient les voies aux autres princes allemands de reprendre le pouvoir souverain, momentanément effacé dans leurs États.

---

## DÉCEMBRE 1848

---

1er, vendredi. — Le grand acte s'accomplira demain. Tous les documents, proclamations, manifestes, dépêches aux missions impériales à l'étranger, relatifs à l'abdication de Ferdinand Ier et à l'avènement de François II, toutes ces pièces étaient rédigées, approuvées au conseil, mises au net ou imprimées, lorsque, ce matin, le prince Félix me dit que, sur sa proposition, le jeune archiduc avait adopté le nom de François-Joseph. Tout est donc à refaire dans l'espace de vingt-quatre heures. Ce qui est vraiment merveilleux, c'est que le secret, si bien gardé pendant près de deux mois, n'ait pas transpiré au dernier moment. Mais les précautions étaient si bien prises que, à part les jeunes diplomates qui servaient de copistes, et les protes de l'imprimerie, ces derniers tenus sous clef, à part les membres de la famille impériale les plus directement intéressés : Leurs Majestés, l'archiduc François-Charles, son épouse et leur fils, le futur empereur, son grand

maître le comte de Grünne, les ministres et les trois grands capitaines Windischgraetz, Radetzky et Jellaćić, personne jusqu'à cette heure n'a le moindre soupçon du changement de règne qui se prépare.

Il était minuit, et le prince Félix et moi nous nous disposions à nous retirer dans nos chambres à coucher, lorsque le salon qui les sépare fut envahi par le prince de Windischgraetz et ses fils, le ban Jellaćić et le prince Lobkowitz, tous arrivés par le dernier train.

Le ban de Croatie gagne d'emblée nos sympathies. C'est un bel homme, et il le sait. Ses traits sont réguliers, sa physionomie ouverte, et ses yeux semblent vous dire : « Croyez-moi, je n'ai pas de secrets pour vous. » Les applaudissements de la foule quand, à Vienne, il se montre dans les rues, l'accueil qu'on lui fait dans nos théâtres, lui font plaisir, et il ne s'en cache pas. Il n'est pas blasé et se donne pour ce qu'il est. Il tient du paladin de Charlemagne, du chevalier errant d'Arioste, il rappelle aussi un peu Murat, qui, comme lui, aimait les costumes voyants et le grand bruit. Tel qu'il est, il plaît d'abord à tout le monde, et ensuite à ceux qui le regardent de près, qui

Ma per entro i pensier miran col senno.

Il est curieux de voir, assis là, sur un méchant

petit canapé tendu d'une étoffe râpée de crin, les trois hommes : Félix Schwarzenberg, Windischgraetz, Jellaćić, qui, avec Radetzky retenu en Lombardie, ont préparé au jeune archiduc les voies pour monter, demain, sur le trône de ses ancêtres. On prête au prince Félix un mot devenu célèbre : « La monarchie a été sauvée par trois soldats indisciplinés » : Radetzky, renfermé dans Vérone, ainsi avant ses grandes victoires, en opposition directe avec la cour d'Innsbruck, rejette le programme Hummelauer de l'abandon de la Lombardie. Windischgraetz, prévoyant le mouvement révolutionnaire de Prague, refuse au ministre de la guerre Latour de lui céder une partie de l'armée de Bohême. Jellaćić, déclaré par l'empereur Ferdinand traître et déchu de toutes ses dignités et fonctions, pour sauver le souverain qui le renvoie, considère sa destitution comme nulle et non avenue. Que Félix Schwarzenberg l'ait lancé ou non, le mot est vrai. Heureusement, ces trois hommes hors ligne ne sont pas des généraux espagnols. Ils ne font pas des pronunciamientos pour leur compte. Il n'y a pas à craindre que, puisqu'on est à la recherche de la meilleure des constitutions, on verse dans le régime du sabre.

2, samedi. — L'idée de l'abdication de l'em-

pereur en faveur de son neveu est née dans l'esprit et dans le cœur de son épouse. Préoccupée depuis des années de ce projet, l'impératrice Marianne le discutait souvent avec son confident d'alors, le prince de Metternich. Enfin, en 1847, il fut décidé entre elle et le chancelier que le changement de règne devait avoir lieu dès que le jeune archiduc aurait (le 18 août 1848) accompli sa dix-huitième année. Ce printemps, dans la nuit du 13 au 14 mars, le prince de Metternich, qui venait de donner sa démission, fut appelé par l'impératrice. Il la trouva au lit très souffrante, extrêmement agitée et décidée, disait-elle, à insister pour que le changement eût lieu immédiatement. Aux considérations politiques si fréquemment débattues avec le chancelier venaient se mêler des scrupules de conscience. N'arrachera-t-on pas à l'empereur Ferdinand son assentiment à des lois iniques? Le prince à grand'peine parvint à la calmer et à obtenir d'elle la promesse d'attendre que l'archiduc François-Joseph eût atteint sa majorité[1]. Après le départ du chancelier, qui se retira en Angleterre, le prince de Windischgraetz devint le confident de l'impératrice. Lui aussi la suppliait de patienter. Elle s'y résigna, mais dès que la Cour eut trouvé un asile sûr à

1. Le prince de Metternich, en me donnant les détails de cette entrevue, ne put retenir ses larmes (Bruxelles, 1851).

Olmütz, elle en entretint le prince Félix de Schwarzenberg. C'est alors que le changement de règne, de concert avec le prince de Windischgraetz et avec le concours empressé de l'archiduc François-Charles et de l'archiduchesse Sophie, son épouse, fut définitivement fixé pour la fin de novembre.

Aujourd'hui, dès l'aube du jour, le bruit s'était répandu en ville que tous les membres de la famille impériale, les ministres et hauts fonctionnaires, tous les généraux et officiers supérieurs présents à Olmütz, étaient conviés à paraître à la Cour à huit heures du matin. On savait aussi l'arrivée inattendue du maréchal Windischgraetz et du ban de Croatie. Mais quel était le but de cette réunion solennelle à cette heure matinale? Tout le monde se le demandait.

A sept heures et demie, les salons attenants à la salle du trône regorgeaient d'uniformes civils et militaires. On y voyait des archiducs et des archiduchesses avec leurs suites, des chanoines du chapitre d'Olmütz, quelques dames de l'aristocratie. Une curiosité intense se lisait sur toutes les physionomies. Les suppositions les plus étranges circulaient dans cette foule brillante, mais, chose singulière, personne ne devinait la vérité. L'archiduc Maximilien me demanda de

quoi il s'agissait. L'archiduc Ferdinand d'Este fit la même question au ministre de la guerre et reçut, comme le frère du futur empereur, une réponse évasive.

A huit heures précises, la porte de la salle du trône s'ouvrit à deux battants pour donner accès aux archiducs Maximilien, Charles-Louis, Ferdinand d'Este, et aux archiduchesses Marie-Dorothée, veuve de l'archiduc Joseph, et Élisabeth, femme de l'archiduc Ferdinand, aux ministres, au maréchal Windischgraetz, au ban de Croatie et au comte Grünne, grand maître de l'archiduc François-Joseph. Étant chargé de dresser le procès-verbal, je dois à cette circonstance d'avoir pu assister à ce drame historique. Lorsque la porte se fut fermée sur nous, Leurs Majestés, suivies du landgrave Frédéric de Furstenberg, grand maître, du prince de Lobkowitz, aide de camp général de l'empereur, et de la landgrave de Furstenberg, grande maîtresse de l'impératrice, l'archiduc François-Charles, l'archiduchesse Sophie et leur fils l'archiduc François-Joseph parurent dans la salle. Leurs Majestés prirent place devant le trône sur deux fauteuils, les archiducs et archiduchesses sur des chaises rangées en rectangle des deux côtés du trône. Les ministres, le maréchal Windischgraetz, le ban Jellaćić se tenaient de-

bout en face de l'empereur; un silence solennel régnait dans la salle. L'empereur Ferdinand lut une déclaration disant en peu de mots que des motifs importants l'avaient décidé à déposer la couronne impériale en faveur de son neveu, son frère bien-aimé ayant renoncé à ses droits de succession. Le prince Félix de Schwarzenberg, d'ordinaire si froid, si impassible, mais aujourd'hui visiblement ému, lut l'acte de déclaration de la majorité de l'archiduc, l'acte de renonciation de son père et enfin celui de l'abdication de l'empereur.

Sa Majesté et son frère ayant signé ces documents, le jeune empereur approcha et reçut à genoux la bénédiction de son oncle. « Que Dieu te bénisse, lui dit Ferdinand Ier, conduis-toi sagement. Je l'ai fait de grand cœur (*Sei brav, es ist gerne gesehehen*). » L'impératrice releva le nouveau souverain, l'embrassa et le tint longtemps serré contre son cœur. Personne ne pouvait retenir ses larmes. Les archiduchesses sanglotaient. L'impératrice seule offrait le spectacle d'une joie sans mélange. Cette sainte et noble femme descendait du trône le visage transfiguré par l'expression d'un ineffable bonheur. Le nouvel empereur, très ému, très grave, très digne et, ce qui nous a tous frappés, parfaitement simple, après avoir demandé et obtenu la bénédiction

de ses parents, se retira suivi du comte de Grünne. Je lus ensuite le procès-verbal que, sauf Leurs Majestés, tous les présents ont revêtu de leurs signatures.

La porte s'ouvrit, et la nombreuse et brillante compagnie qui avait attendu dans les *anticamere* se précipita dans la salle, avide d'apprendre enfin ce qui s'y était passé. Le prince Félix, en peu de mots, bien sentis et bien dits, satisfit leur curiosité. Le grand événement fut porté à la connaissance du public par des affiches, et les documents furent lus au son de fanfares sur divers points de l' « antique et fidèle ville d'Olmütz ». L'empereur François-Joseph, suivi de Windischgraetz et de Jellaćić, se rendit hors la ville, où la garnison était assemblée, et fut reçu par les acclamations des troupes.

Dans l'après-midi l'empereur Ferdinand et l'impératrice Marie-Anne partirent pour Prague, leur future résidence. Le jeune souverain et ses parents les accompagnèrent à la station du chemin de fer. Elle était presque déserte : personne ne s'était attendu à ce prompt départ. Le chef de gare, son personnel, quelques voyageurs seuls s'y trouvaient. Ils n'en croyaient pas leurs yeux. « Comment, déjà ! » disaient-ils, et ils fondaient en larmes.

A onze heures, le prince Félix, tous les mi-

nistres, Buol, Toni Szecsen[1] et moi nous partons pour Kremsier. Le président du Reichstag avait été, dès le matin, invité par le télégraphe à convoquer pour midi l'Assemblée nationale, le gouvernement ayant une communication importante à faire. Notre train était en retard, et les députés, réunis dans la salle des séances, charmaient leurs loisirs en se livrant à toutes sortes de conjectures. L'opinion la plus accréditée était qu'il s'agissait de la dissolution de la Chambre. Ceux d'entre les législateurs que leur seule qualité de membres du Reichstag mettait à l'abri de poursuites criminelles au sujet de leur conduite lors de la révolution d'octobre, pris de peur, songeaient à la fuite. On avait toutes les peines du monde à les retenir. Enfin le train entra en gare. Les ministres se rendirent au palais de l'archevêque, et le prince Félix lut, de la tribune, au milieu d'un profond silence, les documents relatifs au changement de règne. L'auditoire semblait vivement émotionné. La surprise d'abord, puis le regret, pour ne pas dire le remords, d'avoir causé, ne fût-ce qu'indi-

1. Comte Antoine Szecsen, né 1819; député à la Diète de Hongrie 1843-1844; membre du conseil augmenté de l'empire; ministre sans portefeuille 1860; plénipotentiaire aux conférences de Londres 1871; grand maréchal de la cour depuis 1884.

rectement, l'abdication de « Ferdinand le Bon » (*der Gütige*), s'exprimèrent sur bien des physionomies. Le prince Félix finit par informer l'auditoire de la nomination, vivement applaudie sur les banquettes des députés slaves, du baron Kulmer (Croate) au poste de ministre sans portefeuille.

Bach nous a donné à dîner. J'ai rarement vu le prince Félix, d'ordinaire taciturne, aussi causant et gai. Nous l'étions tous. Cela se conçoit. Ce qui s'est passé ce matin est la première étape ur la route difficile, pénible, en partie voilée encore, qui, le bon Dieu aidant, nous mènera à la préservation et à la reconstruction de la vieille Autriche. Autour de cette table on ne voyait donc que des satisfaits, sauf le comte Antoine Szecsen. Ah! la Hongrie! Ce n'est pas tant l'insurrection qui me préoccupe, c'est la grosse question de la réorganisation que je vois poindre sur l'horizon, et qui ne deviendra brûlante que lorsque le royaume aura été pacifié matériellement.

3, dimanche. — Nous sommes tous retournés à Olmütz. Toni Szecsen nous quitte définitivement. L'entrée au ministère d'un Croate était la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. « On veut, m'a-t-il dit, démembrer la Hongrie. Je ne

puis vous empêcher de le faire, mais je n'en veux pas être témoin. » Et, comme Josika[1] et d'autres compatriotes, restés loyaux sujets de leur roi, mais déplorant la marche que le nouveau ministère semble vouloir suivre à l'égard de la Hongrie, il quitte la Cour et part pour Ischl, devenu le Coblentz des magnats hongrois qui sentent et pensent comme lui.

Le changement de règne qui vient de s'accomplir touchait à des questions de droit public délicates et complexes, surtout par rapport à la Hongrie. Dès que l'abdication de Ferdinand Ier avait été résolue en principe, le prince de Windischgraetz recommanda à son beau-frère de s'aboucher avec un ou deux des hommes d'État hongrois les plus marquants, et non compromis dans l'insurrection. Il désigna à cet effet le baron Josika, ancien chancelier de Transylvanie. Personne ne semblait plus digne de la confiance du prince Félix, dont il était d'ailleurs un ami de jeunesse, personne plus apte à donner des informations sur la situation et les droits historiques de la Hongrie. Il fut invité à venir à Olmütz. Sur ma proposition, le prince écrivit aussi au comte Antoine Szecsen, l'engageant à se rendre à la

1. Le baron Samuel Josika, né 1805 ; suit la carrière administrative, vice-chancelier, plus tard chancelier de Transylvanie jusqu'à la révolution de Mars ; mort 1860.

résidence temporaire de la Cour. Très jeune encore, Toni Szecsen avait, déjà avant 1848, brillé à la diète de Presbourg et attiré sur lui, par son talent oratoire, l'attention de ses compatriotes. Au delà de la Leitha, il passait pour un homme d'avenir, *a rising man*. A Vienne je le rencontrais souvent dans le monde. Le vieux chancelier appréciait ses qualités : il lui trouvait de l'esprit, des idées saines, beaucoup de lecture et une grande facilité de parole. Quand il le voyait dans le salon de la princesse. il le prenait souvent dans quelque embrasure de fenêtre pour s'entretenir avec lui de la situation. déjà troublée, de la Hongrie.

Josika et Szecsen s'empressèrent de répondre à l'appel du ministre; mais, arrivés à Olmütz. ils trouvèrent un accueil froid et embarrassé. En effet, le prince Félix, toujours inclinant vers le *centralisme*, mais, à l'époque où il écrivait à Josika et Szecsen, encore hésitant sur la marche à suivre dans les affaires de Hongrie, s'était, dans les derniers jours, rapproché des idées de la fraction libérale et unitaire du ministère. Il se trouvait en présence de deux systèmes entre lesquels il avait à choisir. L'un, celui recommandé par le prince de Windischgraetz, dont je partage la manière de voir dans cette question, distingue entre les rebelles et les sujets restés

loyaux, entre les séducteurs et les séduits, et demande que le roi déclare dès à présent qu'après avoir vaincu l'insurrection et châtié les coupables, il rendra au pays, non la constitution révolutionnaire, faite à la hâte sous les auspices de Kossuth de 1848, mais les libertés et droits dont les peuples, réunis sous la couronne de Saint-Étienne, jouissent depuis près de mille ans. D'après l'autre système, la Hongrie, par le fait de l'insurrection, est déchue de ses droits et privilèges. Il faut donc y faire table rase des institutions du passé et assimiler ce royaume aux autres parties de l'Autriche, devenue désormais monarchie constitutionnelle. Entrer, à ce moment, en pourparlers avec des personnages hongrois, semblait au prince inopportun, sinon compromettant. Évitant Szecsen, il ne pouvait guère se dispenser de voir Josika, auquel il communiqua les documents relatifs au changement de règne qui, alors, était imminent. Un long et orageux entretien s'ensuivit. L'ancien chancelier de Transylvanie, indigné du silence que ces pièces gardent au sujet des droits historiques du royaume de Saint-Étienne, s'écria : « Ferdinand II, comme roi de Bohême, a déchiré la *lettre de Majesté* (les privilèges des États), mais au moins il l'a fait *après* sa victoire de la *Montagne blanche*. Vous n'avez pas encore

conquis la Hongrie et vous en disposez déjà. » C'est sur ce mot que les deux bons et vieux amis se sont séparés. La brouille est complète et, à en juger par le récit parfaitement identique que chacun des deux interlocuteurs m'en a fait, probablement irréparable.

Je n'oublierai guère ma dernière conversation avec Josika. Il partait par le train de minuit. Je l'accompagnais à la gare. Nous marchions à pied. La nuit était noire malgré la lune qui, par instants seulement, perçait à travers de gros nuages chassés par la rafale. La disposition d'esprit où nous nous trouvions était à l'avenant. Nous comprenions l'un et l'autre que la rupture entre le premier ministre du jeune empereur et l'avocat de la vieille Hongrie était un événement d'une portée incalculable.

4, lundi. — Accablé de travail. Des courriers ont été expédiés à nos ambassades. Dans le conseil, tenu aujourd'hui, quelques-uns des principaux faiseurs du dernier règne ont été mis à la retraite. Parmi eux le baron Pipitz, un homme d'une grande capacité. Le prince de Metternich m'a dit de lui : « Pipitz est un fidèle serviteur de son maître. Il n'appartient à aucune cause, mais il appartient à son patron. Tant qu'il se trouve sous ses ordres, il le

sert bien et consciencieusement. » Ce sont des hommes rares et précieux : pourquoi s'en priver? C'est que les membres libéraux du ministère tiennent à se débarrasser des hommes de l'ancien régime. Non qu'ils les craignent, mais pour faire ressortir aux yeux de leur public l'éclat et la pureté de la « nouvelle ère ». En me plaçant à leur point de vue, je ne puis les en blâmer. Seulement, si l'on continue dans cette voie, le cabinet du 22 novembre, qui devait être un ministère de coalition, deviendra insensiblement un ministère de Mars. J'ai appelé à plusieurs reprises l'attention du prince Félix sur la portée de cette tendance. Par un sentiment de loyauté, je le faisais toujours en présence de Stadion ou de Bach. Ce dernier, en me combattant d'une manière spirituelle et aimable, sut faire prévaloir ses arguments dans l'esprit du prince président. Sur ce point et sur la grosse question de Hongrie je me donne pour battu.

5, mardi. — Dîné chez l'empereur. Quel changement de décoration ! C'est la même salle, mais les principaux d'entre les convives de la veille ont disparu. On y respire un air de printemps. Assis entre sa mère et la belle et jeune archiduchesse Élisabeth, François-Joseph causait gaiement avec ses voisines. Au cercle qu'il a tenu,

après qu'on se fut levé de table, d'une manière vraiment impériale, son port naturellement majestueux, sa tenue grave et sérieuse faisaient un contraste charmant avec le teint blanc et rose de sa figure d'adolescent, avec l'élasticité de sa taille svelte et élégante. Le soir, à la représentation de gala, l'aspect du jeune souverain, gracieux et imposant à la fois, gagna tous les cœurs.

Du 6, mercredi, au 31, dimanche. — Fait constamment la navette entre Olmütz et Vienne, presque toujours avec le prince Félix. Aretin est arrivé de Munich en mission secrète du roi de Bavière. Le comte Brühl, confident du roi de Prusse, va et vient entre Berlin, Olmütz et Vienne. Il s'agit de s'entendre sur les propositions à faire en commun à Francfort au sujet de la future constitution de l'Allemagne. Selon moi, l'entente directe avec la Prusse, si elle est possible, tout en ménageant les intérêts des rois, peut seule mener à une bonne solution. Nous ne doutons ni de la sincérité ni de la bonne volonté du roi; mais il est sourdement contrecarré par ses ministres.

Pendant une de ses courtes apparitions à Vienne, le prince Félix s'est fait présenter le personnel du département des affaires étrangères. Il leur a adressé, à cette occasion, quelques pa-

roles graves et sévères. C'est le cavalier qui, en se mettant en selle, fait sentir sa main au cheval qu'il monte pour la première fois.

A Olmütz l'empereur a présidé un conseil qui a rempli toute la matinée. Les ministres en sont sortis émerveillés de la facilité avec laquelle le jeune souverain saisit les côtés importants des affaires et de l'intérêt évident qu'il y prend.

Le prince Félix m'a chargé d'une mission délicate, importante, parfaitement réussie et parfaitement inutile. Il s'agissait de trouver un remplaçant au baron Krauss, ministre des finances. Le prince, probablement sur la recommandation du prince de Windischgraetz, comptait proposer à l'empereur le baron Kübeck, qui a rempli ces fonctions pendant huit ans et jusqu'à la révolution de Mars. Je devais sonder ce haut fonctionnaire sur les conditions politiques qu'il attacherait à l'acceptation de ce portefeuille. Ne l'ayant pas trouvé dans son château en Moravie, je l'ai suivi à Vienne, et nous sommes tombés d'accord sur les différentes questions qui auraient pu susciter des difficultés. Mais, revenu à Olmütz, j'appris par le prince Félix qu'il avait changé d'avis. La candidature de Kübeck est écartée.

Dîné un de ces jours à Schœnbrunn chez le prince de Windischgraetz. J'y ai trouvé le prince Édouard de Schœnburg, la belle princesse Lory

Schwarzenberg, ses sœurs et quelques autres déesses de notre olympe. La tourmente révolutionnaire les avait dispersées dans toutes les directions. Maintenant, elles rentrent au céleste bercail. C'est un bon signe des temps.

---

## JANVIER 1849

---

1er, lundi, Olmütz. — Grand dîner à la cour. Mme l'archiduchesse Sophie me parle du changement de règne, de l'opportunité du moment où il a eu lieu, des difficultés qu'il fallait écarter pour en assurer l'accomplissement. Cette princesse, femme hors ligne, spirituelle, énergique, fort instruite, n'a jamais donné le moindre regret à la grandeur du sacrifice que la raison d'État demandait aux parents de l'archiduc François-Joseph. Leur désintéressement égalait l'abnégation de l'impératrice Marianne. Maintenant l'archiduchesse jouit de l'œuvre à laquelle elle et son époux ont si généreusement concouru. Mais sa satisfaction n'est pas sans mélange. Trop éclairée pour se livrer à des illusions sur la gravité de la situation, craignant et espérant tour à tour, selon les dispositions changeantes de son âme, elle suit avec une tendre sollicitude les premiers pas de son fils sur la route royale, ou plutôt sur le chemin de la croix, du pouvoir.

J'ai commencé la nouvelle année comme j'avais terminé celle qui vient d'expirer : assis à mon bureau. Le prince Félix, également accablé de travail, m'honore toujours de sa confiance. Chaque matin je lui communique brièvement le contenu des rapports de nos missions, discute avec lui les réponses à faire et, à défaut d'un personnel, les rédige moi-même. En fait de copistes je suis mieux pourvu, ayant à ma disposition deux jeunes diplomates : les comtes Louis Karoly[1] et Guido Thun[2], et deux employés du département. La note dominante du langage que le ministre prescrit à nos agents à l'étranger est celle d'une protestation constante et énergique contre la fausse opinion répandue en Europe au sujet de l'état de l'Empire. « Dites-leur bien haut, me répète-t-il sans cesse, que la vieille Autriche vit encore et qu'elle vivra. » Je suis aussi chargé de la rédaction de tous les grands actes publics, proclamations, manifestes et même des réponses de l'empereur aux députations qui affluent de toutes les parties de la monarchie. Quand le prince saisit le conseil des ministres de questions diplomatiques (ce qu'il

1. Le comte Aloyse Karoly, né 1825, ambassadeur à Berlin et à Londres, mort 1889.

2. Le comte Guido de Thun, né 1823, ministre à Mexico, grand prieur de l'ordre de Malte en Bohême.

évite autant que possible), quand il s'agit d'expliquer des projets dont l'initiative lui appartient, ou de fixer le texte de documents importants, il me fait assister aux séances, avec mission de le remplacer dans la discussion avec ses collègues. Il se réserve, comme de raison, le dernier mot.

Qu'il me soit permis de pousser un léger soupir en pensant aux petites privations matérielles que le séjour d'Olmütz nous impose. J'occupe, avec le prince Félix, un appartement composé de deux chambres à coucher, séparées par une petite pièce qui sert de salle des pas perdus. Nous travaillons et recevons les visiteurs, chacun dans sa chambre à coucher. Y a-t-il un moment de libre, le prince passe chez moi ou je pénètre dans sa chambrette, et il y a toujours une idée à échanger, à examiner, à mûrir, si ce n'est un mot pour rire qui fait oublier les fatigues du chemin, comme une goutte d'eau de sa gourde renouvelle les forces du pèlerin. Le chauffage se fait au moyen d'immenses poêles. L'air que nous respirons est étouffant et méphitique. Mon chef dîne tous les jours à la Cour, et moi avec Stadion et Henri Clam chez Lauer, le restaurant à la mode, en réalité un détestable gargotier, qui mériterait le sort de Mme de Brinvilliers. Mais ces petites misères, qui seraient insupportables dans d'au-

tres circonstances, passent presque inaperçues devant la tâche ardue que les circonstances nous imposent, devant l'intérêt absorbant de la situation et la sainteté de la cause que nous servons.

5, vendredi. — Le froid est excessif : — 17° Réaumur. La chaleur et les mauvaises odeurs répandues par nos poêles me donnent des maux de tête atroces. Le prince me drogue, mais je place en lui l'homme d'État au-dessus du médecin.

6, samedi. — Assisté au conseil des ministres qui a siégé du matin au soir. Le ministre de l'intérieur (Stadion) expose ses idées sur la future constitution de l'Autriche. C'est toujours ce plan, selon moi mal conçu et mal digéré, de faire disparaître les provinces, qui forment la vie de la monarchie, et de les fondre en un État unitaire divisé en départements à l'image de la France. Heureusement, ces rêves ne se réaliseront pas, mais c'est fâcheux de voir un membre si important du cabinet courir après des fantômes.

7, dimanche. — Les débats sur la nouvelle constitution à donner à l'Autriche continuent au

conseil des ministres et dans des pourparlers particuliers. Je trouve le prince moins décidé qu'il ne l'est en matière d'affaires étrangères, et je regrette de plus en plus que, malgré mes remontrances, il ait formé un ministère de coalition. — Ce matin à cinq heures, le prince Alfred de Windischgraetz, fils aîné du maréchal, nous apporte la bonne nouvelle de l'entrée des Impériaux à Bude et à Pesth.

8, lundi. — Avec le prince Félix à Kremsier. Un soleil radieux; pas un souffle d'air; les arbres poudrés à blanc semblent des fruits glacés; le tout avec — 22° Réaumur. Mon compagnon trouve cela ravissant; pour moi, je le trouve lamentable : — 22 degrés! Mais la voiture de Cour attelée de quatre chevaux blancs avance rapidement vers le but de notre petit voyage. Nous y trouvons les affaires fort embrouillées. Les pères conscrits se conduisent mal. La gauche et la droite ont voté un blâme du ministère, en déclarant, il est vrai, que ce n'était pas un vote de manque de confiance. Les Tchèques ne cachent plus leurs tendances démocratiques. Vu la composition de la Chambre, on ne pouvait guère s'attendre à autre chose. Stadion et Bach, en se flattant de concilier tout ce monde, se sont livrés à des illusions. Aussi semblent-ils enfin

comprendre qu'il n'y a qu'une issue de possible : la dissolution de la Diète. Je les trouvai pensifs, pour ne pas dire démoralisés, mais à la soi-disant table ministérielle tout le monde était fort en train, peut-être précisément parce que le vote du Reichstag a mis fin aux irrésolutions des membres du cabinet. — Le soir, vient me voir M. von Bally, assez connu en Allemagne en sa qualité de colporteur du catholicisme. En dehors du saint magistère qu'il lui plaît d'exercer, c'est un homme d'une force comique rare et aussi un de ces personnages mystérieux qui paraissent et disparaissent quand on s'y attend le moins.

9, mardi, Kremsier. — Assisté à la séance du Reichstag. On discute l'article premier des droits fondamentaux : « *Tout pouvoir prend sa source dans le peuple.* » Quel contraste étrange avec la réalité des choses! Pendant que l'Assemblée s'efforce à définir la souveraineté du peuple, le souverain du pays maintient l'état de siège dans la capitale de sa monarchie et dans plusieurs capitales de province, et une de ses armées a envahi le plus grand de ses royaumes pour mettre fin à la souveraineté des rebelles hongrois.

Cette Assemblée de Kremsier offre un singulier

spectacle. Les capacités n'y manquent pas, mais l'immense majorité de ses membres sont de vrais enfants en matière de politique. Ils ne représentent, comme ils le prétendent, ni l'intelligence, ni la propriété, ni la naissance, ni le bourgeois, ni le paysan de leurs provinces. Portés par le flot révolutionnaire à la surface des eaux, ils ne tarderont pas à disparaître, si le gouvernement, au lieu de vouloir s'appuyer sur ces éléments chaotiques, se décide à combattre énergiquement la révolution partout où il la rencontre, sauf, bien entendu, à s'occuper des institutions libres à donner au pays dès que l'ordre sera rétabli. Les discours de ces politiciens improvisés sont débités dans un allemand assez correct, mais avec les accents divers tchèque, polonais, illyrien, italien, des différentes races qui, en dehors des Magyars, habitent la monarchie. Cela peut choquer l'oreille d'un Allemand, mais cela prouve combien, sous le sceptre de Marie-Thérèse et de ses successeurs, la langue allemande, le grand véhicule de la civilisation dans l'est de l'Europe, s'est répandue et enracinée dans toutes les parties de ce vaste empire polyglotte.

11, jeudi. — Ce matin le chevalier Malaguzzi est revenu de sa mission secrète à Naples. Il

s'agissait de préparer les voies à la reprise des relations diplomatiques entre les deux cours. Le gentilhomme modénais a atteint le but de son voyage puisqu'il nous amène le général Sabelli envoyé par le roi pour se mettre en rapport avec le premier ministre. — Le soir nous partons tous pour Vienne.

12, vendredi, au 18, jeudi, Vienne. — Je suis logé à la Chancellerie d'État, dans l'appartement naguère occupé par la princesse Herminie de Metternich, fille du chancelier. Vienne est encore désert. On est effrayé, on reste à la campagne. Il n'y a que la princesse Lory Schwarzenberg et la comtesse Léontine Sandor, fille aînée du prince de Metternich, qui, bravant les dangers imaginaires du séjour de la capitale, reçoivent alternativement tous les soirs, toujours les mêmes personnes : la princesse Dini Lobkowitz, née Liechtenstein, Edmond et Pepi Zichy et, en fait de diplomates, Medem et Kœnneritz. Après une journée de travail incessant, ces deux salons sont pour moi d'une grande ressource.

. . . . . .

Je ne dois pas oublier de mentionner le salon de la comtesse Molly Zichy-Ferraris, belle-mère du prince de Metternich. J'y dîne parfois et j'aime toujours à rencontrer la spirituelle et sym-

pathique comtesse Carola Zichy[1], par le charme de son esprit et les qualités de son cœur une des femmes les plus distinguées de la société de Vienne. Le 18, retour à Olmütz avec le prince Félix et son frère le cardinal de Schwarzenberg, avec plusieurs ministres, Kœnneritz et Heeckeren; enfin en nombreuse et, je ne sais trop pourquoi, joyeuse compagnie. Notre vieille et bonne Autriche me semble encore bien en l'air; cependant dans le monde diplomatique la confiance renaît.

20, samedi. — Dans un conseil des ministres, présidé par l'empereur, auquel je suis convoqué, il est décidé que la Diète de Kremsier sera dissoute et une Charte octroyée. L'attitude de plus en plus hostile du Reichstag et ses tendances franchement radicales expliquent cette résolution importante.

Dîné chez le ministre de Russie comte de Medem, avec son frère Alexandre, qui nous raconte ses voyages en Perse.

Du 21, dimanche, au 24, mercredi. — Le Conseil est réuni pendant toute la journée. On discute la constitution à octroyer et la grosse ques-

1. Née en 1802, morte religieuse dans le monastère de la Visitation à Bruxelles en 1878.

tion des indemnités à accorder aux propriétaires fonciers à l'occasion du dégrèvement du sol.

Travaillé sans interruption à des expéditions de courriers pour Pétersbourg et Gaète. La question romaine, c'est-à-dire la nécessité de ramener le pape à Rome, devient de plus en plus brûlante.

25, jeudi. — Rédigé les réponses que le prince Félix fera à plusieurs interpellations à la Diète de Kremsier. Dîné à la Cour. Je suis toujours charmé d'approcher et de contempler mon nouveau souverain, jeune, frais, sympathique, et pourtant si grave, si réfléchi, si pénétré de la grandeur de sa tâche. Son instinct lui dit déjà ce qu'il lui faudra de courage, d'énergie, de patience, d'abnégation, de fermeté pour sauver le trône et la monarchie. Après le repas une très longue et intéressante conversation avec l'archiduchesse Sophie.

26, vendredi. — Presque toutes les sommités du monde officiel se rendent à Kremsier, où une séance importante est annoncée. Le cardinal de Schwarzenberg, le baron Krauss, l'aimable, pieux et intrépide ministre des finances, le comte de Rechberg, diplomate en disponibilité, mon beau-frère Clément de Pilat, du ministère

des affaires étrangères, sont du voyage. Le prince Félix monte à la tribune et lit les réponses à diverses interpellations. Son maintien calme et froid, le ton légèrement ironique qu'il sait si bien employer, joints au prestige de l'uniforme de général qu'il porte et qui dans ces temps de guerre civile impose singulièrement aux hommes de la parole, tout cela produit sur l'Assemblée une impression visible. Les réponses aux interpellations n'étaient qu'une fin de non-recevoir sans phrases. Nous nous étions attendus à des clameurs, à des scènes tumultueuses. Mais non, rien de cela. L'Assemblée se sépare au milieu d'un profond silence. Elle comprend enfin que ses jours sont comptés.

---

## FÉVRIER 1849

---

1er, jeudi, Vienne. — J'ai consacré les deux derniers jours et une partie des nuits à un travail important. Il s'agit de faire connaître la situation que l'Autriche devra désormais occuper en Allemagne.

Déjà dans la seconde moitié du mois dernier, le cabinet impérial avait dû renoncer à l'espoir d'arriver à une entente avec celui de Berlin. Le prince Félix s'en ouvre au comte de Trauttmansdorff[1] : « On ne s'oppose pas directement, lui écrit-il, à une entente avec nous, mais on évite sciemment ce qui pourrait y mener.... Les ouvertures de MM. de Brandebourg et de Bulow se trouvent en contradiction manifeste avec les déclarations du roi et répandent du jour sur l'impuissance de Sa Majesté et les visées de ses ministres dirigeants. » Dès lors, le prince, à son grand regret, se décida à cher-

1. *Schwarzenberg à Trauttmansdorff, à Berlin*, Olmütz, 24 janvier 1849.

cher la solution, non plus dans un accord avec la Prusse, qu'il juge être devenu impossible, mais dans un arrangement direct avec les quatre rois. Après avoir fait sonder leurs dispositions et à la suite de longues et souvent fort animées discussions au sein du ministère, il arrête ses idées et me charge de les exposer en forme de dépêche à M. de Schmerling, maintenant plénipotentiaire impérial près le pouvoir central à Francfort. Aujourd'hui, dans l'après-midi, ma minute a été débattue et examinée par les ministres. J'assistais au conseil, et je l'ai défendue de mon mieux. Stadion et Bruck, trouvant qu'elle ne faisait pas une part assez large au concours de la Diète de Francfort, l'ont vivement critiquée. Le prince président, pour lequel j'avais à plaider, écoutait avec une attention soutenue, mais sans desserrer les dents. A six heures la séance fut levée, sans qu'on eût pu tomber d'accord.

2, vendredi. — Dans le conseil des ministres de ce matin, qui s'est réuni de nouveau dans l'après-midi, les débats furent repris. Il semble que l'entente soit impossible.

3, samedi. — Enfin, après de nouvelles discussions, le conseil des ministres approuve

mon texte en en supprimant un seul passage. Mais, chose étrange, quoique charmé d'avoir pu remplir ma tâche de rédacteur et d'avocat consultant à la satisfaction de mon chef, je ne puis trop me réjouir de ce succès d'estime si c'en est un. D'abord, les pensées dominantes de la dépêche ne m'appartiennent pas, quelques-unes sont même contraires à ma manière de voir, et la perspective d'une brouille avec la Prusse, qui pourrait bien en résulter, me donne à penser. De plus, les choses, en Allemagne et en Autriche, sont-elles assez mûres pour qu'on puisse déjà viser à de véritables solutions? Tout ce qu'il est, selon moi, possible d'obtenir, c'est d'empêcher l'ennemi, qui est l'anarchie, de gagner du terrain, et, en attendant, de nous ménager une position avantageuse pour le jour où l'on pourra faire du définitif.

Terminé cette journée orageuse fort paisiblement chez la comtesse Léontine Sandor avec la princesse Lori Schwarzenberg et le comte de Medem.

4, dimanche. — Le prince a signé la dépêche[1]. Rechberg en portera des copies à Munich et à Stuttgart et tâchera de déterminer ces Cours à

1. Devenue célèbre et connue, dans le langage diplomatique du temps, sous le nom de « Note du 4 février ».

adopter la marche recommandée par le cabinet impérial. Adolphe Brenner[1] remplira une mission analogue à Dresde et à Hanovre.

5, lundi. — Le prince Félix, étant souffrant, m'envoie à sa place à Olmütz pour rendre compte à l'empereur de la phase actuelle des affaires d'Allemagne et de la grosse question intérieure (la Constitution). Je partage mon coupé avec Brenner et le comte Alfred Potocki[2], que je suis toujours charmé de rencontrer. Les indispositions du ministre président, assez fréquentes dans les derniers temps, commencent à m'inquiéter. La vie de bureau qu'il mène depuis cinq mois, si contraire à ses habitudes, ne lui convient guère. Le manque d'exercice — il travaille du matin jusque fort avant dans la nuit, — la tension d'esprit, les efforts de volonté qu'il lui faut pour soutenir des luttes, violentes ou sourdes, hélas! pas seulement avec les ennemis de l'Au-

1. Baron Adolphe de Brenner, né 1814; entre dans la carrière diplomatique 1834; ministre à Athènes, à Copenhague, à Darmstadt, plénipotentiaire aux négociations de paix avec la Prusse à Nicolsbourg, 1866; mort 1883.

2. Comte Alfred Potocki, né 1817; attaché à l'ambassade d'Autriche à Londres 1847; se retire du service public; membre de la Chambre des Seigneurs 1861; ministre de l'agriculture 1867; ministre président 1870-1871; pendant plusieurs années gouverneur de Galicie; mort 1889.

triche, tout cela mine sa santé à vue d'œil, sans cependant troubler sa sérénité ni lui arracher une plainte. Il ne connaît ni peur, ni ambition, ni intérêt personnel. Dans des moments terribles, lorsque le sol tremblait sous nos pieds, je l'ai toujours vu tranquille et plein de confiance dans l'étoile de l'Autriche. Il est vraiment admirable.

6, mardi, Olmütz. — Ce matin, audience de l'empereur. Sa Majesté m'écoute avec un intérêt visible, entre dans le fonds des matières, s'informe des points qui lui paraissent obscurs, et me frappe par la justesse de ses observations. Dîné à la Cour et, de nouveau, longue conversation avec l'empereur.

Du 7, mercredi, au 18, dimanche. Olmütz. — Après trois jours, le prince Félix arrive assez bien portant. Nous sommes accablés de travail : question italienne, question allemande, travaux relatifs à la nouvelle constitution. Les jours s'envolent comme autant de minutes. A part de petits bouts de soirée chez Medem, pas un moment de relâche. Mais ces efforts presque surhumains sont richement compensés par l'importance des intérêts en jeu. Pas une question qui ne touche à l'existence même de l'Autriche. *To be or not to be.*

19, lundi. Vienne. — Arrivé ce matin. C'est, par miracle, une journée sans travail. J'en profite pour résumer mes impressions.

Les conseils de ministres se succèdent sans interruption, mais le grand travail n'avance guère. Il se réalise maintenant ce que j'avais prédit au prince président, lorsque le projet d'octroyer à l'Autriche une constitution fut mis sur le tapis. Je l'ai conjuré, vainement hélas! de l'ajourner. D'abord, on *n'invente pas* une constitution, et puis il faut, avant tout, sauver la monarchie, imposer la paix au roi de Sardaigne, mettre fin aux tentatives révolutionnaires en Italie, ramener le pape à Rome, terrasser l'insurrection hongroise, pacifier moralement celles de nos provinces allemandes et slaves qui viennent seulement d'être reconquises militairement. N'oublions pas que Vienne et presque toutes les capitales de nos royaumes, duchés, principautés, ont dû être bombardées et prises de vive force. Réorganiser, du moins provisoirement, l'administration, refaire les finances tant bien que mal, pourvoir aux besoins les plus pressants du jour, faire naître la confiance publique à l'aurore même du nouveau règne, voilà la tâche du gouvernement. La maison brûle, ce n'est pas le moment de la meubler. Éteignons d'abord le feu. Mais cela ne fait pas le compte des éléments

libéraux que le prince Félix a admis dans son ministère. Maintenant il subit leur influence; j'entends parler de Stadion, Bach et Bruck.

Ces trois ministres insistaient pour que l'empereur inaugurât son règne par la proclamation d'une constitution unitaire et libérale. Les avis étaient partagés sur le traitement qu'on réserverait à la Hongrie. Quelques-uns des ministres soutenaient le principe de la *Verwirkung*; c'est-à-dire la Hongrie, par le fait de l'insurrection, déchue de ses privilèges et libertés historiques, sera dorénavant amalgamée avec le reste de la monarchie. Théorie peut-être soutenable au strict point de vue du droit public, mais, politiquement et pratiquement, inadmissible. Stadion, je l'ai déjà dit, plaidait pour une Autriche tout à fait unitaire. On fera main basse sur nos royaumes et provinces, y compris la Hongrie, et, à l'image de la Russie ou de la France, on divisera l'ensemble de la monarchie en vingt ou trente « gouvernements » ou « départements ». Aucun des articles du catéchisme constitutionnel moderne, comme droits de l'homme, responsabilité ministérielle, parlement avec une loi électorale assez démocratique, etc., ne manquait dans les projets soumis aux délibérations du ministère.

Bach, formé déjà, quelque courte qu'eût été

sa carrière publique, à l'école de l'expérience, doué aussi de plus de sens politique que son collègue, juge la situation mieux que Stadion. Mais, doctrinaire, il suit les errements de cette école.

Bruck me faisait d'abord l'effet d'un homme parfaitement nouveau en matière de politique. Il avait une notion vague des constitutions en vigueur dans différents pays. Celle de Norvège, la plus démocratique de toutes et celle qui restreint le plus les pouvoirs du souverain, lui souriait particulièrement. Un jour, en ma présence, il proposa au prince Félix de l'appliquer à l'Autriche, en insistant beaucoup sur le bénéfice du véto qu'on réserverait à l'empereur. Le prince le regarda entre les deux yeux, savoura une prise et, fermant sa tabatière bruyamment, lui dit : « *Was denn nicht noch?* » Locution autrichienne que je traduirai par : « Qu'est-ce que vous me chantez là? » Il ne fut plus question ni de Norvège ni de véto. Heureusement, Bruck apprend vite et commence à comprendre qu'il faut tenir compte de la genèse et de la vie provinciale de notre empire.

Hélas! hélas! ces conseils de ministres où l'on débat le sort de notre chère vieille Autriche me font frémir. Il me semble voir un malade sous le bistouri de téméraires opérateurs. Le

tueront-ils? J'ai eu sur ce thème d'innombrables conversations avec Stadion, qui par moments paraissait ébranlé ; avec Bruck, démocrate allemand avant tout, mais moins doctrinaire que ses collègues et par conséquent plus accessible à mes arguments; avec Bach, dont les idées semblent arrêtées et qui évite d'entrer dans le fond de la question.

J'ai résumé les raisons qui me font désirer l'ajournement de la promulgation d'une constitution. Mais j'admets que des motifs puissants militent en sa faveur. Je comprends que, en présence du Reichstag encore réuni à Kremsier et dont il est indispensable de hâter la dissolution, avec les guerres d'Italie et de Hongrie sur les bras, le ministère, en octroyant une constitution plus ou moins libérale, désarmera, peut-être, ceux qui se plaisent à insinuer que le jeune empereur vise à revenir au régime absolu. Mais quand, par la force des choses, on est obligé de fabriquer une constitution — ce qui ne peut jamais être que du provisoire, car les constitutions ne s'inventent et ne s'octroient pas, elles naissent, et elles naissent viables seulement quand elles sortent du concours ou obtiennent l'adhésion de tous les intéressés, — il faut avant tout se rendre compte du matériel dont on dispose.

La monarchie de Charles-Quint, quoique fort réduite, existe toujours. Il y a encore l'empereur et il y a encore les provinces. Le souffle de vie politique qui animait ces dernières s'est éteint, déjà à la suite de la guerre de Trente Ans et des convulsions à l'intérieur qui en furent à la fois la cause et la suite. Les états provinciaux — je fais ici abstraction de la Hongrie, qui a toujours vécu d'une vie à part, — quoique jamais officiellement abolis, ont cessé d'être; ceux de leurs membres qui appartenaient à la noblesse n'ont rien sauvé de leurs prérogatives, si ce n'est le droit de porter l'habit rouge dans les occasions officielles. Pendant tout le XVIII^e siècle en Autriche, comme dans toutes les monarchies du continent, le pouvoir du souverain ne connaissait plus ni limite ni contrôle. Le chef de l'État, maître absolu, faisait exercer son pouvoir par des fonctionnaires par lui rétribués. C'était l'âge d'or de la bureaucratie. Mais nos souverains n'ont jamais abusé de leur toute-puissance, et la bureaucratie, sous le règne de Marie-Thérèse, se distinguait par une haute intelligence, par le culte de la justice et, à part de rares exceptions, du moins dans les régions élevées, par une parfaite intégrité. Sauf les places de gouverneur de province et un petit nombre d'autres postes

officiels, comme, par exemple, les grandes ambassades, que l'usage réservait à l'aristocratie, tous les emplois publics étaient accessibles à tout le monde. On énumère ce principe comme une des conquêtes de la Révolution française. Il a existé chez nous de tout temps. A quoi il faut ajouter que le *Hofrath* (conseiller aulique), qui n'était pas nécessairement noble, qui l'était même très rarement, avait plus d'influence sur les affaires publiques que son chef titré, le ministre ou gouverneur de province. C'était surtout le cas sous le règne de l'empereur François. En effet, bien avant 1848, l'aristocratie, tout en conservant son prestige social et quelques prérogatives comme grands propriétaires fonciers, avait cessé, dans l'État, d'être une classe privilégiée. La bureaucratie absorbait tout. C'était comme si une partie vitale du corps humain usurpait les fonctions de toutes les autres. On sait que cela n'a pas lieu impunément. Aussi la bureaucratie dépérissait-elle petit à petit. Sous le dernier règne, réduite à une impuissance complète, momifiée, pour ainsi dire, et atteinte de marasme sénile, elle semblait près de s'éteindre, lorsque les événements de 1848 sont venus lui donner le coup de grâce.

Il n'y a donc ni états provinciaux ni bureau-

cratie. Administrativement et politiquement, il y y a table rase.

Mais deux éléments ont survécu à la tourmente : le prestige de la dynastie et les individualités historiques dites les provinces.

Le prestige de la dynastie. Malgré les crises désastreuses que nous traversons, il a fort peu souffert en général, et dans les masses il n'a pas souffert du tout. Prenant sa source dans un attachement profondément enraciné dans tous les cœurs, il repose aussi sur un besoin vital. Dans toute sorte de contestations on peut s'arranger à l'amiable moyennant des concessions mutuelles. Mais cela devient difficile, souvent impossible, quand il s'agit d'un conflit d'intérêts provenant d'une différence de race entre les plaideurs. Or, comme il y a en Autriche des provinces, des villes, des villages habités par des citoyens appartenant à des nationalités différentes, des collisions de cette nature se produisent constamment. On ne peut donc résoudre la difficulté que par la force, ce qui est un mauvais moyen de s'entendre, ou par l'appel à un arbitrage, et cet arbitrage ne peut être exercé que par l'empereur, parce que l'empereur, avec sa dynastie, d'après une fiction historique universellement admise, appartient à toutes les nations autrichiennes et, partant, est jugé impartial, d'autant

plus qu'il est intéressé à l'être. Le besoin de l'arbitrage de la couronne, le grand secret de la solidité du trône des Habsbourg et de la vitalité de leur monarchie, est compris chez nous par les gens qui réfléchissent et senti instinctivement par ceux qui ne réfléchissent pas.

Les provinces. Elles sont l'essence et la condition *sine qua non* de notre existence comme État indépendant. La communauté des intérêts et la communauté des souvenirs, les deux liens les plus puissants qui unissent les hommes après celui du sang, font l'importance de nos provinces comme membres animés de notre empire. Cette double communauté et l'arbitrage de la couronne ont rendu possible, supportable et parfois même facile — l'histoire le prouve — l'existence en commun des populations mixtes là où il s'en trouve, et ils ont en même temps servi à paralyser la force d'attraction que des peuples de même race habitant au delà de nos frontières pourraient exercer sur leurs conationaux autrichiens. Ainsi, en faisant une constitution, ne touchons pas aux provinces et respectons le prestige, en sauvegardant le pouvoir, de la couronne!

22, jeudi. — Le prince de Windischgraetz avait aussi élaboré et soumis à l'approbation du

ministère, qui l'a trouvé impraticable, un projet de constitution dont l'élément principal serait des états provinciaux représentés au centre par un sénat, lequel sénat serait composé d'un fort petit nombre de membres de ces mêmes états provinciaux. De longs pourparlers et un échange de lettres intimes entre le chef du ministère et le chef de l'armée de Hongrie (les premières en grande partie par moi rédigées conformément aux indications du prince Félix) n'avaient donné aucun résultat. Aujourd'hui les choses en sont arrivées au point que je ne vois plus d'issue à l'impasse où l'on se trouve. Les ministres Stadion et Bach ont annoncé leur démission si le projet ministériel devait subir des modifications essentielles. Le prince de Windischgraetz, pour le cas où le sien ne serait pas adopté, déclare qu'il se démettra de son commandement. A Olmütz on trouve que le maréchal se mêle trop de politique; au quartier général de ce dernier, que le prince Félix, sur ce terrain, ne lui accorde pas assez de liberté d'action; que, certes, l'insurrection hongroise doit être terrassée de vive force, mais qu'il faut aussi réconcilier et rassurer, moyennant des transactions, la partie de la nation magyare qui n'a pas pris activement part à la rébellion. Sans doute, on ne le conteste pas, c'est une tâche politique et non militaire; mais

elle s'impose logiquement au chef de l'armée impériale de Hongrie. Ce raisonnement me semble parfaitement juste. Seulement, il faut définir l'action politique revendiquée par le prince de Windischgraetz. Dans mes causeries journalières avec le prince Félix, comme aussi dans la rédaction de ses lettres confidentielles à son beau-frère, je tâche, autant que possible, d'atténuer les aspérités et d'écarter les germes d'une brouille que je vois poindre sur l'horizon. A cette cause déjà si sérieuse de mésintelligence vient s'ajouter l'incident relatif à la constitution. Cependant, le prince Félix, quoique fort mécontent de l'attitude du maréchal, mais excessivement réservé à ce sujet et ne s'en ouvrant qu'à quelques intimes, fait tout ce qu'il peut pour arriver à une entente avec lui. Ses lettres au prince de Windischgraetz le prouvent. On n'y trouve pas trace de jalousie vulgaire ou d'arrière-pensée personnelle. Ce sont deux nobles caractères, animés du patriotisme le plus pur, visant au même grand but, mais, hélas! près de se séparer à un moment où le salut de la monarchie dépend de leur union.

Ce soir le prince Félix m'a fait appeler, et nous avons passé une grande partie de la nuit à examiner la situation. Nous avons reconnu que le démembrement du ministère viendra fort mal à

propos, mais que ce sera un embarras plutôt qu'un danger. Le prince, fermement résolu à ne pas quitter l'empereur, sera obligé de chercher et finira par trouver d'autres ministres. Mais les causes de la crise ne seront un secret pour personne. Les bons citoyens, l'immense majorité, seront consternés; le Reichstag, qui en saura tirer parti, les insurgés de Hongrie, nos ennemis d'Italie et de Francfort, les anarchistes surtout apprendront et salueront avec bonheur la mésintelligence entre les deux hommes qui, avec le maréchal Radetzky, tiennent entre leurs mains les destinées de l'empire. A la fin — il faisait presque jour — le prince résolut de m'envoyer au quartier général de son beau-frère avec la mission de tenter un dernier effort pour empêcher une rupture.

23, vendredi. — Le conseil des ministres a siégé toute la matinée. Les articles du projet de constitution sur lesquels on n'a pu s'entendre sont discutés de nouveau. Chacune des deux fractions du ministère maintient son opinion. Bruck passe aux conservateurs.

24, samedi. — Autre séance du conseil. Bruck ayant annoncé sa démission, Stadion et Krauss cèdent. Bach a le flair trop fin et l'esprit trop

éclairé pour faire fausse route dans ce moment de crise, et le texte de la constitution est définitivement arrêté. — A huit heures du soir, après un agréable dîner chez Bernstorff, je pars pour la Hongrie, porteur du texte de la constitution, d'une lettre et d'un message verbal important du prince Félix pour son beau-frère.

25, dimanche. — J'ai voyagé toute la nuit, et, malgré l'état déplorable des routes, j'avance avec une grande rapidité. Rien de comparable aux petits chevaux des paysans hongrois qui font le service de la *Bauernpost*. Je me demande aussi comment mes os et mon excellente calèche peuvent résister à un pareil cahotement. Les cochers sont presque tous de jolis garçons, vrais types du dandy villageois magyar, fiers de leur longue chevelure noire, débordant sous le *sombrero* à peu près andalous, et surtout de la blancheur irréprochable d'une chemise qui a seulement le tort de ne descendre qu'à la ceinture, laissant voir, entre elle et de larges pantalons blancs, à la façon des bayadères, des reins couleur de bronze soigneusement graissés. Rien n'égale la stupéfaction mêlée de dédain de mon valet de chambre français assis à côté de l'automédon. A partir de Raab, un de ces postillons ruraux, au lieu de suivre la route dite *des*

*Bouchers*, s'engage bravement sur la grande route postale interdite, à cause de la proximité de l'ennemi, aux sujets loyaux du « Roi ». Mes remontrances, que le jeune Hongrois ne comprend pas ou ne veut pas comprendre, restent sans effet. Eh bien, soit! vogue la galère! Est-ce la beauté de la journée, les vastes horizons mouillés qui laissent déjà deviner le steppe, le bleu d'azur d'un ciel sans nuage d'où descend le chant des alouettes, l'air saturé de clarté, la brise tiède qui caresse mes joues, tous les charmes du premier réveil de la nature, est-ce le sentiment de la liberté après l'esclavage du devoir des derniers mois qui agite mes nerfs et exalte mon imagination? Je ne saurais le dire. Mais je me sens comme ivre de bonheur. La perspective de mon entrevue avec le maréchal, avec toutes les suites qu'elle peut avoir, vient par moments troubler la joie animale qui s'est emparée de moi. Mais n'importe! Qui vivra verra.

J'ai la bonne fortune d'arriver sain et sauf aux avant-postes des Impériaux, après avoir traversé, sans être molesté, le rayon de la forteresse de Comorn, encore entre les mains des insurgés et imparfaitement cernée par nos troupes sur la rive droite du Danube. Le général Lederer, qui les commande, me paraît triste et préoccupé; il se plaint de manquer de forces

suffisantes pour remplir sa tâche. Hélas! c'est un peu notre cas partout. Ce n'est pas la qualité, c'est la quantité du matériel en chair et en os qui nous fait défaut. Continuant sans m'arrêter, j'arrive à Pesth à une heure du matin et descends à l'hôtel du Tigre, où se trouve le quartier général de Jellaćić. Des groupes pittoresques de sérézans, d'après la couleur écarlate de leurs capotes appelés *manteaux rouges*, remplissent les abords de l'hôtel; ils dorment étendus sur les marches de l'escalier ou montent la garde devant l'appartement du ban.

26, lundi. — Au lever du soleil je frappe à sa porte. Jellaćić a son franc parler et se déboutonne facilement. — Il regrette, me dit-il, la lenteur des opérations et se sent blessé d'avoir été laissé ici pendant que l'armée avance. Sa place est en avant et non en arrière. Le condamner à l'inactivité dans ces moments critiques est une injustice et une faute. — Voilà comment il juge sa situation. En sortant de chez lui je trouve dans la salle d'attente un jeune officier dont l'air sympathique et la tournure élégante me frappent agréablement. L'accent de son allemand ne me laisse aucun doute sur sa nationalité. Comme tant d'autres gentilshommes français et anglais, ceux-là en leur qualité de légi-

timistes, ceux-ci comme appartenant à d'anciennes familles catholiques, le marquis de Pimodan suit la carrière des armes sous les drapeaux de la maison de Habsbourg, qui a toujours défendu l'Église et le droit. Attaché, pour le moment, à l'état-major de Jellaćić, il se lamente, comme son chef, du triste sort de traîner le sabre sur le pavé de Pesth au lieu de combattre l'ennemi[1].

A huit heures, monté en voiture, cette fois-ci en compagnie d'un jeune hussard, le chef d'escadron comte Louis Harrach, chargé par le ban de me piloter sur le théâtre de la guerre, car en sortant de Pesth nous nous y trouvons, le pays étant constamment parcouru par des bandes d'insurgés. Cependant, sauf les routes abominables, complètement détrempées, sauf la mer de boue qui s'étend devant nous, aucun obstacle sérieux ne nous arrête, et, après avoir pu en passant admirer la belle façade Louis XV du châ-

1. Georges, marquis de Pimodan, né à Paris 1822; suit ses parents à Vienne après la révolution de Juillet; entre dans l'armée autrichienne à l'école militaire de Wiener-Neustadt; lieutenant 1847; pendant la campagne de 1848, aide de camp du maréchal Radetzky; fait la campagne de Hongrie, attaché à l'état-major du ban Jellaćić 1849; colonel 1850; quitte l'armée autrichienne 1855; offre son épée au Saint-Siège avril 1860; remporte le 19 mai la victoire des Grottes et succombe le 18 septembre suivant à la bataille de Castelfidardo. Pie IX conféra le titre de duc à ses descendants mâles.

teau de Gödöllö[1], après avoir traversé, dans une rue qui ne finit pas, le village de Hatvan, agglomération importante de maisonnettes blanchies à la chaux et de potagers, au milieu du steppe, les os brisés, l'estomac creux, exténués de fatigue, nous arrivons vers huit heures du soir à Gyönyös, le but de mon voyage. C'est là, dans le château de la baronne Rési Orczy, que le prince de Windischgraetz a établi son quartier général. Je m'y fais conduire directement, et après quelques instants d'attente je suis introduit auprès du *Herrscher*. C'est par ce nom, répondant à l'*imperator* des légions romaines, que le prince est habituellement désigné dans l'armée. Il le doit à sa taille élevée, svelte et imposante, à son maintien calme et majestueux, à l'expression un peu hautaine mais bienveillante de ses nobles traits.

Aujourd'hui, chemin faisant, je me suis préparé à cette entrevue, et j'ai tracé mon plan de campagne. Je ne chercherai pas à induire mon interlocuteur en erreur, comme on dit vulgairement, à le mettre dedans; je ne jouerai pas au plus fin. Fidèle à mon principe, je serai vrai, et

1. Le château de Gödöllö, bâti sous le règne de Marie-Thérèse par le premier prince Grassalcovich, appartient aujourd'hui à l'empereur. La Cour y réside habituellement pendant quelques mois de l'année.

rien que vrai. Je lui peindrai la situation telle que je la vois. S'il ne veut pas ou ne peut me comprendre, tant pis pour nous tous.

J'entre immédiatement en matière. « Le texte de la constitution, lui dis-je, élaboré à Olmütz, est le résultat de six semaines de travail. Grâce aux efforts du prince-président et de la fraction conservatrice du cabinet, tenant compte de vos objections, les paragraphes empreints d'un esprit trop avancé et les rédactions rappelant trop les doctrines et le langage des faiseurs de constitution de la révolution française ont été écartés. — Pas suffisamment », dit le prince. — J'en convins en faisant deux observations : 1° J'ai dit que le prince Félix avait fait tout ce qu'il pouvait pour le contenter, et que son refus d'adhérer au travail que je lui apportais amènerait certainement la rupture entre lui et son beau-frère. 2° « A Olmütz, ai-je continué, on se flatte d'avoir fait une œuvre solide et durable. Je suis convaincu, et je ne m'en suis pas caché ni au prince de Schwarzenberg ni aux autres ministres, qu'à cet égard ils se trompent. Si vous croyiez, prince, à la vitalité de votre projet de charte, vous seriez, selon moi, également dans l'erreur. La situation actuelle du pays ne comporte pas le définitif; tout ce que nous pouvons tenter sera nécessairement une œuvre

provisoire. Il s'agit de vivre, de survivre à la tourmente, c'est-à-dire de vivre au jour le jour. Quand la crise sera passée, le temps de bâtir sera venu. Provoquer la chute du ministère, mais non du prince Félix, qui n'abandonnera pas l'empereur, parce que tel ou tel article de la charte ne répond pas à vos idées, serait donc, pardonnez ma franchise, une faute énorme. » Ici, en appuyant sur l'importance de sa mission, je développai les conséquences désastreuses d'une rupture entre lui et son beau-frère.

Le prince, évidemment peu disposé à céder, mais cependant impressionné par mon raisonnement, se renferma dans des généralités : « Pour arriver au but il y faut aller droit, avec conséquence et énergie. — C'est clair. — On ne peut revenir à la boutique telle qu'elle existait avant Mars. — Personne n'y songe. — Mais on ne peut non plus tolérer l'état de choses de l'été dernier. — C'est évident, vous prêchez un converti. » Je commençais à désespérer du succès de ma mission, lorsque, à ma grande et joyeuse surprise, il me dit soudainement : « Vous avez raison, il faut accepter votre charte telle quelle. Elle est mauvaise, mais il n'y a pas autre chose à faire. » Cet entretien a duré deux heures. Je n'ai pu m'empêcher d'admirer la liberté d'esprit et l'âme fortement trempée du

général en chef, capable de se livrer à cette longue discussion politique, sachant que depuis ce matin une partie de ses troupes se trouvent engagées avec les insurgés. Plus tard, pendant la nuit, il apprit les détails d'un combat d'artillerie qui a eu lieu cet après-midi, entre deux et sept heures, à mi-chemin d'ici à Kapolna. Il livrera bataille demain. « L'issue, me dit-il, ne serait guère douteuse, si je ne me trouvais pas en présence d'un ennemi trois fois plus fort que moi numériquement, et disposant de cent pièces de canon. » Ce qui l'inquiète, c'est d'être sans nouvelles du général Schlick[1], qui doit s'unir à lui à Verpelet pendant l'action.

Il fit ensuite servir le thé. Étaient présents son fils aîné, les généraux Nobili et Mertens, le colonel Schobeln et l'aide de camp du maréchal baron de Langenau. On causait de choses et d'autres, et si la conversation languissait par moments, c'est que chacun de nous se trouvait en esprit sur le champ de bataille, que chacun avait l'œil fixé sur le rideau encore impénétrable

1. Le comte François Schlick, né 1789; entre dans l'armée 1809; fait les campagnes de 1809 et 1813; commandant d'un corps d'armée en Hongrie novembre 1848; prend part à la bataille de Kapolna, oblige le chef des insurgés hongrois Görgey de capituler à Arad 1849; commande la seconde armée d'Italie 1859; mort 1862.

qui dérobait à notre vue les événements sanglants, peut-être décisifs, du lendemain.

27, mardi. — On avait préparé mon lit dans le boudoir de la châtelaine, sur une chaise longue tendue de damas et recouverte de linge exhalant le parfum délicieux de la poudre d'iris. Rien d'élégant, de coquet, de féminin comme ce petit réduit dont la propriétaire jouit, je suppose, à l'heure qu'il est, de l'hospitalité de ses amis, messieurs les insurgés. Malgré les émotions de la journée, malgré celles qui semblent s'annoncer pour le lendemain, entre deux journées de combats, à deux lieues du champ de bataille, je dors du sommeil du juste, mais non sans rêver de *pusztas*, de chevaux emportés, de voitures versées, de mares tachetées de sang. Frais et dispos je me lève avant le jour et j'assiste au beau et émouvant spectacle du départ du prince.

Grave et impassible comme toujours, le bâton de maréchal à la main, il monte dans sa calèche. Les membres de son état-major, de brillants hommes de guerre, les généraux silencieux et préoccupés, la jeunesse dorée des aides de camp causant et riant comme si l'on allait à une revue, suivent dans leurs voitures ou dans des charrettes de paysans. Marchent-ils au-devant de la victoire? Vivront-ils tous pour voir le coucher du soleil,

dont le disque ensanglanté apparaît en ce moment au-dessus de l'horizon?... Cette vision lumineuse se dissout, quelques instants après, dans des nuages de poussière, mais non sans traîner derrière elle des masses confuses d'espérances et d'inquiétudes.

Moi aussi je monte dans ma voiture, mais accablé de la conscience humiliante de n'être qu'un pékin qui n'a rien à voir là où l'on se bat. Je reprends donc la route de Vienne, toujours en compagnie du jeune comte Harrach, chargé de m'escorter jusqu'à Pesth. C'est un homme charmant, qui parle peu, mais qui dit beaucoup.

Comme hier, nos chevaux, lancés au galop à chaque relais, courent ventre à terre; comme hier, le soleil luit, les alouettes chantent, le regard se perd dans l'océan des steppes. Pendant la première heure je fais souvent arrêter la voiture. Mais nous tendons l'oreille en vain. Le vent d'ouest et une chaîne de bas coteaux derrière Gyönyös empêchent le bruit de la bataille d'arriver jusqu'à nous[1].

1. La bataille de Kapolna, dont je n'ai eu connaissance que plus tard, après mon retour à Olmütz, a été une victoire du prince de Windischgraetz, mais pas une victoire décisive. L'ennemi, battu, mais non poursuivi, faute d'un nombre suffisant de troupes, a pu se retirer vers la Theiss en emmenant son artillerie.

28, mercredi. — Après avoir couru la poste toute la nuit dernière et toute la journée d'aujourd'hui, à minuit sonnant, je mets pied à terre dans la cour de la chancellerie d'État. Le « prince », déjà couché, mais lisant encore ses journaux, n'en croit pas ses yeux quand il me voit entrer après une si courte absence, ni ses oreilles en apprenant par mon récit, confirmé par quelques lignes du maréchal, que l'entente est rétablie entre les deux beaux-frères. « Vous m'apportez, dit-il, une bonne nuit, une nuit de sommeil. Merci. »

---

## MARS 1849

---

2, vendredi. — Revenu à Olmütz ce matin avec le prince et Prokesch[1]. Dîné à la Cour. Je puis donner à l'empereur les détails de la première journée de la bataille de Kapolna, tels qu'ils étaient connus au quartier général de Gyönyös au moment de mon départ.

3, samedi. — J'ai passé la matinée à discuter avec le prince Félix et à rédiger la proclamation portant dissolution de la Diète de Kremsier et la promulgation d'une constitution.

4, dimanche. — Une journée importante, vraie journée de combat. L'empereur présidait le conseil des ministres. J'ai donné lecture de

1. Antoine (comte de) Prokesch, né 1795; entre dans l'armée 1813; major 1827; ministre à Athènes 1834-1849; ministre à Berlin 1849-1852; président de la Diète de Francfort 1853-1855; internonce et plus tard ambassadeur à Constantinople 1855-1871; auteur de plusieurs ouvrages; mort 1876.

mon projet de proclamation destiné à servir de commentaire à la nouvelle charte. C'est la rupture définitive avec la révolution. Le blâme sévère qu'elle adresse au Reichsrath rencontre l'opposition passionnée et opiniâtre de Stadion, secondé, comme toujours, par Krauss, le bon et doux ministre des finances. Bach se tient sur la réserve. Le prince de Schwarzenberg défend ma rédaction. Cependant, les débats continuent. Je plaide pour chaque clause de ma minute. A la fin, grâce à une petite concession insignifiante, la suppression d'une épithète, les ministres dissidents, de guerre lasse, mettent bas les armes, et le projet est adopté. A onze heures de la nuit, nouveau conseil à la *Résidence*. L'empereur a signé la proclamation « à ses peuples » et tous les documents relatifs à la nouvelle constitution et à la dissolution de la Diète.

C'est ainsi que s'est terminé ce travail laborieux qui, pendant six semaines, depuis le 20 janvier, date de la résolution de l'empereur d'octroyer une charte, avait transformé la chambre du conseil en un champ de bataille.

Cette constitution restera-t-elle une feuille de papier couverte d'encre, ou deviendra-t-elle une réalité? Peut-on réellement se flatter que cette œuvre, résultante de doctrines opposées, renferme un germe de vitalité? Tout ce qu'on peut

dire en sa faveur, c'est qu'elle tâche de baser l'État sur la propriété; qu'elle n'efface pas complètement les éléments provinciaux; qu'elle tend à faire de l'Autriche un corps compact et à assurer la liberté de l'Église. Tout cela en théorie. Quels en seront les effets pratiques?

Du 5, lundi, au 6, mardi. — Ces deux jours ont été employés à discuter la phase actuelle des affaires d'Allemagne, plus embrouillées que jamais. Le prince Félix présidait une réunion de diplomates, composée de Rechberg, Fritz Thun[1], Prokesch et moi.

7, mercredi. — Jusqu'au dernier moment Stadion avait espéré pouvoir empêcher la dissolution du Reichstag. Au conseil des ministres, après de longues hésitations, il avait voté pour cette mesure, ce qui ne l'empêcha pas d'aller à Kremsier dans le but d'obtenir que l'Assemblée votât son projet de constitution avant la publication de celle du ministère. Mais le prince Félix était inexorable. Le major Huyn, avec quelques

1. Comte Frédéric de Thun-Hohenstein, frère du comte Leo Thun, né 1810, entre dans la diplomatie 1835; ministre à Stockholm et Munich; président de la Diète de Francfort 1850-1852; ministre à Berlin 1852-1854; ministre à Saint-Pétersbourg 1859-1863; mort 1881.

troupes, fut envoyé dans la nuit au siège du Reichstag, et la fermeture de la salle des délibérations eut lieu ce matin sans rencontrer la moindre résistance. En même temps les proclamations concernant la dissolution du Parlement et la nouvelle constitution furent affichées dans les rues de Kremsier. Des mandats d'arrêt avaient été lancés contre Violand et Füster, les deux membres de l'Assemblée les plus compromis dans les massacres de l'insurrection d'octobre. Ils ont pu se sauver, grâce, dit-on, à des facilités qui leur furent accordées par ordre du ministre de l'intérieur. J'ignore si cela est vrai, mais on ne prête qu'aux riches. Nous apprîmes, le prince et moi, la fuite de ces deux énergumènes dans l'après-midi, en traversant la gare de Kremsier, en route pour Vienne. Cette nouvelle arracha à mon compagnon de voyage un mot mordant à l'endroit de son collègue Stadion.

Nous arrivâmes à Vienne vers minuit, juste à temps pour voir s'éteindre les derniers lampions de l'illumination en l'honneur de la nouvelle constitution. Le temps est froid et pluvieux. Quelques groupes de badauds attardés, pataugeant dans des rues boueuses, rentrent chez eux tout éclaboussés. L'ensemble du spectacle a je ne sais quoi de lugubre. Je dis au prince Félix : « Ça n'a pas bon air. » Il ouvre sa tabatière

sans rien dire. J'ajoute : « L'enfant n'est pas né viable ». Il la ferme avec bruit. Je connais ce signe de mécontentement. Mais, habitué à lire dans sa physionomie, si peu mobile qu'elle soit, je crois y découvrir que la paternité de l'enfant commence déjà à lui peser[1].

8, jeudi, au 18, dimanche, Vienne. — Avec le retour définitif à Vienne du prince président se termine pour moi une époque de tension d'esprit, d'émotions et de travail qui dépassaient presque les forces humaines.

Maintenant on rentre dans l'état normal. La Cour va revenir. Le prince de Schwarzenberg s'installe dans le palais du Ballplatz, et la chancellerie d'État sera réorganisée. Le sous-secrétaire d'État baron Werner et les conseillers auliques se partageront la tâche selon les règles hiérarchiques. Je n'ai plus de raison d'être. Je me compare à un bâtiment rentré dans le port après une longue et tempêtueuse traversée. On le désarme, on met les officiers à la demi-solde et on renvoie les matelots. Le prince me traite tou-

1. Cette constitution n'a jamais été mise en vigueur. Elle a été formellement abrogée par rescrit impérial du 31 décembre 1851, « comme incompatible avec la nature et l'essence de l'Empire Autrichien ». Ce rescrit est contresigné par le prince Félix.

jours comme un ami et un confident sûr, mais il n'a plus d'ordre à me donner et je n'ai plus rien à faire pour lui.

Dans ces circonstances, je varierai mes loisirs forcés en résumant ici la politique étrangère inaugurée par lui, autant qu'il le put, sous le pseudonyme de Wessenberg, dès son arrivée de Milan, vers la fin de septembre, et suivie invariablement depuis son entrée au ministère[1].

Nos relations avec le cabinet *anglais* sont aussi tendues que cela soit possible entre deux puissances qui ne se trouvent pas en état de guerre.

Le 16 août[2], le baron de Koller, chargé d'affaires de l'empereur à Londres, mande que lord Palmerston, malgré la reconquête de la Lombardie, conseille au gouvernement impérial de la céder à l'ennemi battu et de se contenter d'une indemnité pécuniaire, étant donnée la haine qui, selon lui, anime les Lombards à notre égard.

Le lendemain, 17 août, Palmerston fait obser-

1. Autorisé à relire les correspondances diplomatiques de l'époque, j'ai pu constater l'exactitude de mon exposé et placer sous les yeux du lecteur quelques pièces particulièrement faites pour mettre en relief les pensées dominantes du prince de Schwarzenberg en matière de politique étrangère.

2. *Koller à Wessenberg*, 16 août 1848.

ver à Koller que si la France prenait fait et cause pour la Sardaigne, laquelle se trouve en guerre avec l'Autriche, elle serait dans son droit, toute puissance tierce ayant le droit de participer à une guerre entre deux États et de choisir son partenaire.

Le 24 août, le principal secrétaire d'État répète à notre chargé d'affaires que l'Autriche doit se défaire de la Lombardie. Parlant des princes italiens, il lui dit que le duc de Parme manque de tête et que le duc de Modène (un archiduc d'Autriche) est pire que n'a été son père.

Le baron de Wessenberg ayant accepté (commencement de septembre) la médiation de la France et de l'Angleterre, offerte ou plutôt imposée par les cabinets de Paris et de Londres, en vue de négociations de paix à ouvrir avec le cabinet de Turin, M. de Koller[1] écrit le 15 septembre que lord Palmerston continue de désigner la réunion de la Lombardie avec le Piémont comme but de ces transactions. M. de Wessenberg, au lieu de s'opposer à l'ingérence du ministère anglais dans nos affaires intérieures, a eu la faiblesse de l'informer de l'intention du gouvernement impérial d'octroyer des institutions libres à nos provinces italiennes.

1. *Koller à Wessenberg*, Londres, 24 août 1848.
2. *Le même au même*, Londres, 15 septembre 1848.

Lord Palmerston déclare ces assurances vagues et insuffisantes, et exprime à ce sujet son mécontentement à M. de Koller.

Le 18 septembre, ce dernier[1] écrit à M. de Wessenberg que lord Palmerston, de concert avec le cabinet français, demande que l'amnistie à accorder aux Lombards soit étendue aux insurgés de la Vénétie. En même temps il nous conseille fortement de ne pas attaquer la ville de Venise.

Quelques jours plus tard, le ministre anglais exige, par une note officielle, l'évacuation par nos troupes des duchés de Parme et de Modène.

La Prusse et le pouvoir central allemand avaient exprimé le désir d'être représentés aux futures conférences de paix. Le cabinet de Saint-Pétersbourg, trouvant, au contraire, que l'Autriche aurait été dans son droit en déclinant la médiation anglo-française, refusa de prendre part à ces transactions. Par conséquent, le cabinet de Berlin, contrairement à l'avis de son ministre à Londres, chevalier Bunsen, partisan fervent de la « frontière du Mincio » et, en général, en ce qui concerne la Lombardie, des vues de lord Palmerston, retira sa demande d'être

1. *Koller à Wessenberg*, Londres, 18 septembre 1848.

admis aux conférences. Cependant le prince de Schwarzenberg avait, le 22 novembre, officiellement pris la direction de la polique étrangère de l'Autriche. Le langage blessant et insolite que le principal secrétaire d'État britannique se complaisait à tenir constamment à notre chargé d'affaires l'irritait au plus haut degré, et il se promettait de saisir la première occasion « pour faire cesser ce scandale et mettre lord Palmerston à sa place ». Cette occasion ne se fit pas attendre. Elle lui fut fournie par le rapport suivant du baron de Koller[1] :

« Le principal secrétaire d'État britannique s'est fortement prononcé contre une proclamation du maréchal Radetzky frappant d'une contribution extraordinaire ceux qui lors de la révolution avaient joué un rôle principal. Lord Palmerston trouve cette proclamation arbitraire. Il y voit une protection accordée aux classes pauvres et l'intention machiavélique de les exciter contre les riches. Sa Seigneurie m'a dit qu'il semblait qu'on voulût essayer en Lombardie du moyen dont on s'était servi en Galicie, en excitant les paysans contre les nobles. « Vous « ne sauriez ne pas admettre, ajouta-t-il, que « tel a été le cas, ni qu'il est notoire qu'à cette

1. *Koller à Wessenberg*, 20 novembre 1848.

« occasion, le gouvernement a mis des têtes à « prix.

« ... J'ai exprimé au principal secrétaire d'État mes regrets et mon étonnement de voir qu'il ajoute foi à de si odieuses calomnies.... »

A la suite de la lecture de ce rapport, confirmé par une ouverture de l'ambassadeur d'Angleterre à Vienne, le prince Félix adressa au baron de Lebzeltern, qui pendant son absence de Vienne le remplaçait auprès du corps diplomatique, la lettre suivante[1] :

« Je m'empresse de vous accuser réception de l'étrange pièce que lord Ponsonby vous a confidentiellement communiquée et par laquelle je vois que lord Palmerston nous accuse indirectement d'*odieuse oppression* et de *communisme*, parce que le maréchal Radetzky a frappé d'une contribution extraordinaire les principaux moteurs de l'insurrection lombarde. Il le fait dans un langage qui, du moins, a le mérite d'être nouveau. Je n'aurai garde de l'imiter et je passerais même sous silence les sorties virulentes auxquelles se livre le principal secrétaire d'État britannique, si elles ne portaient sur une affaire qui est, entièrement et exclusivement, du domaine de la politique intérieure. Je le ferais

1. *Schwarzenberg à Lebzeltern*, lettre particulière, Olmütz, 4 décembre 1848.

d'autant plus volontiers que je comprends sa mauvaise humeur. Elle est trop fondée pour ne pas être naturelle. Les événements d'Italie ont donné et ne cessent de donner un démenti solennel aux prédictions de lord Palmerston. Il en est outré, c'est tout simple. Il s'en prend à nous et au vainqueur de Custozza, cela est encore aisé à concevoir. Mais ce qu'en réalité j'ai de la peine à m'expliquer, c'est que, dans un élan de tendresse pour les meneurs d'un parti qui vient d'échanger, à Rome, l'épée contre le poignard, il se soit laissé entraîner à empiéter sur le terrain de la politique intérieure de l'Autriche. Si lord Palmerston, dans son zèle médiateur, a pu se livrer un seul instant à l'espoir de nous voir admettre, sans la repousser énergiquement, ainsi que vous êtes chargé de le faire vis-à-vis de lord Ponsonby, cette tentative du gouvernement anglais de s'immiscer dans nos affaires, c'était de sa part, je regrette de devoir le dire, une illusion et un mécompte de plus. Décidément lord Palmerston a la main malheureuse dans les affaires d'Italie. La contribution extraordinaire à percevoir sur les fonds et propriétés des principaux coupables qui, sans profiter de la grâce souveraine, continuent d'employer leurs efforts et leurs fortunes à fomenter le trouble dans le royaume Lombardo-Vénitien, ne peut donc fournir de la ma-

tière à des pourparlers entre le cabinet impérial et celui de Londres. Lord Palmerston aura appris, depuis, que le maréchal a publié une déclaration expliquant et mitigeant sa première ordonnance. Et s'il n'en a pas eu connaissance, il faut s'en prendre à ses rapporteurs. Ce n'est certes pas au gouvernement de l'empereur à justifier devant le tribunal du Foreign-Office les mesures politiques et administratives de nos autorités de Lombardie.

« En vérité, cher baron, lord Palmerston se croit un peu trop l'arbitre des destinées de l'Europe. Pour notre part, nous ne sommes nullement disposés à lui décerner chez nous le rôle de la Providence. Nous ne tâcherons pas de soumettre à notre contrôle les affaires de l'Irlande ; qu'il s'épargne la peine de nous donner des conseils au sujet de la Lombardie. A en croire les notes, dépêches et communications verbales qu'il nous prodigue, on dirait que rien ne l'occupe plus que le bonheur et le bien-être de notre empire. Il trouve que l'Autriche croule, et il n'entrevoit qu'une chance de salut pour elle, c'est le démembrement de la monarchie. Voilà à quoi aboutissent les conseils du principal secrétaire d'État. Voilà depuis huit mois le point de mire de ses efforts. Je vous avoue franchement que nous sommes fatigués de ces insinuations

éternelles, de ce ton tantôt protecteur, tantôt injurieux, toujours inconvenant. Nous sommes décidés à ne plus les tolérer. Lord Palmerston a dit un jour au baron Koller que si nous voulions la guerre, nous l'aurions ; moi je lui dirai que s'il la veut, il l'aura. J'ignore si lord Palmerston s'applique le mot de Louis XIV et s'il pense que l'Angleterre, c'est lui. Mais cela serait que cela ne changerait rien à ce que je viens de dire. J'ai l'honneur d'être personnellement connu de lord Palmerston. S'il ne m'a pas oublié, il me croira sur parole.

« Ce n'est ni à la légère ni sans regret que le cabinet de l'empereur subit la triste nécessité de quitter à l'égard de l'Angleterre la politique traditionnelle de la maison d'Autriche. Les liens qui depuis des siècles avaient uni les deux Cours sont sinon brisés, du moins tellement relâchés que même les rapports de simple courtoisie sont devenus, pour ainsi dire, impossibles. Je vous en citerai un exemple frappant. L'avènement de l'empereur a été, comme de coutume, notifié aux cours alliées par des missions extraordinaires. Des archiducs, porteurs de lettres autographes du nouveau souverain, sont partis aussitôt pour Saint-Pétersbourg, Berlin et Dresde. Rien de plus naturel que l'envoi à Londres d'un membre de la famille

impériale. A toute autre époque cela eût été considéré comme un agréable devoir, comme une preuve d'amitié entre les deux augustes maisons, comme une garantie des bons rapports politiques entre les deux puissances. Mais le moyen d'exposer un archiduc à se trouver en contact avec l'ennemi acharné de l'Autriche, avec le protecteur avoué des sujets rebelles de l'empereur, avec un homme tel enfin que lord Palmerston. Aussi Sa Majesté, bien à regret, a-t-elle renoncé à cette idée. La notification se fera par les voies ordinaires.

« Autre exemple. Les rapports de notre chargé d'affaires à Londres rendant compte de ses entretiens avec lord Palmerston renferment un recueil de propos inconvenants et vraiment injurieux, de sorte que je viens de donner l'ordre au baron Koller de ne plus entretenir avec le chef de la diplomatie anglaise que des rapports purement officiels. Voilà où nous en sommes avec l'Angleterre.

« Je n'ai pas besoin d'exposer ici la marche que le nouveau cabinet de l'empereur suivra aux conférences de Bruxelles. Vous la connaissez. Nous nous maintiendrons sur le terrain des traités, nous ne céderons pas un pouce de terrain. Que cela déplaise à lord Palmerston, tant pis pour lui. Lord Palmerston nous rap-

pelle le projet Hummelauer. Qu'il nous permette de lui faire observer que nous ne connaissons pas de projet Hummelauer ; que nous savons que, au mois de mai, un diplomate de ce nom a communiqué au cabinet de Londres ses idées personnelles sur la cession de la Lombardie, et qu'il l'a fait de son propre chef, sans instructions de sa Cour, mais aussi sans donner à son projet la valeur d'une communication officielle.

« C'est là notre politique. Elle est claire et simple. Nous la maintiendrons avec tous les moyens dont nous disposons. Vous me direz que c'est la guerre qu'il y a au bout de ma plume. C'est possible, mais ce n'est pas notre faute. L'Europe jugera entre nous et l'Angleterre. »

Pas écrite, mais inspirée par le prince, cette lettre peint la situation et elle peint aussi l'homme appelé à la dominer. Il faut se rendre compte de l'état de l'Autriche pour mesurer la volonté de fer et le courage de celui qui ose ainsi jeter le gant au ministre le plus puissant, le plus actif et le plus irritable du jour. M. de Lebzeltern eut l'ordre de remettre confidentiellement une copie de cette pièce au ministre d'Angleterre à Vienne, lord Ponsonby, avec prière de la faire tenir à lord Palmerston. Des

copies furent envoyées à nos missions à Paris, Londres, Berlin et Saint-Pétersbourg[1].

*Affaires d'Italie.* — J'ai écrit dans ce journal que le prince de Schwarzenberg, après son arrivée de Milan, dans les derniers jours qui précédèrent la révolution d'Octobre, se rendait tous les jours à la chancellerie d'État et qu'il y voyait fréquemment le baron de Wessenberg. Ce ministre ne tarda pas à subir non le charme, mais le prestige de l'homme dans lequel il reconnut son successeur. Ce fut ainsi

1. Cet incident, loin d'envenimer davantage les rapports déjà si tendus entre les deux ministres, eut au contraire pour résultat une sorte d'apaisement moral. Lord Palmerston, qui n'hésitait jamais à taper fort quand cela lui convenait, ne trouvait pas mauvais qu'on lui rendît ses coups. Il était tracassier, mais il paraît qu'il n'était pas rancuneux. Venu à Paris pour une huitaine de jours, à la fin de novembre 1854, avec l'intention de voir l'empereur et de se donner un *holy day*, il ne se mit pas en rapport avec le corps diplomatique, mais dit à lady Cowley, qui m'en prévint, qu'il ferait avec plaisir ma connaissance. Aussi, sur mon invitation, me fit-il l'honneur de venir dîner chez moi avec lady Palmerston. A cette occasion nous eûmes une conversation qui remplit toute la soirée. Il me parlait de la crise d'Orient, qui tenait alors l'Europe en suspens, avec une lucidité qui m'a vivement frappé, pas autant cependant que l'impartialité avec laquelle il jugeait le prince Félix de Schwarzenberg, mort depuis plus de deux ans. Il admirait l'élévation des vues, le patriotisme sincère et chaleureux, le désintéressement et, par-dessus tout, l'intrépidité indomptable de son grand antagoniste. C'est la première et seule fois que j'ai rencontré lord Palmerston.

que le prince parvint à obtenir de lui l'approbation d'une dépêche à notre chargé d'affaires à Paris qui était la condamnation la plus explicite de la politique de concessions territoriales suivie jusqu'alors par M. de Wessenberg dans les affaires d'Italie. La minute de cette pièce, mon premier travail sous la direction du prince Félix, fut donc munie de l'*expediatur* du ministre; mais, avant qu'il eût pu la signer, l'insurrection du 6 octobre l'obligea, lui et presque tous ses collègues, de se sauver précipitamment. Le baron de Lebzeltern, moins menacé, mais cependant courant des dangers sérieux, resta bravement dans son bureau. Il ne sut que faire de cette dépêche, approuvée mais non signée. Grand était son embarras. Que faire? Les membres du cabinet s'étaient dispersés ou cachés, personne ne savait où les trouver. Le prince Félix s'était enfermé au Jardin Schwarzenberg. Impossible de le consulter. A la fin, Lebzeltern la signa et l'envoya à son adresse. Le fait est curieux, puisque les instructions à M. de Thom annonçaient, en l'absence d'un gouvernement quelconque, un changement complet de politique. Il a aussi son côté comique. Sur l'instance de M. de Wessenberg, j'avais dû insérer dans cette pièce le passage suivant : « Quant au ministère,... il voit

se grouper peu à peu autour de lui tous les éléments d'ordre et de conservation. » Or, le 12 octobre, date de la dépêche, ce ministère avait depuis six jours cessé d'exister.

Voici quelques-unes des parties essentielles de la dépêche à M. de Thom[1]. Lord Palmerston pense « que l'Empire d'Autriche est un corps inanimé dont la décomposition est devenue inévitable.... Substituer à une puissance éteinte une puissance jeune et vigoureuse (l'Italie),... voilà la seule explication à donner à la marche politique du cabinet anglais relativement aux questions d'Italie.... Il ne me reste qu'à vous faire une observation. Pourquoi lord Palmerston a-t-il mis tant de persistance et tant d'activité à substituer à la grande puissance de l'Europe centrale, qu'il croyait éteinte, une autre puissance créée sous les auspices du cabinet anglais, dans le midi de l'Europe et sur les frontières de la France ? Pourquoi est-il allé jusqu'à prendre des engagements avec le roi de Sardaigne, qu'il croyait être le prince d'Italie le plus propre à servir d'instrument à ses projets? Contre qui cette nouvelle puissance doit-elle servir d'alliée à l'Angleterre? Vous ne serez pas, monsieur, embarrassé de répondre à cette question.

1. *Lebzeltern à Thom*, Vienne, 12 octobre 1848.

« Si les deux suppositions de lord Palmerston dont nous venons de démontrer la fausseté étaient fondées, je concevrais parfaitement la politique suivie à notre égard par le ministre anglais, mais ce que, je l'avoue, j'aurais de la peine à comprendre, ce serait de voir la France s'associer à une œuvre dirigée contre elle, et dont la réussite lui serait éminemment préjudiciable....

« Je vous prie de vous expliquer dans le sens de la présente dépêche envers le ministre des affaires étrangères. Je vous autorise même à lui en donner lecture. »

Cependant le baron de Wessenberg, se rendant aux ordres de l'empereur, arriva à Olmütz et reprit son portefeuille. Mais le véritable ministre était déjà le prince de Schwarzenberg. C'est sous son inspiration que le titulaire du département des affaires étrangères écrit à notre chargé d'affaires à Paris [1]:

« Nous avons franchement et loyalement accepté la médiation de la France et de l'Angleterre. Si le roi de Sardaigne recommence la guerre, ce ne sera pas notre faute et nous en acceptons toutes les chances. Le maréchal Radetzky dispose de forces plus que suffisantes. »

1. *Wessenberg à Thom*, Olmütz, 21 octobre 1848.

Bruxelles ayant été, sur la demande du cabinet français, accepté comme lieu des conférences pour la pacification de l'Italie, le prince de Schwarzenberg, depuis le 22 novembre président du conseil et ministre des affaires étrangères, s'applique à définir la sphère d'action de cette réunion. M. Bastide, ministre des affaires étrangères de la République française, avait, vis-à-vis de notre agent, soutenu que ce serait à la future conférence à examiner le projet d'institutions libres que l'empereur d'Autriche comptait octroyer à ses sujets italiens. Le prince Félix a hâte de rectifier cette erreur[1].

« Sa Majesté, écrit-il à M. de Thom, a promis à ses sujets italiens des institutions libérales et le libre développement de la nationalité italienne. Cette promesse sera fidèlement remplie, mais elle le sera sans l'intervention des puissances étrangères. C'est une question intérieure. Elle ne saurait donc être soumise aux délibérations de la conférence de Bruxelles, dont le seul but est la conclusion de la paix entre nous et la Sardaigne.... Le gouvernement de l'empereur désire sincèrement parvenir le plus tôt possible à un arrangement avec la Sardaigne. Il admet, dans ce but, la coopération de la France et de

1. *Schwarzenberg à Thom*, Olmütz, 17 décembre 1848.

l'Angleterre, mais ce qu'il n'admettra jamais, c'est l'ingérence de ces puissances dans nos affaires intérieures. Je vous prie de ne laisser subsister sur ce point aucun doute dans l'esprit de M. Bastide. »

*Affaires de Rome.* — Pie IX a demandé le secours de l'empereur d'Autriche. Le prince Félix s'empresse d'informer le nouveau président de la République française de la marche que l'Autriche suivra afin de ramener le pape à Rome. Il ne sonde pas les intentions du gouvernement français, il se borne à lui faire connaître celles de son souverain et il l'invite à se joindre à cette entreprise[1].

Il profite de l'occasion pour dire un mot sur la Sardaigne. On n'est pas plus franc, plus sincère et plus explicite. C'est à la droiture de son cœur qu'il doit en grande partie le prestige et la confiance dont il jouit déjà dans les cours étrangères. Voici la dépêche :

« Le pape réclame le secours et la protection de l'empereur. Cet événement, car c'en est un, n'a pu nous surprendre. Pie IX, en quittant la politique traditionnelle de ses prédécesseurs pour

1. *Schwarzenberg à Thom*, Olmütz, 25 décembre 1848.

se mettre à la tête du mouvement national en Italie, s'était engagé dans une fausse voie. Elle devait nécessairement le conduire ou à la perte de son trône ou à la démarche qu'il vient de faire. Le voyage de Gaëte et la demande de secours faite à l'empereur sont la dernière conséquence — car les faits aussi ont leur logique — des ovations de 1846 et de la bénédiction des drapeaux des croisés. Mais en voyant alors, avec douleur, le saint-père avancer rapidement vers une catastrophe devenue inévitable, notre profond respect pour le chef de l'Église le défendait toujours, dans notre âme, contre la répugnance que nous faisait éprouver sa conduite politique. Aujourd'hui Pie IX, à ce qu'il paraît, est revenu de ses erreurs. Il a rompu avec un parti qui s'est joué de lui et qui ne respecte dans sa personne ni le chef de l'Église ni le souverain temporel.... En fils fidèle de l'Église, l'empereur se rendra à l'invitation du saint-père.... Le cabinet impérial désire savoir si le gouvernement français serait disposé à se joindre à cette œuvre.... Les deux puissances ont à sauvegarder des intérêts pour ainsi dire identiques, leurs efforts devront donc se rencontrer au lieu de se croiser sur ce terrain.... Ce que l'Autriche veut, comme puissance européenne et comme puissance catholique, c'est la liberté du pape et un

état réglé quelconque en Italie. Or cette liberté, Pie IX ne saurait la trouver sur la terre étrangère. Il faut donc qu'il puisse retourner dans ses États. Mais il faut qu'il y retourne comme souverain et non comme l'instrument passif de la faction qui a ébranlé l'Europe et bouleversé l'Italie. L'Autriche veut de plus un état de choses réglé, elle veut l'ordre et pas l'anarchie, peu lui importe sous quelle forme, pourvu que ce soit un état qui offre des chances de durée....

« Voilà en termes précis ce que veut l'Autriche.... Elle fera à cet effet les plus grands efforts et espère que la France s'associera à cette œuvre. Cela vaudrait mieux que des conférences. Nous espérons qu'un concert pourra s'établir entre nous et la France.... La confiance dans l'avenir de la France que nous inspire le vote qui vient de porter à la tête du pays le prince Louis-Napoléon, l'estime que nous vouons aux hommes qui jouissent de sa confiance, et l'identité parfaite de nos intérêts en Italie, en tant qu'il s'agit de mettre fin à l'anarchie qui y règne, s'accordent à nous faire désirer de parvenir à une entente avec le gouvernement français.

« Notre différend avec la Sardaigne, nous comptons l'arranger dans les voies d'une négo-

ciation directe avec Charles-Albert. Les affaires générales de l'Italie ne pourront être réglées d'une manière satisfaisante que par un congrès européen. »

Ce qui précède est un exposé fidèle de notre politique italienne. M. de Thom s'expliquera dans ce sens avec M. Bastide et ajoutera qu'en attendant qu'un concert s'établisse avec le gouvernement français « nous masserons des forces importantes sur le Pô. Si les troupes pontificales nous attaquent, nous nous verrions obligés de repousser l'agression, et, le Pô une fois franchi, nous réglerons notre action d'après les circonstances, bien entendu dans le seul but de rétablir l'ordre et de faire rentrer le pape dans ses États. »

Des dépêches écrites dans un sens analogue sont expédiées à Berlin et à Saint-Pétersbourg. Le comte Maurice Esterhazy[1] est nommé ministre auprès du pape, réfugié à Gaëte. L'Assemblée constituante de Rome ayant, le 9 février, proclamé la déchéance du pouvoir temporel de la papauté, le prince de Schwarzenberg, au nom de l'empereur, invite les grandes puissances à pourvoir aux moyens de rétablir la souveraineté

1. Comte Maurice Esterhazy, né 1807; suit la carrière diplomatique, ministre à la Haye; auprès du Vatican; ministre sans portefeuille; prend sa retraite, 1866; mort 1890.

du souverain pontife et l'intégrité de ses États. Voici comment il motive sa démarche[1] : « L'indépendance du chef de l'Église catholique constitue un intérêt pour tous les gouvernements de l'Europe, parce qu'ils comptent tous parmi leurs sujets un nombre plus ou moins considérable de catholiques.... On ne saurait nier que l'indépendance de l'évêque de Rome, appelé à exercer en même temps les fonctions de chef suprême de l'Église catholique, cesse d'être assurée quand il existe dans sa capitale un pouvoir supérieur au sien. » Le prince rappelle l'article 103 de l'acte final du congrès de Vienne rétablissant la souveraineté du pape et l'intégrité de l'État de l'Église, et les déclarations analogues remises le 15 janvier 1832 au cardinal secrétaire d'État par les représentants de l'Autriche, de la France, de la Prusse et de la Russie (l'Angleterre se tint à l'écart).

Enfin, après un échange actif d'ouvertures entre les quatre cours, leurs plénipotentiaires à Gaëte sont autorisés à se réunir en conférence pour délibérer sur une intervention matérielle, en vue du rétablissement du pouvoir temporel du pape. Cette tâche, conformément au désir

1. *Schwarzenberg à Trauttmansdorff* (Berlin), *à Thom* (Paris), *à Colloredo* (Londres), *à Buol* (Saint-Pétersbourg), Vienne, 23 février 1849.

du saint-père, sera remplie par l'Autriche, la France, l'Espagne et Naples.

Nos relations avec la cour de *Russie* sont on ne peut plus satisfaisantes. Cependant, dans la manière de juger l'état de l'Europe il y a des nuances. Pour le choix des moyens pour rétablir l'ordre et sur le but final de cette action, les divergences de vue sont encore plus notables. Ainsi, l'empereur Nicolas approuve cordialement le secours que nous allons porter au saint-père, et il nous félicite de la reprise de nos relations avec le roi de Naples et de la coopération éventuelle de ce prince à l'œuvre de la restauration. Pour lui, le pape est un prince italien dépossédé par la révolution. Rien de plus satisfaisant que de le voir de nouveau résider au Vatican. Il trouve très naturel que nous comptions régler nos affaires directement avec le roi de Sardaigne, mais il refuse sa participation à une conférence européenne destinée à pourvoir au rétablissement de l'ordre en Italie. Il veut le maintien des traités et le respect du droit de chaque État de régler ses affaires intérieures. C'est dans ce sens que le comte de Nesselrode s'explique avec le comte de Buol, notre ministre à Saint-Pétersbourg, et le comte de Medem avec le prince-président. Ce que le chancelier de Russie et son ministre à Olmütz ne

disent pas, ce sont les motifs de l'aversion de leur maître contre la réunion d'une conférence européenne. La correspondance de M. de Buol[1] nous les fait connaître. Il répugne à l'empereur de se mettre en contact direct avec le nouveau gouvernement français, présidé par un Bonaparte, et il prévoit, le caractère et les vues de lord Palmerston étant donnés, comme résultat de ces transactions, une brouille de la Russie avec l'Angleterre, qu'il veut éviter. En ce qui concerne la politique générale du prince Félix de Schwarzenberg, il trouve notre premier ministre trop disposé à faire bon marché des principes et à admettre sinon à faire du nouveau, au lieu de préparer, de concert avec lui, le retour à l'ancien état de choses. Son mécontentement éclate lorsqu'il prend connaissance de notre constitution du 4 mars.

Les idées, fort arrêtées, du prince Félix sur l'état de la France se laissent résumer en peu de mots : Il vénère personnellement M. le comte de Chambord, mais ne lui trouve que peu ou pas de chances d'être ramené aux Tuileries par les événements. Une restauration prochaine de la branche cadette lui paraît improbable. Il n'a pas

1. *Buol à Schwarzenberg*, Saint-Pétersbourg, 9 février 1849. — *Le même au même*, Saint-Pétersbourg, 28 janvier, 14 février et 6 avril 1849.

de prédilection pour les Bonaparte, mais, le prince Napoléon devant être placé à la tête de la France, il tâchera de le gagner à une politique de paix en lui tendant franchement la main dès son avènement au pouvoir. « C'est un essai, me disait-il, qui réussira ou qui ne réussira pas. S'il ne réussit pas, nous ferons autre chose. Mais, maintenant, c'est, il me semble, le seul parti à prendre. » La dépêche qu'il adresse à ce sujet à notre chargé d'affaires à Paris[1] est l'exposé exact mais pas complet de cet ordre d'idées. Les questions de principes ne l'arrêtent guère. Non qu'il ne les apprécie en général, mais, selon lui, l'Europe en reconnaissant la royauté de Juillet a abandonné le principe de la légitimité. La France aussi l'a abandonné. Il est trop tard et ce n'est pas la tâche des puissances étrangères de l'y ramener. La France fera *da se*.

Voici cette pièce, qui est tout un programme :

« L'élection de Louis Bonaparte comme président de la République française étant, au dire des journaux, assurée, je m'empresse de vous tracer dès à présent la conduite que vous aurez à tenir dans vos rapports avec le nouveau pouvoir en France. Vous concevez, monsieur, qu'il

1. *Schwarzenberg à Thom*, Olmütz, 20 décembre 1848.

nous est parfaitement indifférent qui en est le chef, pourvu qu'il soit le véritable représentant de la majorité des Français, car cette majorité ne peut vouloir qu'une chose : c'est le retour de l'ordre en France, et la fin de l'anarchie qui, à la suite de la révolution de Février, s'y est établie sous le nom improvisé de République. Or ce n'est certes pas la guerre étrangère qui sera considérée comme le moyen d'y parvenir. Nous espérons donc, sans vouloir faire de la prophétie, que M. Louis Bonaparte, une fois élu président, ne s'avisera guère de suivre la politique du grand capitaine dont il porte le nom, mais qu'il comprendra ou que ses conseillers comprendront les véritables besoins de son pays. C'est à ces besoins et non pas à ses qualités personnelles qu'il devra son élévation à la haute position qu'il va occuper. Ce n'est qu'en devenant le fidèle représentant de ces besoins qu'il saura s'y maintenir. Cela est trop clair pour avoir besoin de commentaire. Considéré comme individu, M. Bonaparte ne saurait être comparé au général Cavaignac. Mais celui-ci représente ce dont on ne veut pas en France, et il succombe; l'autre représente je ne dirai pas ce que l'on veut, mais le contraire de ce que l'on ne veut pas, et il réussit. Pour notre part, nous n'avons pour le général Cavaignac pas plus de sympathies que

pour M. Louis Bonaparte, mais nous pensons un peu, comme la majorité des électeurs français, que, pour être porté au pouvoir suprême en France, tout candidat vaut mieux que le général Cavaignac, le représentant du système républicain pur.

« Voici, par conséquent, la position que vous prendrez, dès qu'il sera constitué, vis-à-vis du nouveau gouvernement. Vous lui ferez d'abord comprendre que l'empereur a vu avec plaisir les voix de la France se concentrer sur un candidat qui, d'après nous, offrirait plus qu'aucun autre la chance de voir la France rentrer bientôt dans un état d'ordre et de légalité, si désirable dans l'intérêt de ce pays comme dans celui de l'Europe en général; que le gouvernement impérial, animé du désir d'entretenir de bons rapports avec la France, ne tardera pas à reconnaître le nouveau chef de la République française, et qu'il aime à se flatter de rencontrer près de lui ces dispositions de confiance et d'amitié qui doivent servir de base aux relations politiques entre les deux grands pays, et que nous considérons comme la garantie la plus sûre du maintien de la paix européenne. Quant à la question d'Italie,... le but constant de vos efforts éclairés doit être de détacher, autant que possible, le gouvernement français de la politique de

lord Palmerston. L'avènement du nouveau pouvoir vous facilitera[1], si tout ne me trompe, cette tâche importante. »

Je n'entrerai pas dans le dédale des transactions et pourparlers officiels, confidentiels, secrets, publics, qui ont eu lieu entre les cours d'*Allemagne* grandes, secondaires, petites, le pouvoir central, les chefs des fractions parlementaires à Francfort, sur la reconstruction de l'Allemagne. L'empereur Nicolas a donné à mon jeune souverain et au roi de Prusse le sage conseil de résoudre ce problème par une entente directe entre l'Autriche et la Prusse, et à Olmütz comme à Berlin on s'est empressé de suivre cet avis. Le roi montrait les dispositions les plus conciliantes et le désir le plus vif d'arriver promptement à un résultat satisfaisant, mais il semble que ses nouveaux conseillers, MM. de Brandebourg et de Bulow, ne partagent pas ses vues. Il est certain que ce sont eux qui ont fait échouer cette entente si désirable sous tous les rapports. De là date le refroidissement croissant qui existe aujourd'hui entre les deux cours et qui ne pourra guère profiter à l'œuvre commune. Je le regrette. Je ne suis pas très versé dans les affaires d'Allemagne, mais j'ai toujours pensé

1. En ceci le prince de Schwarzenberg s'est trompé.

que la bonne harmonie entre les deux grands États allemands leur porte bonheur. D'un autre côté, il est évident que, si le cabinet de Berlin ne se prête décidément à aucun arrangement acceptable, il ne nous reste qu'à chercher la solution dans une action diplomatique commune avec les États secondaires.

Pour les correspondances officielles sur les affaires allemandes, aussi, j'ai souvent, comme c'était mon devoir, servi de plume à mon ministre; mais j'avoue, et je ne le lui ai pas caché, que je ne partage pas toutes ses idées. Si j'ai de la peine à croire possible la formation d'une monarchie autrichienne unitaire, quelque désirable que cela puisse paraître, et c'est précisément la pensée dominante de la politique intérieure du prince, je ne puis non plus m'imaginer une Allemagne dont l'Autriche ferait partie avec toutes ses provinces non allemandes, c'est-à-dire avec celles qui étaient restées en dehors de l'ancienne confédération germanique. Le projet de faire entrer dans la nouvelle Allemagne nos populations magyares, slaves, roumaines, italiennes, est né dans la tête de M. Bruck, riche d'idées nouvelles et hardies, mais souvent frappées du coin de l'inexpérience en matière de politique et d'une connaissance imparfaite de l'Autriche. Le prince l'a adopté parce que c'est le complément

logique de son programme sur la reconstruction strictement centraliste de la monarchie autrichienne. « L'Autriche, écrit-il au comte Buol[1], tend vers l'unité. Dorénavant, des barrières politiques, législatives, commerciales, ne sépareront plus les différentes parties de l'empire. Mais l'Autriche ne veut pas renoncer à ses droits, dix fois séculaires, de première puissance allemande. Elle ne veut pas abandonner sa position en Allemagne. Ce sont ces deux pensées qui ont dirigé le cabinet impérial en prenant ses résolutions définitives au sujet de la future constitution de l'Allemagne. » La dépêche du 4 février à M. de Schmerling en était la première manifestation. En voici le résumé.

Nous rejetons le projet de M. de Gagern, président du Reichstag allemand, parce qu'il tend à diviser l'Allemagne en deux parties, d'exclure l'Autriche, et de transformer l'une de ces deux moitiés en un État unitaire placé sous l'hégémonie de la Prusse. Nous recommandons l'entrée de toute la monarchie autrichienne dans la nouvelle Allemagne. L'entente avec la Prusse n'ayant pu se faire, le cabinet impérial essayera, préalablement à lui seul, de concerter à Francfort un arrangement avec les princes et le peuple

1. *Schwarzenberg à Buol*, Saint-Pétersbourg; lettre particulière, Olmütz, 31 décembre 1848.

allemands. Il proteste contre tout projet qui tendrait à soumettre l'Autriche à un pouvoir central formé par d'autres princes allemands.

Dernièrement, j'ai parlé au prince, pour la première fois, de moi et de mon avenir, et je lui ai demandé le poste vacant de ministre à Rio de Janeiro. Cela aurait du moins pour moi le charme de la nouveauté. Il secoua la tête en riant, mais sans rien dire. Le lendemain, il me lut la minute d'un rapport à l'empereur, rédigé par le sous-secrétaire d'État, demandant pour moi le poste d'Athènes. Il lui avait déjà proposé de m'envoyer à Berne. Le ministre, jetant le papier de côté, me dit : « Vous aurez mieux que cela ».

19, lundi. — Hier, le prince m'a fait appeler pour me dire que l'empereur m'enverra à Paris en mission extraordinaire auprès du président de la République. Grande fut ma joyeuse surprise. Seulement il y a des joies qui font peur. Enfin, ce n'est pas moi qui ai brigué cette mission, si au-dessus de mes rêves les plus ambitieux. La chancellerie a voulu se débarrasser de moi en m'enterrant dans quelque petit poste. J'aurais préféré me faire exiler au Brésil. Mais le prince,

1. Voir page 501.

qui se croit mon obligé à cause des quelques services que j'ai pu lui rendre, a voulu acquitter sa dette imaginaire, et il le fait grandement et noblement. Je le reconnais bien là.

Aujourd'hui j'ai passé toute la soirée en tête-à-tête avec lui. Nous avons examiné l'ensemble des questions diplomatiques, et le prince m'a exposé le but de ma mission à Paris.

Je résume ses paroles : « Les difficultés sont énormes. En Hongrie la guerre civile, qui va mal et, je le crains fort, nous obligera de demander le secours armé de la Russie[1] ; en Italie la probabilité de la reprise des hostilités ; à Francfort la révolution en permanence ; à Berlin des hésitations, des convoitises, des rivalités, enfin pas moyen de s'entendre ; à Londres Palmerston, c'est tout dire ; en France l'inconnu. Reste la Russie. Je crois que nous pourrons compter sur son appui diplomatique et même militaire en tant qu'il s'agit de l'insurrection hongroise.

1. En effet six jours après cet entretien il fit préparer l'empereur Nicolas à une demande de cette nature « afin de mettre une prompte fin à la révolution de Hongrie ». — *Schwarzenberg à Buol*, lettre particulière, Vienne, 25 mars 1849. — Un commencement d'intervention avait déjà eu lieu. Sur la demande du général Puchner, commandant en Transylvanie, menacé par les forces supérieures du chef des insurgés Bem, le général Lüders, commandant des troupes russes à Bucharest, avait occupé temporairement Cronstadt et Hermanstadt (4 février).

Mais marchera-t-elle avec nous tout seuls contre la France dans le cas où la France prendrait fait et cause pour l'Italie? Si Louis-Napoléon continue à se tenir tranquille, s'il ne se laisse pas entraîner par ses anciens amis, les carbonari, j'espère que nous pourrons faire face à la tourmente, mais s'il se déclare en faveur de la Sardaigne, je ne vois plus de chance de salut. C'est donc à Paris que se trouve le nœud de la situation. L'empereur vous y envoie avec mission de retenir le président de la République dans une attitude de neutralité vraie et manifeste aux yeux de tous. Usez de tous les moyens que votre esprit et les circonstances vous suggéreront. Vous connaissez mes idées à l'égard de la France. Je ne vous donne pas d'autres instructions. Celles que l'on a rédigées dans mes bureaux; mettez-les simplement aux archives de l'ambassade. Elles n'ont pas d'autre but. Je compte sur vous et vous pouvez compter sur moi. Je n'ai jamais faussé compagnie à personne[1]. Partez demain, prenez les derniers ordres de l'empereur à Olmütz et hâtez-vous d'arriver à votre poste. »

Il était fort tard lorsque je le quittai, le cœur gros et sous l'empire d'impressions diverses : triste de me séparer de lui, fier de sa confiance,

1. *Ich habe nie jemanden in Stich gelassen.*

enchanté et effrayé à la fois de la tâche qu'il m'imposait, agité par des pressentiments vagues, entrevoyant, à travers des voiles, de plus vastes horizons, convaincu, enfin, d'aller au-devant d'une nouvelle phase de ma vie.

FIN

# TABLE DES MATIÈRES

## PREMIÈRE PARTIE

## MILAN

### FÉVRIER 1848

Appelé à Vienne, je suis chargé d'une mission à Milan. — Causeries avec le prince de Metternich sur l'état de l'Italie. — La situation du chancelier d'État. L'archiduc Louis. Le comte de Kolowrat. — Confidences du comte Henri de Bombelles sur les cours d'Italie. — Premières nouvelles de la révolution de Paris et de l'abdication du roi Louis-Philippe. . . . . 1

### MARS 1848

Réflexions du prince de Metternich sur les affaires intérieures de l'Autriche. Ses relations personnelles avec l'empereur François. — Mon arrivée à Milan. — Le comte de Ficquelmont. — Mouvement social. — Départs du gouverneur de Lombardie, du comte de Ficquelmont, du vice-roi. — Mgr Romilli, archevêque de Milan. — Le général de Schoenhals. Ses prédictions en vue d'une guerre avec la Sardaigne. —

Le maréchal Radetzky et les chefs de son armée : Wallmoden, Charles de Schwarzenberg, Clam-Gallas, Wohlgemuth, Wocher, Schoenhals. — Regard rétrospectif sur la Lombardie de 1828 et de 1838. — Le réveil du sentiment national en France, en Allemagne, en Italie. — Le régime autrichien depuis la moitié du dernier siècle sous Marie-Thérèse et ses successeurs. — Faiblesse des autorités civiles vis-à-vis des conspirateurs. — Premières nouvelles de la révolution de Vienne du 13 mars. — Insurrection à Milan. Les *Cinque giornate*. — Mes embarras et aventures pendant les cinq jours de combats. Entrevue avec le podestat Casati, principal meneur de l'insurrection. — Le roi Charles-Albert se déclare en faveur du mouvement et franchit le Tessin. — Le maréchal Radetzky se replie sur Vérone. — Je suis pris en otage et confié à la garde d'un employé. — Philémon et Baucis. — L'Autriche de François Ier et de son fils Ferdinand. . . . . 15

---

## AVRIL 1848

---

Chargé de négocier l'échange des otages, je pars pour le quartier général du maréchal Radetzky. — Scènes de désordre provoquées à Brescia par mon arrivée dans cette ville. — Mes relations avec Mompiani, « ministre des affaires étrangères de Brescia ». — Retour à Milan. — La princesse Belgiojoso et ses cent quatre-vingts *giovinotti napoletani*. — Les motifs qui ont déterminé la retraite du maréchal Radetzky sur Vérone. — Capitulation du général Ferdinand Zichy, commandant de Venise. — Mouvements révolutionnaires à Florence, Rome, Naples. — Les princes italiens contraints d'envoyer leurs troupes régulières au secours des insurgés du royaume lombardo-vénitien. — Les communications de Radetzky avec les provinces limitrophes et la capitale de la monarchie complètement interrompues. — Le ministère vien-

nois paralysé et incapable d'envoyer au maréchal des secours considérables. — Position désespérée des Autrichiens en Italie. — Courage et force d'âme du vieux maréchal. — Sa position précaire à Vérone. Il y est rejoint par le général d'Aspre, commandant du 2e corps d'armée. La forteresse importante de Mantoue, grâce à la vigilance et à l'intrépidité du général Gorzkowski, conservée à l'empereur. — Le général (plus tard maréchal) Nugent pénètre, à la tête du 3e corps d'armée, dans la Terre ferme du Vénitien. — Les corps francs d'Allemandi et de Manara détruits dans les défilés du Tyrol par le général Welden et les francs-tireurs tyroliens. — Affaire de Goïto, sur le Mincio . . . . . 127

---

## MAI 1848

---

Inactivité du roi Charles-Albert, toujours campé à Somma Campagna au centre du quadrilatère. — Mécontentement et inquiétude des Milanais. — Effectifs des armées sarde et autrichienne. — La Genèse de l'insurrection de Milan. — Rupture de Pie IX avec le parti national. — Lutte, encore sourde, entre les signori et les popolani. — Les prisonniers et otages autrichiens fort bien traités par les autorités insurrectionnelles. — La monotonie de ma vie de prisonnier variée par la lecture d'auteurs classiques. — Mes aimables geôliers Philémon et Baucis. — Combats acharnés à Santa-Lucia. Pertes considérables des Piémontais — M. Fava, président de la police. — La Madonna dell' Ago. — Les nouvelles du théâtre de la guerre défavorables aux Italiens. — Éventualité d'une intervention armée de la France. — Nouvelles désastreuses de Vienne. — La Cour se rend à Innsbruck. — Grande démonstration républicaine à Milan. — Reddition de Peschiera. . . . . 169

---

## JUIN 1848

A Vienne, les étudiants les maîtres de la situation. Formation d'un comité avec pouvoir dictatorial. — Protestations du gouverneur de la Bohême et de la garnison de Lemberg (Galicie) contre la *faction* dominante à Vienne. — Promenade hors de Milan; causerie avec la femme d'un petit fermier. — Ce que pense et veut le peuple lombard. — Les révolutions de 1848 jugées par Machiavel. — Opérations téméraires du maréchal Radetzky. Conduite héroïque de ses troupes à la prise de Monte Berico; capitulation de Vicence, Padoue et Trévise. — Les papalins de Durando et presque toutes les troupes italiennes, réunies dans le Vénitien, faits prisonniers. — Le roi Charles-Albert toujours retranché entre Mantoue et le lac de Garda. — Nouvelles authentiques de l'insurrection de Prague terrassée par le prince de Windischgraetz après cinq jours de combat. . . . . 201

## JUILLET 1848

Nouvelles importantes de Paris : les journées de Juin; le général Cavaignac nommé chef du pouvoir exécutif. — Ma mise en liberté. Adieux à mes chers geôliers et départ pour Vienne. — Agréable voyage à la frontière suisse. — Réflexions sur les destinées de l'Italie et sur les regrets que les étrangers éprouvent en la quittant. . . . . 227

EN 1890

Origine de l'Italie unie et indépendante. — Regard rétrospectif sur l'Italie d'avant 1848. — Rôle assigné à l'Autriche par les congrès européens de Vienne, Troppau, Laybach et Vérone relativement aux affaires de la Péninsule. — Situation de la nouvelle Italie. — Un mot sur la question du pouvoir temporel de la papauté. . . . . 241

## DEUXIÈME PARTIE

## VIENNE ET OLMUTZ

JUILLET 1848

(*Suite*)

Mon retour à Vienne. — Ouverture du Reichstag par l'archiduc Jean. — Physionomie de la ville. — Baden, près Vienne, le rendez-vous des « bien pensants ». — Perplexités des serviteurs de l'État en présence du mouvement. — Nouvelles du théâtre de la guerre. — Radetzky, sortant de Vérone, a pris l'offensive et, en occupant Somma Campagna, Valeggio et Rivoli, privé Charles-Albert de sa base d'opérations. — Agréable séjour à Baden. . . . . 267

## AOUT 1848

Le Reichstag « enjoint » à la Cour de revenir à Vienne. — Fuite du roi Charles-Albert de Milan. Rentrée du maréchal Radetzky dans cette ville. — Retour de la Cour à Vienne. — Armistice conclu avec la Sardaigne. — Le prince Félix de Schwarzenberg désigné comme plénipotentiaire aux négociations de paix. — Les ministres Wessenberg, Bach, Latour, Krauss. — Le comte de Grünne. — Ma lettre au prince Félix de Schwarzenberg, alors gouverneur de Milan. — Désordres continuels dans Vienne. — Excursion à Pinkafeld. — Refus du Parlement de voter des remerciements à l'armée de Radetzky . . . . . 275

## SEPTEMBRE 1848

L'abolition des corvées et des dîmes votée par le Reichstag. — Députation hongroise à Vienne. — Le comte Louis Batthyanyi. — Le grand patriote hongrois comte Etienne Szechenyi. — Troubles sérieux à Vienne. Le palais du ministère de l'intérieur envahi et saccagé par des gardes nationaux et des ouvriers. Ordres et contre-ordres donnés aux troupes par le ministre de la guerre. — Les mêmes faits se reproduisent le lendemain. — Arrivée d'une nouvelle députation de la diète hongroise. — Refus du Reichstag de la recevoir. — Assassinat du général comte Lamberg, commissaire de l'empereur et commandant en Hongrie. — Insurrection à Francfort. — Le prince Félix de Lichnowsky et M. d'Auerswald tués par une bande de massacreurs. — Arrivée du prince Félix de Schwarzenberg à Vienne . . . . . 291

## OCTOBRE 1848

La révolution du 6 octobre. — Massacre du général de Latour, ministre de la guerre. — Défection du régiment Hrabowsky. — Concentration de troupes de la garnison dans le jardin Schwarzenberg et au Belvédère. Vienne livrée aux insurgés. — Attitude du prince Félix de Schwarzenberg. Son influence sur les soldats. — Départ de la Cour pour Olmütz. — Le prince Félix, appelé à la rejoindre, mais empêché de se rendre à cet ordre, me charge de le remplacer auprès de l'empereur et de la famille impériale. — Le voyage d'Olmütz. — Le comte François de Stadion et le jeune comte Henri Clam-Martinitz. — Je suis envoyé à Prague pour accélérer la marche sur Vienne de l'armée de Bohême, commandée par le prince de Windischgraetz. — Arrivée de la Cour, du prince Félix et du prince de Windischgraetz à Olmütz. Ce dernier nommé maréchal et commandant de toutes les armées autrichiennes, sauf celles de Radetzky. — Influences et courants divers à Olmütz. Les deux manifestes de l'empereur. — Félix Schwarzenberg, sous le prête-nom de Wessenberg, est le véritable ministre dirigeant. Inconvénients et dangers de cette situation anormale. — Convention secrète entre les princes de Schwarzenberg et de Windischgraetz. — État de choses dans Vienne. — Les différents comités. — Services rendus par le ministre des finances, resté à Vienne. — Mauvaise situation des insurgés. — Arrivée de Robert Blum. — Messenhauser et Bem. — La ville cernée par les troupes impériales. — Nouvelle prématurée de la reddition de la capitale, aussitôt démentie par celle de l'approche des Hongrois. — Bataille de Schwechat et prise de Vienne . . . . . 321

## NOVEMBRE 1848

Aspect de Vienne après l'entrée des troupes impériales. — Résumé des événements qui ont eu lieu dans la ville pendant le siège. — La capitulation conclue par Messenhauser et rompue par lui à l'approche des Hongrois. — Activité néfaste de Robert Blum. — La nuit terrible du 30 au 31 octobre. — Arrestation, procès et exécution de Robert Blum. — Exécution de Messenhauser et de quelques autres chefs de l'insurrection. Formation du ministère Schwarzenberg. — Le prince de Windischgraetz demande et obtient le contrôle suprême de la politique que suivra le nouveau ministère. — Programme du prince Félix. — Notices biographiques de Stadion, Bach, Bruck et Félix Schwarzenberg. — Tâche immense que l'état de l'Autriche et de l'Europe impose à ce dernier. — Ouverture du Reichstag à Kremsier. Échec essuyé par le ministère. — Débats dans le conseil des ministres au sujet de documents officiels concernant le changement de règne. — Tempête suscitée en Allemagne par l'exécution de Robert Blum. . . . . 401

## DÉCEMBRE 1848

Abdication de l'empereur Ferdinand et avènement de l'empereur François-Joseph. — Paroles touchantes adressées par l'empereur Ferdinand à son neveu. — Les affaires de Hongrie. Baron Josika et comte Antoine Szechen. — Le jeune empereur. — Commencement de mésintelligences entre les princes de Schwarzenberg et de Windischgraetz. . . . . 469

## JANVIER 1849

Le séjour d'Olmütz. — Mes relations personnelles et de service avec le prince de Schwarzenberg. — Travail exagéré. — Le ministère s'occupe d'élaborer une constitution. — Attitude peu satisfaisante du Reichstag. — Le ministère prend la résolution de le dissoudre. . . . . 487

## FÉVRIER 1849

La question allemande. — Impossible d'arriver à une entente avec la Prusse. — La Note du 4 Février. — Discussion au sein du ministère et entente finale au sujet de la constitution à donner à l'Autriche. — Le prince de Windischgraetz, mécontent du projet de constitution élaboré par les ministres, menace de déposer son commandement. - - Le prince Félix m'envoie en Hongrie avec mission de faire accepter au maréchal la constitution du ministère. — Ayant obtenu ce but, je retourne à Vienne. La bataille de Kapolna.. . . . . 499

## MARS 1849

Promulgation de la constitution du 4 mars. — Dissolution du Reichstag de Kremsier. — La Cour et les ministres quittent Olmütz et retournent à Vienne. — Le prince de Schwarzenberg s'installe à la chancellerie d'État. — On rentre dans la vie normale et je quitte

la situation anormale que j'ai occupée durant le séjour de la Cour à Olmütz. — La politique étrangère du prince Félix. — Je suis envoyé à Paris en mission extraordinaire auprès du prince Louis Napoléon, président de la République française. . . . . 527

JN 3-22-24

Bd June 1924

HARVARD LAW LIBRARY

FROM THE LIBRARY

OF

RAMON DE DALMAU Y DE OLIVART

MARQUÉS DE OLIVART

RECEIVED DECEMBER 31, 1911